

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 4,80 dr.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Australie/Néonion, 2,20 F; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 165 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 180 dr.; Irlande, 30 p.; Italie, 1.700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 fr.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; Royaume-Uni, 335 F CFA; Suède, 12,50 cr.; Suisse, 1,80 fr.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast) 2 \$.

**LA PRESSE
MATINALE**

ÉGLISE

Avortement et Evangile

par PHILIPPE ROQUEPLO (*)

À la suite d'une erreur de contraception, Jacqueline, trente-deux ans, trois enfants, se découvre enceinte. Après mûre réflexion avec son mari, elle décide de recourir à l'IVG. Hélas pour elle, l'Eglise catholique, à laquelle elle appartient, le lui interdit. Motif invoqué : ce qu'elle porte en elle est déjà une vie humaine, qu'elle n'a pas le droit de tuer.

Mais que veut-on lui dire en parlant ici de « vie humaine » ? Veut-on lui dire que, si elle accepte de mener à terme ce fœtus de trois semaines, celui-ci deviendra un bébé : son fils ou sa fille. C'est bien évident, mais à une condition : c'est qu'elle décide de le mener à terme. Or c'est précisément ce que, après délibération, elle prétend décider de ne pas faire. Pour que le motif invoqué puisse peser moralement sur sa décision, il faut donc que l'usage du mot « humain » revête un autre sens, à savoir : le fœtus d'un droit à vivre auquel elle n'a pas le droit de s'opposer.

Elle pourrait pourtant éléver plusieurs objections : ai-je le droit (vis-à-vis de lui-même, de mes trois enfants, de mon mari et de moi-même) d'avoir un enfant de plus dans les conditions de vie qui sont les nôtres ? Sur tout : peut-on

ici parler de droit à propos de ce fœtus que je porte en moi ? Est-il actuellement assez différent de moi-même pour être vis-à-vis de moi sujet d'un droit qui me soit opposable avant même que j'aie positivement accepté de le mener à terme ? N'est-ce pas ma décision — si je la prends — qui lui confère le statut d'altérité qui en fera un sujet de droit ?

Avez-vous vous-mêmes le droit (et à quel titre ?) de me refuser le pouvoir de choisir d'être ou de ne pas être mère ? Avez-vous le droit de prétendre me contraindre ainsi à n'être qu'un instrument d'une fatalité biologique, alors que j'aurais précisément un moyen anticonceptionnel pour ne plus devenir mère ?

L'interdit prononcé par l'Eglise s'appuie sur l'argument de la continuité biologique : puisque ce qui est là sera plus tard un homme, c'est déjà de l'homme qui est là ; le supprimer, c'est donc tuer de l'homme. Cet argument de continuité est d'ailleurs porté plus en avant : le sperme est déjà de l'homme ! D'où les interdictions sur la masturbation et la contraception. D'où, en conséquence, le jugement de tant et tant de nos

contemporains qui pensent que l'Eglise, sous prétexte de « droit naturel », s'empêtre ici dans un véritable matérialisme : comme si la biologie suffisait à définir l'humain !

Depuis quatre siècles...

Il faut d'ailleurs élargir le contexte. Depuis bientôt quatre siècles, les rapports entre l'initiative humaine et la nature ont été bouleversés. Grâce aux sciences et aux techniques, les hommes ont entrepris de devenir, selon l'expression de Descartes, « maîtres et possesseurs de la nature ». Cette maîtrise s'étend aujourd'hui à la fécondité humaine. Il y a là un progrès considérable, mais cela pose des problèmes immenses, et l'on peut savoir gré à l'Eglise de le clamer à tout vent. Cependant, ces problèmes ne sauraient être réglés en opposant à la responsabilité humaine des droits qui seraient fondés sur quelque nature que ce soit, puisque les problèmes dont il s'agit résultent précisément de la maîtrise de cette nature.

Il en découle que l'humanité moderne porte elle-même la responsabilité de décider ses propres structures morales : collectivement, mais aussi personnellement... et cela Jacqueline le sait bien. Aussi, ce qu'elle attend de la parole évangélique et de l'Eglise, c'est une aide pour exercer la responsabilité qu'elle sait avoir à exercer, et non point un interdit qui lui dénie cette responsabilité au nom de la biologie.

Cependant — et c'est sur ce point que je voudrais insister, — je ne crois pas que l'Eglise puisse jamais, sur l'avortement, changer

(*) Directeur de recherche au CNRS.

de position. Il s'agit de rien de moins que de sa propre réalité d'Eglise et des justifications qu'elle se donne. Ainsi le cardinal Veillot disait-il un jour à un ami théologien : « Vous parlez en termes phénoménologiques. Or vous ne pouvez jamais parler sérieusement dans ces termes de la grâce et des sacrements, ni par conséquent justifier la hiérarchie dans l'Eglise ». Cela est profondément vrai ! Il faut à l'Eglise catholique une ontologie compacte : ceci est ceci ; cela est cela. Après la consécration, le pain n'est plus le pain. Terminé : c'est le corps du Christ, définitivement, et les fidèles se voyaient jadis interdits de toucher aux saintes espèces. Après le baptême, l'enfant est membre de l'Eglise. Terminé. Définitif. Nul, pas même lui-même, n'y peut plus rien. Après l'ordination, le prêtre est prêt à consacrer le pain (donc de le faire « être autre ») par sa seule parole, et avec le pouvoir d'effacer les péchés. C'est comme ça : c'est en lui : un « habitus entitatif », une capacité qui affecte son être même. Comme l'infailibilité pontificale chez le pape... Comme le caractère humain chez le fœtus.

Renoncer à dire « l'être même » à propos du fœtus, ce serait renoncer à une prétention « ontologique » absolument essentielle à l'Eglise : la prétention, précisément, d'être ce qu'elle dit qu'elle est. Quant à savoir ce que cela a à voir avec l'Evangile, c'est une autre histoire !

Peut-être pourrait-on néanmoins souhaiter que, à travers son Eglise, Jacqueline rencontre davantage la parole évangélique que quelque pouvoir que ce soit prononçant quelque interdit qui ce soit.

GRÈVES

Pour un nouveau « contrat social »

par JEAN-PIERRE PAGÉ (*)

VOICI donc la France à nouveau agitée de soubresauts sociaux. Cette fois, qui la reprend périodiquement, traduit, au-delà des querelles sur les indices, les primes, et autres GVT, le malaise réel de certaines catégories de personnel dans des institutions qui ne se sont pas adaptées aux exigences d'une société moderne. Pourtant, ce qui résonne en la matière certaines entreprises, particulièrement compétitives, pourrait servir d'exemple.

Qu'en est-il plus précisément ? D'abord, une donnée de base : à la traditionnelle revendication d'augmentation de salaire des personnels de l'administration et des institutions qui en dépendent, s'ajoute, voire se substitue, de plus en plus, une véritable demande de reconnaissance sociale impliquant une redéfinition des responsabilités et des rapports hiérarchiques et une nouvelle conception du travail. A cet égard, les cas des agents de la SNCF au cours de l'hiver 1986 et des infirmières aujourd'hui sont particulièrement éloquentes. Dans le premier cas, les cheminots demandaient, bien au-delà des augmentations de traitement, une modification de leurs conditions de travail et des rapports internes à l'entreprise et une véritable politique de communication. Ce n'est un secret pour personne que la SNCF était alors l'archétype de l'entreprise pyramidale et hiérarchique, où la communication entre le sommet et la base était réduite au minimum.

Pour les infirmières aujourd'hui, là encore, les augmentations quantitatives ont occupé le devant de la scène, jusqu'à occulter le fond du problème. Mais il s'agit bien plutôt — et les intéressées l'ont clairement énoncé — de la demande, par une profession quelque peu sous-estimée, de la reconnaissance de son véritable rôle, qui, bien que plus obscur que celui des médecins, n'en est pas moins fondamentalement utile à la société, et de conditions leur permettant d'avancer pleinement ce rôle.

On pourrait multiplier les exemples et citer d'autres professions qui se taisent encore aujourd'hui mais n'en pensent pas moins.

Ce changement de comportement dans le management et les rapports humains encore trop imprégnés de Taylorisme, beaucoup d'entreprises en ont compris la nécessité et tracent la voie à suivre. De quoi s'agit-il ? Cela porte trois noms : politique de communication, politique de responsabilisation,

politique de ressources humaines.

Politique de communication, car il faut bien commencer par là : informer, communiquer, accepter de parler, avec tous des problèmes et des destinées de l'entreprise ou de l'institution concernés. Pour beaucoup de dirigeants, il s'agit d'une découverte, quelquefois aussi d'une épreuve ! Politique de responsabilisation, car tout même là : on peut demander beaucoup à un personnel motivé, associé à la marche de son entreprise, dans des structures décentralisées à taille humaine.

Politique de ressources humaines enfin, car les entreprises avancées ont compris que l'homme était la ressource la plus rare, et qu'il fallait le gérer de façon prévisionnelle.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que les entreprises en question ne connaissent que peu ou pas de problèmes sociaux, qu'elles n'aient pas, sauf exception, à faire face à des revendications violentes de leurs personnels car les problèmes sont pris à temps, qu'elles aient su prévoir et accomplir, en général, les reconversions et mutations nécessaires ?

Alors, pourquoi ne pas s'inspirer de l'expérience de ces entreprises pour revoir les rapports humains et les relations de travail dans l'administration, dans les entreprises publiques et, plus particulièrement, dans les professions les plus inadaptées au changement économique, technologique et social ? Ce pourrait être la voie d'un nouveau « contrat social » entre l'Etat et ses personnels, assorti de véritables politiques de communication, de responsabilisation, de décentralisation et de ressources humaines. Mais attention ! Il n'y a pas de formule miracle applicable uniformément à tous.

Il ne suffit pas de dire que l'on va mettre en œuvre un « projet d'entreprise » ou créer une « culture » pour que projet et culture aient une substance. Ils risquent de demeurer des coquilles vides. Il s'agit d'adapter les principes de base aux différentes institutions et catégories de personnels. A elles de trouver les solutions leur permettant d'accomplir pleinement leur mission et d'exprimer leurs qualités propres. Cela demande un effort considérable d'innovation et une réflexion profonde des entités concernées et, bien entendu, — faut-il le souligner ? — l'aptitude à se remettre constamment en question.

(*) Directeur du Centre d'observation et de prévision au ministère du commerce extérieur.

RÉFÉRENDUM

Soyons sérieux !

par STÉPHANE HESSEL (*)

UNE fois encore, rien de plus affligeant que les commentaires de la plupart des hommes politiques sur les résultats du référendum. Il y a quinze jours, on prévoyait 32 % de participation et on s'interrogeait sur le poids qu'aurait Jacques Lafleur, le courageux signataire des accords de Matignon, pour convaincre son électeur, naturellement réticent, d'y souscrire.

Or il y a eu 37,50 % de participation et plus de 30 % des électeurs de Jacques Lafleur ont voté « oui ». Honnêtement, on ne pouvait pas s'attendre à un meilleur score. La voie est donc ouverte, comme l'a souligné Jean-Marie Tjibaou, pour réussir le difficile pari contenu dans les accords, en mobilisant à cet effet toutes les ressources disponibles, sur place et en métropole.

Un référendum, dans les pays où il est de règle comme en Suisse, ne réunit, s'il n'est pas hautement politisé, qu'un peu plus du tiers des citoyens. Domage qu'il en soit ainsi en France. Domage aussi que les partisans du « oui » aient fait une si piètre campagne, sans affiches, sans tracts, sans mobilisation des mili-

tant. Monte notamment au Parti socialiste, dont les électeurs sont restés chez eux.

Quelle conclusion constructive faut-il tirer aujourd'hui ? D'abord que l'étape du référendum a été franchie dans des conditions plutôt moins mauvaises que ce qu'on prévoyait et non l'inverse. Ensuite que le civisme dans notre pays est au plus bas et ce, me semble-t-il, pour deux raisons essentielles :

1. L'école n'est plus, n'a plus été depuis trente ans, un foyer actif d'éducation démocratique, et il est capital qu'elle le redevenue ; cela implique une formation et une motivation des maîtres, ce qui devra être la priorité numéro un du ministre d'Etat qui en a la charge.

2. Le projet fort et courageux, dont on attendait qu'il anime l'action du gouvernement Rocard, devait être la lutte contre les tares qui pèsent sur le fonctionnement concret de notre démocratie. Ce projet n'a pas été exposé assez clairement ni poursuivi avec assez d'énergie. Il est grand temps de porter remède à cette lacune.

(*) Ambassadeur de France.

Au courrier du Monde

GLISSEMENT

Salariés de la fonction publique

Les multiples commentaires et les articles de votre journal sur les augmentations de salaire dans la fonction publique me suggèrent les réflexions suivantes :

Pour préserver « les grands équilibres », l'augmentation en « niveau » de nos salaires ne saurait bien entendu dépasser le « glissement des prix ». Autrement dit, la distribution « en masse » doit tenir compte du « GVT positif », le « glissement technique », qui mesure les promotions et l'ancienneté. N'est-ce pas ainsi que le langage macro-économique, économique décrit et détermine l'évolution de mon niveau de vie ?

Eh bien parlons-en de mon niveau de vie de fonctionnaire (catégorie C dix-neuf ans d'ancienneté, syndicat CIO dans une université — indice 286-7-échelon).

Tous les quatre ans, j'ai l'honneur de faire partie des heureux bénéficiaires du GVT positif, ces privilèges qui cumu-

lent « en niveau » augmentation annuelle et promotion. Bien peu de chose cet échelon : 133 F, mais enfin je le suis.

En faisant passer mon salaire de l'indice 286 à l'indice 293, soit de 5 480 F à 5 610 F, ma promotion se voit amortie de la « contribution solidarité ». Normal, j'ai la sécurité de l'emploi. Résultat : mon augmentation « glisse » de 133 F à 76 F.

Ce n'est pas tout, et c'est là que le GVT positif prend tout son sens. Le 1^{er} décembre, il faudra que je sois solidaire du déficit de la sécurité sociale. Soyons solidaires. Amputation : 1 F. Faites le calcul.

Ma prochaine promotion ? Dans quatre ans. L'indice 32. Une grande date assurément : c'était, si je puis dire, ma rubrique « de la macroéconomie à la réalité quotidienne ».

BRIGITTE LAUGÉNIE (Pau.)

JACQUELINE GRAPIN

Pacific America



PLON

Pour mieux comprendre l'enjeu des élections, le double visage « pacifique » de l'Amérique. Celle qui penche à l'Ouest, espérant maîtriser l'ascension du Japon. Celle, aussi, qui rêve de paix à l'Est et de détente avec Gorbatchev.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Fontaine (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Éditions, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Benoit-Méty, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Verant

Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS PAR MINUTEL

36-15 — Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 06

Tél : (1) 42-47-87-27

Téléc : MONDIPAR 850672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 103-1 du 10-1-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 — Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDIPUB 286 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 06

Tél : (1) 42-47-87-27

Téléc : MONDIPAR 850672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Reconnu d'intérêt public par la loi n° 103-1 du 10-1-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 — Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDIPUB 286 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐9 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

BADIO 88

Etranger

L'élection de M. George Bush à la présidence des Etats-Unis



L'éloge de la continuité, tel est, en résumé, la teneur des premières et principales réactions dans le monde à la victoire de M. George Bush.

A Paris, M. Mitterrand s'est réjoui « de l'élection d'un homme qui nourrit pour la France et ses dirigeants l'estime et l'amitié » et prévoit qu'il se trouvera à ses côtés « lorsqu'il s'agira d'œuvrer pour construire un monde plus pacifique, plus généreux et plus solidaire ». Dès les premières heures de mercredi, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a, pour sa part, adressé un message de félicitations à George Bush « pour cette magnifique victoire » et lui a « jamais douté ».

Le ministre des finances japonais, M. Kiichi Miyazawa, a accueilli la nouvelle avec satisfaction, comme les milieux

d'affaires nippons, en estimant que la politique américaine resterait « inchangée ». La présidente des Philippines, M^{me} Corason Aquino, a souligné dans son message de félicitations sa conviction que les « liens cordiaux et historiques » entre les deux pays seront « maintenus ». En Pologne, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a estimé que cette élection pourrait « être bonne pour la coopération mutuelle ».

A Londres, M^{me} Thatcher s'est félicitée de l'élection d'un président avec lequel elle « partage la même opinion sur la plupart des sujets ».

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, affirmant que M. Bush avait réussi, « au cours des dernières semaines, à sortir de l'ombre de Ronald Reagan », a rendu hom-

mage à « un bon ami de l'Europe et des Allemands ».

A Cuba, Granma (l'organe officiel du Parti communiste) a dénoncé le caractère superficiel du scrutin américain et souligné que le résultat n'influera guère sur les relations entre les deux pays. Le président nicaraguayen, Daniel Ortega, a lancé, pour sa part, un appel « au dialogue » au nouvel élu. L'Union soviétique espère poursuivre la politique de désarmement « au service de la cause de la paix » avec le nouveau chef d'Etat américain, a enfin indiqué dans son service en langue anglaise Radio-Moscou.

M. Bush est « un grand ami d'Israël, qui maintiendra l'équilibre des forces au Proche-Orient », a estimé, mercredi, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres.

La récompense de la loyauté

Durant la campagne, quel qu'un demandait à George Bush comment il comptait s'y prendre pour vaincre cette fatalité électorale qui veut qu'aucun vice-président n'ait succédé sans hiatus au chef de l'exécutif depuis Martin Van Buren en 1836. « C'est simple, répondit-il, sans se démonter le visage, sans se laisser troubler par la question, je vais simplement démissionner ».

Passer du poste de copilote aux commandes et réussir cette prouesse arithmétique toute simple qui consiste, somme toute, lorsque l'on est numéro deux à passer numéro un, aura pourtant été l'aboutissement d'une très longue carrière. Une carrière de « second », celui qui se tient en retrait dans l'ombre, et dont la raison d'être est la loyauté. « Pas une faiblesse », dit George Bush, une vertu. « Il n'en manquera pas en soixante-quatre ans ».

Loyauté familiale envers son banquier et sénateur de père, le rigide Prescott Bush qu'il « n'osa jamais contredire » et dont il héritera le goût passionné du sport et de la compétition. Loyauté envers le drapeau, qu'il défendra à dix-huit ans, puis comme pilote de la guerre du Pacifique : cinquante-huit missions « au feu », dont un parachutage en catastrophe, le 2 septembre 1944, près de l'île de Chichi-Jima où il sera recueilli par un sous-marin. Sur le fuselage de son bombardier, le jeune héros avait écrit « Barbara ». Au bout de l'aventure attendait une Distinguished Flying Cross et un mariage avec celle qu'il a rencontrée un an plus tôt sur un site de Glenn Miller dans une soirée de Noël : Barbara Pierce.

Amour, famille, patrie : dans ce trio de valeurs chères à une Amérique puritaine ancrée dans ses traditions, il convient bien sûr d'ajouter le travail. Diplômé en économie à Yale, le « vétéran » de vingt-quatre ans devient très « preppy » (bon chic), Baseball et parties de pêche en Nouvelle-Angleterre : la voie est toute tracée pour « Poppy », le fils du banquier. C'était oublier les leçons maternelles inculquées au cours de séjours de vacances de la Bible, le soir, dans le Connecticut. « La vie n'est pas un compte ouvert à discrétion », disait-elle. Ce que l'on veut, il faut le gagner soi-même.

Et que veut le jeune Bush ? Un « challenge », répondit-il sans hésiter. Barbara et « Little George » à ses côtés, il part au volant de son coupé Studebaker pour sa propre conquête de l'Ouest : « Nous ne mettons pas de barres à notre

imagination ». L'horizon s'élargit à Odessa, Texas, où les Bush fondent une compagnie de pétrole, Zapata off Shore. Le temps pour le fils de famille de faire son million de dollars et de se familiariser avec les « chicken fried steaks » (steaks de poulet frits) et cette autre curiosité locale que sont les « nouveaux » républicains, façon Goldwater. Et le cap est mis sur Houston.

Quel autre « challenge » désormais, sinon la politique ? En 1964, « l'année Goldwater », président, George Bush, inspiré par les pionniers conservateurs du Parti républicain, décide de tenter sa chance. Valait-il mieux la Chambre ou le Sénat ? Conseil est pris incidemment auprès de l'oracle : texan par excellence, le président Lyndon B. Johnson. La réponse tombe dans l'ombre d'une marge : « Le Sénat et la Chambre, petit, c'est aussi différent que de la salade de poulet et de la merde de poulet ». George tente le Sénat, mais c'est à la Chambre qu'il se retrouve deux ans plus tard. Il y fera deux mandats. Le « second choix », déjà.

A FONDU, pas à Pékin

Un bon coup, en 1970, sera son aussi l'humilité de l'homme. C'est ainsi que, dans la capitale chinoise, le futur collègue de Michael Dukakis. La revanche viendra. Entre-temps, un expert a remarqué l'obéissance, Richard Nixon. Déjà en 1968, sûr de son élection, Nixon qui avait secrètement choisi Spiro Agnew comme collègue, pour faire durer la suspense, en bon « pro », a agité quelques noms. « Vous avez fait une bonne petite campagne », George, dit-il au représentant Bush, mais vous ne pouvez pas m'accompagner à Pékin, car vous n'avez pas le bon visage pour aller à Pékin. Et celui qui plus tard prendra le titre controversé de « novice » Dan Quayle à ses côtés, conquis, d'acquiescer : « Je n'aurais pu apporter qu'un jeune visage au ticket, et ce n'est pas assez dans une campagne nationale » (1).

Est-ce la fin du parcours ? Non, plutôt le début, car Richard Nixon a de la mémoire : la loyauté se fait aussi remarquer. En 1971, le freshman Bush se retrouve bombardé ambassadeur à l'ONU. Un poste intenable : nuances et demi-tonnes en pleine tourmente vietnamite. Il tiendra un an : « J'ai compris, raconte-t-il, que je n'étais pas là pour faire la politique, mais l'appliquer ». L'apprentissage du second rôle. Et la loyauté ? Justement, en

janvier 1973, convaincu que l'ONU n'est pas « notre dernier meilleur espoir de paix », il part « à la demande du président ». De la « mission de verre » à la « smoke-filled room » (2) : il endosse le double rôle de « président du Parti républicain ». Un parti attaqué de tous côtés et en pleine auto-flagellation devant l'explosion prochaine de la fin du Watergate. Elle a lieu le 8 août 1974, le président Nixon démissionne. Loyauté jusqu'au bout, George Bush, torturé, lui a pourtant écrit la veille au soir : « Cher monsieur le président, mon profond jugement est que vous devriez démissionner... ».

Entré au nouveau, M. Bush ? Toujours pas, Gerald Ford lui propose une grande ambassade, Paris ou Londres. Bush le surprend : il veut, dit-il, Pékin, qui l'artifice comme « un voyage vers l'inconnu ». Souhait exaucé : il assurera la direction du bureau américain de liaison. Auparavant, il reçoit une série de briefings intensifs dans le bureau de Henry Kissinger. Une bonne occasion d'apprendre que, tandis qu'il se démenait à la tribune de l'ONU en faveur de Taiwan, un secret Kissinger avait effectué son voyage « historique » à Pékin, qui allait réussir la trêve que l'on sait, dans la grande muraille diplomatique chinoise. Et tandis que Henry depuis Washington tire les ficelles, l'ambassadeur promène son chien C. Fred. En chinois, les premiers mots qu'il apprendra seront : « N'ayez pas peur, il ne mord pas ». Pour autant, si, dans la page d'histoire qui se tourne, George Bush est au deuxième rang sur la photo, l'expérience et la réputation justifiées d'« homme de consensus » le placent déjà en tête des serviteurs potentiels de l'Etat.

A l'ombre de Reagan

Honneur redoutable qui lui vint, en 1976, d'hériter du pire cadeau qui soit : la direction de la CIA. Comment redonner confiance à une agence compromise dans la chute de la présidence précédente, et dont les analyses plus ou moins que les méthodes sont chaque jour clouées au pilori ? Un fardeau qu'il devint à bout de bras, opérant prudemment l'émotion des futurs grands changements. En novembre 1976, l'élection à la présidence du baptiste Jimmy Carter le déchargera. Pour la CIA, la « grande lessive » commença. Un soir, quinze jours après l'élection, George Bush se rend à Plains (Géorgie) pour

briefing le futur président. Son dernier pensum. Au cours des cinq heures de conversations, un de ses assistants évoque une affaire dont les répercussions se situent, dit-il, vers 1985, et Jimmy Carter de doucement l'interrompt : « Je n'ai pas besoin d'en savoir avant. A ce moment-là, c'est George qui sera président... ».

Pourquoi pas ? Il a le meilleur profil, un curriculum impressionnant, de la fortune aussi. Il tente sa chance à la présidentielle de 1980. Au début, les sondages ne le prennent même pas en considération et reviennent, à son habitude, très fort quand on le croyait perdu, il finit, second, derrière Ronald Reagan, qui le prend à son côté. Second, encore une fois. L'ancien ambassadeur trouve cette fois les chemins de la « diplomatie tranquille » : inaugurations officielles et enterrements de chefs d'Etat. Mais à l'ombre de Ronald Reagan, il fait plus sombre encore. De loyal, on dit que Bush est devenu « suiveur ». Et que cet homme qui refusait obstinément toute « étiquette » a oublié ses goûts modérés pour embrasser sans réserve le credo réaganien jusqu'à dans les moments les plus bas de l'« Irangate ». La loyauté, toujours ! Au point qu'il finit par se fonder dans le paysage et par jouer les doublures, lui dont la vie, après tout, aurait fourni un rôle en or pour Ronald Reagan à l'écran. N'était-ce pas oublier que George Bush est un coureur de fond ? Seulement, il s'est mis au jogging à cinquante ans, question de rythme : « Faites de votre mieux, conseille-t-il encore, et ne regardez pas en arrière. L'histoire est jonchée des dépouilles des favoris qui n'ont pas réussi... ».

Loyal à présent envers lui-même, ce nouveau président, qui « voit les choses comme elles sont » et non « comme il les espère », va surtout devoir prouver qu'il sait être lui-même et qu'après huit ans de fanfaron réaganien la sobriété peut être charismatique, pourvu qu'elle soit accompagnée d'efficacité. Les démocrates l'ont compris à leurs dépens, eux qui dans la liasse des retrouvailles, à la convention d'Atlanta ont été, ont sous-estimé l'adversaire. Et tandis que, sûr du verdict des sondages, ils frottaient aux cris de « où est George ? », une silhouette effacée mais volontaire escaladait déjà le peron de la Maison Blanche. En premier.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(1) Autobiographie de M. Bush. Paperback.
(2) « Pibite remplie de fumée », lieu de réunion des partis.

Le combat solitaire de Dan Quayle

Dan Quayle n'a pas combattu au Vietnam, mais il aura remporté une bataille présidentielle. En solitaire, loin des radars et des télévisions qui, après l'avoir cloué au pilori, l'avaient presque oublié ces derniers temps. Une bataille contre un adversaire de taille, qui n'était autre que... lui-même ! Car sa jeunesse (il n'a que quarante et un ans) et ses allures de jeune premier à la Robert Redford, loin d'avantager le blond sénateur de l'Indiana, avaient fini par handicaper le « ticket républicain » dans son entier. En choisissant pour coéquipier un homme jeune, énergique et plein d'idées très arrêtées (contre l'avortement et pour une défense « musclée », par exemple) George Bush, le modéré, avait peut-être cru ressembler à l'heure où le vieux président se retirait, la « relève » était en place, et c'est vers l'avenir qu'il convenait de se tourner.

Obstiné, la presse n'a d'yeux que pour le passé. Y trouvant mille et une raisons de contester le futur vice-président. D'abord son service militaire, effectué « à l'arrière » dans la garde nationale alors que les jeunes gens de son âge partaient pour Saigon. Mais là, c'était de bonne guerre, car le surloucheur sénateur jouait volontiers les « faucons » au Capitole. Ensuite sa carrière : huit ans au Sénat et deux mandats à la Chambre des représentants, ce qui est soi-disant peu rien. « Mais

qu'y avait-il donc fait ? », interrogent ses détracteurs, oubliant au passage que, à la commission des finances ou même à celle du budget, il lui était arrivé de se distinguer par des propositions très pertinentes sur la rationalisation des dépenses militaires. Tandis qu'aux côtés d'Edward Kennedy, le très libéral sénateur du Massachusetts, qui l'a soutenu de manière tout à fait surprenante au plus fort de la tourmente, il fut aussi à l'origine de programmes de formation très remarqués pour les minorités.

Rien n'y fit, de ses origines de « gosse de riche » (il est le petit-fils du magnat de la presse de l'Indiana, M. Pulliam) jusqu'à la moindre de ses initiatives, tout fut passé au crible et remis en question. Y compris sa propre existence, le jour où le Chicago Tribune écrivait le soir, dans un éditorial, que George Bush puisse vivre « au moins cent ans ! » S'exprimait ainsi la crainte de beaucoup d'Américains de voir le « novice » Dan Quayle, en cas de mort subite du président, s'emparer des rênes du pouvoir.

Présent qu'il est dans la pibite, au jeune vice-président de remporter une ultime bataille : celle de l'opinion publique, en faisant très vite ses preuves, et du même coup celle que la Maison Blanche valait peut-être le chemin de croix.

M.-C. D.

Après le soulagement, le scepticisme

Les marchés financiers jouent la baisse du dollar

Après avoir salué, du bout des lèvres, la victoire de George Bush, les marchés financiers ont retrouvé leur humeur morose et ont joué la baisse du dollar. « Le contrat n'a rien de vraiment rassurant », soupirent un cambiste parisien après une nuit agitée. Certes, les investisseurs avaient anticipé les résultats du scrutin et poussé le billet vert jusqu'à 1,8040 mark et 126,05 yens dans la nuit du 8 au 9 novembre. Mais, au moment même de l'annonce du nom du vainqueur, à 3 h 15, heure française, les prises de bénéfices avaient déjà commencé et faisaient chuter le billet vert.

Ayant clairement laissé transparaître leurs préférences pour le candidat démocrate, les Japonais vendaient même le dollar avec un tel empressement que la banque du Japon a dû intervenir pour calmer le jeu et permettre à la devise américaine de clocher mercredi 9 novembre à Tokyo, à 124,65 yens, en léger retrait sur la veille. Les places européennes, sur la même longueur d'onde, jouaient pru-

demment mais fermement l'affaiblissement du dollar.

Les premiers échanges interbancaires, mercredi 9 novembre, situèrent le dollar à 1,78 mark, 124,5 yens et 6,0750 FF. La banque centrale japonaise, après avoir rappelé qu'elle entendait contrôler le mouvement de désaffection pour la devise américaine mettrait de l'huile sur le feu en se déclarant peu optimiste sur le redressement du commerce extérieur américain. On ne pouvait mieux refléter les préoccupations des marchés financiers. La croissance toujours vive aux Etats-Unis n'augure guère une réduction rapide des déficits extérieurs alors même que les excédents japonais et allemands augmentent de nouveau. Et les déclarations de M. Bush, durant la campagne, excluent un resserrement de la politique budgétaire jugée pourtant indispensable pour rééquilibrer l'économie américaine. Quelques heures de soulagement n'auront pas permis de lever un profond scepticisme.

F. Cr.

L'abstention, une constante

La démocratie américaine a ceci d'ambigu que, quel que soit le succès d'un candidat à l'élection présidentielle, sa victoire ne repose jamais sur un grand élan populaire ; car, une fois de plus, seulement la moitié de l'électorat potentiel prend part au vote.

En 1980, Ronald Reagan, qui remportait près de 52 % des suffrages, était salué comme grand vainqueur. Encore fallait-il modérer ce succès pour le moins relatif : le taux de participation s'élevait alors à 52,6 % ; autrement dit, à peine plus d'un quart (27 %) de l'électorat potentiel s'était prononcé pour la « révolution réaganienne ». Exemple plus frappant : en 1972, Richard Nixon était élu à la faveur d'un « raz de marée » en obtenant 61 % des suffrages, l'un des records de l'histoire électorale américaine. Mais, pour autant, il n'était désigné que par un tiers seulement des électeurs potentiels.

Ce serait un leurre de comparer les chiffres de participation américains aux chiffres français, outre-Atlantique les calculs électoraux sont effectués sur la base des électeurs potentiels (c'est-à-dire des

citoyens en âge de voter) ; et non pas des inscrits. D'après les estimations, il faudrait rajouter sept points aux taux de participation américains pour pouvoir les comparer aux nôtres. Reste que les Américains sont de moins en moins nombreux à prendre part aux différents scrutins auxquels ils sont appelés. Et à l'élection présidentielle — celle qui mobilise le plus — ce n'est guère différent.

Depuis 1960, année record avec 63 % de participation, le taux a régulièrement baissé, pour atteindre 52,6 % en 1980. Malgré des campagnes massives en faveur de l'inscription électorale, quatre ans plus tard le gain ne fut que de 0,3 %. Et bien que les formalités d'inscription aient été assouplies cette année, les politiciens américains s'attendaient à un faible taux de participation (le plus bas que les Etats-Unis aient connu remontait à 1924 : 43 %). Peu avant l'élection, un sondage NBC-Wall Street Journal a fait apparaître que près de 57 % des personnes interrogées auraient préféré avoir un autre choix que celui qui leur était offert. M.-P. S.

Les prédécesseurs au vingtième siècle

Voici la liste des présidents des Etats-Unis au vingtième siècle (D = démocrate, R = républicain) :

William McKinley (R), 1897-1901 (assassiné le 14 septembre 1901, six mois après le début de son second mandat) ; Theodore Roosevelt (D) 1901-1909 ; Woodrow Wilson (D) 1913-1921 ; Warren Harding (R) 1921-1923 (mort en fonction le 2 août 1923) ; Calvin Coolidge (R) 1923-1933 ; Franklin Roosevelt (D) 1933-1945 (mort en fonction le 12 avril 1945) ; Harry Truman (D) 1945-1953 ; Dwight Eisenhower (R) 1953-1961 ; John Kennedy (D) 1961-1963 (assassiné le 22 novembre 1963) ; Lyndon Johnson (D) 1963-1969 ; Richard Nixon (R) 1969-1974 (démissionne le 9 août 1974) ; Gerald Ford (R) 1974-1977 ; Jimmy Carter (D) 1977-1981 ; Ronald Reagan (R) 1981-1989.

yves gibeau

« Avec des larmes de souffrance, de rage, de révolte... Gibeau peut écrire les choses les plus crues et les plus cruelles, s'exalter de ses amours éblouissantes ou remâcher l'amertume de son enfance, il demeure cet anarchiste qui déteste le désordre. »

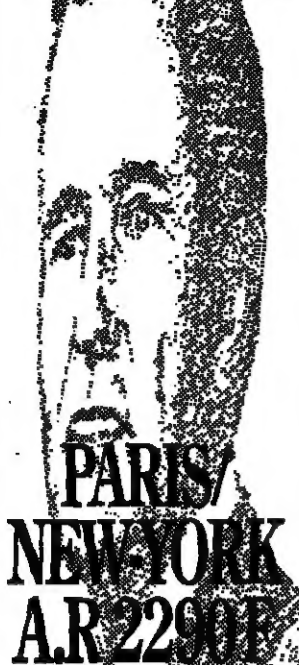
Pierre LEPAPE - LE MONDE

Almann-Lévy

mourir idiot

BULLETIN D'ABONNEMENT	
IX REF CHOISE	
1 an	...
6 mois	...
3 mois	...
1 an	...
Nom	...
Prénoms	...
Adresse	...
Code postal	...
Ville	...
Pays	...

**BUSH
ELU,
ALLEZ-LE
FÉLICITER.**



Garçon tout des États-Unis
5 Place André Malraux
75001 Paris
2260 2251

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde
DES LIVRES**

Amériques

L'élection de M. George Bush

Le nouveau président devra composer avec un Congrès à majorité démocrate

(Suite de la première page.)

C'est là, de la part du peuple américain, une manière de délivrer un dernier satisfait au président arrivé au terme de ses deux mandats et qui ne pouvait se représenter. Ronald Reagan peut légitimement espérer que ses idées, auxquelles il croit très profondément, continueront à marquer les États-Unis après son départ de la Maison Blanche. Satisfait supplémentaire pour M. Reagan, qui avait fait vigoureusement campagne en faveur de « son » vice-président, lequel était bien placé

pour l'emporter en Californie, l'État dont le président sortant fut gouverneur et où il s'apprête, d'ici deux mois, à prendre sa retraite.

Comme M. Reagan en 1980, M. Bush a construit sa victoire dans le sud du pays (il l'a emporté dans tous les États de l'ancienne confédération, naguère bastion des démocrates). Il l'a aussi emporté dans les montagnes Rocheuses, une bonne partie du « Midwest » agricole et industriel, et dans presque tous les États de Nouvelle-Angleterre — à

l'exception du Massachusetts, dont M. Dukakis est gouverneur.

M. Dukakis a lui gagné dans une dizaine d'États, parmi lesquels celui de New-York (de justice), le Minnesota, le Wisconsin, et à l'Ouest : l'Oregon et l'État de Washington (M. Dukakis l'emporta aussi dans le district de Columbia, c'est à dire la capitale fédérale, Washington, ville où les Noirs sont largement majoritaires). Mais dans l'ensemble du pays, les Noirs, s'ils ont bien voté, à plus de 80 %, pour M. Dukakis, ne se sont pas déplacés en grand nombre pour le faire.

Le candidat démocrate a échoué dans quelques États industriels essentiels : Ohio, Pennsylvanie, Michigan, où les deux candidats s'étaient livrés une bataille acharnée dans les derniers jours de la campagne, se disputant en particulier les voix des travailleurs de l'industrie traditionnelle démocratique, mais que M. Reagan avait réussi à débaucher. Une partie d'entre eux sont « rentrés » au bercail, mais pas en assez grand nombre pour faire le bonheur de M. Dukakis.

L'audacieux pari lancé par ce dernier au Texas s'est aussi conclu par un échec : M. Lloyd Bentsen, que M. Dukakis avait choisi comme colistier dans l'espoir qu'il lui apporte en droit les voix de son très vaste État, a échoué dans sa tâche — même s'il est parvenu sans la moindre difficulté à assurer sa propre réélection au Sénat. M. Bentsen va y retrouver son poste de président de la commission des finances, mais avec une nouvelle et une autorité accrues : il pourrait se poser en interlocuteur très coriace pour M. Bush, notamment pour tout ce qui touche au budget.

Comme M. Bentsen, l'écrasante majorité des « sortants » ont également retrouvé leur siège, en particulier à la Chambre des représentants où les élus bénéficient d'immenses avantages financiers pour leur campagne électorale, et où les démocrates détiennent la majorité depuis des décennies.

Plus préoccupant encore pour M. Bush est l'échec du Parti républicain dans sa tentative pour retrouver la majorité au Sénat. Au contraire, le « Grand Old Party » perd quelques sièges supplémentaires (un tiers du Sénat était soumis à renouvellement), et c'est là une différence essentielle avec l'élection de 1980. Contrairement à M. Reagan, M. Bush n'a entraîné personne dans son sillage.

De féroces batailles ont été livrées, mais ce furent plus des chocs de personnalités — et de foudres électorales — que des affrontements idéologiques. Au passage, le Parti républicain a perdu dans le Connecticut — un des ses derniers « libéraux » — M. Weicker, battu par

un démocrate qui a mené contre lui une campagne « de droite ».

Une fois de plus, les Américains ont manifesté une forte propension à « diviser » leur vote, à préférer un républicain pour la Maison Blanche mais un démocrate pour le Congrès (en Virginie, le sénateur démocrate sortant a recueilli 70 % des voix, tandis que M. Dukakis, dans la compétition présidentielle, recueillait à peine 40 % des voix).

Le parti démocrate peut au moins y trouver une consolation, d'autant que les institutions américaines donnent des prérogatives considérables au Congrès, qui peut en fait imposer sa politique au président s'il réunit une majorité assez forte pour passer outre aux « vetos » venus de la Maison Blanche. Des tendances difficiles s'annoncent donc pour M. Bush. Contrairement à M. Reagan, qui s'était fait élire sur des idées très nettes et très radicales, il ne pourra s'appuyer sur un clair mandat de l'électorat, et naturellement il ne possède pas non plus le talent de « magicien » de son prédécesseur.

Désillusion

Mais les démocrates ont aussi toutes les raisons d'être amers : une nouvelle fois, la cinquième, en vingt ans, la Maison Blanche leur échappe, et cela alors que cette année, ils sentaient la victoire à leur portée. Le « faible » George Bush, le patricien si facile à tourner en ridicule n'était-il pas l'adversaire dont ils rêvaient, au début des primaires, alors que le vice-président était encore pied à pied avec des concurrents républicains jugés plus dangereux, comme M. Robert Dole ? Et, en juillet dernier, leur propre candidat, M. Dukakis, ne menait-il pas de 17 points dans les sondages ?

La désillusion est sévère, et ce nouvel échec amène à se poser des questions sur l'aptitude du parti démocrate à reprendre possession de la Maison Blanche, et plus encore à désigner un candidat en mesure de le faire. Car cet échec est aussi, personnellement, celui de Michael Dukakis, qui s'est pourtant battu comme un beau diable, jusqu'à la dernière minute, et presque au delà. Dans la nuit de lundi à mardi, à 3 h 30 du matin, il s'adressait encore à trois mille partisans sur un aéroport de Des Moines dans l'Iowa, avant de prononcer un autre discours dans le Michigan, à l'aube. Et tard mardi soir, alors que le scrutin était déjà clos à l'Est, M. Dukakis multipliait encore les interventions, par liaison satellite, sur les chaînes locales du Midwest, pour inciter les électeurs à aller voter pour lui. Effort méritoire, mais vain. On n'a pas fini de disséquer les erreurs tactiques du petit gouverneur du Mas-

sachusetts, son refus de répondre plus tôt aux attaques de l'équipe Bush sur des sujets comme le crime ou le patriotisme, sa froideur et l'attitude trop assurée d'un homme qui a manifestement sous-estimé son adversaire.

Militants frustrés

Mais plus déterminante encore a été son incapacité à résoudre le problème fondamental du parti démocrate, déchiré entre le désir de rester fidèle à sa base électorale et à son idéologie réformatrice, et le souci de ne pas heurter ni effrayer une opinion de plus en plus conservatrice. M. Dukakis a cru pouvoir tourner la difficulté en prononçant, des mois durant, des discours creux et en tablant sur son image de compétence, avant de revenir en catastrophe, sur la fin, à un discours populiste. Il risque à présent d'encourir des reproches cinglants de militants de Massachusetts, de sérieux ennemis l'attendent, notamment en raison de difficultés financières hâtivement masquées le temps de la campagne.

Au moins M. Dukakis a-t-il accepté sa défaite avec élégance. Une lourde déception se lisait sur son visage gris de fatigue quand il est apparu devant ses partisans à Boston, mais ses premiers mots ont été pour déclarer : « J'ai téléphoné au vice-président Bush pour le féliciter (...) Il sera notre président, et nous travaillerons avec lui ». Lui qui, tous ces derniers jours, n'avait pas cessé de dénoncer la campagne de « distorsion et de mensonge » menée selon lui par M. Bush, n'a pas en cette fois une parole de récrimination, préférant exalter, avec une visible sincérité, la grandeur et le service public et de la démocratie américaine.

M. Bush a lui aussi eu des mots aimables pour son concurrent malheureux, le remerciant pour des citations exprimées « si gracieusement, de manière si amicale, dans la grande tradition de la politique américaine » — une tradition qui en effet, impose cette sorte de fair play après que l'on se soit longuement et durement étripés.

Comme il se doit, M. Bush a exprimé sa détermination d'agir dans l'intérêt, « non seulement de ses partisans, mais aussi de ceux du gouverneur », et de tous ceux qui n'ont pas voté (soit environ la moitié de l'électorat). Il a ajouté qu'il était déterminé à rendre l'Amérique « plus douce et plus gentille » — ce qui fut l'un des slogans de sa campagne, et a retrouvé le ton du modéré rempli de bonnes intentions. C'est à dire l'homme que, selon ses proches, il a toujours été, même s'il a volontairement joué les « durs » au cours de la campagne.

JAN KRAUZE.

DES ENVOIS URGENTS ?

La solution express
pour les industriels et les commerçants :
SYSTÈME SX SERNAM*

SERNAM
C'EST POSSIBLE

Tous vos envois, notamment ceux de moins de 5 kg, s'ils sont déposés avant 17 heures dans un centre Sernam, seront livrés dès le lendemain matin partout en France métropolitaine

Barbara, un atout maître

WASHINGTON
correspondance

« Je suis le grand-mère de tout le monde », déclarait récemment Barbara Bush, s'adressant à un malade dans un hôpital. Mais, à la Maison Blanche, continuait-elle de garder, sinon même d'efficher, son image de souveraine bien en chair, entourée d'une multitude d'enfants et de petits-enfants ? A s'en tenir à ses déclarations, elle n'a l'intention ni de teindre ses cheveux blancs ni de renouveler sa garde-robe. La campagne présidentielle ne l'a pas changée : « J'ai gagné quelques kilos mais je suis toujours la même Barbara Bush... », dit-elle.

« Si Barbara devait être un jour candidate, je voudrais être son manager », a déclaré son mari. Car loin d'être seulement une « manne » attentive et affectueuse pour sa famille, M^{me} Bush est aussi une grand-mère de combat. Incarnant les vertus traditionnelles, elle inspire la nostalgie d'une certaine Amérique, celle de la terre aux portiers, du dîner de famille du dimanche après l'église. Mais aussi la tradition des femmes de pionniers, toujours prêtes à faire le coup de feu, pour encourager les hommes démoralisés.

Sa personnalité aurait pu faire de l'ombre à son mari. Aussi, a-t-elle délibérément choisi de se mettre en retrait. Mais on sait que, sollicitée ou non, elle exprime vigoureusement ses opinions et donne des conseils à l'entourage de son mari, qui apprécie son bon sens et son franc-parler. Sans être une active militante, comme Rosealynn Carter, la nouvelle « first lady » continuera d'exercer une influence discrète mais efficace sur le président.

Après quarante-trois ans de mariage, elle ne cache pas ses sentiments, ni son admiration, pour son mari. « Je suis très satisfaite d'être la femme de George Bush », dit-elle. Et toujours pour elle le beau garçon en uniforme de pilote de l'US Navy, très décoré, qu'elle rencontre dans sa petite ville de Rye.

La « belle de Rye », comme on l'appelle alors, fille très riche et très courtisée de Marcus Pierce, propriétaire d'une chaîne de magasins, n'avait que dix-sept ans. Ce fut le coup de foudre et elle épousa son George trois ans plus tard, en 1945. Bref, une romance très édifiante, digne des feuilletons populaires. Les deux jeunes gens eurent des pères très riches et des mères dominatrices voulant affirmer leur personnalité. Ils s'installent au Texas, où la robuste simplicité des gens, leur familiarité, les aidèrent à éliminer la retenue et la réserve distante résultant de leur trop bonne éducation. Le couple est très heureux au Texas. George y fait fortune ; elle aura cinq enfants. Tous deux cependant ont connu l'épreuve tragique de la mort d'une petite fille de trois ans, victime de leucémie : on dit que Barbara décide alors de laisser ses cheveux blancs.

« Je suis comme je suis »

Ce qui compte pour elle, c'est la famille, et les vacances du mois d'août où elle accueille enfants et petits-enfants dans la grande maison de Kennedunkport (Maine), une famille unie comprenant trois petits-enfants à moitié mexicains : « Mes petits bruns » dit-elle, en ajoutant : « J'aimerais qu'un de mes fils soit assez intelli-

gent pour épouser une Asiatique ».

Barbara Bush a parfaitement accompli sa tâche de « second lady », restant relativement dans l'ombre pour laisser le devant de la scène à Nancy Reagan. Celle-ci a mené la lutte contre la drogue ; Barbara se préoccupe essentiellement d'apprendre à lire aux analphabètes et d'aider les illettrés.

Ses distractions sont celles d'une sportive, elle aime les longues marches, le golf, mais ses deux passions sont le jardinage et le crochet. On l'a vu souvent, pendant la campagne, sortir son ouvrage d'un grand cabas. Barbara est aussi appréciée pour son sens de l'humour, exercé le plus souvent à ses dépens. « Et / la dame en rouge, allez-vous-en », lui cria un photographe, alors qu'elle se tenait près de son mari : « J'ai regardé ma robe, dira-t-elle, et, mort Dieu, mais c'était moi ! » Elle aime aussi évoquer cette réception donnée dans une ambassade étrangère à Washington, où elle fut abordée par trois personnes : la première lui demanda : « Mais qui êtes-vous ? » La seconde lui dit : « Hello, M^{me} Schultz... », et la troisième, un jeune homme, lui dit, en lui prenant la main : « Bienvenue dans notre pays ».

parfois, cependant, on devine une pointe d'arrogance à certains regards : « J'ai l'air plus âgée, mais je ne suis pas si vieille, dit-elle un jour avec un sourire forcé ; je suis comme je suis, n'en parlez plus ». Sentant que la comparaison avec M^{me} Dukakis ne lui serait pas favorable, elle a évité, en guise de réponse, les attentions à la télévision. Les experts estiment pourtant que Barbara représente un des grands atouts de George Bush. Un atout discret, caché même, mais un atout maître.

HENRI PIERRE.

Amériques

à la présidence des Etats-Unis

Nuit américaine à Paris

Et, d'abord, où les trouver, ailleurs que dans leurs « lieux » les plus répertoriés, les Américains de la capitale ? Une visite à Paris Passion en ses nouveaux locaux, plus spacieux, derrière la place de la République, paraît s'imposer : avec ses 50 000 exemplaires vendus par numéro, le bimestriel ne livre-t-il pas la clé des derniers endroits « in » de la capitale française ? Mais non ! Robert Sarnat, son directeur, trente-quatre ans, confesse ne s'être guère préoccupé de l'événement : trop peu « parisien » à ses yeux : le numéro de novembre-décembre, au bouclage, précisément, ce mardi 8 novembre pour « sortie » lundi prochain, ne parlera pas de « ga ».

En route, donc, pour la tournée classique ! Les Halles, tout d'abord. Deux valeurs sûres, les restaurants « américains », Joe Allen, rue Pierre-Lescaut, et Conway's, rue Saint-Denis, ont attiré la foule. « As usual » (comme d'habitude), commente un garçon avec l'accent français. Ambiance garantie, avec force cocktails au bar, salles enfumées à souhait, et les sea foods (fruits de mer), empaquetés à la mendoisine et traversés de porc comme favoris aux tables. Bush ? Dukakis ? Non, ce n'est pas la préoccupation de la soirée, au demeurant très triviale par les Hexagoneux !

On change de secteur : direction les Grands Boulevards. Rue Notre-Dame-de-Victoire, le Hollywood Savoy est comble. Galeté un peu forcée, dont le ton est donné par un orchestre aux décibels trop accablants pour que surgissent des conversations politiques... ou autres. Les amateurs qui ont amené des groupes attendent devant la Bourse. Au Louvre, rue Montmartre, à deux pas, c'est en revanche le « flop » : quasiment désert dès 23 heures.

Alors, les grands classiques, autour de l'Opéra. Le Harry's Bar fait... rue comble. Près de trois cents personnes sont rassemblées devant la célèbre porte vitrée du Sank Roo Do Noo (5, rue Daumesnil), gardée

par le non moins célèbre Philippe. D'anciens agitateurs des billets de 100 F sous son nez pour l'hôte leur tour, mais, plus inoccupable que Philippe, il n'y a pas. Alors on achète des bières au Mamekton Pils juste en face, et on les « siffle » dans la rue. A l'intérieur, les privilégiés suivent la chaîne de télévision CNN, sans véritable passion : la fameuse « vote blanc », réputé donner infailliblement le vainqueur depuis le début du siècle, n'a-t-il pas déjà tranché ? Selon Andy Macelhom, le propriétaire du Harry's, ses clients, consultés entre le 27 octobre et ce mardi jusqu'à 13 h 30 ont donné Bush vainqueur par 579 voix contre 471.

Dehors la bousculade s'accroît, obligant à un léger renforcement de la présence policière. « Vive les républicains ! », crie une pelouse blonde enveloppée dans le drapeau américain. A quelques pas de là, le bar Hexagone est, par contraste, totalement paisible. « Nos clients se s'extorquent de toute façon que très calmement », explique, très « régence », le barman. Les passionnés de politique suivent la télévision dans leur chambre au Ritz. Ceux qui voudraient commenter les résultats de l'East Coast (côte Est) peuvent toujours faire la fermeture de notre « boîte », vers 3-4 heures du matin.

Le « clos » de la soirée

Cap sur l'Etoile, enfin. En dedans, le Parnassus de l'American Legion, rue Pierre-Charon. Le buffet est croquant, mais c'est peut-être signe qu'on a un peu touché ! Vingt clients siroient au grignotage en regardant, là aussi, CNN sur grand écran. Visiblement, ce lieu a pû de la proximité du « clos » de la soirée, le point le plus à l'ouest : la « nuit américaine » de l'hôtel Concorde-Lafayette, porte Maillot. Quelque deux mille personnes se pressent, à minuit déjà bien sonné, dans

l'immense salon Concordia. Si c'était une odeur ? Celle du pop corn, pour sûr ! Un bruit ? Celui, un peu démentiel, convenons-en, de l'orchestre, qui rocke et swingue et jette au point de rendre désagréablement insupportables les commentaires des chaînes, visibles sur trois écrans géants. Si c'était des couleurs ? Le rouge, le bleu et le blanc du stars and stripes, la bannière étoilée américaine, reproduite sur des canotiers en plastique, vendus 5 F à l'entrée, et qui s'attachent comme des petits pains. L'animation (à 200 F tout de même) suggère le dégoûtant ; mais bien peu s'y étaient pliés.

La fête a été organisée de façon bipartite, par les « républicains à l'étranger » et les « démocrates à l'étranger ». Il y a donc un « bar Bush » et un « bar Dukakis », où chacun, selon ses préférences politiques, va s'approvisionner aux mêmes hot dogs, hamburgers et cafés. Mauvais signe : le « bar Dukakis » est beaucoup plus aisément accessible — moins entouré — que le « bar Bush ». Vers 2 heures, la CNN transmet les premiers résultats, portant sur 1, 2 ou 3 % des votes dépouillés dans les différents Etats. Partout, Bush l'emporte assez nettement. Mais, pour les sièges de gouverneurs, les écrans affichent : « Démocrates, 0 » (1). Alors le « bar Dukakis » applaudit à tout rompre. Comme dit le poète : « La nuit sera longue à devenir demain... ». Et pour finir, un pavé charollais avec quelques amis américains dans un restaurant de l'avenue de la Grande-Armée !

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Il y avait deux sièges de gouverneurs à pourvoir le 8 novembre.

A la télévision américaine...

CBS a « gagné »

WASHINGTON
de notre correspondant

Depuis les studios de la chaîne CBS à New-York, Dan Rather interrompait brutalement sa conversation avec un sénateur fraîchement réélu et, sans même marquer un temps d'arrêt, laisse tomber : « Bush a gagné ! » Il est 21 h 27 sur la côte est (3 h 27 en France), mais en Californie, dans tout l'Ouest et une partie du Centre, le scrutin est loin d'être clos. Pourtant, dès qu'il voit apparaître sur son téléprompteur une estimation des résultats dans le Missouri, qui permet à M. Bush de franchir la barre de 270 voix, le présentateur ne perd pas une seconde : « Bush a gagné, c'est fini ! ».

CBS, aussi, en un sens, a « gagné » en annonçant, deux minutes avant ABC et NBC, la victoire du candidat républicain. Mais, de la part de Dan Rather, cette annonce prend un relief particulier : nul n'ignore l'animosité nourrie par le journaliste vedette à l'égard du héros du jour, depuis l'accrochage qui a opposé les deux hommes un soir de janvier dernier, au cours d'un entretien en direct. Un Rather extraordinairement agressif avait alors presque perdu le contrôle de ses nerfs lorsque son interlocuteur, pressé dans les cordes au sujet de l'« Irangate », avait répliqué en évoquant une « sérieuse erreur professionnelle du présentateur ».

L'incident avait eu un impact considérable, car c'était encore, à

la veille des primaires, une époque où le vice-président passait pour un « wimp », un « fal-lalard ». Soudain, il avait montré ses griffes, révélé une pugnacité que ses adversaires n'allaient pas tarder à découvrir à leurs dépens aux cours de la campagne électorale. Une campagne au cours de laquelle CBS a fait preuve d'une franchise hostile à l'égard du candidat républicain, avant d'être la première à annoncer sa victoire.

La hâte manifestée par les télévisions à annoncer le résultat, alors que des dizaines de millions d'Américains n'ont pas fini de voter, provoque régulièrement de très nombreuses — et vaines — protestations. Le projet de clore le scrutin partout à la fois, en dépit du décalage horaire de trois heures entre l'est et l'ouest du pays, n'a jamais abouti, et convaincre les trois grandes chaînes de s'imposer une certaine discipline semble encore plus inimaginable.

En 1980, Jimmy Carter lui-même n'avait pas attendu la fin du scrutin pour consacrer la victoire à M. Reagan — et cette hâte a vraisemblablement coûté leur siège à plusieurs candidats démocrates au Congrès, sur la côte pacifique. Cette année, MM. Dukakis et Bush s'étaient entendus pour attendre la fermeture des bureaux de vote dans l'ensemble des Etats pour s'adresser au pays. Un progrès modeste, mais un progrès quand même.

J. K.

... et française

Quel spectacle ! Quels moyens !

Au matin du 9 novembre, Paris était royalement indifférent aux élections américaines. On guettait en vain les visages de passants et de voisins... Rien ne rappelait la folle nuit que nous venions de vivre devant le petit écran !

Quelle chance que nos héros — les Ockrent, Durand, Poivre d'Arvor et autres — soient encore à Los Angeles, Washington ou New-York ! Ce serait trop dur pour eux. C'est vrai. Trois injustes pour ceux qui pendant près de douze heures d'affilée se sont défoncés avec tant d'énergie, de foi et de bagout ; entretenant un suspense méritoire — dérisoire — faisant mine de vibrer en décomptant les pourcentages de voix et en rivalisant d'astuces pour présenter dix fois le portrait de Bush la gaffe, Quayle le cancre, Dukakis le loser...

Quel show les télévisions françaises — TF1, Antenne 2, la 5 — nous ont offert cette nuit ! Quel spectacle, quels moyens ! « Tiens, remarquait à New-York Christine Ockrent, mardi vers 22 heures, devant une batterie de chaînes américaines, les programmes des télévisions américaines sont normaux, les grandes soirées élections ne sont pas encore commencées ». Nos chaînes, elles, étaient au rendez-vous. Avant l'heure... et après l'heure. Car, à 8 heures, mercredi, après la nuit non stop, alors que les Américains, plus raisonnables, étaient allés se coucher, nous étions toujours de bon pied. Infatigables !

A. C.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

**COUR D'APPEL DE PARIS
11^e CHAMBRE — Arrêt
du 7 juillet 1988.**
ENTRE : M. Pierre DANGLES,
Conseiller de Paris
ET : M. Yves LANCIEU
La Cour rappelle que M. Yves LANCIEU, député et conseiller de Paris, a tenu des propos diffamatoires à l'encontre de M. Pierre DANGLES, conseiller de Paris et vice-président de la SEMUREP, au cours d'une conférence de presse donnée le 13 octobre 1983 à l'Assemblée nationale, en imputant à M. DANGLES d'avoir reçu, d'une dame MARTICELLI, une somme de 5 000 F, destinée à faciliter son réajustement.

La cour estime que M. LANCIEU n'a pas rapporté la preuve de vérité du fait diffamatoire et ne peut arguer de sa bonne foi.

« Qu'en effet les propos et écrits diffamatoires s'expliquent au moins par la partialité qui ont opposé alors, au sein d'une même formation politique, Yves LANCIEU à Pierre DANGLES et à d'autres membres de cette formation, et engendrent chez le premier une animosité personnelle, exclusive en droit de la bonne foi ».

La Cour estime nécessaire d'indemniser suffisamment Pierre DANGLES du préjudice direct important qu'il a subi du fait des agissements de LANCIEU et le condamne de ce fait à lui payer la somme de 40 000 F à titre de dommages et intérêts et celle de 8 000 F sur le fondement de l'article 475.1 du code de procédure pénale, ordonnant de surcroît la publication de l'arrêt dans le journal LES TROIS MONSIEURS et dans deux autres journaux, le coût de chaque insertion étant fixé à 10 000 F.

POUR EXTRAIT
Hervé CREN
Avocat à la Cour

**COUR D'APPEL DE PARIS
11^e CHAMBRE
Arrêt du 7 juillet 1988.**

ENTRE : M. Pierre DANGLES,
conseiller de Paris ET MM. RAMSAY,
KROP et société CITAREF,
LA COUR : Rappelle que le journal LES NOUVELLES a publié sous le titre « Le Scandale de la Mairie de Paris », dans son numéro du 19 au 25 octobre 1983, un article mettant en cause l'honneur et la considération de M. DANGLES dans ses fonctions de « Conseiller de Paris ».

Estime que les journalistes ne rapportent pas la preuve de la vérité du fait diffamatoire et ne peuvent arguer de leur bonne foi compte tenu de leur absence de prudence.

Juge que le préjudice causé à M. DANGLES est très important et elle condamne de ce fait MM. RAMSAY et KROP au paiement d'une somme de 50 000 F à titre de dommages et intérêts et de 5 000 F au titre de l'article 475.1 du Code de Procédure Pénale, ordonnant la publication par extrait dans trois journaux pour le prix de 15 000 F chaque insertion.

POUR EXTRAIT
Hervé CREN
avocat à la cour

CHILI

Les résultats officiels du plébiscite : 54,71 % de « non »

L'opposition chilienne a obtenu 54,71 % des voix lors du plébiscite présidentiel du 5 octobre, scrutin perdu par le général Augusto Pinochet, qui a obtenu 43,1 % des suffrages, selon les chiffres définitifs annoncés officiellement mardi 8 novembre par le tribunal chargé des élections. Le tribunal, après avoir examiné vingt-deux actions en justice déposées à travers tout le pays à propos de la régularité des élections, a précisé que les chiffres définitifs pour le « oui » et pour le « non » à une prolongation du mandat du général Pinochet jusqu'en 1997 s'élevaient respectivement à 3 119 110 voix et 3 967 569 : 94 594 votes ont été comptabilisés nuls, soit 1,31 % du total, 70 660 comptes blancs (0,97 %).

« Le peuple du Chili s'est acquiescé de ses devoirs civiques », a conclu le tribunal : 7 251 943 citoyens de plus de dix-huit ans se sont rendus aux urnes pour une élection qui a enregistré 2,39 % d'abstentions. — (AFP.)

ALBERT COSTA DE BEAUGUARD

LA DISCORDANCE DES TEMPS

« Albert Costa de Beaupré a montré, au cours de son existence trop brève, et ce livre en est une preuve convaincante, que selon la formule de Paul Valéry, "sa ressource était son exigence". »

Roger BARRE
Préface

152 pages, 90 francs

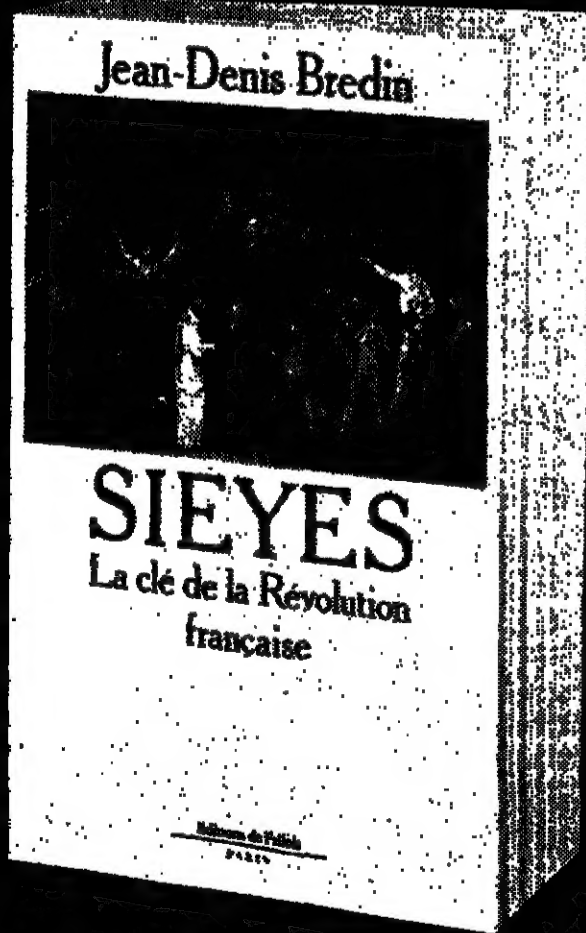
MASSON

Jean-Denis BREDIN



"Tandis que le Bredin historien rend justice au Sieyès « inventeur » de 1789, l'écrivain rend justice à l'homme disgracié et au styliste, dont il retrouve spontanément le sens de la formule brutale et âpre, et qu'il retourne contre Sieyès lors de la « descente finale aux honneurs »."

Bertrand Poirot Delpech de l'Académie française, "Le Monde"



"Deux cents ans après le grand ouragan, un tel livre — par ailleurs remarquablement écrit et solidement charpenté, appuyé sur une documentation sans faille — s'imposait. Il est très heureux que Bredin ait su nous le donner."

Arthur Conte, "Le Figaro"

Diplomatie

Le grand marché de 1993 et la préparation des élections européennes

La CEE ne doit pas se transformer en « forteresse »

estiment les partis socialistes réunis à Berlin-Ouest

BERLIN
de notre envoyé spécial

Réunis pendant deux jours au Reichstag à Berlin-Ouest, les dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates de la CEE et des autres pays européens démocratiques membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont adopté lundi 7 novembre une déclaration appelant les pays de la Communauté européenne à prévoir de nouvelles formes de coopération avec leurs voisins en prévision du grand marché de 1993. Tout en laissant la porte ouverte à de nouvelles adhésions, la déclaration souligne toutefois que « la Communauté est déterminée à poursuivre sans délai son propre processus d'intégration » et réaffirme le vœu des douze pays membres de la CEE de construire une « union européenne ».

Ce rappel avait été jugé indispensable, par les socialistes français notamment, afin de bien marquer la nécessité pour les Douze de se consacrer en priorité à la réalisation du grand marché. Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, qui avait été invité à prendre part aux travaux de Berlin, a d'ailleurs tenu à rappeler au cours de son intervention que la création du grand marché n'était pas jouée d'avance et a appelé les pays de l'AELE à la patience en leur offrant d'exploiter pour le moment les possibilités offertes par l'accord d'association de 1984.

Intégration et neutralité

La conférence de Berlin, à laquelle participaient les chefs de gouvernement autrichien et suédois, avait été convoquée à l'initiative du parti social-démocrate ouest-allemand, plus sensible peut-être que d'autres aux inquiétudes suscitées par le grand marché de 1993 dans les pays non situés dans la Communauté. Il s'agissait d'ailleurs de la première grande rencontre internationale entre pays de la CEE et de l'AELE pour discuter du sujet. Dès l'ouverture de la conférence, le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, avait insisté sur le fait que le grand marché ne devait pas transformer la Communauté en une « forteresse » fermée aux autres pays du nord et de l'est de l'Europe. Mais, tout au long des travaux, il a lui

aussi réaffirmé très clairement la priorité attachée par le SPD à la construction de l'Union européenne.

Les débats ont également fait ressortir du côté des pays de l'AELE des différences importantes dans leur approche de la Communauté, notamment en raison de la neutralité de plusieurs d'entre eux et des limites que celle-ci impose à leur coopération. La déclaration indique à ce propos, à la demande de l'Autriche, que « chaque pays doit trancher lui-même la question de savoir si sa définition de la neutralité est compatible ou non » avec une demande d'adhésion à une communauté « qui continue à se développer économiquement et politiquement dans le but d'une union européenne ».

Cette formulation ambiguë laisse la porte ouverte à une demande d'adhésion de l'Autriche qui pourrait être déposée l'année prochaine.

Les chefs des partis socialistes de la Communauté ont également profité de leur présence à Berlin-Ouest pour examiner un premier projet de manifeste en vue des prochaines élections européennes de 1989. La version définitive de ce manifeste sera rendue publique le 10 février prochain au cours d'un congrès des partis socialistes européens qui se réunira à Bruxelles. Il a également été convenu d'étudier comment associer les différents partis aux campagnes nationales dans chaque pays.

HENRI DE BRESSON.

Les démocrates-chrétiens de la Communauté ont adopté leur plate-forme

M. Méhaignerie ne semble pas souhaiter une liste commune UDF-RPR

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre envoyé spécial

« une liste commune UDF-RPR pour les élections européennes de juin 1989 n'est pas l'idée dominante ». Visiblement, M. Pierre Méhaignerie, qui assistait en tant que président du CDS, mardi 8 novembre, au congrès des démocrates-chrétiens de la CEE, regroupés dans le Parti populaire européen (PPE), n'a pas l'intention de renouveler l'expérience de 1984.

Quant à une liste UDF, le président du CDS y voit également des obstacles. Sans nommer M^{me} Simone Veil ni M. Valéry Giscard d'Estaing, il relève la difficulté de désigner la « tête de liste », se considérant apparemment comme un concurrent sérieux.

Alors, une liste démocrate-chrétienne ? M. Méhaignerie ne répond pas. Il glisse tout de même : « Mes amis du PPE le souhaitent fortement ».

Pour l'heure, les représentants du PPE avaient à adopter une plate-forme commune pour les élections européennes de juin 1989. Le PPE sort au combat avec l'espoir de rivaliser avec le groupe socialiste, le plus nombreux à l'Assemblée de Strasbourg.

Le VII^e congrès des démocrates-chrétiens de la Communauté s'est terminé par une fête animée par Adamo et marquée surtout par la présence de quatre chefs de gouvernement : le chancelier Helmut Kohl et MM. Ruud Lubbers (Pays-Bas), Wilfried Martens (Belgique) et Jacques Santer (Luxembourg). Les célébrations du centenaire de la naissance de Jean Monnet, le succès de l'Europe au cours du premier semestre de cette année, alors que le chancelier Kohl présidait le conseil européen, confortent le PPE dans son idée d'être « au cœur de l'Europe ».

M. Kohl est cependant intervenu pour modérer l'optimisme et l'euphorie des congressistes. Il a notamment insisté sur les sérieux obstacles à franchir pour réaliser le grand marché, qui recueille l'accord inconditionnel du PPE. « L'Europe de 1993 ne se fera pas », a-t-il déclaré, « sur le dos du voisin, et il faudra nécessairement trouver des compromis raisonnables ».

Le document commun envisage, d'autre part, des structures fédérales pour la CEE, le conseil des ministres des Douze représentant les États membres au sein d'un « sénat », la Commission de Bruxelles assurant progressivement les tâches de l'exécutif gouvernemental et le Parlement européen devant élaborer une « Constitution ».

MARCEL SCOTTO.

CAMBODGE : la négociation entre Khmers à Fère-en-Tardenois

Derrière l'écran de fumée, des « résultats substantiels » ?

Les États-Unis restent sceptiques sur les promesses du Vietnam de retirer ses troupes du Cambodge et insistent sur un calendrier précis, a indiqué, mardi 8 novembre, le département d'État à la suite des discussions qui se sont déroulées la semaine dernière à Paris entre M. Sigm, secrétaire d'État adjoint pour l'Asie et le Pacifique, et M. Rogatchev, vice-ministre

soviétique des affaires étrangères. Selon Washington, ce dernier a « refusé de s'engager à presser Hanoi de publier un calendrier précis de retrait en 1989 et de permettre la vérification de ce retrait ». Les États-Unis n'ont pas, jusqu'à présent, l'impression que le Vietnam tient ses promesses de retirer toutes ses troupes d'ici au début de 1990.

Les négociations de Fère-en-Tardenois, lundi 7 et mardi 8 novembre, entre le prince Sihanouk et le premier ministre de Phnom-Penh, auxquels s'était joint M. Son Sam — le vieux dirigeant nationaliste — ont fait l'objet d'un communiqué conjoint confirmant la formation d'une commission de travail qui siégera à Paris et la tenue, en 1989, d'un nouveau sommet auquel seront, de nouveau, conviés les Khmers rouges, absents cette fois-ci. Les trois parties se sont également prononcées, sans autre précision, pour la réunion d'une conférence internationale sur le Cambodge.

Après quarante-huit heures passées à l'entendre se critiquer les uns les autres, il paraît difficile d'imaginer que les négociations entre Cambodgiens puissent progresser, même quand un nombre croissant de grands de ce monde les poussent à s'entendre. Chaque camp, à en croire l'autre, s'en tient à ses intransigesances.

Les sihanoukistes reprochent aux gens de Phnom-Penh de vouloir s'armer « le monopole du nationalisme ». Ces derniers poussent de

grands cris quand on parle de « démantèlement » de leur République populaire pour installer à sa place un gouvernement chargé d'organiser des élections libres. Chacun, devant la presse, y va de son couplet, rejetant sur l'autre la responsabilité du retard pris par la négociation. La mauvaise volonté est toujours dans le camp adverse. A telle enseigne que le prince Sihanouk fait même savoir, de façon indirecte, que le prochain sommet ne pourra avoir lieu, alors que le temps presse, avant septembre 1989, soit dans dix longs mois.

Le tort des absents

Mais, à y regarder de plus près, les pourparlers se portent-ils si mal ? M. Han Sen, avant de s'emporter quand on lui parle de la participation des Khmers rouges à un régime transitoire, a mentionné l'existence de « résultats substantiels ». Les sihanoukistes font savoir que finalement Phnom-Penh n'a pas vraiment dit « non » à un « gouvernement d'union nationale du Cambodge », formule assez neutre pour ménager pas mal de susceptibilités.

Et puis, au fond, même si l'on insiste sur la main tendue aux Khmers rouges, on s'accommode parfaitement de leur absence. Après tout, puisqu'ils étaient invités, le tort est de leur côté. Enfin, l'échec de septembre 1989 pour une prochaine rencontre paraît si lointain — surtout quand la normalisation sino-soviétique avance à grands pas — qu'on peut de nouveau s'y attarder.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Afrique

ÉTHIOPIE

Mesures en faveur des investisseurs privés

Addis-Abeba. — Le chef d'État et secrétaire général du Parti des travailleurs éthiopiens, M. Mengistu Haile Mariam, a proposé, le lundi 7 novembre, des réformes économiques radicales qui pourraient remettre en vigueur la notion de capitalisme dans le pays si elles étaient appliquées au cours des prochaines années. Ces mesures prévoient un investissement privé illimité dans le commerce, l'industrie et l'agriculture, autorisant de la sorte un assouplissement de la politique marxiste poursuivie par les autorités depuis la révolution de 1974.

« Étant donné que, selon la législation actuelle, nous pouvons travailler avec les capitalistes étrangers, nous reconnaissons que l'extension des mêmes privilèges à nos propres citoyens présentera de grands avantages », a déclaré le président Mengistu devant la neuvième session du comité central du parti. Ces propositions sont contenues

dans un rapport du comité, dont la version complète n'a été remise à la presse que mardi.

Selon les propositions de M. Mengistu, les capitalistes privés seraient encouragés à intervenir dans le commerce de gros et de détail, dans l'industrie hôtelière et celle des loisirs, dans les entreprises de produits de consommation et dans l'agriculture. Pour ce qui concerne les fermiers, ils seraient libres de vendre leurs produits sur le marché intérieur ou pour l'exportation.

M. Mengistu a déclaré, d'autre part, que les dépenses de l'Éthiopie en matière de défense ont augmenté au rythme d'environ 19 % par an depuis 1974 pour atteindre 50 % des dépenses totales de l'État. C'est la première fois que le régime d'Addis-Abeba rend public le montant des sommes consacrées à l'armée : 1,75 million de dollars. — (AFP.)

TUNISIE

Nomination d'un secrétaire d'État aux affaires religieuses

Le président Ben Ali a nommé le mardi 8 novembre M. Kacem Boussina secrétaire d'État aux affaires religieuses, poste dont il avait annoncé la création la veille devant la Chambre des députés. Le chef de l'État avait expliqué qu'il était nécessaire que la religion islamique, « faite de tolérance et d'efforts », et à laquelle il tient à se référer, aille de pair avec « les problèmes de la modernité et du progrès ».

La nomination de M. Boussina — jusqu'alors ambassadeur en Arabie saoudite — paraît devoir limiter quelque peu les prérogatives du cheikh Mokhtar Selami, mufti de la République, qui, en apportant sa caution à des imams appelant à l'anathème contre les communistes divers milieux politiques, ainsi que la Ligue des droits de l'homme. — (Corresp.)

Ils ont 32 ans et 70 ans d'expérience.

Il faut à la fois de l'expérience et du dynamisme pour financer les entreprises et favoriser leur développement. Les hommes du Crédit National ont l'un et l'autre. Créé il y a 70 ans, le Crédit National a acquis une connaissance incontestée des entreprises et des besoins des marchés. Ses diagnostics sont sûrs, ses évaluations solides.

Ce sont les hommes de votre réussite.

Les hommes du Crédit National, eux, ont l'âge du dynamisme et de l'innovation. Ils savent que financer les entreprises, c'est évoluer avec elles, c'est innover sans cesse pour répondre justement à leurs besoins en matière de prêts, d'opérations en fonds propres, de montages juridiques ou financiers.

Ils savent que le champ d'action des entreprises, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité, s'étend de leur région au monde entier.

Partenaires privilégiés des entreprises, les hommes du Crédit National, en conjuguant expérience et innovation, vous donnent tous les moyens, stratégiques et financiers, de votre réussite.



Crédit National

LES MOYENS DE VOTRE RÉUSSITE

SPRINTS
E 4670

européennes
de la Commune
leur plate-forme
semble pas souhaiter
UDF-RPR

La VII^e Conférence des chefs
de la Commission
européenne de la Communauté
économique et sociale s'est
ouverte à Bruxelles sous la
présidence de Jacques Delors.
Les participants ont discuté
de la situation économique
de l'Union européenne et
des perspectives de la
monnaie unique. Les
discussions ont porté sur
la mise en œuvre du
traité de Maastricht et
sur les défis que pose
l'intégration économique
de l'Europe.

M. Kohl est intervenu
pour souligner l'importance
de la coopération
européenne et a appelé
à une plus grande
solidarité entre les
membres de la
Commission. Il a
également évoqué
la nécessité de
renforcer les
institutions
européennes.

Le document communiqué
d'autre part, résume les
travaux de la Commission
pour la CEE. Il souligne
les succès obtenus
dans le domaine
des relations
extérieures et
des affaires
internes. La
Commission a
également
présenté ses
propositions
pour le futur
gouvernement
européen.

MARCEL SCOTT

à Fribourg-en-Tardenois
résultats substantiels

Les affaires étrangères
ont été l'un des
thèmes de la
réunion. Les
participants ont
discuté de la
situation
internationale
et des
relations
européennes.
Ils ont également
évoqué les
problèmes
économiques
et sociaux
de l'Europe.
Les
discussions
ont été
très
fructueuses
et ont permis
d'arrêter
des
conclusions
importantes.

On a également
discuté de
la situation
économique
de l'Europe
et des
perspectives
de la
monnaie
unique. Les
participants
ont souligné
l'importance
de la
coopération
européenne
et ont appelé
à une plus
grande
solidarité
entre les
membres
de la
Commission.

Le document
communiqué
d'autre part,
résume les
travaux de
la Commission
pour la CEE.
Il souligne
les succès
obtenus dans
le domaine
des relations
extérieures
et des affaires
internes. La
Commission
a également
présenté ses
propositions
pour le futur
gouvernement
européen.

JEAN-CLAUDE FORT

que

11 NOV
Nomination
d'un secrétaire d'Etat
aux affaires religieuses

Le président
du Conseil
d'Etat a nommé
M. Jean-Marie
Lévy à la
secrétariat d'Etat
aux affaires
religieuses.
M. Lévy a
été nommé
le 10 novembre
1988.

La nomination
de M. Lévy
est la suite
d'une
évolution
qui s'est
opérée au
sein du
gouvernement.
M. Lévy a
été nommé
le 10 novembre
1988.

Le nouveau
secrétaire d'Etat
aux affaires
religieuses
est un homme
de confiance
et d'expérience.
Il a été nommé
le 10 novembre
1988.

Le nouveau
secrétaire d'Etat
aux affaires
religieuses
est un homme
de confiance
et d'expérience.
Il a été nommé
le 10 novembre
1988.

Le nouveau
secrétaire d'Etat
aux affaires
religieuses
est un homme
de confiance
et d'expérience.
Il a été nommé
le 10 novembre
1988.

Europe

Un entretien avec le secrétaire général du Parti communiste hongrois

« Il faudra attendre plusieurs dizaines d'années avant qu'un véritable multipartisme soit possible »

nous déclare M. Karoly Grosz

Premier ministre depuis 1987, secrétaire général du parti depuis mai dernier, M. Grosz, qui est âgé de cinquante-sept ans — un an de moins que M. Gorbatchev, — a mené depuis toujours la vie d'un homme d'appareil, si l'on fait exception de ses incartades idéologiques de jeunesse durant les événements de 1956 — il avait alors pris position pour le multipartisme. Il reçoit toujours dans son bureau de chef du gouvernement et non pas dans l'immeuble du comité central. C'est donc dans le bâtiment du Parlement — copie conforme de la Chambre des communes de Londres — que nous l'avons rencontré pendant plus de deux heures, dans une atmosphère détendue. Très prolix, le numéro un hongrois — qui a pourtant la réputation d'avoir un caractère particulièrement difficile — a toujours gardé son sang-froid, même lorsque nous l'avons interpellé sur les divergences qui l'opposent à ses « frères ennemis », le libéral Imre Pozsgay, membre du bureau politique et ministre d'Etat, et l'ultra-conservateur Janos Berez, secrétaire du comité central. La plupart des leviers du pouvoir sont aujourd'hui, il est vrai, entre ses mains.

« Le processus de réformes politiques dans lequel vous êtes engagé — réforme de la Constitution et de la loi électorale — peut-il déboucher sur le multipartisme ? »

« Cela peut-il aboutir au multipartisme ? Je réponds oui, mais personnellement je ne suis pas favorable à une telle évolution. Je considère qu'il serait beaucoup plus efficace que les organisations non communistes qui se créent actuellement se constituent en associations pour la défense d'intérêts spécifiques et participent à la vie politique du pays. Mais théoriquement il n'est pas exclu qu'on en arrive à la pluralité des partis politiques. »

« Vous ne souhaitez donc pas que le Forum démocratique, par exemple, présente des candidats aux élections, comme il le demande ? »

« Moi, je ne le souhaite pas. Mais il peut avoir des candidats. »

« On est parfois étonné par les déclarations contradictoires de certains membres du bureau politique sur cette question du multipartisme. »

« Le système de parti unique, ce n'est pas une question de principe pour nous. On peut ruiner le socialisme avec un seul parti ou avec plusieurs. On peut aussi le réussir avec un seul parti ou avec plusieurs. De toute façon, jusqu'à notre prochain congrès, en 1990, nous vivrons sous le système du parti unique et, avant, nous n'entamerons pas de débat sur cette question. Elle sera, en revanche, tranchée lors du congrès. »

« D'un côté, je ne suis pas favorable à l'existence de partis qui ne feraient que de la figuration. De l'autre, je ne peux pas imaginer des partis qui veulent changer les obligations sociales et internationales actuelles. Il faudra plusieurs dizaines d'années avant que cela se pro-

duise. De ce point de vue-là, 1945 est encore proche. »

« C'est ça, le pluralisme socialiste ? Respecter les engagements internationaux et le modèle social ? »

« Ce n'est pas la définition du pluralisme socialiste, c'est simplement la limite qu'on ne doit pas dépasser. A l'intérieur de cette limite, on peut tout faire. Le pluralisme socialiste, c'est que les différents intérêts existant dans la société puissent faire surface avec les mêmes droits et se confrontent. Mais, si quelqu'un propose de quitter le pacte de Varsovie, j'ai peur que ce ne soit pas une position d'actualité. »

« Vous avez déclaré que vous abandonneriez le 24 novembre, lors de la prochaine réunion du Parlement, le poste de premier ministre. Qui va vous succéder ? »

« Je ne peux pas encore le révéler, mais je suis favorable à un expert en économie qui soit aussi à l'aise en politique. »

Les divisions de la direction

« Pourquoi voulez-vous maintenant vous consacrer exclusivement au parti ? »

« Quand un gouvernement s'attelle à des réformes aussi profondes que celles que nous avons entamées, il ne peut pas se passer d'un soutien solide. C'est pourquoi nous nous sommes appuyés sur le parti unique. Les réformes précédentes ont échoué pour cette raison. Les réformateurs occidentaux expliquent les hauts et les bas du rythme des réformes de M. Gorbatchev par les résistances de l'armée et de la bureaucratie. Il y a certainement des opposants dans ces milieux, mais ce n'est pas l'essentiel. Ou bien un peuple comprend ce que veut la direction du pays, ou bien il ne le comprend pas, et il n'est pas à même de la soutenir. »

Je crois donc que, pour réussir sa tâche, notre gouvernement doit recevoir un appui du parti plus important que celui que j'ai reçu et que je reçois moi-même. »

« Vu de l'extérieur, on a l'impression que la direction du parti n'est pas unie, qu'elle se divise même en trois tendances, incarnées par trois hommes : vous au centre, M. Janos Berez, très prudent à l'égard des réformes, et M. Imre Pozsgay, pour lequel, manifestement, les choses ne vont pas assez vite. »

« Il n'y a aucune rivalité de personnes, et je commence d'ailleurs à le regretter. Si les différents membres d'une direction n'ont pas d'ambition personnelle, ils la privent d'une grande force. Mais, quant au programme, la direction est tout à fait unie. Le débat porte sur les méthodes. Depuis longtemps je ne crois plus aux chefs infailibles, aux gouvernements infailibles, aux partis infailibles. Le débat n'est pas contre-nature, bien au contraire. »

Pas de réhabilitation d'Imre Nagy

« Une réhabilitation d'Imre Nagy (1) est-elle envisageable ? »

« Non. Ni à court terme ni, je crois, à plus long terme. Nous ne savons pas encore quel Imre Nagy réhabiliter. Il a eu une vie assez contradictoire. L'opinion hongroise et les Occidentaux qui s'intéressent à lui ne lisent qu'une page sur deux de sa biographie. »

« Il faut examiner, étudier sa vie. Il fut d'abord un homme politique des plus sectaires, un des plus fidèles serviteurs de Staline et de Rakosi. Mais, en 1953, il a su reconnaître très intelligemment la nécessité de changement. C'était un homme instruit et intelligent. Mais après il est difficile de faire la part des compromis qu'il avait délibérément acceptés et des décisions erronées. Cette époque doit être analysée avec une grande objectivité, c'est une des nos dettes. »

« Quant au problème de sa sépulture définitive, il sera bientôt réglé. La décision de principe a déjà été prise, mais nous avons un problème pratique : l'identification de sa tombe actuelle. C'est Nagy, quand il était premier ministre, qui avait ordonné que les exécutés soient enterrés anonymement. Or tous ceux qui ont enterré Imre Nagy sont aujourd'hui morts et nous n'avons aucun document qui indique où il repose. L'opposition a désigné une parcelle où il serait enterré. Mais il faut encore identifier les restes pour

être certain que ce sont les siens (2). »

« Comment expliquez-vous qu'aujourd'hui l'URSS apparaisse plus réformatrice que bien des pays d'Europe orientale ? »

« Après des déchirements très durs, la direction soviétique a fini par reconnaître la nécessité du changement. Elle est composée de gens résolus, qui mèneront à bien leur programme, mais qui avaient sous-estimé au début l'ampleur de la tâche. Gorbatchev lui-même m'a confié récemment qu'il ne voyait encore que la pointe de l'iceberg. Certains, qui ne voient même pas la pointe de l'iceberg, pensent que l'iceberg n'existe pas. C'est ainsi que certains amis socialistes pensent que tout va pour le mieux chez eux. C'est leur affaire. Quant à nous, nous avons fait encore trop peu dans ce pays. »



« Un système incapable de créer des conditions humaines pour que les gens y restent ne peut pas vivre longtemps. Si le socialisme n'arrive pas à créer de telles conditions, il ne constituera pas une solution de rechange pour l'humanité. »

« Nous avons pris des risques et je ne regrette rien. Le 1^{er} janvier dernier nous avons encore plus ouvert nos frontières. Tous les Hongrois peuvent voyager, décider de rester ou de partir définitivement. Seulement 0,7 % des demandes de passeport ont été refusées, et uniquement à des gens ayant été condamnés ou faisant l'objet de poursuites. Nous avons beaucoup de mathématiciens, d'ingénieurs, tous peuvent partir. »

L'affaire roumaine

« Au mois d'août dernier, à Arad, vous avez rencontré M. Ceausescu pour évoquer le sort de la minorité hongroise de Roumanie. Il a refusé de modifier en quoi que ce soit ses positions. On dit même que certains de vos collègues vous ont critiqué pour n'avoir pas été assez ferme. »

« Vous êtes bien informés. Nous avons en effet entre nous des divergences quant à l'appréciation des résultats de cette rencontre. Personnellement, je ne considère cette mission ni comme une victoire ni comme une défaite. On ne peut pas mettre un point final à un débat qui dure depuis des siècles en douze heures de discussion. Je n'avais pas de telles illusions à mon départ, et je n'en ai toujours pas. »

« Entre Ceausescu et moi, entre la Roumanie et la Hongrie, il y a des divergences idéologiques et politiques fondamentales. Quelles sont-elles ? M. Ceausescu a une autre conception du socialisme que nous. Il dit que le problème des nationalités est un problème résolu. Nous ne le pensons pas. Il estime que la vie des Hongrois de Roumanie ne nous regarde pas. Ce n'est pas notre avis. Il considère que l'identité idéologique de nos deux systèmes nous interdit de critiquer la Roumanie. Nous pensons autrement. Il condamne les manifestations massives qui ont eu lieu ici contre la « systématisation » des campagnes roumaines. Nous ne sommes pas d'accord : si nous autorisons les Hongrois à manifester contre la construction d'un barrage sur le Danube, je ne vois pas pourquoi nous leur interdissions de protester contre la destruction des villages de Transylvanie. Pour en revenir aux résultats de mon voyage, je crois que j'aurais eu plus de succès en Hongrie si j'avais annoncé à la foule devant le Parlement que

demain la Transylvanie ferait partie de la Hongrie. Mais cela ne fait pas partie de mon programme, et je considère les frontières établies après la seconde guerre mondiale comme définitives. »

« Combien y a-t-il de réfugiés en Hongrie et quel est leur statut ? »

« Environ douze mille ont déjà leur permis de séjour, et nous avons reçu plusieurs dizaines de milliers de demandes. C'est un problème énorme. Et il y a un nouveau phénomène : il n'y a pas seulement des gens de souche hongroise, il y a aussi ceux qui ne parlent pas le hongrois. Comment vont-ils trouver du travail chez nous s'ils ne parlent pas notre langue ? Tous en tout cas doivent savoir que, s'ils demandent la nationalité hongroise, ils ne pourront plus revenir en Roumanie. »

« C'est pour cela que vous envisagez d'adhérer au Haut Commissariat aux réfugiés ? »

« Oui. Mais nous n'en sommes qu'aux premiers contacts. »

La crise économique

« Théoriquement, la réforme économique est en marche depuis plus de vingt ans en Hongrie. En fait, tout se passe comme si la bureaucratie avait conservé tous ses pouvoirs et bloqué l'autonomie des entreprises. »

« La réforme avancée à grande vitesse de 1968 à 1973. Puis elle s'est bloquée jusqu'à 1980. Pourquoi ? Parce que la direction s'est uniquement préoccupée pendant ces années-là de gérer les problèmes quotidiens, sans se rendre compte que l'explosion des prix, à partir de 1973, remettrait tout en question. Depuis l'automne 1987, nous avons fait davantage que pendant de longues années. Non seulement nous avons géré de graves tensions quotidiennes, mais nous avons aussi entrepris la modernisation de l'appareil de gestion. Le 1^{er} janvier dernier un nouveau système d'imposition est entré en vigueur — et on nous le reproche suffisamment ! Mais le pays continue à vivre et jamais nous n'avons remboursé autant de nos dettes. »

« Où en est l'élaboration du statut des entreprises étrangères mixtes ? »

« Il est déjà défini dans la loi sur les sociétés adoptée en septembre dernier et qui prévoit même la possibilité d'entreprises à capitaux 100 % étrangers. La seule limitation prévue concerne le cas des entreprises dont les capitaux sont étrangers à plus de 50 % : elles doivent obtenir une autorisation. Il nous reste à définir quelles autorisations seront nécessaires pour éviter qu'un investisseur étranger soit renvoyé de bureau en bureau. Savez-vous qu'il faut aujourd'hui mille trois signatures, y compris celle du commandant des pompiers, pour que ça marche ? »

« Est-il vrai qu'il y a actuellement un débat pour savoir s'il y aura ou non des cellules du PC dans les entreprises étrangères ? »

« Oui, il y a un débat. Mais le propriétaire ne peut exiger qu'une chose, c'est que la cellule du parti n'intervienne pas dans le processus de décision et ne se réunisse pas pendant les heures de travail. En fait, le vrai débat porte sur la non-intervention des cellules du parti dans le processus de production de toutes les entreprises, qu'elles soient à capitaux étrangers ou strictement hongroises. »

Redéfinir les tranches d'imposition

« Ne pensez-vous pas que l'introduction de la TVA et surtout de l'impôt direct sur le revenu a freiné l'ardeur au travail de beaucoup de Hongrois, qui jugent qu'il n'est plus rentable de faire des heures supplémentaires ? »

« Si, c'est exact, mais ce n'est pas dû à la TVA, c'est dû à l'impôt sur le revenu. Nous allons redéfinir les tranches d'imposition, car les salaires moyens sont les plus touchés. Nous avons eu un grand débat autour de cette table, et, personnellement, j'étais pour un système très strict, car dans ce pays

il est plus facile de rendre que de reprendre... »

« Le pouvoir d'achat des Hongrois a diminué de près de 25 % en un an et il y a eu cet été quelques grèves très localisées. Ne craignez-vous pas des mouvements de mécontentement de plus grande ampleur ? »

« Oui, il y aura plus de grèves, beaucoup plus. Mais cela ne me fait pas peur. J'ai justement travaillé au parti pour faire face à cette situation. »

« Combien y a-t-il de chômeurs en Hongrie ? »

« Il n'y en a pratiquement pas. Savez-vous que 35 000 emplois ne sont pas pourvus et qu'un ouvrier spécialisé a le choix aujourd'hui entre neuf postes ? Depuis des années, je construis une maison pour ma retraite. Mais si je veux de la main-d'œuvre en fin de semaine je dois la payer trois fois le salaire horaire... La restructuration de l'économie entraînera la disparition de 150 000 à 200 000 emplois. Qu'est-ce par rapport aux 800 000 emplois que nous a coûtés en trois ans la restructuration de l'agriculture ? Non, décidément, cela ne m'inquiète pas. »

Les limites du COMECON

« Qu'attendez-vous de votre voyage en Espagne et en France ? »

« Nous avons le sentiment que nous pouvons profiter de l'expérience de ces pays. En même temps, il faut mieux faire connaître nos expériences à l'extérieur. J'étais récemment dans un grand pays occidental où l'on me répétait sans cesse : « Vous, dans le bloc de l'Est... ». Ce « bloc de l'Est », ce n'est pas un bloc. C'est un bloc militaire, pas un bloc politique ni économique. Les caractéristiques de chacun des pays de ce bloc se renforcent de plus en plus ces derniers temps, et c'est une bonne chose. »

« Nous avons d'excellentes relations, très harmonieuses, avec les dirigeants de la RFA. L'un des secrets en est que nous nous rencontrons régulièrement, à tous les niveaux. »

« Est-il exact que vous n'avez pas répondu à une proposition de la Corée du Sud concernant la construction d'une usine de voitures en Hongrie ? »

« Il est vrai que nous n'avons pas pu prendre de décision quant à la construction de voitures en Hongrie. Nos experts sont en train d'étudier la question, car nous n'avons besoin que de 250 000 voitures par an. Et aucun pays européen, socialiste ou occidental, n'est prêt à laisser entrer le surplus de production. »

« Comment expliquez-vous que depuis quarante ans les pays socialistes n'aient pu créer une industrie automobile commune ? »

« La question n'a jamais vraiment été soulevée dans le cadre du COMECON. Il y a eu répartition des tâches. La Hongrie a été chargée de la construction des autobus. Nous nous sommes acquittés de notre mission : nous sommes aujourd'hui le troisième producteur mondial d'autobus. Quant à la construction automobile, elle a été confiée à deux autres pays : l'URSS et la Pologne. Vous voyez ce qui se passe chez les Polonais, ils sont incapables de livrer. Les Soviétiques, eux, sont incapables de respecter leurs engagements vis-à-vis des pays socialistes, car leur demande intérieure est trop forte. »

« On me reproche beaucoup de vouloir mettre l'économie hongroise à la remorque des économies occidentales. Je n'ai qu'une réponse : tant qu'on n'en finira pas avec les marchés sur lesquels on peut vendre n'importe quoi, il n'y aura pas de vrai développement. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Premier ministre de 1953 à 1955, il tenta de mener une politique de libéralisation avant d'être déchu de sa charge par le secrétaire général Rakosi.

(2) La « parcelle » dont parle M. Grosz est en fait une fosse commune du cimetière Rakoskeresztúr, de Budapest.

SPECIAL INGÉNIEURS

ENTRÉE GRATUITE

2^e SALON DE LA FONCTION INGENIEUR

18 et 19 novembre 1988 - ESPACE CHAMPERRET

Rue Jean Ostreicher - 75017 PARIS

Vendredi 18 novembre : de 10 h à 20 h - Samedi 19 novembre : de 9 h 30 à 17 h 30

Venez faire le point sur la fonction Ingénieur aujourd'hui : évolution de carrière, motivations professionnelles, ouverture sur l'Europe, secteurs porteurs...

Vous rencontrerez des ingénieurs de tous secteurs et vous échangerez vos expériences. A travers conférences et tables rondes, vous saurez comment vous situer et bouger dans l'environnement technologique et économique actuel.

ACCES FACILE

PARKING

Pour toute information : EXPOSITION - CONFÉRENCES

Tél. : 43-87-13-19

MINITEL : 36.15 code CTL TOP

QUAND PACO DEVIENT

Europe

RFA : commémoration de la « Nuit de cristal »

Le chancelier Kohl souligne la communauté de valeurs entre juifs et chrétiens

FRANCFORT
de notre envoyé spécial

C'est dans la ville de Francfort-sur-le-Main, qui fut le berceau de la famille Rothschild, dans la grande et belle synagogue du Westend, que l'Allemagne officielle a choisi de se recueillir pour célébrer le cinquantième anniversaire de la « Nuit de cristal », cette nuit du 9 au 10 novembre 1938 où les nazis, sur l'ordre du Führer, se déchaînèrent contre les juifs allemands (Le Monde daté 6 et 7 novembre).

L'offre faite au chancelier Kohl de prononcer un discours dans la synagogue, à l'invitation du Conseil central des juifs allemands, n'avait pas fait l'unanimité de la communauté juive de Francfort. Malgré un vote défavorable à la venue du chancelier de la majorité des représentants communautaires, le président du Conseil des juifs de Francfort, M. Ignaz Bubis, maintenait son invitation, tout en regrettant que ce ne soit pas le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, qui prenne la parole. Il déclarait même, dans un entretien au magazine dirigé par Daniel Cohn-Bendit, *Pfisterstrand*, que l'invitation s'adressait « au chancelier fédéral et non pas à Helmut Kohl ».

Le chancelier n'a pas bonne presse dans les milieux dirigeants de la communauté juive allemande. Non qu'il appartienne à ce groupe réduit des nostalgiques du passé, pour qui rappeler de temps à autre la barbarie nazie est insupportable, mais parce que l'accumulation de maladroits, volontaires ou non, qui ont marqué, depuis son accession au pouvoir, l'expression de son rapport au passé national-socialiste a choqué plus d'une fois les sensibilités juives en Allemagne et à l'étranger.

Tous ses efforts pour dissiper les malentendus n'ont convaincus qu'une fraction de l'opinion juive, qui préfère de beaucoup le tact et la sobriété d'expression sur ces sujets de Richard von Weizsäcker.

La rétrospective de la commémoration officielle du 9 novembre était donc particulièrement importante pour le chancelier, qui n'a pas eu l'occasion ni peut-être l'idée de faire un geste aussi spectaculaire que celui de Willy Brandt s'agenouillant à Auschwitz, ou la force de conviction rhétorique sur ces thèmes d'un Helmut Schmidt, qui portait secrètement en lui cette part d'ascendance juive qu'il révéla un jour à Valéry Giscard d'Estaing. Les propos qu'il a tenus à la synagogue avaient donc été polis dix fois plutôt qu'un avant qu'il ne les prononce.

Les capacités du chancelier à transmettre les émotions par la seule force de son verbe, obscurées par une diction immuablement monocorde et une prononciation dramatiquement provinciale de la langue allemande, ont comme toujours fortement réduit l'impact sur les âmes et les cœurs de son propos. Le fil rouge du discours, comme il l'annonçait d'emblée, était de souligner la communauté de valeurs entre juifs et chrétiens « qui se reconnaissent dans la glorification du Créateur unique ». Frères en monothéisme,

« nous, juifs et chrétiens ainsi que tous les hommes épris de liberté de ce pays, nous trouvons chargés d'une grande mission pour l'avenir : à la fin d'un siècle marqué par toutes ses horreurs, par la souffrance humaine indéchiffrable, nous construisons une Europe dont les fondements sont les valeurs défendues conjointement par les juifs et les chrétiens ». Le chancelier n'a fait aucune allusion, au silence, voire à la complicité des autorités chrétiennes pendant que se déroulaient les persécutions contre les juifs. Il apparaissait ainsi au retrait sur le discours de repentance tenu à la fin du mois d'octobre par l'évêque allemand. (Le Monde des 22 et 23 octobre).

Un faux-pas

A ceux qui lui reprochent de chercher à s'évader des responsabilités historiques, M. Kohl répond pourtant sans détour : « Ce serait être de mauvaise foi que de ne sélectionner que les éléments agréables de l'histoire allemande. En effet, cette histoire est indivisible — elle est nôtre pour le meilleur et pour le pire. »

Les cérémonies en RDA et en Autriche

La RDA a marqué, le mardi 8 novembre, le cinquantième anniversaire de la Nuit de cristal par une session spéciale du Parlement est-allemand en présence du chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker. Le président de la petite communauté juive de RDA, M. Siegmund Rotstein, et celui du conseil central des juifs de RFA, M. Heinz Galinski, ont pris part à la cérémonie, au cours de laquelle M. Rotstein avait été convié à prendre la parole.

En Autriche, le chancelier Franz Vranitzky devait s'adres-

ser, mercredi, à la communauté juive lors d'un service dans la seule synagogue de Vienne à avoir échappé à la Nuit de Cristal.

Dans un communiqué, le président Kurt Waldheim, mis en cause pour son attitude face au nazisme, a affirmé que « la commémoration de ce pogrome et la souffrance des juifs à l'époque du nazisme doivent nous rappeler (...) qu'aucune chose de silence ne saurait être imposée sur les crimes dans lesquels des Autrichiens ont été impliqués ».

Assumer ses responsabilités historiques, c'est aussi manifester « sa solidarité avec les intérêts d'Israël qui ont trait à son existence, à sa liberté et à sa sécurité. Les divergences de vue qui marquent la politique quotidienne ne remettent en rien cette solidarité en question », a-t-il encore affirmé.

Ennallé de citations de juifs renommés comme Henri Heine ou Max Frisch, ce discours de Francfort était une sorte de manifeste du philo-sémisme d'Etat, version chrétienne-démocrate, dont les principes avaient été élaborés par Konrad Adenauer dès la création de la RFA. Dans la mise en pratique quotidienne de ce philo-sémisme, il arrive que quelques faux pas alimentent le soupçon. Comme dit le proverbe allemand « le diable gît dans le détail ». Alors que toutes les institutions petites et grandes du pays, les municipalités, les écoles, les églises faisaient tous leurs efforts pour faire de ce 9 novembre 1988 un jour du souvenir qui touche la majorité de la population, le Bundestag n'accédait pas au désir du président de la communauté juive de RFA, M. Heinz Galinski, de prendre la parole devant les députés lors de la séance solennelle du Parlement du 10 novembre.

Ce refus, entériné par le bureau de l'Assemblée et défendu par son président, M. Philipp Jenninger, (CDU) « pour des raisons d'ordre du jour », a été porté à la connaissance du public par le député vert Hubert Kleinert. Il a suscité une polémique qui jette une ombre sur ces célébrations à laquelle toutes les familles politiques du pays avaient tenu à apporter leur contribution. Le refus de donner la parole à M. Galinski tombe d'autant plus mal que, de l'autre côté du mur, à Berlin-Est, le président de la minuscule communauté juive de RDA avait été invité à s'exprimer devant la Chambre du peuple.

LUC ROSENZWEIG.

La visite à Paris de Charles et de « Lady Di »

Les préoccupations sociales d'un prince

Le prince Charles et Lady Diana ont été reçus mardi soir 8 novembre par M. Laurent Fabius lors d'un dîner sur la Seine à bord d'un bateau-mouche. Le couple princier devait visiter mercredi les châteaux de Chambord et de Chenonceaux.

La Rolls décapotable est arrivée par l'avenue Victoria, juste à l'Hôtel de Ville. Victoria, justement : quelques instants plus tard, le prince Charles repartait que son illustre arrière-arrière-grand-père, en outre reine d'Angleterre et future impératrice des Indes, avait tout de go déclaré après son séjour à Paris en 1855 : « Je ne me suis jamais autant amusée ! » Victoria en petite femme de Paris, my God ! Charles en tout cas suit le royal exemple. Très à l'aise, disert, souriant, Moutonnet d'une oreille à l'autre, il a visiblement l'air ravi.

Disert, mais prudent. Bon prince, Charles a prévenu. Ses prises de position fracassantes sur l'architecture londonienne, c'est son affaire. Mais à Paris, diplomatie oblige : « Un ou deux Français m'ont déjà dit qu'ils seraient intéressés par mon point de vue... mais seulement en privé. »

Tout au long de ce mardi dans un Paris qui par poïtesse s'était réchauffé en fin d'après-midi d'un léger fog, son cas d'architecte et d'artiste a été mis à rude épreuve : musée d'Orsay en hors-d'œuvre le matin, Grande Arche de la Défense, après déjeuner. Là, sa première impression est d'ordre poétique : « J'aime beaucoup la manière dont le ciel se lit à l'intérieur de l'arche », confie-t-il à l'architecte Paul Andreu qui le guide.

Attendu ensuite place de Catalogne dans l'ensemble construit par Ricardo Bofill, près de la gare Montparnasse, Charles a visité un logement habité par une famille de trois enfants : il s'est précipité vers le loge d'un gardien pour lui demander « Aimez-vous vivre

ici ? ». A plusieurs reprises, il s'est inquiété de savoir quelle était la part de logements sociaux des programmes immobiliers, et comment la population présente avait été consultée. Au cours du déjeuner à Matignon, le premier ministre a d'ailleurs rendu hommage à l'attention que porte le couple princier au « sort des catégories les plus défavorisées ».

Mise en pratique immédiate : Lady Diana se rendait ensuite en compagnie de M. Rocard à l'Institut et à l'Hôpital Pasteur, où elle rencontrait brièvement deux malades atteints du SIDA.

Quant au prince de Galles, sur le chapitre social, il avait affronté dans la matinée un challenger. Devintelle : qui a prononcé les mots suivants : « ... répondre aux besoins culturels, sportifs, et sociaux des jeunes, à la solitude des personnes âgées, au désert des chômeurs, lutter contre les fumeurs qui sont la drogue et l'insécurité. Autant de tâches qu'il faut mener quotidiennement à bien pour que personne ne se sente exclu de la vie de la cité, pour que nos villes, notre société soient plus solidaires ? »

Pleider lancée par le maire de Paris alors qu'habituellement, ce genre de propos est le fait du prince. Ses visites de nuit aux clochards, ses tournées imprévisibles dans les ghettos délabrés de banlieue ont défrayé la chronique en Grande-Bretagne. Les conservateurs le soupçonnent d'être une « homme de gauche ». Courtoisie, mimétisme ou récupération ? M. Jacques Chirac a fait sienne les préoccupations sociales de son hôte.

Et comme les cadeaux entretiennent l'amitié, leurs altesses royales ont quitté l'Hôtel de Ville avec un sac de soirée pour Madame et une édition du dix-huitième siècle d'un *Traité des arbres* pour Monsieur. A chacun son hobby ?

MARIE-PIERRE SUBTIL
et CHARLES VIAL

Vectra. C'est Opel aujourd'hui.

DÈS AUJOURD'HUI
CHEZ VOTRE
CONCESSIONNAIRE

DU 9 AU 14 NOVEMBRE SANS INTERRUPTION, A L'OCCASION DE LA SEMAINE SUPERSTAR, LES CONCESSIONNAIRES OPEL VOUS INVITENT A FÊTER L'ARRIVÉE DE LA VECTRA.

TOUT VECTRA 36.14 OPEL. CARTE AUREOLE

OPEL

UNE MARQUE DE GENERAL MOTORS
UN CONSTRUCTEUR MONDIAL"On
n'arrête
une idéeL'ART DE
DU
PATRONPlus qu'un livre, c'est un plaisir
En 1988, année par année
Jacques Brel et autres
sont les auteurs de ce livre
pour
Le premier volume est paru
chez Éditions du Seuil.Main
le vo

Europe

Le transfert des cendres de Jean Monnet au Panthéon

« Le plus beau métier des hommes... »

(Suite de la première page.)

Reste que le Panthéon a pour objet de témoigner aux *grands hommes* la « reconnaissance » de la « patrie » et que la discrétion même de Jean Monnet a contribué à empêcher qu'il ne soit considéré comme un héros national. Et qu'on l'imagine assez volontiers esquissant un petit sourire à l'annonce de cette consécration suprême et s'en réjouissant, tout compte fait, parce qu'elle constitue, à n'en pas douter, un bon moyen d'attirer l'attention sur sa chère Europe.

Car c'est bien évidemment d'abord l'européisme qui a valu aujourd'hui l'éloquence officielle. Dieu sait s'il a, dans ce domaine, bien mérité le surnom d'« inspirateur » que lui a décerné, un jour d'agacement, le général de Gaulle et qui domine son titre à une récente et excellente biographie (1).

Pour comprendre à quel point l'Europe lui tenait à cœur, rien ne vaut une visite au petit musée qu'il a créé à Lausanne, pour honorer sa mémoire, son vieil ami Henri Kieboen. On peut y voir dans une vitrine, rédigée de son écriture bien sage, les différentes moutures de ce qui allait devenir le « plan Schuman ». Autrement dit, le pool charbonnier, première en date de ces « communautés » grâce auxquelles il espérait réconcilier durablement la France et l'Allemagne, et bâtir les « États-Unis d'Europe », condition de la paix et de la prospérité, du maintien de l'influence de notre continent dans le monde.

Ce document n'est pas seul dans la vitrine. Un autre, beaucoup moins connu, n'est pas moins éloquent. Il s'agit, écrit-il aussi, en versions successives, de la main même de Jean Monnet, du projet d'union indissoluble de la France et de la Grande-Bretagne qu'il s'était mis en tête, aux heures sombres de juin 1940, de faire approuver par Churchill et Paul Reynaud, avec l'appui d'un de Gaulle au départ un peu sceptique.

Pas optimiste, volontariste...

Restée sans lendemain, cette démarche est typique d'un homme que le défaitisme n'a jamais effleuré. Il n'appartenait pas pour autant à la race irritante de ceux qui croient que tout finit par s'arranger. Bien au contraire : il était souvent parmi les premiers à percevoir une menace. Dès 1935, par exemple, apprenant les premières mesures prises en Allemagne contre les juifs, il ne doutait pas que Hitler ferait la guerre. Mais, aussitôt la constatation faite, il s'employait à organiser la parade. « Je ne suis pas optimiste, dit-il, je suis volontariste. »

Un mot, pour lui, primait tous les autres : l'union. Il aimait citer, à ce propos, Saint-Eusèbe, qu'il avait connu pendant la dernière guerre, à Alger : « Le plus beau métier des hommes, c'est d'unir les hommes. » Mais il n'avait pas attendu, pour mettre cette maxime en pratique, de rencontrer l'auteur du *Feit Prince*. Et très vite il s'était convaincu qu'il ne fallait pas laisser les frontières faire obstacle à cette union : il s'était mis à voyager, à aller partout où il y avait des hommes d'affaires, à leur proposer un « pool » — déjà — de leurs approvisionnements par mer.

C'est dans le même esprit qu'il entra comme secrétaire général adjoint dans une Société des nations dont il devait vite découvrir qu'elle

n'avait pas assez de pouvoirs. Que, devenu banquier, il participa au sauvetage des finances polonaises, roumaines, chinoises. Qu'il négocia, en 1938, la livraison d'appareils américains à une aviation française tragiquement sous-équipée. Qu'il prit la tête, à la déclaration de guerre, d'une série d'organismes de coopération franco-britanniques. Qu'il amena Roosevelt, après la défaite de 1940, à transformer les États-Unis, selon la définition qu'il lui avait soufflée, en « arsenal des démocraties ».

Toutes ces évidences ancrèrent Monnet dans la conviction qu'il fallait délibérément dépasser le cadre national. « Nous ne sommes pas des États, nous sommes des hommes », il a fait figure de devise sur la couverture de ses *Mémoires* (2). Mais, à tant regarder l'avenir, il a un peu trop négligé le poids de l'histoire. Il n'a pas mesuré tout ce qui séparait les Européens demeurés en Europe de ceux qui avaient préféré le rêve américain.

On l'a vu avec l'aventure de l'Europe européenne, coupée par lui comme le « bien » (le progrès de la construction communautaire) que l'on pouvait faire sortir d'un « mal » inévitable (le réarmement allemand, imposé par la guerre de Corée), et qui a gravement divisé l'opinion et fait reculer l'œuvre même dont elle prétendait accélérer le cours.

Une guerre de religion

La renaissance, actuellement, de l'idée européenne, l'étonnante concordance de vues, sur ce chapitre, au cours de la campagne électorale du printemps, des Armagnacs et des Bourguignons d'hier et de leurs descendants d'aujourd'hui, permettant d'espérer qu'avec le temps la conviction s'imposera de plus en plus que l'appartenance nationale et l'appartenance européenne, loin de se contrarier, se complètent. Mais le fait est que, dans les années 50, l'opposition entre maximalistes et minimalistes de l'Europe avait pris, sur l'arrière-plan de la guerre froide, des allures de guerre de religion, chacun des deux camps tenant l'autre pour traître, soit à la patrie, soit au « monde libre ».

Monnet était dans l'un des camps. C'est évident, et il en était même, à la limite, le chef. Mais, à la différence de beaucoup de ses disciples en France et ailleurs, il s'est toujours refusé aux attitudes simplistes et au sectarisme. De toute façon, si le mot de patrie n'appartenait pas à son vocabulaire familier, on ne saurait oublier tout ce qu'il a fait pour unir, avant l'Europe, les Français, et pour renforcer le pays. C'est ainsi qu'il a joué un rôle déterminant dans l'accord Giroud-de Gaulle de 1943 et l'installation à Alger du chef de la France libre.

De même est-ce lui qui, après la Libération, a persuadé le général de Gaulle de signer ce « plan de modernisation et d'équipement », premier du genre, sans lequel elle ne

● Marie-Antonietta Macciocchi, Prix de la littérature européenne. — Le Salon de la littérature européenne, qui s'est tenu du 5 au 7 novembre à Cognac, ville natale de Jean Monnet, a l'occasion du centenaire de sa naissance, a décerné à l'unanimité son prix à Marie-Antonietta Macciocchi pour son livre *La Fortune et la veine*, publié chez Grasset (le Monde du 27 mai 1988).

serait sûrement pas aujourd'hui la cinquième puissance industrielle de la planète. De même encore n'hésita-t-il pas, quelque amertume qu'il pût ressentir devant les attaques lancées par de Gaulle contre ses idées et sa personne, à soutenir le projet d'union politique de l'Europe élaboré en 1960 par l'Elysée, comme plus tard l'élection du chef de l'État au suffrage universel.

En relisant aujourd'hui les écrits de Monnet, on se remémore les entretiens que l'on a eus avec lui, et qu'on a l'impression de ne pas avoir eu à la fois le meilleur et le pire de ce qu'on peut attendre d'un homme qui cherchait à ne pas briller et qui pouvait être, à l'égard de ses collaborateurs, d'une exigence infernale à exécuter une telle influence et susciter de tels attachements.

L'Europe n'explique pas tout. Si Monnet a été exceptionnel, c'est d'abord qu'il rejetait totalement ce qui, depuis la nuit des temps, a si souvent caractérisé l'homme de pou-

voir : l'égoïsme, l'esprit de domination, le goût de diviser pour régner, la dissimulation. Il faudrait pouvoir citer l'intégralité de ses *Cent ans de vie* pour l'action, que vient de publier l'Association des amis de Jean Monnet (3). N'en retenons qu'une, dont des milliers de chefs d'entreprise ont heureusement fait aujourd'hui leur règle d'or : « S'il n'est pas toujours utile de dire tout à tous, il est indispensable de dire à tous la même chose. La confiance est à ce prix, et je n'ai jamais rien obtenu, ou du moins tenté d'obtenir, sans la confiance. » On ne saurait mieux dire.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Pascal Fontaine, *Jean Monnet, l'inspirateur*, Jacques Grancher, 1988. Publicité désintéressée : l'auteur du livre n'a aucun lien de parenté avec celui de ces lignes.

(2) Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976.

(3) 61, rue des Belles-Feuilles, 75116 Paris.

POLOGNE

M. Lech Walesa temporise...

M. Lech Walesa a finalement renoncé à proclamer, mardi 8 novembre, comme il l'avait annoncé au cours du week-end, l'« état de préparation à la grève » en Pologne en dépit de la fermeté du gouvernement, qui n'entend pas revenir sur sa décision de fermer les Chantiers navals Lénine de Gdansk.

Un proche collaborateur du leader syndical a déclaré que celui-ci se prononcerait sur un déclenchement éventuel d'une nouvelle vague de grèves en Pologne le 15 novembre. Le Prix Nobel de la paix a voulu se donner une semaine de réflexion supplémentaire avant d'engager les travailleurs à recourir à ce moyen de pression contre le pouvoir.

Des grèves de soutien aux chantiers Lénine ont cependant éclaté, mardi matin 8 novembre, dans la région de Gdansk. Dans le bassin de

Radoub, jouxtant les Chantiers Lénine, quelque mille personnes, jeunes en majorité (sur six mille employés), ont cessé de travailler, alors que dans le chantier fluvial Wisla (mille employés), une cinquantaine de travailleurs se sont croisés les bras.

« Réalisme et compréhension »

Lors de sa conférence de presse hebdomadaire, le porte-parole du gouvernement polonais, M. Jerzy Urban, s'est félicité de l'attitude de M. Lech Walesa, qui n'a pas mis à exécution sa menace de grève. Le chef de Solidarité, a dit M. Urban, a fait preuve de « réalisme et de compréhension, et il a peut-être compris que les grèves se retourneraient contre les travailleurs ».

Toutefois, le pouvoir n'a apparemment rien concédé quant à la liquidation des chantiers navals. La décision du gouvernement est « définitive, irrévocable, je tiens à le souligner encore une fois », a dit M. Urban.

M. Lech Walesa a, par ailleurs, affirmé qu'il « n'avait désormais plus aucun contact avec le pouvoir » et que « toutes les négociations qu'il avait eues dernièrement en coulisses avec des dirigeants du pays, dont le ministre de l'Intérieur, le général Czeslaw Kiszczak, étaient interrompues ». — (AFP.)

(Publicité)

ISTANBUL, LA TENTATION DE L'ORIENT

Ville de contrastes où le mélange des styles témoigne d'une histoire vieille de deux millénaires, la « Porte de l'Asie » refuse pour vous.

Dans le numéro de novembre d'Arabes, en kiosques et en librairie 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

“On n'arrête pas une idée...”

LA FOLLE AVENTURE DU PATRON ELU

LE SEUL P.D.G. NOTÉ PAR SES SALAIRES.

Plus qu'un livre, c'est un phénomène ! En chaque année par ses salaires, Jacques Benoit mène une expérience sociale révolutionnaire dans son entreprise.

Un journaliste raconte son aventure. Edition Filipacchi. 89 F.

Contact : 78 37 29 84

VOTRE CAVE SUR MINTEL

PASSEZ VOTRE CARRIÈRE DIRECTEMENT SUR MINTEL ou demandez le catalogue à :

TERROIRS ET VIGNOBLES
42, rue de Mulhouse - 21000 Dijon
Tél. : 16-30-68-38-83

36.16 LM 16

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

CLEMENCEAU

1078 p. 195 F.

Monstre sacré de l'histoire de France, Georges Clemenceau est prisonnier de sa légende... Fruit du travail de toute une vie, remplie de documents inédits, la biographie en forme de monument que publie Jean-Baptiste Duroselle a le grand mérite de rendre parfaitement intelligible un itinéraire moins tortueux qu'on n'a bien voulu le dire.

Éric Roussel, *Le Figaro*

Maintenant, 3 fois par semaine, le vol UTA pour San Francisco part de chez vous.

Toujours soucieux de faire gagner du temps aux hommes d'affaires, UTA vient de créer un service «UTA CAR». Si vous prenez un billet UTA pour San Francisco en Première de Luxe ou en Classe Affaires Galaxy, une voiture de location Europcar est mise gratuitement à votre disposition pour vous rendre de chez vous à l'aéroport Charles de Gaulle à l'aller et au retour. Bien entendu, cette offre est valable pour les 3 vols hebdomadaires sans escale UTA pour San Francisco et en fonction de votre lieu de résidence.

UTA

Consultez UTA, votre agence de voyages, ou appelez 3614 UTA sur votre minitel.

l'hui.

VOUS A TENDU L'ARRIVÉE DE LA VENTE

70PEL

UNE NOUVELLE ÉPOQUE

Asie

JAPON

Les importations d'uranium sud-africain sont interrompues

TOKYO
de notre correspondant

Des considérations d'image — et non plus des intérêts commerciaux bien compris — ont dicté la décision « politique » du Japon de cesser d'importer de l'uranium d'Afrique du Sud. Sous la pression du gouvernement, de plus en plus embarrassé par le développement des échanges avec Pretoria, les grandes entreprises assurant des services publics, comme Tokyo Electric Power, ont récemment annoncé qu'elles se procureraient désormais l'uranium destiné aux centrales nucléaires (qui fournissent un quart de l'électricité utilisée sur l'archipel) ailleurs qu'en Afrique du Sud.

L'uranium en provenance de ce pays représente 11% des importations japonaises, soit 22 000 tonnes sur un total de 203 000. Cette diversification des achats va se traduire par une augmentation des importations en provenance de l'Australie, du Canada et des États-Unis. Selon certains analystes, cette décision ayant été prise par les entreprises concernées et non par le gouvernement, celles-ci se réservent la possibilité de reprendre ces achats si les importations en provenance d'autres sources étaient insuffisantes.

En 1987, le commerce entre le Japon et l'Afrique du Sud s'est chiffré à 4,2 milliards de dollars, enregistrant une augmentation de 20% : le Japon est ainsi devenu le premier partenaire commercial du pays de l'apartheid (le Monde du 30 janvier).

Conscient que le développement des relations du Japon avec l'Afrique du Sud ne pouvait que ternir son image internationale (lui attirant, en particulier, l'hostilité des États africains aux Nations unies, et hypothéquant ses efforts pour obtenir un siège au Conseil de sécurité), le ministère des affaires étrangères a essayé de persuader les grandes maisons de commerce de modérer leurs ardeurs envers Pretoria. En même temps, le gouvernement entreprenait une active politique d'aide économique aux pays voisins de l'Afrique du Sud (Angola, Botswana, Lesotho, Swaziland, Tanzanie, Zambie), réunis au sein de la Conférence pour la coordination du développement des pays du sud de l'Afrique. Au cours des deux prochaines années, le Japon fournira 500 millions de dollars d'aide aux pays d'Afrique noire, faisant passer de 5% en 1970 à 11% en 1988 le part de son aide à cette partie du monde.

PHILIPPE PONS.

■ **BIRMANIE** : fermeture de tous les tribunaux jusqu'au 31 mars 1989. — Radio-Rangoon a annoncé, mardi 8 novembre, que tous les tribunaux du pays seraient fermés jusqu'au 31 mars prochain. La radio a justifié cette mesure par les perturbations causées par plusieurs mois d'agitation politique. D'autre part, plusieurs bonzes ont été arrêtés mardi et les monastères de Rangoon sont gardés par l'armée à la suite d'une distribution de tracts appelant à une marche de protestation. Enfin, trois diplomates birmanes en poste à Canberra ont demandé l'asile politique en Australie, craignant d'être arrêtés ou exécutés s'ils rentraient dans leur pays. — (Reuters, AFP.)

■ **SRI-LANKA** : les touristes sont invités à quitter le pays. — Les autorités de Colombo ont invité mardi 8 novembre les touristes étrangers à quitter le pays en raison des troubles persistants : « Pour une courte période, il est également préférable que nous ne recevions pas de visiteurs, jusqu'à ce que la situation se clarifie », a précisé le président de l'office du tourisme. Il s'agit là d'un conseil, non d'une interdiction, mais nous espérons que vous vous y conformerez », a-t-il ajouté. Mille huit cents touristes étrangers se sont regroupés à Colombo en attendant leur départ. Il y a actuellement entre trois mille et quatre mille visiteurs étrangers dans l'île, troublée par l'agitation séparatiste tamoule au nord et le terrorisme nationaliste cinghalais du JVP au sud. — (Reuters, UPI.)

Proche-Orient

LIBAN : les otages français d'Abou Nidal

Le désarroi et l'impuissance

« Dans leur guerre, je n'y suis pour rien, pas plus que les otages » ; en quelques mots, d'une voix mal assurée, M. Pascal Bételle a laissé percer, mardi 8 novembre, tout le désarroi, toute l'impuissance d'un père auquel on a ravi, il y a tout juste un an, ses enfants ; deux fillettes de cinq et six ans, dont la seule faute est d'avoir croisé la route d'hommes appartenant à l'un des groupes terroristes les plus impitoyables qu'ait engendrés le conflit du Proche-Orient, le Fath-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal.

« Même si l'on comprend le combat des Palestiniens », calquer des femmes et des enfants est « complètement nul », c'est de la « cruauté ». L'homme qui parle ainsi est d'autant mieux placé pour juger qu'il a, lui aussi, été otage : Jean-Paul Kauffmann. A ses côtés, plusieurs de ceux qui, comme le dira le journaliste français, « sont aujourd'hui passés de l'autre côté » après avoir vécu des mois, des années de détention arbitraire au Liban, comme Marcel Fontaine, Aurel Cornée, Jean-Louis Normandin, Georges Hansen. Tous étaient venus, mardi, apporter un soutien appuyé à la famille de Jacqueline Valente et ses trois petites filles, dont l'une est née en captivité au mois de décembre dernier.

Indifférence et raison d'État

Il y avait alors plus d'un mois que Jacqueline Valente, vingt-neuf ans — divorcée de M. Bételle — Marie-Laure, six ans et demi, Virginie, cinq ans et demi, ainsi que leurs cinq compagnons belges — les Houtekens — se trouvaient aux mains du groupe Abou Nidal, qui, le 8 novembre 1987, avait triomphalement annoncé avoir capturé de dangereux « espions sionistes » en Méditerranée. En fait d'espions, deux familles qui avaient décidé de « prendre le large » à bord d'un vieux sardinier reconstruit en bateau de plaisance, le *Silco*. Depuis, à l'exception d'un faux espoir né de l'annonce un peu précipitée d'une « prochaine » libération des deux fillettes, l'hiver dernier, le mystère, le silence, l'otage ? Mais contre quelle cause ? Prisonniers. Mais de quelle cause ?

Tandis qu'en fin de printemps, les derniers otages d'un autre conflit — franco-libanais, celui-là — retrou-

vaient la liberté, à Lyon, comme dans la région de Toulon, des hommes et des femmes se débattaient, dans l'indifférence quasi générale, d'abord pour tenter de comprendre et ensuite pour essayer — mais avec des moyens plus que réduits — de sortir une jeune femme et ses enfants du cauchemar (le Monde du 5 novembre). Beau-frère de Jacqueline Valente, M. André Métrel ne cacha d'ailleurs pas, mardi, son amertume devant la « raison d'État » qui lui paraît écraser cette « monstruosité » sous une chape de silence. M. Mitterrand « m'a rassuré sur les démarches entreprises pour obtenir la libération des otages », a toutefois tenu à dire M. Bételle, au lendemain d'une brève rencontre avec le chef de l'État, lundi à l'Élysée.

En fait de démarches, et alors que les autorités tant françaises que belges se gardent bien de donner une quelconque publicité à leur action, l'un des avocats de la famille des otages, M. Jacques Miquel, a révélé l'existence d'« initiatives d'ordre privé » dont l'état d'avancement permet de penser que « quelque chose doit se passer » à l'approche de Noël. Il s'agit, a précisé M. Miquel, de contacts noués à Paris, Athènes et Alger, par l'intermédiaire d'« auxiliaires de justice ». Se refusant à donner de plus amples informations sur ces « initiatives », sur ces « réseaux », l'avocat a cependant évoqué, à cet égard, le communiqué publié, dimanche à Beyrouth, par le groupe Abou Nidal et parlant d'une éventuelle libération des deux fillettes grâce à « des démarches positives », dont on ne connaît pas la teneur (le Monde du 8 novembre).

Véritable on, à nouveau, faux espoir ? M. Miquel a, en tout cas, tenu à prendre ses distances vis-à-vis de M. Lucien Biterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe, qui avait pris l'initiative, il y a un an, de contacts qui auraient dû aboutir à la libération de Marie-Laure et Virginie, mais qui ont finalement échoué. Distances que M. Miquel a accompagnées d'un coup de patte, en soulignant les dangers de s'auto-proclamer émissaire pour une mission qui, a-t-il estimé, a commencé « dans la confusion » pour se terminer « dans l'échec ».

YVES HELLER.

En visite officielle à Paris

Le vice-président irakien reconnaît que son pays a utilisé des armes chimiques au Kurdistan

Le vice-président irakien, M. Taha Mohieddine Maarouf, a reconnu, mardi 8 novembre, au cours d'un déjeuner de presse, que son gouvernement avait utilisé en mars dernier des armes chimiques à Halabja, au Kurdistan irakien. Plusieurs milliers de civils kurdes avaient perdu la vie au cours de cette opération.

M. Maarouf, qui est lui-même d'origine kurde, a justifié cette opération en affirmant qu'à l'époque, l'Irak faisait face à une guerre d'agression. « Tout État qui fait face à une agression, a-t-il dit, a le droit d'utiliser tous les moyens disponibles pour mettre fin à cette agression. Tout ce qui est arrivé, est de la faute des traitres talibani-istes (1) qui ont pillé les biens de tous les citoyens de Halabja et ont tout détruit avant de se retirer, a-t-il ajouté, affirmant que l'Irak était en train de préparer la reconstruction de cette localité.

Le vice-président irakien, dont les fonctions sont purement symboliques, a, en revanche, assuré solennellement que les Irakiens n'avaient pas eu recours à l'arme chimique depuis le cessez-le-feu instauré entre Bagdad et Téhéran en août. Il a

ajouté que tout ce qui avait été dit à ce sujet était le fait « des milieux sionistes et américains qui ont lancé une campagne anti-irakienne à propos des armes chimiques en vue de ternir la victoire de l'Irak et de donner une nouvelle impulsion à l'Iran ».

M. Maarouf, qui est en visite officielle en France depuis dimanche, a assuré que son pays s'abstenait à l'avenir de faire usage d'armes chimiques et a laissé entendre que Bagdad participerait à la conférence internationale sur les armes chimiques, à Paris, en janvier prochain, en tant que signataire de la convention de Genève, interdisant l'utilisation des armes chimiques. Il a indiqué à ce propos que le gouvernement français a fait savoir à Bagdad qu'aucun observateur ne participerait à cette conférence qui serait « réservée aux seuls États ». Les mouvements indépendantistes kurdes avaient demandé à assister à cette conférence en tant qu'observateurs.

J. G.

(1) Partisan de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

■ **IRAN-IRAK** : accord de fait à Genève sur l'échange des prisonniers malades et blessés. — Les ministres des affaires étrangères d'Iran et d'Irak, MM. Ali Akbar Velayati et Tarek Aziz, ont tous deux, à l'occasion d'une visite au CICR (Comité international de la Croix-Rouge), annoncé publiquement qu'ils étaient prêts à échanger cette catégorie de prisonniers, si l'autre partie faisait de même.

L'accord est donc implicite, puisqu'il n'a pas été négocié directement par les ministres, et l'agence officielle iranienne IRNA y a vu un « premier signe » de déblocage des pourparlers de paix, commencés le

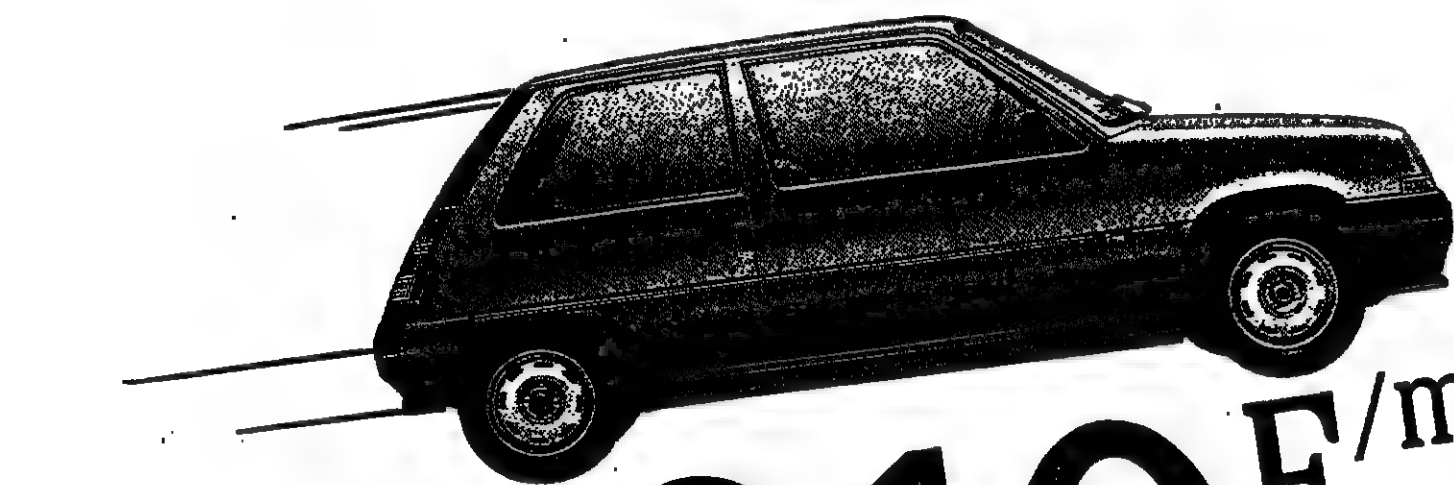
25 août, sans avoir donné jusqu'ici le moindre résultat.

Cette première entente, qui reste à confirmer, n'a cependant qu'une portée limitée, sinon symbolique. Selon M. Tarek Aziz, le CICR a recensé quatre cent onze prisonniers iraniens malades ou blessés et mille cent quinze irakiens sur un chiffre global de prisonniers qui dépasse les cent mille.

Sur le fond du problème, les divergences restent entières, et selon des sources informées concordantes, le climat s'est brusquement tendu, alors que, jusqu'à samedi dernier, il avait été, au dire du secrétaire général de l'ONU, « très agréable ». — (AFP.)

Les bons conseils de Mr. Financement

aujourd'hui, la Supercinq Five



La Supercinq FIVE

319

F/mois la 1^{ère} année.Diac
Financements RenaultMr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

Location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 18 240 F (dont 11 400 F de 1^{er} loyer majoré et 6840 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 11 loyers de 319 F, 12 loyers de 524 F et 36 loyers de 861 F. Coût total en cas d'acquisition: 59 033 F. Prix TTC Supercinq Five 3 portes au 1/7/88: 45 600 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F 321 490 700 - 27-33, quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMÉRO VERT 05.25.25.25

Politique

Après le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Retournements

La politique est aussi l'art du retournement.

Les dirigeants du RPR y excellent, depuis dimanche soir, en déployant une immense sollicitude à l'égard de M. Jacques Lafleur après avoir tout fait, au cours de la campagne électorale, pour contraindre, dans le corps électoral, le point de vue du président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République.

Magnanime, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, s'est interdit, mardi soir 8 novembre, de « jeter la pierre » à M. Lafleur : « Il n'est pas question, à-t-il dit, d'abandonner nos amis du RPCR et nous entendons bien, au contraire, les soutenir. »

La palme de la générosité revient d'ailleurs au président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons. L'ancien ministre des DOM-TOM,

qui s'était étonné du revirement du président du RPCR en regrettant que celui-ci ne se fût pas montré, de 1986 à 1988, aussi modéré qu'il l'est devenu avec les socialistes depuis la réélection de M. François Mitterrand, s'est employé, lui aussi, à mettre du baume sur l'amertume de son collègue. Bonne pâte, il a repris à son compte l'analyse selon laquelle le « non » majoritaire de Nouméa et des autres îles calédoniennes serait moins un vrai désaveu de M. Lafleur que la marque d'une certaine « incompréhension de la part d'une majorité de l'électorat d'origine européenne ». Et il a conclu que M. Lafleur « sera le mieux à même de faire comprendre aux

Calédoniens » la « précaution » des accords de Matignon. M. Pons ne s'en est pas tenu là. Il a aussi affirmé que « le groupe RPR fera tout pour que, en aucune manière, on ne jette de l'huile sur le feu et pour que ce qui lui paraît être bien dans les accords de Matignon puisse progresser ».

De la part de l'ancien ministre des DOM-TOM, qui avait été le premier à dire que son parti ne saurait être engagé par certaines dispositions de la loi référendaire qu'il jugeait inconstitutionnelles, et à susciter ainsi un certain trouble sur le territoire, cette volonté d'apaisement ne pouvait passer inaperçue, même si M. Pons a confirmé l'opposition absolue du

RPR au « gel » du corps électoral calédonien jusqu'en 1988, clé du compromis élaboré l'été dernier à l'hôtel Matignon.

Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale a même poussé la sollicitude jusqu'au point de laisser entendre que la consigne de « non-participation » lancée par son parti avait, au fond, rendu indirectement service à M. Lafleur : « Si nous avions cautionné [le référendum] à l'explicite, en effet, M. Pons, nous aurions poussé beaucoup de Calédoniens d'origine européenne à se radicaliser encore plus et à aller se jeter dans les bras de formations politiques qui ne sont pas particulièrement modérées sur ce dossier... »

M. Lafleur en est resté... retourné !

A. R.

L'amertume de M. Lafleur

NOUMÉA
de notre correspondant

Interrogé, mardi 8 novembre, sur son éventuelle retraite politique anticipée, après le désaveu que lui a infligé son électorat lors du référendum du 6 novembre, le président du RPCR a mis les choses au point : « Je démens pour le moment ces rumeurs. »

Après deux jours de flottement et de confusion, M. Lafleur s'est donc remis en selle. Les rumeurs informelles s'étaient multipliées au siège du RPCR, avenue Foch, à Nouméa, où bien des scénarios avaient été envisagés. Son entourage avait publiquement laissé percer son « inquiétude », accordant ainsi l'éventualité d'une démission.

Désamorçage ou dramatisation à dessein ? L'impression de vide, ainsi créée, en tout cas, suscitait un courant de sympathie en faveur du chef jusque-là incontesté du mouvement anti-indépendantiste si l'on en croit les multiples témoignages d'amitié qui lui sont parvenus. D'où son regain de confiance et sa volonté d'entreprendre un tardif travail de

pédagogie sur les accords de Matignon après avoir laissé le champ libre à l'extrême droite au cours de la campagne électorale. « J'ai la ferme intention », a déclaré M. Lafleur sur Antenne 2, de continuer à démontrer que ces accords entre les uns et les autres, que la reconnaissance de tous par tous, c'est quelque chose d'important, c'est un aboutissement de la politique que j'ai tenté de mener depuis longtemps. J'ai la conviction profonde, intime, à l'égard du député RPR, que ces accords amèneront en Nouvelle-Calédonie la paix. La paix en Nouvelle-Calédonie, c'est la France », alors que « la poursuite de la guerre civile aurait mené à coup sûr à l'indépendance ».

Résolu à maintenir le cap dans l'immédiat, M. Lafleur n'exclut pas toutefois une démission à terme s'il venait à échouer dans sa campagne d'explication. « Si véritablement les gens n'ont plus confiance dans ce que je fais, je ne vois pas pourquoi je m'imposerais », a-t-il expliqué mercredi au cours de ses entretiens avec les radios locales.

Plutôt que de remettre en jeu son mandat parlementaire, le président

du RPCR préfère attendre les prochaines échéances de 1989, en particulier les élections municipales de mars et les provinciales de mai de juin. Alors, à seulement, il pourrait jeter l'éponge si ses électeurs traditionnels lui faisaient à nouveau défaut : « S'ils ont l'intention une nouvelle fois de fronder, c'est certain qu'ils vont se retrouver seuls et quelle que soit la panade dans laquelle ils se retrouveront, ils ne pourront plus faire appel à moi, ce serait définitif. »

Cela dit avec une familiarité à la mesure de l'« ingratitude » — comme disent ses proches collaborateurs — que lui renvoie une partie de son électorat aveugle aux évidences. « Ceux qui veulent tout finir par tout perdre, c'est une règle et je les supplie de bien comprendre ça », a souligné M. Lafleur les et amer de constater que le bon sens reste une chose peu partagée chez les Européens de Nouvelle-Calédonie. Un Jacques Lafleur pédagogue et lucide, ferrailleur contre la coïncidence des signes... Qui l'eût imaginé il y a tout juste six mois ?

FREDERIC BOBIN.

POINT DE VUE

« Non, nous ne regrettons rien... »

par Bernard Stasi
député UDC de la Marne,
ancien vice-président du CDS.

PARCE que le CDS a clairement appelé les Français à voter « oui », cette formation politique, parmi les perdants de la consultation électorale de dimanche.

C'est vrai que, malgré la large victoire du « oui », nous ne pouvons pas, aujourd'hui, des cris de victoire. Avec tous ceux — l'espérons qu'ils sont nombreux — qui considèrent comme nous que la qualité d'une démocratie se mesure à l'intérêt des citoyens pour les affaires publiques, nous avons le sentiment d'avoir subi une défaite.

Mais nous ne regrettons pas pour autant le choix qui fut le nôtre. Nous savions bien que nous prenions des risques en invitant nos compatriotes, dès l'annonce du référendum, à répondre positivement.

Le risque, tout d'abord, d'apparaître, aux yeux de certains, comme des traîtres à notre devoir d'opposants, comme des complices du pouvoir.

Nous l'avons sans doute : lorsque nous avons pris position, nous ne nous sommes pas posés la question de savoir si, militant pour le

« oui », nous n'allions pas rendre service au gouvernement.

Les fluctuations éventuelles de la cote de popularité du premier ministre nous paraissent, en la circonstance, une préoccupation tout à fait secondaire par rapport à l'enjeu du référendum. Notre souci prioritaire était de tout faire pour renforcer la paix en Nouvelle-Calédonie et non pas de chercher, à tout prix, à affaiblir le gouvernement. A tout prix, c'est-à-dire au risque de fragiliser les accords de Matignon, et, ainsi, de compromettre le processus de réconciliation et de coopération mis en œuvre par ces accords.

Nous ne regrettons rien, parce que, pour nous, l'honneur des responsabilités politiques est de faire passer ce qui est estimé être l'intérêt du pays avant les considérations tactiques et les calculs partisans.

C'est consciemment ainsi que nous avons assumé le risque de n'être pas suivis par beaucoup d'électeurs. L'assise de la suite de trop nombreux scrutins, indifférence à l'égard d'un territoire lointain, perplexité devant une question mal posée, mécontentement vis-à-vis du gouvernement... Il n'était pas nécessaire d'être grand clerc pour deviner que les Français n'étaient pas, en la

circonstance, spontanément portés à se précipiter en grand nombre vers les urnes. Il n'était pas nécessaire d'être un politologue éminent pour comprendre l'état d'esprit de l'opinion. Mais lorsque les citoyens pensent avoir toutes sortes de bonnes raisons pour ne pas accomplir leur devoir électoral, faut-il, pour ne pas les imiter, leur donner par avance l'absolution — voire les encourager dans leur attitude inique ?

Et lorsque, s'agissant d'un territoire lointain, ils ne comprennent pas l'importance de l'enjeu, faut-il les laisser dans leur incompréhension, au risque de susciter chez l'ensemble de nos compatriotes d'outre-mer le sentiment d'abandon de la métropole à leur égard ?

En tout cas, nous ne regrettons pas d'être allés à contre-courant d'une grande partie de l'opinion, parce que, pour nous, l'honneur et aussi le courage des responsables politiques, ce n'est pas de prendre le vent et de se laisser dériver, c'est d'expliquer, de convaincre, d'entraîner, et ne pas hésiter, s'il le faut, à braver l'opinion.

Non, nous ne regrettons rien. Et si c'était à refaire, nous ferions, à nouveau, le même choix difficile.

Les résultats définitifs du scrutin

Seuls 14 043 134 électeurs ont participé au référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie, soit 36,91 % des 38 039 735 Français inscrits sur les listes électorales.

Selon les résultats définitifs communiqués, mardi 8 novembre, par le ministère de l'Intérieur, le « oui » a recueilli 9 896 298 voix, soit 79,99 % des 12 371 041 suffrages exprimés et 26,01 % des inscrits. Le « non » est, lui, crédité de 2 474 743 voix, soit 20 % des exprimés et 6,50 % des inscrits. En outre, 1 672 093 votants ont déposé un bulletin blanc ou nul dans l'urne, soit une proportion de 4,39 % d'électeurs inscrits.

Outre-mer, seuls 216 218 des 965 110 électeurs inscrits se sont

déplacés, soit une participation électorale de 22,40 %. Sur 199 085 suffrages exprimés, le « oui » l'a emporté avec 159 675 voix (80,20 %) le « non » n'ayant rassemblé que 39 410 suffrages (19,79 %). En revanche, seulement 1,76 % des électeurs inscrits (17 033) ont déposé un bulletin blanc ou nul dans l'urne.

Les Français de l'étranger ne se sont guère mobilisés non plus pour ce référendum : 31 065 des 162 131 inscrits ont participé à ce scrutin, soit une abstention égale à 80,83 %. Le « oui » est crédité de 22 136 voix, soit 75,81 % des 29 196 suffrages exprimés, tandis que le « non » recueille 7 060 voix (24,18 %).

« Satisfaction prudente en Australie et en Nouvelle-Zélande. Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russell Marshall, a accueilli avec une satisfaction mêlée de prudence les résultats du référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie. « La Nouvelle-Zélande est satisfaite de constater ce développement positif, mais, comme nous l'avons constamment dit, les années à venir ne vont pas être faciles. Les résultats ont montré que l'opinion dans le territoire lui-même,

a déclaré M. Russell Marshall, est clairement divisée. »

Le chef de la diplomatie australienne, le sénateur Gareth Evans, a pour sa part invité mardi les Néo-Calédoniens à accepter les résultats de la consultation : « Le gouvernement (australien) pressent toutes les parties en présence en Nouvelle-Calédonie de s'engager pour l'application avec succès du nouveau statut et de travailler ensemble dans l'intérêt de la paix, de la prospérité et de la stabilité, dans un esprit de réconciliation et de compromis. » — (AFP)

Les dirigeants du Parti républicain accusent M. Barre de « double jeu »

Les dirigeants du Parti républicain ont vivement réagi aux propos tenus par M. Raymond Barre, lundi 7 novembre à « L'heure de vérité ». Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, membre du bureau politique du PR, a affirmé une certaine perplexité. Il convient que cette rentrée de l'ancien premier ministre s'est effectuée « dans une démarche de clarification », mais, en revanche, que, « au niveau du parti, cela ne dormait pas l'image de la clarification ».

Réunis mardi, les autres membres du PR se sont déclarés « choqués » par la présence sur le plateau de « L'heure de vérité » d'opposants aux côtés de ministres du gouvernement socialiste.

Absents de cette réunion, MM. Charles Millon, François d'Aubert et Pascal Clément, tous trois membres du bureau politique du PR, se sont vu reprocher « leur attitude de complaisance », « alors que certains d'entre eux », expliquent-ils, « vilipendaient encore Raymond Barre il y a quelques jours ». Sur « France-Inter » le même jour, M. Alain Madelin a critiqué le « double

jeu » de M. Barre, craignant « qu'il ne soit porteur de désunion et de division ». A Franco-Info, M. Longuet a parlé à son propos de « bonsoir débauché ».

Sous le titre « Raymond l'édouard », la lettre du PR ironise « sur cet homme politique qui a le plus fait pour reculer les frontières de l'ennemi, de l'autosatisfaction et du lieu commun érigé en système ». Jugant que la stratégie de M. Barre ne résonne à « vive le roi, vive la France », la lettre du PR donne cette conclusion : « Au fond, il y a deux sortes d'hommes d'Etat : ceux qui prennent des risques et les autres. Margaret Thatcher apporte son soutien à Solidarité. Nous avons dans le souvenir de la réception de Jaruzelski à l'Elysée. François Mitterrand envoie un télégramme chaleureux de félicitations à Chéïli. Raymond Barre lui envoie le pas et affirme que, pour ce qui se passait à Alger, « il n'était pas au courant ». Finalement, ce n'est pas anormal que François Mitterrand et Raymond Barre aient fini par se rencontrer. Ce qui est surprenant, c'est qu'il ait fallu tant de temps. »

Au conseil des ministres

M. Mitterrand : il n'y a pas lieu de se désoler du taux de la participation

Le conseil des ministres du mercredi 9 novembre a entendu une communication de M. Joxe, ministre de l'Intérieur, et M. Le Pen, ministre des DOM-TOM, sur les résultats du référendum concernant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Selon M. Claude Evin, porte-parole du gouvernement, M. François Mitterrand a lui-même pris la parole pour rappeler que « le référendum était l'élément indispensable de l'accord ». « On en connaît les risques », a ajouté le président de la République, avant de se dire, « surpris de l'étonnement de ceux qui ont fait semblant de croire que c'était un désastre des élections ».

Toujours selon le porte-parole du gouvernement, le président a affirmé : « Ce résultat montre que 12 millions de Français se sont dérangés pour s'intéresser à 160 000 d'entre eux vivant à 18 000 kilomètres de la métropole. On se demande par quelle magie il est été possible d'en déplacer davantage : il n'y a pas lieu de s'en désoler. »

Le président de la République a ajouté : « Mais qu'est-ce que c'est cette appréciation selon laquelle un résultat n'aurait pas la même valeur selon le nombre de personnes qui auraient voté ? » M. Mitterrand

juge que cette appréciation « pourrait se retourner contre un certain nombre de ceux qui l'avancent » et qu'« une telle appréciation est un manque aux principes élémentaires de la démocratie dans un pays ».

Le président a conclu sur ce point en indiquant que « le gouvernement avait bien agi dans cette circonstance ».

Pas d'indexation

M. Mitterrand est également intervenu à propos de l'accord salarial conclu avec plusieurs syndicats de fonctionnaires, pour affirmer, selon M. Evin : « Tout ce qui revient à une indexation reviendrait en fait sur des décisions saines qui avaient été adoptées par le gouvernement de Pierre Mauroy. S'il est important que des progrès soient partagés par toutes les couches sociales de la nation, et cela sera fait, il est évident qu'il n'y aura pas d'automatisme à ce partage. » Le président de la République a conclu : « La notion d'indexation n'est pas rentrée dans notre esprit. »

Il y a dix-huit ans la mort de Gaulle

Le lundi 9 novembre 1970, à 19 h 30, le général de Gaulle s'effondra, victime d'une rupture d'anévrisme, devant sa table de jeux où il faisait une partie, dans sa maison de Colombey-les-Deux-Eglises.

La nouvelle n'était rendue publique que le mardi matin par un flash des agences de presse annonçant à 9 h 40 : « Le général de Gaulle est mort. »

De Gaulle était né à Lille le 22 novembre 1890. La célébration de centenaire de sa naissance en 1990 donnera lieu à diverses cérémonies et manifestations pour lesquelles un crédit de 3 200 000 francs a été prévu dans le budget de 1989 au titre des services de premier ministre.

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LMI.

LE MENSUEL

NUMERO
DE NOVEMBRE

Passages

* LE DOSSIER DU MOIS GENOCIDES !

Shoah, Kurdes, Arméniens, guerre de Vendée... Faut pas tout mélanger ! Verges met tous les génocides dans le même sac.

* JUIFS/ARABES :

Tahar BEN JELLOUN va plus loin pour PASSAGES

* ISRAEL :

Eli Barnavi : les mythes de la charte palestinienne Le poids des Arabes dans l'élection du 1er novembre

* LE TEMPS D'AGIR :

Harlem DESIR, Roland CASTRO et G. DOMENACH-CHICH : un front contre les exclusions.

* RENCONTRE :

Daniel MESGUICH et Daniel SIBONY sur le théâtre de l'enfance handicapée.

Air France : le décollage de Bernard Attali

* CE JOUR LA :

Les 9 et 10 novembre 1938, les synagogues brûlent en Allemagne...

TOUT CE QUI COMPTE
EST DANS PASSAGES
EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES

Politique

Municipales : la désignation des têtes de liste socialistes à Paris
M. Estier victime de la « guerre du dix-neuvième »

M. Mitterrand en Gironde

Un gouvernement
« n'est jamais fait
pour marcher
sur des roses »SAINT-MÉDARD-EN-JALLES
de notre envoyé spécial

La France a des défauts multiples, mais il n'y a pas de raison de se laisser aller à « des raisonnements défaitistes ». M. Mitterrand, qui voit ces défauts, comme tout le monde, passerait son temps à grogner et à grommeler s'il n'était certain qu'il n'y a pas d'autre solution que de croire en l'avenir. « Il faut y croire », a-t-il dit une nouvelle fois, mardi 8 novembre à Saint-Médard-en-Jalles (Gironde), où, en présence de M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, il venait d'inaugurer des équipements sociaux et culturels.

Y croire, malgré les inégalités « qui ne sont plus supportables » et les injustices « qu'il faut évaluer ». Car, « au total, le mouvement va dans le bon sens, affirme-t-il. Nous nous approchons du moment où l'on atteindra un rythme de croissance sinon suffisant, du moins raisonnable au point de ne pas aggraver les effets de la crise ». Il faut donc « parvenir avec patience, en apportant les réponses échelonnées, à répondre à la demande [sociale] qui peut paraître souvent excessive mais qui est fondée sur une protestation très souvent légitime. Je fais tout à fait confiance au gouvernement de la République pour qu'il mène à bien cette tâche ».

La tâche, justement, est « rude », mais un gouvernement « n'est jamais fait pour marcher sur des roses », M. Mitterrand, quant à lui, « aime beaucoup les roses » ; il en a « porté souvent » et « a l'intention de continuer ». Cette intention méritait d'être précisée, même si les quelques dizaines d'interrogatoires qui, peu à peu, ont été réservés au chef de l'Etat, devant l'hôtel de ville de Bordeaux, ont permis de saisir, en substance, l'essentiel de son discours. M. Mitterrand, en effet, a tenu à souligner, « témoin d'une jeunesse saine, n'ont pas entendu ».

« Ton électoral
est dans la rue »

« Mitterrand, si tu savais, ton obéissance à la mer », ont-elles à peine pu pousser, chassées par le chuchotement obligé : « Au sud, au sud, au sud », a-t-il dit. Elles chuchotaient aussi, plus aimables, « Assemblez-vous, c'est votre affaire, soutenez les infirmières ! » et brandissaient une banderole qui veut avertir : « Tonton, ton électoral est dans la rue ». Le président de la République est allé lui dire bonjour. Dans la main tendue, une infirmière a tenté de glisser un tract sur lequel elle avait collé sa carte d'identité.

Après, le chef de l'Etat avait entendu une autre musique, sans doute plus douce à ses oreilles : l'hymne à la joie interprété par les enfants de l'école publique de Marchépré, où il a déposé une plaque à la mémoire de l'un de ses amis, Maurice Fagnat, qui fut instituteur à cet endroit, soldat de ce que M. Mitterrand appelle « l'infanterie de la République ». Dans la cour de récréation, en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, le chef de l'Etat a écouté, pour sa part, un hymne aux enseignants qui, par « engagement personnel, volonté, goût du service public, amour de l'enfant », ont « le sentiment de contribuer à édifier la République » et qui « font que chose de plus grand qu'eux ». L'éducation, « grande priorité », fait partie avec la formation professionnelle, la recherche et la culture des quatre « piliers sur lesquels doit reposer la société française ».

Pour que cette priorité soit respectée, des moyens ont été donnés au ministre de l'Éducation nationale, a-t-il remarqué, « pas autant qu'il en faut, mais beaucoup plus qu'auparavant ». Au lendemain du vote par l'Assemblée nationale du budget de l'éducation et avant l'ouverture, le 14 novembre, de la négociation sur la revalorisation de la condition des enseignants, M. Mitterrand a déclaré : « Je suis sûr que le gouvernement, engagé par son mandat, leur compétence pour résister en quelques années ce que l'on a trop souvent négligé de faire dans les décennies précédentes (...). On nous presse de tous les côtés. On ne peut pas tout faire à la fois. Il faut pouvoir étaler sur quelques années. Il faut avoir la volonté d'obtenir son dû et son droit, mais insister ce droit dans la capacité de la France ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

Les militants socialistes parisiens ont désigné, le mardi 8 novembre, leurs candidats à la tête des listes qu'ils présenteront aux élections municipales de mars prochain dans les vingt arrondissements de la capitale. Le choix d'un chef de file, candidat à la mairie de Paris face à M. Jacques Chirac, devrait être différé pendant plusieurs semaines encore, aucun postulant à cette tâche difficile ne s'étant encore déclaré. En attendant, les socialistes ont cherché à désigner, dans les arrondissements où les résultats des élections du printemps dernier leur donnent des espoirs de victoire contre la majorité municipale, des personnalités capables de susciter une dynamique face aux maires sortants.

Quatre ministres sont engagés, en principe, dans la bataille parisienne : MM. Jack Lang (troisième arrondissement), Georges Sarre (onzième), Pierre Joxe (douzième) et Paul Quilès (treizième). Encore la candidature du ministre de la Culture, soumise par les militants dans l'arrondissement dont il est conseiller sortant, avait-elle été déposée par lui à titre conserva-

toire : élu député dans le Loiret-Cher en 1986 et en 1988, M. Lang n'a pas encore définitivement arrêté son choix pour les élections municipales. En outre, la candidature de M. Joxe dans le douzième n'a pas pour objectif de gagner cet arrondissement, acquis à la droite, mais de permettre au ministre de l'Intérieur de participer à la campagne contre la gestion du maire de Paris.

En revanche, la candidature dans le dix-neuvième de M. Claude Estier, sénateur de Paris, conseiller sortant du dix-huitième, était bien présentée comme destinée à renforcer les chances socialistes dans cet arrondissement, gagnable, en mettant fin aux conflits internes qui avaient empêché de l'emporter depuis le printemps dernier. Or, cette tentative a échoué. Les militants réunis boulevard de Belleville mardi soir ont donné, par 224 voix contre 172 (il y a eu 3 bulletins nuls), la préférence à M. Roger Madoec, conseiller d'arrondissement sortant, chef du cabinet de M. Sarre, sur M. Estier. Ce dernier a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de faire appel de ce vote devant les instances nationales du PS.

La désignation de M. Madoec est l'épilogue, vraisemblablement provisoire, des âpres querelles déclenchées par le choix des candidats aux élections législatives du printemps

dernier. Député sortant, M. Alain Billon avait été écarté au profit de M. Jean-Christophe Cambadélis, après que celui-ci n'eût pas réussi à faire accepter sa candidature dans la Somme. Soutenu par les amis de M. Lionel Jospin, M. Cambadélis, ancien militant trotskiste du Parti communiste internationaliste et de l'UNEF-ID, était, ainsi, imposé contre un député sortant par les amis de M. Laurent Fabius. Dans la circonscription voisine, un ancien député socialiste, M. Manuel Escutia, non investi par le PS, menait une campagne « dissidente » contre le candidat du parti, M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national chargé des fédérations.

Les partisans de M. Cambadélis, élu député, cent de M. Billon, ceux de M. Escutia, les militants de Socialisme et République (contraint de M. Jean-Pierre Chevènement) et, même, les quelques trente rocardiens de l'arrondissement se sont affrontés pendant quatre mois, la cassure du courant « A » (mitterrandiste) étant patente. Ne parvenant pas à rassembler l'unité de ce courant, M. Cambadélis et les amis de M. Jospin ont demandé à M. Estier de venir comme candidat de rassemblement. « Je ne suis l'homme de personne contre personne », a assuré le président du groupe socialiste du Sénat devant les militants réunis mardi soir. Mais M. Madoec, tout en

rendant au compagnon de M. François Mitterrand l'hommage de rigueur, a décliné dans cette candidature une ultime manœuvre de M. Cambadélis et de ses partisans, dont les méthodes, a-t-il dit, « déshonorent le parti tout entier ».

Un revers pour les amis
de M. Jospin

M. Billon, auquel M. Estier n'avait donné aucune garantie quant au rang qu'il occuperait sur la liste future, a retiré sa candidature en invoquant des raisons personnelles, mais a appelé ses partisans (une soixantaine) à voter pour M. Madoec. Les rocardiens (une trentaine) n'ont pas donné officiellement de consigne de vote, mais il semble bien qu'ils aient soutenu, eux aussi, le candidat de Socialisme et République, lequel a été désigné avec une avance confortable. Les amis de M. Escutia (une quarantaine), admis à voter sur injonction du secrétariat aux fédérations, n'ont pas pris part au scrutin. En revanche, trente et un partisans de M. Cambadélis dont la qualification pour voter dans l'assemblée d'arrondissement, contestée, avait été reconnue par M. Vaillant ont pu mettre un bulletin dans l'urne, sans que cela suffise à assurer la majorité à M. Estier.

Le vote du dix-neuvième arrondissement apparaît comme un revers pour les amis de M. Jospin, qui voient ainsi leur échapper au niveau des têtes de liste cinq des six arrondissements considérés comme gagnables : M. Lang (proche de M. Fabius) pourrait mener la liste dans le troisième, M. Sarre (proche de M. Chevènement) la conduira dans le onzième, M. Quilès (proche de M. Fabius) dans le treizième, M. Madoec dans le dix-neuvième et M. Michel Charzat (autre proche de M. Chevènement) dans le vingtième. Seul M. Vaillant, dans le dix-huitième, est en mesure d'assurer une mairie d'arrondissement aux partisans de M. Jospin. Le ministre de l'Éducation, dont les amis dirigent la fédération, est réduit à une maigre portion sur ce qui fut, naguère, son terrain.

PATRICK JARREAU.

● M. Durieux candidat à la mairie de Lille. — M. Bruno Durieux, député CDS du Nord et proche collaborateur de M. Raymond Barre, a confirmé, mardi 8 novembre, sa candidature aux élections municipales de Lille. Face à M. Pierre Mauroy, maire sortant, M. Durieux s'est prononcé pour la constitution avec le RPR d'une liste unique de rassemblement ».

Le budget des transports à l'Assemblée nationale

La sécurité prioritaire

Le budget du ministère des transports et de la mer, dirigé par M. Michel Delebarre, a été adopté tard dans la nuit de mardi 8 au mercredi 9 novembre. Le PCF, le RPR et l'UDF ont voté contre ces crédits. Plusieurs députés UDF ont toutefois fait bande à part, en votant pour ou en s'abstenant : c'est le cas des deux députés UDF du Bas-Rhin, MM. Jean-Marie Caro et Marc Reynaud, qui ont voté pour, ainsi que M. Léonac

Deprez (UDF-Pas-de-Calais). M. André Rossinot (UDF-Meuse-et-Moselle) n'était pas présent dans l'hémicycle au moment du vote, mais il avait annoncé son intention de s'abstenir. L'UDC s'est abstenue, tandis que le PS votait ces crédits.

Le budget transport et mer représente 53,61 milliards de francs (en progression théorique de 5,9 %).

Les crédits de l'aviation civile s'élèvent à 4 969,3 millions de francs, la météorologie à 783,3 millions de francs et la navigation aérienne (budget annexe) 2 913 millions de francs. Les crédits des transports terrestres et de la sécurité routière se montent à 40 085,7 millions de francs et ceux de la mer à 5 916,6 millions de francs. La sécurité routière progresse de 21 %.

« Sécurité » : le mot était sur toutes les lèvres. L'accident du train Luxembourg-Paris est malheureusement venu lui apporter un relief dramatique. L'Assemblée nationale a d'ailleurs observé, mardi, une minute de silence en mémoire des victimes d'Al. Le ministre des transports et de la mer a, à plusieurs reprises, insisté sur le fait que la sécurité était « l'exigence primordiale et légitime des usagers, le souci constant des salariés des entreprises nationales et la préoccupation essentielle des pouvoirs publics. C'est affaire de moyens, mais c'est aussi l'affaire de chacun : rendre les services publics de transport plus sûrs est une exigence qui s'impose à tous ». Cette préoccupation « se retrouve au cœur » du projet de budget, a affirmé M. Delebarre en expliquant qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une politique globale de modernisation.

Le rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports terrestres, M. Claude Germe

(PS, Essonne), a mis en lumière le fait que le personnel « consent d'importants efforts » en matière de productivité, mais que la réduction d'effectifs à la SNCF « ne pourra se prolonger indéfiniment sans risques d'exploitation sociale ». Il a rappelé qu'ils étaient tombés de 251 781 en 1983 à 213 380 en juin 1988.

Le rapporteur pour avis, M. Jacques Fleury (PS, Somme), n'a pas caché qu'il partageait ce sentiment en se demandant s'il n'y avait pas une corrélation entre la baisse « peut-être excessive » des personnels et la série d'accidents de ces derniers mois : « Le prochain contrat de plan devra mettre au premier rang cette préoccupation de la sécurité », a-t-il insisté.

Le député communiste Daniel Le Meur (Aisne) a durci le ton : « Dans cet accident, comme dans les précédents et comme pour les accidents aériens et les accidents de la route, la fatalité et l'erreur humaine sont trop souvent invo-

quées pour masquer une politique qui a contribué et contribue largement à l'aggravation des dangers ». Il a dénoncé « l'austérité renforcée » de ce budget avant d'annoncer que son groupe voterait contre. M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne) a demandé au ministre si « et quand » le Parlement sera informé de la synthèse des enquêtes menées sur les sept derniers accidents à la SNCF. « L'actualité montre hélas qu'il ne suffit pas de changer les dirigeants », a lancé quant à lui M. Roland Némegesser (RPR, Val-de-Marne). M. Jacques Guyard (PS, Essonne) a demandé une enquête sur la situation de sécurité et une automatisation du système de régulation des lignes. Plusieurs orateurs ont souligné le fait que l'endettement de la SNCF ne lui permet pas de dégager les crédits suffisants pour faire face aux défis d'une modernisation dans la sécurité, objectif fixé par M. Delebarre. Le ministre a jugé également inquiétant cet endettement : « Je souhaite que

cette question soit au cœur de la négociation du futur contrat de plan entre l'Etat et l'entreprise. Il est difficilement concevable que l'essentiel des efforts de productivité de la SNCF soit utilisé pour faire face à la croissance des frais financiers hérités du passé ».

S'agissant d'autre part de l'aviation civile et du budget, le ministre a présenté les trois priorités de ses crédits : favoriser l'essor économique du transport aérien, améliorer le service offert aux usagers et veiller au développement harmonieux du transport intérieur. M. Delebarre, qui a été félicité, à droite et à gauche, pour l'accord du 4 octobre dernier mettant fin au conflit de la navigation aérienne, a précisé que, pour faire face à l'accroissement du trafic aérien, cent dix emplois de contrôleurs de la circulation aérienne seront créés. Les corps techniques de la navigation aérienne échapperont, d'autre part, dès le 1^{er} janvier, au gel des emplois de la fonction publique.

La question de la restructuration des trois compagnies françaises a également été évoquée, notamment par M. Gilbert Gaucher (UDF, Paris). M. Delebarre a estimé qu'il fallait avancer à pas prudents.

A propos de la sécurité routière, M. Delebarre et M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, ont estimé que la gravité de la situation explique les mesures prises récemment par le gouvernement.

Enfin, les assurances fournies par M. Delebarre aux élus du Bas-Rhin et de Meurthe-et-Moselle, à propos de la priorité donnée à Strasbourg pour le tracé du TGV et la réactivation du projet européen de 1972 (qui tient tant à cœur à M. Rossinot), ont permis au ministre d'empêcher que des voix UDF au passage lors du vote général.

PIERRE SERVENT.

Le débat sur l'audiovisuel au Sénat

Profil bas

L'automne 1988 ne sera pas l'été 1986 : l'interminable discussion de la loi Léotard, au Sénat, n'aura pas son équivalent avec le texte Lang-Tasca. Autre, temps, autres mœurs : le précédent occupant de la place de Valois ambitionnait d'organiser le « PAF », ses successeurs se contentent de vouloir l'améliorer. Peut-être n'est-ce pas l'envie qui leur manque de faire plus mais, « Lettre aux Français » oblige, la démarche sera pragmatique et persuasive.

Ni le législatif ni l'exécutif ne peuvent être fiers de ce record mondial — « peu enviable » comme l'a noté M. Jean Cluzel (Un. cent., Allier) — de l'instabilité législative dont la France s'est fait une spécialité dans le domaine audiovisuel. A l'exception du PCF, qui réclame l'abrogation de la législation en vigueur, les responsables politiques partagent le désir de calmer le jeu, de stopper ce que M. Jack Lang a appelé « le ping-pong avec le système audiovisuel français ».

Le débat qui a commencé au Sénat mardi après-midi 8 novembre et qui devrait s'y achever jeudi 10, au moins, montre que, du RPR au PS en passant par l'UDF, nul ne regrette la modestie d'un gouvernement qui n'a pas succédé à la tentation à laquelle ne résistèrent pas trois de ses prédécesseurs en 1974, 1982 et 1986, comme s'en félicitaient M. Cluzel et M. Claude Estier (PS, Paris). Le président du groupe socialiste s'est plu, d'ailleurs, à observer que le projet en discussion n'est qu'un « texte partiel » qui « devra être complété par une loi d'orientation ».

Ce projet était-il alors opportun et nécessaire ? M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la com-

munication, en est bien évidemment convaincue au motif que les résultats de la loi de 1986 « ne sont pas satisfaisants, et même préoccupants » : déséquilibre entre secteur privé et secteur public, incapacité de la CNCL à exercer les attributions d'une véritable instance de régulation.

Au sein de l'opposition — majoritaire au Sénat — il y a également ceux qui, comme M. Cluzel, considèrent qu'il s'agit d'une première pierre, du reste indispensable mais que « l'essentiel restera à faire ».

Après avoir donné un système de régulation sa légitimité, il faudra garantir l'existence du service public et le développement de la création audiovisuelle française.

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire) est plus réservé dans la mesure où rien dans le projet ne répond, selon lui, « à l'irritation » des téléspectateurs et des créateurs, ni ne permet « au secteur public d'affronter la concurrence du secteur privé », ni ne recrée « les émissions de création des chaînes privées vers des heures de grande écoute ».

Le projet de loi modifie la loi de 1986 sur deux points essentiels : l'instance de régulation et les procédures d'attribution. Sur le premier point, M. Charles Jolibert (RI, Maine-et-Loire), rapporteur de la commission des lois, a douté que la commission des résultats de la CNCL renforce l'indépendance des membres du futur Conseil supérieur. Les orateurs ont été d'ailleurs plutôt discrets tant sur la défense que sur les attaques à l'égard de la CNCL.

Le second point n'a été que peu évoqué à l'occasion de la discussion générale au profit d'un troisième, l'amendement Gouteyron (voir ci-contre).

De technique, voire culturelle, la question est devenue brûlante et politique au cours de l'après-midi, nécessitant même plusieurs réunions de la « concertation » (instance informelle regroupant les responsables des groupes de la majorité sénatoriale). Ainsi M. Gouteyron, qui a fait voter par la commission des affaires culturelles un amendement interdisant les coupures publicitaires lors de la première diffusion d'une œuvre, s'est-il vu isolé face à l'opposition à cette mesure, non seulement des centristes ainsi que des RI, dont le porte-parole dans le débat, M. Pierre-Christian Taftiger, a mis en garde contre toute décision inconsiderée en ce domaine, mais encore du RPR. A tel point que les députés RPR, au cours de leur réunion de groupe, ont fait part de leur hostilité à cette initiative. Cette dernière est toutefois soutenue par le PS. Le gouvernement, dans cette bataille à front renversé, est prudent. M^{me} Tasca s'est toutefois « sentie obligée » en séance de nuit de mettre l'accent sur le risque de « bouleversement » de l'économie des chaînes.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Les professionnels accentuent leur campagne en faveur de la coupure publicitaire

Les professionnels du septième art et de l'audiovisuel ont mis à profit l'ouverture du débat sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) au Sénat pour accentuer leur campagne contre « l'amendement Gouteyron », interdisant les coupures publicitaires lors de la première diffusion des films et téléfilms sur les chaînes commerciales (le Monde du 8 novembre). MM. Jean-François Lepetit et Jacques Peskine, présidents respectivement de l'Union des producteurs de films (UPF) et de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA), ont dénoncé, mardi 8 novembre, dans un communiqué une initiative risquant de « provoquer des effets diamétralement opposés aux buts poursuivis » en limitant « une ressource importante dans le financement des œuvres ». Le soutien financier à l'industrie des programmes ainsi que la rémunération des auteurs, deux mécanismes assés sur les recettes commerciales des chaînes pri-

viées, seraient, en effet, « directement affectés » par une mesure constituant inévitablement un manque à gagner pour les télévisions.

Argument auquel la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) n'est sans doute pas insensible. Cette dernière, s'en est également pris, mardi, à cet amendement adopté par la commission des affaires culturelles du Sénat.

La veille, déjà, une trentaine d'auteurs dramatiques parmi lesquels Eugène Ionesco, François Billeaud, Arrabal et Nathalie Sarraute avaient dénoncé l'action de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) directement à l'origine de « l'amendement Gouteyron ». « Depuis quelques mois, affirmait-ils, la SACD prend des positions périlleuses dans les domaines de l'audiovisuel sans consulter les auteurs, alors qu'elle prétend être la voix de ses vingt-cinq mille membres... »

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE.

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

AFP-PRO
LES DÉPÊCHES
DE L'AFP
SUR MINITEL
36.29.36.19.Telesystemes
Questel

"Amnesty"

AMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONALAMSTY
INTERNATIONAL

Politique

Le retour de l'antisémitisme dans l'extrême droite française

Est-ce un dérapage verbal ? Un lapsus forcément révélateur ? Une calomnieuse abjection ? Le 2 septembre dernier, en conclusion de l'université d'été du Front national au Cap d'Agde (Hérault), M. Jean-Marie Le Pen lâche son calembour sur le ministre de la fonction publique, « Durafour-crématoire ». Cette affaire intervient un an après qu'il ait qualifié, le 13 septembre 1987, les chambres à gaz de « point de détail » de l'histoire de la seconde guerre mondiale.

MM. François Bachelot, inventeur du « sidestorium », et Pascal Arrighi, un des fabricants de l'image « présentable » de M. Le Pen, ne goûtent guère le jeu de mots. Ils sont assés du Front. Le docteur Bachelot assure, alors, que « Durafour-crématoire » n'est pas « un dérapage verbal de la part de Le Pen, mais bien une véritable stratégie ». Dans une interview au Monde du 9 septembre, l'ancien dirigeant d'extrême droite affirme qu'on lui a expliqué, en l'accusant, que « ce sujet avait été abordé pour faire remonter la droite nationale ». « L'argumentation est la suivante, poursuit-il : les ennemis du Front national sont ceux qui confortent le camp de l'anti-France », ceux qui ont toujours tenu la droite nationale. L'« anti-France » est, selon cette analyse, constituée des lobbies de la presse, de la franc-maçonnerie et des juifs. Le Front national reviendra, désormais, à permanence sur ce sujet ».

Le 18 septembre, au Bourget, à l'occasion de la fête des « Bleu-Blanc-Rouge », M. Le Pen s'adresse longuement à « nos compatriotes juifs », pour se lever de l'accusation d'antisémitisme et accuser, par une subtile inversion de la charge de la preuve, « le milieu cosmopolite » d'avoir la prétention, in fine, de « faire porter l'étoile tricolore » à ses partisans. « J'ai la conviction, dit alors M. Le Pen, que l'organisation, méthodiquement dirigée, de la subversion cosmopolite s'efforce, par des mécanismes collectifs, de dresser la communauté juive contre le Front national et contre l'idée de nation. Je crois que, profitant du fait que nombre de membres de cette communauté occupent des positions éminentes dans la société française, en particulier dans le domaine de l'information, la presse, le cinéma, la télévision, des sondages et beaucoup d'autres organisations, on veut se servir de la communauté juive en faisant croire qu'elle risque d'être persécutée, pour faire un combat contre les patriotes français, ce qui, a contrario, laisserait croire qu'elle n'est pas patriote ».

La porte-drapeau de l'extrême droite française vient, ainsi, d'encadrer, ouvertement, un mécanisme pervers. Celui qui prétend que l'accusation qui entoure sa personne n'a jamais reçu « un commencement de preuve » — M. Le Pen a cependant été condamné pour antisémitisme, le 11 mars 1986, par le

tribunal d'instance d'Aubervilliers (le Monde du 13 mars 1988) — permet à deux publications d'extrême droite de maquiller un délit raciste en banale opinion relevant du simple champ de la polémique politique. Le choc du mot, mensuel d'extrême droite fondé par d'anciens collaborateurs de l'hebdomadaire Minute, publié en octobre un dossier baptisé « Ces juifs qui en font trop ». A la fin du même mois, National-Hebdo, magazine situé dans la mouvance du Front, se penche, pour sa part, sur « ces juifs racistes » que « la justice n'ose pas poursuivre ». Chroniqueur dans le mensuel, M. François Brigneau, plume de référence de l'extrême droite, est éditeur dans l'hebdomadaire.

D'emblée, M. Jean Bourdier, directeur politique du Choc, donne le ton, et le sens, de ce dossier : « Il n'est pas niable, écrit-il, que nous ayons assisté depuis quelques années, dans ce pays, à une montée de l'intolérance et du racisme. Mais de l'intolérance et du racisme pratiqués par quelques membres d'une communauté précise à l'encontre de tout le reste de la nation, se sentent ainsi des germes de rancœur et de discorde civile qui pourraient se révéler fort dangereux pour l'avenir. » M. Bourdier porte-t-il de quelque cinchobe incendiaire ? Erreur !

Les « privilèges » de l'« anti-France »

« Cette communauté bien précisée — et qui ne demeure bien précisée que parce que certains de ses membres le veulent ainsi, — c'est la communauté juive. » Pour M. Bourdier, les bons grains « ne demanderaient pas mieux que de renoncer à un particularisme qui les désigne à l'attention » ; mais les mauvaises graines qui sont des « apprentis dictateurs » présentent « leur communauté d'origine comme un groupement de martyrs héréditaires et professionnels ». « Ce soin est laissé à un certain nombre d'actives » pratiquant « le racisme permanent », souligne M. Bourdier, sans préciser qui leur laisse « ce soin », sinon, à bien le lire, « la communauté juive » elle-même.

Faut-il en donner quelques « détails », si l'on peut dire ? « En usant du mot « crématoire », Le Pen ignorait tout simplement qu'il entrerait dans une propriété privée, écrit M. Bourdier. Les fous crématoires existent dans toutes les grandes villes de France et du monde entier, et fonctionnent à plein rendement, mais il est étonnant d'entendre de la bouche d'un homme sous peine de heurter la sensibilité juive — ou, plus exactement, n'hésitons pas à le dire, de heurter la pseudo-sensibilité des juifs abusifs, les autres, à commencer par ceux dont les parents sont réellement morts en déportation, ne faisant pas tant d'histoires. » Les autres ? Encore une fois, M. Bourdier n'en dit pas plus.

Ceux qui sont réellement morts en déportation ? Idem. Il faudrait avoir l'esprit bien mal tourné pour voir là un soupçon de « révisionnisme » historique. M. Bourdier se contente d'insérer que « le terme de « génocide » est maintenant une marque déposée ».

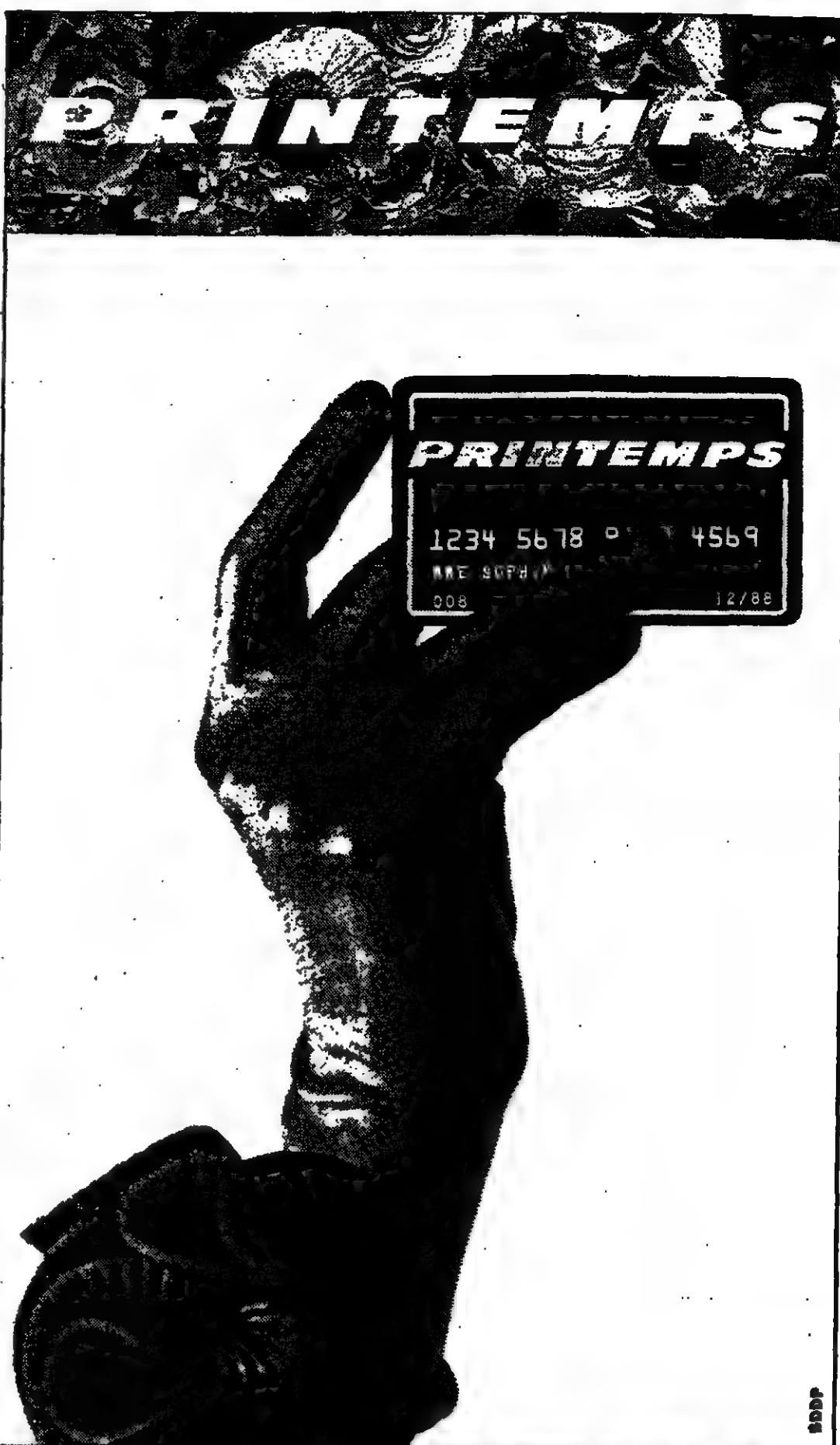
On est bien loin, à ce stade de l'éditorial, des bonnes et des mauvaises graines. « Les juifs, actuellement, n'ont de raisons de se plaindre de leur sort qu'en URSS — pays que certains d'entre eux détestent néanmoins avec acharnement, achève M. Bourdier. Partout ailleurs, ils se rangent généralement parmi les privilégiés. » Le tour est joué.

Pour ce qui est de l'« anti-France », dénoncée par M. Le Pen, National-Hebdo en fait son affaire. Sur une double page, un article — anonyme — s'attache à dénoncer « ce racisme anti-juif qui s'efforce », en citant sur des « écrits » et des journalistes juifs ainsi que sur deux publications : Globe de M. Georges-Marie Benarmon, orthographe pour la circonstance « Ben Amou », et Passages, dirigé par M. Emile Mallet, « Où les nazis contraignaient les juifs à afficher leur différence par le port d'une étoile, les juifs, au contraire, veulent insister sur leur non-juif de proclamer leur identité », écrit, entre autres, le courageux auteur de l'analyse qui, par une singulière interprétation historique, élève l'étoile jaune au rang d'un honneur identitaire fait aux juifs.

L'intégrisme juif existe, au même titre que l'intégrisme catholique ou l'intégrisme islamique. Tous les trois fonctionnent selon les mêmes critères sectaires de rejet et reculent concurrentiellement une menace totalitaire. La démarche qui va de ce calembour de M. Le Pen aux articles consacrés par la presse d'extrême droite à « ces juifs » a été d'exemplaire qu'elle trace une continuité dans la dénonciation, selon l'expression de M. Bachelot, d'un des lobbies de l'« anti-France », celui constitué par les juifs. Faut-il penser pour autant que, condamné pour antisémitisme en 1986, le président du Front national révèle en 1988 une nouvelle facette de sa personne qui d'instinct jusqu'alors plutôt consacrée à d'autres péripéties, les immigrés maghrébins ? Par avance, le docteur Bachelot avait donné sa réponse que d'aucuns dans la communauté juive ne sont pas loin de partager.

Au moment où l'extrême droite semble en perte de vitesse, il conviendrait donc d'admettre que M. Le Pen a « recroqué » son discours sur un antisémitisme plus classique lui ouvrant un registre jusqu'à peu exploité en dehors des sentiers battus, et rebattus, par les groupuscules fascistes avec lesquels les « pièces rapportées » du Front ont eu précédemment la prétention de rompre pendant la campagne présidentielle.

OLIVIER BIFFAUD.



-10%*

LA CARTE*
JOUÉ LES
PERES NOEL

9 NOV. - 10 DEC.

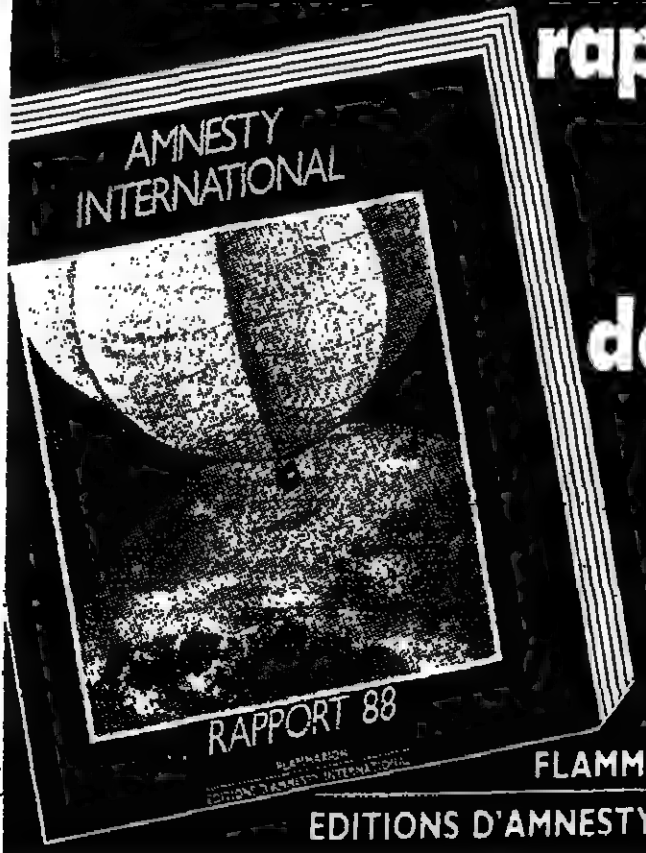
-10% avec la Carte Printemps sur les jouets - le blanc - la décoration - les tapis - les bijoux fantaisie - l'horlogerie - la lingerie. Sauf articles points rouges. Escompte non cumulable avec d'autres escomptes.

* Carte délivrée gratuitement après acceptation du dossier par Finedis.

Hausmann Italie Nation Parly 2 République Ternes Vélizy 2

"Amnesty International rapport 88".

Le bilan des droits de l'homme.



FLAMMARION

EDITIONS D'AMNESTY INTERNATIONAL

année.

25.25.25

Recherches criminelles et applications de l'informatique

La gendarmerie confirme ses ambitions en matière de police scientifique

Depuis le 4 novembre et jusqu'au 13, à Lille, à l'occasion de la Foire annuelle, le premier Salon de la police technique et scientifique. Police et gendarmerie y présentent leurs dernières méthodes d'investigation et d'analyse, ainsi que les résultats des principales recherches menées en matière de police scientifique.

LILLE
de notre envoyé spécial

Personne ne peut douter que M. Pierre Jone, ministre de l'Intérieur, porte de l'intérêt aux méthodes de la police scientifique. Il le prouve souvent, et sa présence, vendredi 4 novembre, au Salon de Lille, accompagné de M. Jacques Genhial, sous-directeur de la police technique et scientifique, en est même un témoignage. Le ministre a profité de sa visite pour répéter que son effort, lors de la discussion du prochain budget, porterait sur « le financement de nouveaux équipements et d'un nouveau personnel » en matière de police scientifique. « Il est important, a-t-il poursuivi, lorsqu'on arrive un dimanche, de pouvoir le faire condamner sur des éléments de preuves scientifiques établis ».

L'intérêt que porte la gendarmerie à la police scientifique n'est pas moins grand. Mardi 8 novembre, quatre jours après la visite de M. Jone, ce n'est pas le ministre de la Défense mais le général de brigade Gérard Chariot, sous-directeur de la gendarmerie nationale, chargé de l'organisation et de l'emploi des effectifs, qui s'est rendu à Lille. Sous le regard satisfait d'une bonne douzaine d'officiers supérieurs, patrons des sections de recherche de gendarmerie, le général n'a pas manqué de mots : « Tous le monde a pu constater l'état de délabrement de la police scientifique en France. Une loi de modernisation de la police nationale vise à dépasser cette situation. La gendarmerie, qui n'a pas été associée à la modernisation, ne peut pas attendre et rester sur le quai de la gare. Nous avons donc décidé de faire un pas en avant et de nous donner les moyens de satisfaire nos besoins urgents avec des réponses fiables ». Autrement dit, il

s'agit pour la gendarmerie de créer ses propres laboratoires de police scientifique.

Rédigé sur la demande de M. Robert Pandraud, afin d'inviter la police et la gendarmerie à plus de complémentarité, le rapport Cabannes avait déjà souligné qu'il était inutile de disperser les moyens de la police scientifique en laboratoires séparés (le Monde du 12 mars 1988). Apparemment les arguments de la commission n'ont pas porté, et la gendarmerie, tout en affirmant n'avoir voulu « que parler au plus pressé », ne laisse guère de doute sur son intention de se doter en moyens pour développer ses activités de police judiciaire.

Avec une franchise inhabituelle, « Nous avons décidé de parler vrai », déclaraient à Lille plusieurs officiers, « la gendarmerie fait valoir les résultats déjà obtenus, la qualité de ses systèmes informatiques et de transmission, la disponibilité de ses personnels. Mieux : elle se fait fort d'améliorer encore ses résultats avec un coût inférieur à celui de la police nationale ».

La révolution technique

Ce nouveau front dans la concurrence qui oppose la police à la gendarmerie est dans la logique de l'évolution technique de la recherche criminelle. La sûreté et la vitesse des nouveaux systèmes de transmission, les fabuleuses capacités de stockage et de traitement des nouveaux ordinateurs, alliées au développement des nouvelles méthodes dans la recherche des indices, sont en train de révolutionner la pratique de la police judiciaire.

An Salon de Lille, le public peut ainsi découvrir le degré de sophistication très poussée dans la recherche et l'analyse de particules infinitésimales à

l'aide desquelles il est possible de confondre un suspect ou d'orienter les investigations. Tandis que la police présentait son nouveau système informatisé de stockage et de reconnaissance des empreintes digitales, la gendarmerie dévoilait au grand jour le système Julex, base de données de recherches criminelles opérationnelle depuis 1986, interrogeable à partir de douze mille terminaux fixes ou embarqués. D'ores et déjà, le développement de l'informatique permet de comparer rapidement des milliers d'éléments stockés en mémoire à un élément nouveau découvert au cours d'une enquête, qu'il s'agisse d'un indice matériel, d'un signalement ou d'un mode opératoire.

Aux dires des spécialistes, les enquêtes devraient s'en trouver facilitées et les taux d'élucidation des affaires augmentés d'autant. A condition,

EN BREVE

● L'accident du Luxembourg-Paris : deux agents de la SNCF gardés à vue. — Après l'ouverture de l'information judiciaire consécutive à l'accident survenu le 7 novembre en gare d'Ay (Marne) à l'express Luxembourg-Paris (neuf morts, treize blessés), le service régional de police de Reims, à la demande du parquet, a placé en garde à vue deux agents de la SNCF « pour les nécessités de l'enquête ».

Il s'agit d'un agent d'encadrement responsable du chantier où travaillaient neuf des victimes et de l'un des chefs du district d'Epervy, dont on attend des précisions sur la façon dont fut manœuvré l'aiguillage.

tion, toutefois, de disposer de la logistique adéquate.

Nommé en 1985 sous-directeur de la police scientifique et technique, M. Genhial avait invité la gendarmerie nationale à s'associer à l'effort d'investissement prévu en faveur des laboratoires de police scientifique. Il faisait valoir qu'il n'était pas nécessaire que chaque institution possède son propre laboratoire. Selon lui, une structure unique, travaillant indifféremment pour l'une et l'autre, ferait fort bien l'affaire.

La gendarmerie nationale a décliné l'invitation. Si le législateur maintient deux polices, soutient-elle en substance, il est préférable que chacune dispose de l'autonomie de ses moyens. Chacun est donc prêt à se lancer dans des investissements coûteux, avec aussi pour perspective... d'aller plus vite que son voisin et concurrent.

GEORGES MARION.

● La condamnation des mutins d'Ensisheim confirmée. — La cour d'appel de Colmar a confirmé par un arrêt rendu mardi 8 novembre les condamnations à quatre ans de prison qu'avait prononcées le tribunal correctionnel de cette ville contre cinq des détenus de la maison centrale d'Ensisheim (Haut-Rhin) considérés comme les « meneurs » de la mutinerie qui éclata dans cet établissement pénitentiaire le 16 avril. Les détenus poursuivis — Djilali Mithouli, Gérard Birou, Jean-Baptiste Pechoni, Said Jabri et Thierry Etienne — étaient parvenus à ouvrir les cellules où se trouvaient deux cents de leurs compagnons. Par la suite, un incendie avait gravement endommagé les bâtiments. Une vingtaine de prisonniers surveillant stoïquement par la fenêtre avaient déclaré avoir été bien traités par les prisonniers.

JUSTICE

En marge de l'affaire Jobic

Sévères condamnations du « Figaro-Magazine » et de « Minute » pour diffamation envers le juge Hayat

M. Christian Grimaldi, directeur de la publication du Figaro, et le journaliste Jean-Pax Mefret ont été condamnés mardi 8 novembre par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris à verser solidairement 100 000 F de dommages et intérêts à M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction au tribunal de Nanterre, mis en cause par un article publié le 5 mars 1988 dans le supplément Figaro-Magazine.

Sous le titre « A travers moi, c'est la PJ que l'on veut discréditer », M. Mefret avait relaté un entretien avec le commissaire Yves Jobic, inculpé de « proxénétisme aggravé » depuis le 29 novembre 1987 par M. Hayat, dans lequel le magistrat était notamment accusé d'avoir voulu monter un piège au policier. A l'appui de ces affirmations, le Figaro-Magazine présentait la reproduction d'une lettre où la sœur d'une prostituée mêlée à l'affaire soutenait que M. Hayat lui avait demandé de placer des objets compromettants dans la voiture du commissaire afin de le faire arrêter en flagrant délit. Dès le 8 mars, le magistrat avait demandé en référé la saisie du journal mais la cour d'appel s'était bornée à ordonner au Figaro la publication d'un communiqué dans lequel il exprimait « ses regrets » aux lecteurs pour un article que les juges qualifiaient de « publication gravement outragieuse pour l'honneur de Jean-Michel Hayat ».

Statuant sur le fond, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacqueline Clavery, observe dans son jugement : « Ces méthodes du juge d'instruction, si elles avaient existé, sont la négation même du métier de magistrat ». Elle relève : « C'est avec raison que M. Georges Kleinman a souligné que les propos constitués à l'évidence l'allegation de faits précis portant atteinte à

plus grave que puisse être faite à l'honneur et à la considération d'un magistrat alors que l'exercice de sa charge et de sa profession lui interdit toute déclaration, car il est tenu au secret de l'information et à l'obligation de réserve ».

Les juges condamnent donc sévèrement l'attitude du Figaro en déclarant : « Le journaliste, le directeur de la publication, ne peuvent ignorer ces contraintes professionnelles. Ils ne doivent pas en faire fi. Ils n'ont pourtant pas hésité à publier et à commenter des accusations extrêmement graves. Ils doivent maintenant supporter les conséquences dommageables de leur faute ».

Sur le plan pénal, le tribunal a constaté l'absence de malice, mais, outre le versement des dommages et intérêts, le Figaro devra, si la condamnation devait devenir définitive, faire paraître dans le Figaro-Magazine, sur une page entière, un communiqué résumant la décision, tandis que des extraits en seront publiés dans trois journaux aux frais des condamnés.

Dans un jugement distinct, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris s'est également prononcée sur les poursuites engagées par M. Hayat contre le journal Minute qui avait repris les affirmations du Figaro. En condamnant son directeur de la publication, M. Jean-Claude Goudeau, à verser 60 000 F de dommages et intérêts, les juges déclarent : « Alors qu'il sait que le juge des référés a déjà souligné la gravité de l'outrage porté contre un magistrat instructeur (...), il réitère la diffamation, et ce en termes catégoriques. Cette manière d'agir démontre à l'égard de la partie civile une animosité personnelle qu'il est anormal d'avoir si on prétend à l'éthique du journaliste ».

MAURICE PEYROT.

SPORTS

FOOTBALL : Bordeaux se qualifie en Coupe de l'UEFA

Les Girondins sur la défensive

En battant les Hongrois d'Ujpest Dozsa (1-0), les Girondins de Bordeaux se sont qualifiés, mardi 8 novembre, pour le troisième tour de la Coupe de l'UEFA. C'est un but marqué sur penalty par Jean-Marc Ferreri qui leur a permis de passer une prestation plutôt décevante.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Michel Platini ne compte pas bâtir son équipe de France autour d'un noyau de joueurs bordelais. Cela tombe bien. Le nouveau sélectionneur national souhaite redonner à la France les qualités de création qu'elle exprimait il y a encore un peu plus de deux ans lorsqu'il évoluait avec elle. Or les Girondins de Bordeaux manquent singulièrement d'inspiration en ce mois de novembre.

Leur rigueur, même si elle s'est relâchée par rapport aux saisons précédentes, et surtout leur organisation ont permis de préserver l'essentiel en Coupe de l'UEFA. Face à Ujpest Dozsa, mardi soir, ils ont confirmé le résultat du match aller (1-0) contre une équipe qui ne parvient pas à décoller de l'avant-dernière place de son championnat.

Mais les Girondins ont également confirmé qu'ils ne réussissent plus à se libérer. A Cannes, puis contre Monaco, ils avaient concédé deux matches nuls que leurs adversaires auraient, bien plus qu'eux, mérité de transformer en victoire. Les joueurs d'Aimé Jacquet se vont plus au bout de leurs actions. Les imprécisions dans le jeu collectif se multiplient. Les attaquants sont plus statiques. « Nous sommes arrivés à un palier et nous avons du mal à franchir le suivant. Mon équipe n'est pas patiente. Elle perd trop facilement le ballon dans la minute qui suit sa récupération. Ce Bordeaux-là est le plus fragile que j'aie dirigé », dit Aimé Jacquet.

Si l'équipe repose encore sur son assise défensive, le nombre des occasions de buts s'est amoindri. Le meneur de jeu belge, Enzo Scifo, remplaçant contre Ujpest en raison d'une fracture du nez, s'est enfoncé en cours de match, a repris la mauvaise habitude de regarder ses pieds plutôt que le jeu quand il est en possession du ballon. L'ancien Lenois Eric Dewilder, brillant en début de

saison, cherche son souffle après une brochette. Deux exemples parmi d'autres.

C'est au moment où ils sont enfin cités en exemple, alors que leur style a été si longtemps décrié, que les Girondins paraissent douter de leur force. Considérés comme les possibles sauveurs d'une équipe de France en pleine déconfiture, ils se mettent à rater les passes les plus faciles et à trembler devant les Hongrois, malgré leur but d'avance.

Raines de forme

Aimé Jacquet, l'entraîneur girondin, espère que le remue-ménage à la tête de l'équipe de France ne perturbera pas trop ses joueurs. Or les cinq bordelais dont on parle le plus en vue du prochain Yougoslavie-France ont étrangement baissé de forme depuis le début du mois de novembre. Le libero Alain Roche compense par des interventions décisives et quelques montées utiles — c'est sur l'une d'elles qu'est venu le penalty transformé par Ferreri — une relance très approximative. Jean-Christophe Thouvenel a effectué ses deux plus mauvais matches de la saison contre Monaco et Ujpest. La fine lame de l'attaquant, Jean-Marc Ferreri, s'est épuisée. Yannick Stopyra semble aussi perdu sur le front de l'attaque que son compère Clive Allen, que l'on dit sur le départ. Enfin, Jean Tigana, s'il se comporte en patron de cette équipe, n'a pas, dans le domaine offensif, le rayonnement qui manque à la sélection nationale.

Devenu le représentant français le plus crédible à l'échelle européenne, Bordeaux, malgré ses imperfections, a atteint le troisième tour de la Coupe UEFA. Mais Michel Platini se serait bien passé de la baisse de régime des Girondins une semaine après sa prise de fonctions.

THIERRY CERINATO.

● RECTIFICATIF. — L'article relatant les opérations de blanchiment d'argent provenant de trafics de drogue par l'intermédiaire de banques suisses (le Monde du 8 novembre) a classé par erreur M. Elisabeth Kopp, ministre suisse de la justice et de la police, représentante du Parti socialiste, alors qu'elle siège au Conseil fédéral en tant que représentante du Parti radical.

Neuf inculpations dans l'affaire des fausses factures de Nancy

NANCY
de notre correspondant

Chargé du dossier des fausses factures de Nancy, M. Gilbert Thiel, juge d'instruction, a inculpé, lundi 7 et mardi 8 novembre, de « trafic d'influence » neuf personnes déjà impliquées dans la même affaire pour faux et usage de faux en écriture de commerce et, pour certains, pour abus de biens sociaux.

Ces nouvelles inculpations, qui relancent l'affaire, visent MM. Bourrier, directeur général du groupe CORA; Zanier, directeur de BG Service, une filiale de CORA; Motte, directeur du développement de Castorama; Malgras, entre-preneur local; Villot, directeur d'un bureau d'études SEBA Ingénierie; Peters, directeur régional de la COPRETH; Marcelin, directeur à la Compagnie générale des eaux; Florin, directeur régional de la Compagnie générale de chauffage; et Deloye, ancien directeur de la SADE, entreprise de Metz.

Ce nouveau chef d'inculpation de « trafic d'influence » pourrait cependant tomber sous le coup de la loi d'amnistie qui concerne notamment les délits en relation « avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis politiques avant le 11 mars 1988 ». Mais pour que l'amnistie s'applique aux prévenus, il faudrait que ceux-ci reconnaissent avoir versé de l'argent à des partis politiques, ce que tous ont, jusqu'à présent, contesté. Mardi soir, aucun d'entre eux n'avait manifesté son intention d'exploiter la solution offerte par la loi d'amnistie, dont le juge d'instruction a pourtant donné lecture à tous ceux qu'il venait d'inculper de « trafic d'influence ».

Pour le juge, les questions essentielles sont toujours sans réponses : quelle a été la destination et l'affectation des fonds détournés par le biais des fausses factures, dont le montant est estimé à plus de 15 millions de francs ? Ces sommes ont-elles servi à faciliter l'implantation de grandes surfaces commerciales ou à favoriser l'obtention de marchés publics ? Ont-elles alimenté directement ou indirectement les caisses des partis politiques ou financé des campagnes électorales ? Sur ce dernier point, on prête au juge d'instruction l'intention de prolonger ses investigations jusque dans la comptabilité des partis politiques.

Même si certains, aujourd'hui, avancent timidement l'hypothèse politique, en soulignant les sympathies d'André Guesy, l'entrepreneur de Toul — pour le RPR, aucun ne se hasarde franchement dans cette voie.

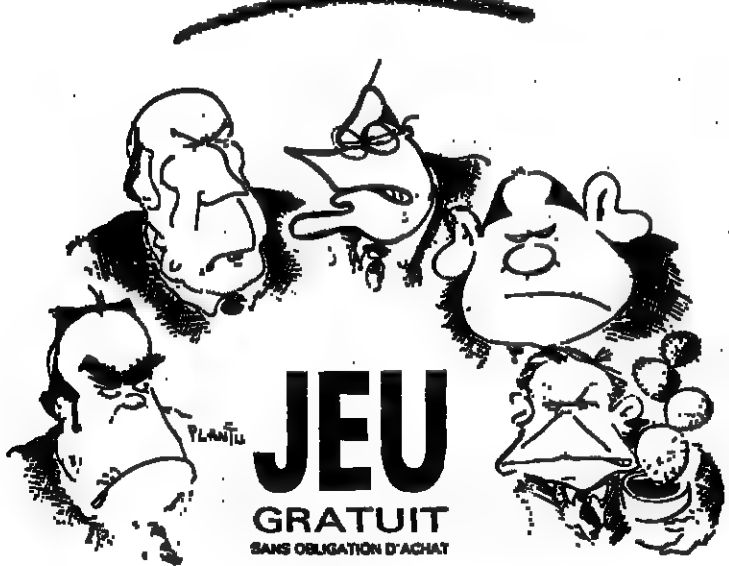
(Interim.)

EXPOSITION-JEU

dans les magasins Le Temps de vivre

PLANTU

LA BONNE LEGENDE



DU 7 NOVEMBRE AU 26 NOVEMBRE 1988

Visitez l'exposition des grands dessins de Plantu. Jouez et trouvez la bonne légende de cinq dessins sélectionnés.

GAGNEZ deux voyages de quinze jours en bateau pour deux personnes le long des côtes de Turquie et de nombreux albums de Plantu.

VISITEZ L'EXPOSITION ORGANISÉE PAR

ET JOUEZ DANS LES MAGASINS

Le Monde



le temps de vivre

librairie — papeterie — presse

Pour consulter la liste des magasins LE TEMPS DE VIVRE sur minitel : tapez 36.15 LEMONDE

Société

L'embryon humain dans la recherche scientifique

Les pays européens veulent se donner une réglementation commune

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a rendu public, mercredi 8 novembre, un rapport sur « la recherche scientifique relative à l'embryon et au fœtus humains », à l'occasion de la Conférence européenne de bioéthique, organisée à Mayence (RFA), du 7 au 9 novembre, par la Commission des communautés européennes. Ce document (1) comporte notamment un « projet de recommandation », qui définit un « cadre de principes » dans le domaine de la recherche scientifique sur les embryons humains, à partir duquel devraient être élaborées des lois et des réglementations dans les différents pays européens. L'Assemblée formule, d'autre

part, une série de recommandations pratiques, visant à contrôler les recherches et les activités médicales dans ce domaine. Elle se prononce enfin pour l'élaboration d'une « convention européenne sur la bio-médecine et la bio-technologie », instrument juridique commun aux États membres du Conseil de l'Europe.

En effet les êtres humains après la naissance. Selon les auteurs du rapport, cette situation s'explique de deux manières. D'une part, par le fait qu'après la seconde guerre mondiale « des clameurs se sont élevées de tous côtés pour exiger la protection des droits de l'homme afin que ne se reproduisent plus les horreurs et les abus qui ont obscurci cette période ». D'autre part, parce que les techniques de procréation médicalement assistée sont encore trop récentes pour que le législateur ait eu le temps d'intervenir.

Le fœtus n'est pas à vendre

Ces instances devraient aussi « autoriser, sous réserve de l'existence d'une réglementation ou d'un système de délégation de pouvoir, des projets spécifiques de recherches ou d'expérimentations spécifiques ».

L'Assemblée parlementaire invite en outre les gouvernements « à prendre des mesures pour assurer que la collectivité soit informée de manière simple, exacte et suffisante des activités intéressant la fécondation assistée et les techniques connexes et, plus spécialement, la fécondation in vitro et l'utilisation des gamètes, d'embryons ou de fœtus humains à des fins de recherche scientifique ».

De manière plus générale, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe souhaite, au-delà des initiatives nationales, que les États membres réussissent à élaborer un instrument juridique commun, une « convention européenne sur la bio-médecine et la bio-technologie humaine », qui serait ouverte également aux États non membres de l'organisation. « Il incombe aux pouvoirs publics et à la société — et c'est une responsabilité à laquelle ils ne peuvent se soustraire — de fixer des règles essentielles de l'action de manière qu'elles s'intègrent pas en conflit avec la nature de l'homme en tant qu'être social libre et responsable, et ne portent atteinte à sa dignité et à son intégrité », peut-on lire dans le rapport du Conseil de l'Europe.

Des techniques récentes

Le rapport constate d'autre part que les interventions sur du matériel embryonnaire humain à des fins de recherche d'expérimentation ou cliniques soulèvent des questions d'ordre éthique, juridique et social d'une grande complexité auxquelles ni les accords internationaux, ni les législations nationales ne répondent de façon satisfaisante. Les textes existants concernant principalement

tion française des centres d'études et de conservation du sperme, les parlementaires européens précisent que « le commerce d'embryons et de fœtus humains ou de leurs composants biologiques doit être interdit à tous les stades de leur développement et quelle qu'en soit la finalité, de même que leur importation sans autorisation ni justification ».

L'utilisation d'embryons et de fœtus humains ou de leurs composants biologiques dans la fabrication des cosmétiques doit être interdite. Le placenta et les membranes extra-embryonnaires peuvent cependant être ainsi utilisés une fois expulsés après l'accouchement.

La publication de ce document survient peu de temps après la rédaction de nombreux rapports nationaux (Royaume-Uni, Australie, Allemagne fédérale, France, États-Unis, Espagne, Suède, etc.) sur le même thème. Elle coïncide aussi avec plusieurs initiatives européennes (en Allemagne notamment, où le sujet alimente une très vive controverse) aboutissant à légiférer de manière souvent hétérogène dans ce domaine, alors même que sur le même thème ont été élaborés plusieurs traités scientifiques.

Les diverses recherches médicales et scientifiques sur l'embryon humain, l'utilisation médicale ou industrielle de celui-ci et, plus généralement, les techniques de procréation médicalement assistée font ainsi l'objet d'une véritable course-poursuite entre les initiatives nationales et l'initiative européenne qui souhaite, pour sa part sans nul doute, définir un consensus communautaire sur ce thème.

JEAN-YVES NAU.

(1) « Rapport sur la recherche scientifique relative à l'embryon et au fœtus humains ». Projet de recommandation présenté par la Commission de la science et de la technologie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Remplaçant M. Brice Lalonde

M^{me} Bouchardeau à l'Entente européenne pour l'environnement

L'Entente européenne pour l'environnement (EEE) n'a pas encore eu le temps de se faire connaître. Créée symboliquement le 21 mars 1988, au terme de l'année européenne de l'environnement, elle voulait être un lobby capable d'influencer sur les décisions prises à Bruxelles et sur les débats parlementaires de Strasbourg. À l'origine de cette initiative, trois députés européens conduits par François Roelants du Vivier, parlementaire belge, et Brice Lalonde, alors directeur du bureau parisien de l'Institut pour une politique européenne de l'environnement. Cette bande des quatre (Belgique, France, Espagne et Portugal), qui ne comptait à sa fondation aucun élu de l'Europe du Nord, voulait prouver que, même chez des Latins, on pouvait se soucier d'environnement avec l'esprit communautaire.

Appelé au gouvernement, Brice Lalonde doit abandonner la présidence de la section française de l'Entente, qui entre donc en sommeil en attendant un successeur. On vient de le trouver en la personne de... Huguette Bouchardeau, son prédécesseur au ministère de l'environnement. Ce chassé-croisé a été officialisé au cours d'une conférence de presse communale, le 7 novembre, qui doit marquer la relance d'un mouvement « résolvant politique » mais

indépendant des partis et des groupes.

« Toutes les décisions concernant l'environnement sont politiques », a souligné M^{me} Bouchardeau, et toutes engagent la Communauté européenne, et même le reste de l'Europe. « C'est pourquoi l'Entente s'ouvre à toute personne approuvant la charte constitutive de l'EEE, l'adhésion ne comportant aucune cotisation (1). Huit sections nationales existent déjà. Des personnalités connues — comme Alain Bombard ou Jacques Chaban-Delmas — forment un comité de parrainage, destiné à donner du poids aux initiatives des « trois E ».

De fait, l'Entente a déjà su faire parler d'elle lorsque, au printemps dernier, François Roelants du Vivier a révélé le trafic des déchets toxiques entre la Guinée-Bissau et des courtiers européens. Ces révélations, qui font aujourd'hui le sujet d'un livre (2), ont déclenché le scandale dit de « l'Afrique poubelle ». Un beau « coup » pour un groupe d'influence naissant.

R. C.

(1) Secrétariat de l'EEE, c/o F. Roelants du Vivier, Parlement européen, rue Belliard, 97, 1040 Bruxelles.
(2) Les Voleurs du poison, Éditions Sang de la terre, 176 p., 98 F.

EN BREF

● Le typhon Skip sur les Philippines : plus de 160 morts et disparus. — Le bilan du passage du typhon Skip sur le centre de l'archipel philippin s'alourdit peu à peu : dans la marée du 9 novembre, il était d'au moins soixante et onze morts et quatre-vingt-cinq disparus. En outre, un million de personnes ont dû fuir leurs habitations. Les régions les plus touchées sont le sud-est de l'île de Luzon (où se trouve Manille), les îles de Palawan, de Panay, de Negros et de Leyte. Les dégâts aux constructions et aux cultures sont très importants. — (UPI.)

● Une exposition « La météo et vous » à la Maison de la radio. — La Météorologie nationale et Radio-France présentent, du 10 au 17 novembre, à la Maison de la radio, une exposition « La météo et vous ». Cette exposition explique comment sont élaborées les prévisions et ce qu'on connaît des phénomènes très complexes qui forment la météo. Des conférences seront données tous les après-midi pour les enfants à 15 h 30 (14 h 30 et 16 heures le mercredi 16 novembre), pour tout public à 17 heures (sauf le mercredi 16 novembre).
★ 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris-16. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Entrée gratuite. Renseignements : 42-30-21-80.

Jobic

Minuterie

Le juge Hayat

Le juge Hayat, président de la chambre des appels de peines de la cour d'appel de Paris, a été nommé à la présidence de la cour d'appel de Paris, le 10 novembre 1988.

Le juge Hayat, président de la chambre des appels de peines de la cour d'appel de Paris, a été nommé à la présidence de la cour d'appel de Paris, le 10 novembre 1988.

Le juge Hayat, président de la chambre des appels de peines de la cour d'appel de Paris, a été nommé à la présidence de la cour d'appel de Paris, le 10 novembre 1988.

Le juge Hayat, président de la chambre des appels de peines de la cour d'appel de Paris, a été nommé à la présidence de la cour d'appel de Paris, le 10 novembre 1988.

Neuf inculpations dans l'affaire des fausses factures de Nancy

Neuf inculpations dans l'affaire des fausses factures de Nancy. Les inculpés sont : M. X..., M. Y..., M. Z..., M. A..., M. B..., M. C..., M. D..., M. E..., M. F... Les inculpations ont été prononcées par le tribunal de Nancy, le 10 novembre 1988.

PARIS/NEW YORK A PARTIR DE 2 000 F A/R.

DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

LOS ANGELES	ALLER 1500	A/R 3000	DAKAR	ALLER 990	A/R 1980
SAN FRANCISCO	ALLER 1500	A/R 3000	RIO DE JANEIRO	ALLER 3795	A/R 5395
MIAMI	ALLER 1450	A/R 2850	MEXICO	ALLER 2550	A/R 4595
CHICAGO	ALLER 1790	A/R 3380	BANGKOK	ALLER 2730	A/R 4845
DALLAS	ALLER 1790	A/R 3380	SYDNEY	ALLER 4510	A/R 7990
WASHINGTON	ALLER 1560	A/R 2920	ANTILLES	ALLER 1290	A/R 2590

PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOCATIONS DE VOITURES. ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1^{re} CLASSE AFFAIRES. CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE. POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET PAYER VOTRE VOYAGE AU 4013 02 02 AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS, MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES-HALLES. TÉL. 16 (1) 4013 02 02 OU 422146 94.

ACCESS VOYAGES: DES PRIX QUI MÉRITENT LE VOYAGE.

CES TARIFS S'ENTENDENT À PARTIR DE... ET SONT SOUMIS À MODIFICATION SANS PRÉAVIS, DES RESTRICTIONS POUVANT S'APPLIQUER.

Enquête

Les anciens combattants de 14-18 et le soixante-dixième

Les « der

(Suite de la première page.)

Le poilu Alfred Pelger est un sacré gaillard. Quatre-vingt-trois ans bientôt, toujours la nostalgie coquaine des « poulettes » et une sainte horreur du progrès, symbolisée par cette machine à vendanger dont le bruit, ce soir-là, l'exaspère. A croire que, dans l'ordre des calamités, l'engin arrive immédiatement derrière les Prussiens.

Ce vieux viticulteur, seul en sa maison des vignes, nous avait regn en bougonnant de plaisir, pas d'aperçu un seul instant de cette visite tardive : « Les anciens de 14-18 ? Ah ! Oui, on m'a dit qu'il allait bientôt plus trop en rester. Faut pas vous en préoccuper. On fera avec. »

L'Alfred, vieux singe, avait soigneusement tout préparé. La bouteille de bourgogne à l'ouverture qu'après un délai raisonnable, histoire de juger l'emmerdeur, et ses souvenirs pour un délectable numéro d'anti-héros, d'anti-poilu. « Des médailles, moi ? Non. Pour en avoir, il fallait être volontaire, et moi, je n'ai jamais été volontaire. J'ai tout juste fait ce qu'on me disait de faire. Je n'ai rien ramené que mon corps. Et c'était déjà bien. »

Seulement, Alfred Pelger, menteur pudique, s'est coupé dès

l'entrée, dès son entrée en guerre, le 10 avril 1915, à même pas dix-neuf ans. Il s'est coupé, lui qui, après un an de classes à Châteauneuf, s'est retrouvé au front à Verdun, puis dans la Somme à l'automne 1916, avec le 52^e d'infanterie : « Bapoume, un maudit secteur, relevé quand cela se pouvait. » Une ellipse pour enrober tout le reste, la peur, le froid, les rats, les poux, l'eau boueuse des tranchées et la mort en si bonne compagnie. Tous ses camarades qui perdaient le moral, « qui se disaient qu'ils allaient y rester et qui effectivement y restaient ».

Hiver 1916
printemps 1917

Alfred Pelger a la mémoire qui flanche, comme beaucoup dans une sorte de défense, pour n'avoir point trop souvent les armes aux yeux. Et puis tout simplement parce que « on ne peut pas comprendre ce que fut la guerre si on ne l'a pas faite ». Alors le vieil homme, en cette longue soirée d'automne, a filé sa guerre à toute allure, presque par bonds successifs. De « secteur tranquille » en « maudit secteur » de l'Oise, durant l'hiver 1916, à l'Aisne au printemps 1917, de la côte 304 à Verdun, « le pire, un

secteur mouillé », à Saint-Mihiel. Tout juste, à l'écouter dans cette revue expressive du front, si le sergent Pelger n'a pas été surpris par l'armistice, le 11 novembre, alors que son régiment allait attaquer en direction de Metz : « A 7 heures du matin, on a appris que cela allait s'arrêter à 11 heures. Et ce fut comme d'apprendre sa grâce pour un condamné à mort. »

La victoire et d'abord celle, individuelle et portative, d'Alfred Pelger, dont le médecin militaire au conseil de révision avait dit qu'il était un « tempérament solide », ce que lui-même, convaincu de la chose, s'était juré de prouver en se relevant vivant : « Je n'ai jamais pensé à être tué. C'est comme une étoile qui vous suit. »

Dans sa maison des vignes, le vieil homme a longtemps parlé, toujours à demi-mots, comme à se moquer de lui-même, de ses aventures de trompe-la-mort. Et il a fallu le tracasser pour savoir qu'il avait ramassé un éclat d'obus, à la main, sur la côte 304 : « Hélas ! pas la bonne blessure. » Et il a fallu insister pour qu'il dise ce qu'était la mort des compagnons et obtenir cette définition lapidaire : « Enveloppé dans sa capote et sa toile de tente, et la pièce était jouée. »

Alfred Pelger, qui ne fut pas ancien combattant professionnel, mais reste viticulteur, et qui, avant la guerre, n'était jamais allé à plus de cinq kilomètres de la maison familiale, a fini par avouer qu'il était le « dernier des combattants » de son village. Et il a enterré tous les autres, portant, à l'occasion, leurs médailles derrière le corbillard. Il a pleuré et pleure encore quand on évoque cela : « L'arrivée des Boches en 1940, sur la route, je n'y suis pas allé. »

En 1919, après avoir occupé l'Allemagne, non sans s'être procuré un dictionnaire pour commettre — toujours les fameuses « poulettes » — il a été réintégré à ses foyers. Et s'est occupé de cultiver ses vignes, et de célébrer le culte de Pétain, « un grand homme ».

« Pauré
petit »

Et ce soir d'octobre 1988, à 19 h 15 tapantes, Alfred Pelger, qui a bien des petits ennemis de santé — « un petit vaisseau de coulé, mais il y a encore la grosse péniche qui tient — à gauche », dit-il tout le monde, c'était l'heure inaliénable de la soupe, avait une nuit de poilu en retraite — « douze heures comme Baptiste » sans jamais rêver à rien. Et surtout pas à la guerre.

Ancien combattant, le colonel de réserve Jean Créange l'est. Absolument, irrécusablement, magnifiquement. La France pour tout drapeau, le souvenir pour tout commandement. Ce petit homme d'une vitalité extraordinaire, qui file, jour après jour, à mille rendez-vous, est un cas. A plus de quatre-vingt-onze ans, d'autres se seraient résignés aux livres d'histoire. Pas lui, pas cet activiste du souvenir, de la flamme à maintenir.

Il peut lui arriver de se faire une raison. Alors, c'est avec grandeur. Tout récemment, comme président d'honneur des anciens combattants français en Italie, il s'est rendu à Poderebo pour un dernier rendez-vous. L'amicale, qui compte jusqu'à 25 000 membres, n'en rassemble plus que seize, dont, précise-t-il, douze valides. Autant dire que ce fut l'adieu aux armes. Au maire, qui n'y comprenait rien — il faut l'excuser, il n'avait pas quarante ans — Jean Créange, le dernier des Italiens, offrit le drapeau de l'association. A charge pour l'autre d'y veiller. Puis, il établit un chèque, 6 000 francs, la totalité des fonds de l'amicale, et le remit aux autorités italiennes, pour soldé de toute gloire.

Jean Créange est venu, un samedi après-midi, constater que les locaux du « Monde » sont bien vieillots. Il a raconté un petit bout de sa guerre, et puis a filé, pour s'occuper d'une autre association qu'il préside : Ceux de Verdun, 2 000 adhérents encore à l'appel. C'est que cela ne change pas, un président, à la veille du 11 novembre. Et Jean Créange moins que quiconque.

Il faut dire qu'il aura eu, dans son rendez-vous avec le siècle, une héritière chargée. Un père loirain d'origine, polytechnicien, officier, qui fera toute la guerre 1914-1918



à la tête du 219^e régiment d'artillerie. Une mère alsacienne, qui sera infirmière volontaire. Et, mais c'est une autre histoire, un frère Pierre, mort en déportation à Auschwitz « comme juif », comme résistant et comme socialiste.

A dix-sept ans, le « pas très robuste » Jean Créange s'engage comme volontaire avec la classe 15. Après ses classes à Orléans, au 30^e d'artillerie, il entre à l'Ecole nationale d'artillerie à Fontainebleau. Il en sort aspirant à dix-huit ans, si désespérément fluet, dit-il en riant, que les femmes dans la rue le plaquent : « Pauré petit ». L'Ecole d'artillerie avait à l'époque des méthodes de formation accablées et une grande confiance en son matériel. Pour endurcir les élèves aspirants, les instructeurs les plaçaient dans une tranchée, et les soixante-quinze tiraient, à obus réels, à une cinquantaine de mètres.

Simple avant-goût. En janvier 1916, l'aspirant Créange se retrouve au front, avec le 17^e d'artillerie. Mi-officier, mi-sous-officier, avec ce grade hybride mal vu par les uns, officiers de carrière qui ne l'acceptent pas au mes, et par les autres, vieux chasseurs de la Marne qui détestent les « bleus bites ». Mi-artilleur, mi-fantassin, chargé d'assurer la liaison avec l'infanterie, donc souvent en première ligne. Trois mois de ce « secteur calme », la batterie embusquée dans le mar du château Pommery et les enfants assistant à la classe dans les caves, trente mètres en dessous. Et puis, à partir du 21 février 1916, un roulement sord, ininterrompu dans le lointain. « A 200 kilomètres de là, à Verdun, les Allemands venaient de lancer la grande attaque. Et on l'a parfaitement entendue. »

« Les cadavres, les blessés, la folie... »

Verdun, précisément, où toutes les divisions de l'armée française vont se succéder. La 52^e, celle de Jean Créange, est engagée le 1^{er} juin entre Fleury et Thiaumont. « Quatre jours plus tard, dit-il, l'infanterie était retirée, ayant perdu 50 % de son effectif. Sur six mille hommes, trois mille tués, blessés ou disparus » en quatre jours. L'artillerie de la 52^e, moins affectée, en plutôt moins vite, reste. « Vous ne pouvez imaginer ce que c'était. L'atmosphère, la fumée, les obus de tous calibres, jour et nuit, les trous d'obus, seuls abris, envahis par l'eau et la boue, les cadavres, les blessés, la folie... »

Jean Créange a vécu tout cela. La folie des hommes et celle des armes, ces batteries de 75 emballées, quatre pièces par batterie, deux mille obus par vingt-quatre heures. « Lors des tirs de barrage, chaque canon tirait au rythme de quinze coups à la minute pendant trois ou quatre minutes. Pas plus sous peine de fonder les canons, qu'on arrosait d'eau. Vous deve-

nies comme fou, vingt-quatre heures de ce régime, vingt-quatre heures au repos, à 300 mètres à peine en arrière. »

Verdun de Jean Créange et de millions d'hommes. « Un jour, le 23 juin, je crois, je montais à la batterie canouffée derrière une butte. Les obus à gaz allemands arrivaient en flots tellement incessants, dans un froissement d'air continu, que j'ai eu le sentiment qu'il m'aurait suffi de lever le bras pour partir avec. Un autre jour, pendant un tir de barrage, le pointeur et le chargeur d'un canon furent tués par un obus adverse. Je les ai remplacés seul.

Il fallait bien protéger notre infanterie. Je m'attendais à être félicité. Savez-vous ce que m'a dit le commandant ? « Avez-vous bien mis la bulle entre ses respirateurs ? » « Il avait peur que j'aie tiré trop court. »

Il en sourit, Jean Créange, et ne sourit pas du tout en racontant, les larmes aux yeux, la mort de deux officiers, deux lieutenants du 347^e RI, dont la compagnie engagée sur Thiaumont s'était trouvée encerclée et prise sous les obus français et allemands. Après avoir envoyé un homme à 4 kilomètres de là pour demander à l'artillerie française d'allonger le

La grande
des rescapésBONN
de notre correspondant

« Le jour de l'armistice, j'étais perché entre deux sentiers contradictoires : la joie de voir la guerre finie et la tristesse de la défaite. Mais je me rappelle surtout une chose : j'ai pleuré des larmes amères avec trois camarades alsaciens qui devaient nous quitter immédiatement pour aller chez les Français. Les pauvres ne parlaient que l'allemand et parlaient vers un monde inconnu d'eux. »

Willi Nothdurft, quatre-vingt-trois ans, est un petit homme aux yeux vifs dont toute la vie a été consacrée à deux passions : l'amour du fromage et l'amitié franco-allemande, la francophilie étant naturellement la conséquence du métier qu'il avait choisi dans sa jeunesse, celui de maître fromager. La déclaration de la guerre, en août 1914, le surprit alors qu'il revenait tout juste d'un stage d'un an, à Falaese, dans le temple du camembert, la litière Lepetit. « En partant vers le front, j'avais dans ma poche le certificat de travail sur papier timbré à deux francs cinquante — des francs or ! — que m'avait donné Auguste Lepetit, et qui m'avait ouvert toutes les portes. C'était pour moi comme un talisman. » Ce papier l'a-t-il préservé de la mort dans les tranchées de Verdun ? Admettons-le, faute d'avoir une autre explication du choix de la providence. Trente ans plus tard, dans la débacle de 1945, ce même certificat lui permit de traverser les lignes soviétiques pour s'enfuir de Silésie où il dirigeait une fromagerie, en se faisant passer pour français : le soldat de l'armée rouge s'était laissé bernier par l'enrêlé « République française » du certificat de travail.

Willi Nothdurft, parmi tous ses camarades survivants de la première guerre mondiale, a eu de la chance : non seulement la chance de revenir vivant de la colline de Mort-Homme le bien nommée où il passa deux mois sous les

« orages d'acier » dont la description fit la gloire littéraire d'un Ernst Jünger, mais également la chance d'être honoré, au même titre que les anciens combattants d'en face, les Français. La boutonnière de Willi s'orne de l'insigne bien-bien-rouge de « Ceux de Verdun », et dans son portefeuille sont rangées les cartes de membre d'associations françaises d'anciens poilus. Dans son pays, il n'a pas souvent l'occasion de sortir dans les rues avec l'étendard de son régiment, les fusiliers de la garde impériale, qu'on lui a confiés ; cette unité ne comptant plus de survivant ni d'héritiers dans la nouvelle armée allemande. Le vendredi 11 novembre, à Bonn, sera un jour comme les autres, et le lendemain, la presse locale ne parlera que du Bal de la presse, principale manifestation mondiale de l'armistice.

Combien
sont-ils ?

Pour fuir cette solitude dans le souvenir, Willi Nothdurft ira à Verdun, s'il se sent en forme, pour fleurir le modeste croix de chêne qu'il a plantée sur la colline de Mort-Homme et qui porte cette inscription : « Par-delà les tombes, l'amitié franco-allemande ». Il y a quatre ans, il était là, lorsque le chancelier Kohl et le président François Mitterrand se sont tenus la main devant le monument aux morts de Verdun. Il a été ému, certes, mais tient surtout à souligner « que bien avant Adenauer et de Gaulle, il a été un protagoniste de l'amitié franco-allemande ».

Tout le monde n'a pas la chance de Willi Nothdurft, et le respect mêlé de tendresse dont sont aujourd'hui entourés en France les anciens poilus, même pourvu de cette ironie iconoclaste qu'il s'exprime dans les dessins de Raïser, est refusé à tous homologues allemands. Emportés dans le maelstrom hitlérien, les anciens de 14-18 n'ont pas d'existence

Une exposition dans les Flandres

« Nous serons rentrés pour Noël »

C'EST un obus ordinaire, de ceux qui ont fait la bataille des monts de Flandres, et si bien faite que le mont Kemmel est devenu chueve et la cathédrale d'Ypres invisible. Il a peut-être tué, le 25 avril 1918, l'un des 5 294 combattants français, dont 5 237 anonymes, qui repus à l'ossuaire de Kemmel ; l'ouvrier chinois matriculé 43804 de l'armée britannique, tombé loin de Hongkong le 25 décembre 1917, ou l'officier anglais qui n'est jamais revenu chercher sa photo chez le photographe. Il a peut-être tué un soldat allemand, belge ou australien, les victimes ne manquent pas.

L'engin est d'un modèle courant : obus à balles. On peut le voir à Kemmel, en Belgique, parmi les photos, dessins et objets présentés à l'exposition « Ecos Homo », consacrée aux horreurs de la Grande Guerre et de toutes les autres (1). La terre en rejette encore de semblables. Chaque printemps, elle met au jour une centaine de tonnes de casques, de baïonnettes et d'engins de ferraille, à l'issue d'une poussée de sobrette-dix ans vers le ciel. La semaine dernière, elle s'est encore débarrassée de 165 obus à gaz moutarde d'un coup. L'engin ressemble à celui sur lequel un soldat anglais a inscrit « May It Be Happy Ending » avant de le charger dans son canon. A peine quarante centimètres de haut, soit moins que la diamètre de la douille de la « grosse Bertha » présentée à côté. Un banal obus à balles, comme il en tombe sans doute encore dans quelques régions du monde.

Le ventre
des bombes

Mais l'objet est coupé en deux et on voit l'intérieur. Il n'y a pas de pièce perdue dans cet obus. Quatre rangées de quatorze balles, alignées comme sur un boulier sont prêtes à achever les blessés. L'obus de base — on peut comparer grâce à une dissection voisine — n'est, tout compte fait, pas moins effrayant : vide peut-être, mais le manteau de métal est nettement plus épais. En coupe longitudinale, la guerre perd de sa banalité, et on se demande comment est le ventre des bombes qui traversent tous les jours les écrans de télévision.

Cet obus n'est que l'un des objets familiers du soldat, toutes nationalités confondues, présentée dans cette exposition où les choses parlent mieux des hommes que ne le font souvent les hommes eux-mêmes. Les organisateurs de l'exposition, — Piet Chielsen, agent de caisse d'épargne, Jan Hardeman, animateur, et son épouse Marieke

Comme un chemin
de croix

D'une tranchée à l'autre, les dessins se ressemblent, et c'est aussi l'un des enseignements de l'exposition. Les uniformes rutilants du départ — Anglais en rouge, Belges en haute-de-forme — sont vite ramassés au défilé du terrain. Il y a les stations du chemin de croix : l'eau, la boue, les barbelés ennemis à l'acier. Tout est là, exposé : les pinces, rouillées, le rouleau de fil de fer, les bottes arrachées à un ami, à un mourant. Il y a même un rat — empaillé — en mémoire de celui avec lequel Français et Allemands ont un jour d'ennui joué au ping-pong avant de poursuivre le jeu à la grenade, ce qui a fait neuf morts. À l'hôpital, un soldat belge a peint sur son sac à dos : « Tu ne tueras point. » D'autres sculptent, dans les douilles de cuivre, des vases qui seront, après guerre, des cadeaux appréciés dans les noces fiancées.

Le matin du 11 novembre 1918, des blessés pleurent sur leur lit d'hôpital, à l'idée de se retrouver orphelins de leur infirmière. A 10 h 55, Hector Lefebvre meurt, parce qu'il est sorti cinq minutes trop tôt de sa tranchée. En 1921, lorsque son fiancé rentre après sept ans sous les drapeaux, Marie Beck lui demande s'il veut bien encore épouser ses cheveux gris. Le 5 octobre 1924, le village de Westoutre inaugure son monument aux morts au son des « cloches et du canon ». De la misère du héros aux hommages posthumes, voici l'homme.

CORINE LESNES.

(1) « Ecos homo », exposition d'objets et de dessins des Belges Frank Brangwyn et Frans Masereel, du Néerlandais Albert Hahn et de l'Allemande Käthe Kollwitz. Jusqu'au 20 novembre à Kemmel, à une centaine de kilomètres d'Ypres et de Lille.

(2) Ils avaient déjà publié en 1978 un livre de récits de guerre : « Van den Groeten Oorlog » (« De la Grande Guerre », non traduit).

et le soixante-dixième



Il était quatre heures quand le capitaine Crémieux, chef de la section de la 1^{re} division, a vu le premier obus tomber. C'était un obus de 150 mm, et il avait atterri à quelques mètres de lui. Crémieux n'a eu le temps de réagir que pour se jeter à terre. L'obus a explosé, et il a été projeté en l'air. Il est tombé à quelques mètres de lui, et il a été projeté à nouveau en l'air. Il est tombé à quelques mètres de lui, et il a été projeté à nouveau en l'air. Il est tombé à quelques mètres de lui, et il a été projeté à nouveau en l'air.

La grande des rescapés

Il était quatre heures quand le capitaine Crémieux, chef de la section de la 1^{re} division, a vu le premier obus tomber. C'était un obus de 150 mm, et il avait atterri à quelques mètres de lui. Crémieux n'a eu le temps de réagir que pour se jeter à terre. L'obus a explosé, et il a été projeté en l'air. Il est tombé à quelques mètres de lui, et il a été projeté à nouveau en l'air. Il est tombé à quelques mètres de lui, et il a été projeté à nouveau en l'air.

Enquête

anniversaire de l'armistice

des der »...

feu, ces deux officiers, deux instituteurs, et quinze survivants de leur compagnie parviennent à s'échapper. Le lendemain, les deux officiers furent fusillés, sans jugement, sur ordre de leur colonel, pour abandon de poste. « Et pourtant, ils ne pouvaient pas tenir. Ils ont été réhabilités après la guerre. Il n'empêche. C'était des instituteurs, peut-être des officiers de carrière les détestaient-ils. Ce sont pourtant les instituteurs d'avant 1914 qui ont gagné la guerre en faisant de nous ce que nous sommes. »

Jean Crémieux a parlé ainsi pendant deux bonnes heures. Il a raconté les mutineries de 1917. « C'est là le seul titre de gloire que je reconnaisse à Pétain, d'avoir limité au maximum la répression... » et ses propres « petites histoires » : le front d'Alsace, où il apprit « le bridge et le ski », la Meuse, Verdun à nouveau en septembre 1917, « l'affaire terrible du bois des Fosses ». Là, comme tout l'état-major du régiment, il est gazé. « Cela touchait les hommes surtout aux parties, à la gorge et aux yeux. Moi, ce furent les yeux, et j'y ai gagné la croix de guerre. »

Un dernier rose sur la table

Il a dit aussi combien la guerre parfois faisait relâche entre les étapes, les permissions, les congés-maladie, et aussi en ces périodes de calme relatif où les batteries se contentaient de fixer par tir de réglage « la hausse du jour ».

L'aspirant Crémieux, sous-lieutenant en 1916, lieutenant en 1918, l'admet : « S'il n'y avait pas eu cela, ces temps de relâche, je ne serais pas ici à vous raconter ma vie. » A dire que l'armistice le trouva au lit, rue d'Amsterdam à Paris, en convalescence de grippe espagnole. A raconter les aventures du vieux capitaine Crémieux, mobilisé en 1939 à proximité de la ligne Siegfried, puis démobilisé et « réfugié » dans les chantiers de jeunesse. A rappeler enfin qu'en juin 1986 il fut promu commandeur de la Légion d'honneur à

Verdun par le président de la République.

Il a demandé, presque comme un honneur, le droit à l'anonymat. Sa guerre, Bernard M., quatre-vingt-onze ans, notaire, ne l'avait jamais racontée. C'est que cela ne regarde personne, la vie, ou la guerre, d'un notaire. Ou que l'homme, de caractère, n'avait pas de temps à perdre, à se retourner ainsi sur lui-même. Comme si l'intermède n'avait été qu'un combat préparatoire à la vraie bataille, celle de la réussite sociale.

Mais, puisqu'il avait décidé de parler, autant que cela fût bien fait. Presque comme un testament, un dossier rose sur la table, avec à l'intérieur des notes scrupuleuses et la feuille d'état de services du sergent M., Bernard, né le 13 octobre 1897, clerc de notaire. Toute une série de mentions manuscrites, année après année, pour une vie de polu. Avec en bas une première citation à l'ordre du régiment soigneusement transcrite par quelques embusqués de l'arrière : « Jeune gradé supérieur d'entrain et d'énergie, armé d'un grand esprit de sacrifice, est pour ses hommes un exemple constant de bravoure, a montré des qualités supérieures au cours des journées des 13, 14 et 16 août 1917. »

Fermez le ban ! serait-on tenté de dire. Et pourtant une vie de clerc — « c'est-à-dire commis aux écritures, palefrenier, jardinier chez un cousin notaire » — projeté aux armées, cela peut être un roman. Le roman presque rose des trois frères, fils d'un modeste viticulteur. Tous trois partis à la guerre, en 1914, 1915, 1916. Tous trois dans l'infanterie, en première ligne. Tous trois revenus. Ou le roman presque picaresque de Bernard, le benjamin, qui quitta l'étude du cher cousin en 1914 pour aider ses parents aux travaux des champs. Et quitta ses chers parents en 1916 pour aider ses frères et la France.

Un jeune homme assez maigre pour inquiéter le major au conseil de révision était bien assez gras, en ce temps-là, pour faire un soldat d'infanterie. Bernard M...

part le 11 janvier 1916, à dix-huit ans à peine, et, après ses classes à Fontainebleau, est affecté au 162^e RI, départ pour le front le 26 août. La Meuse, et un premier souvenir fâcheux : les civils qui refusaient de donner de l'eau. Puis l'Argonne, puis l'Aisne, puis Verdun. M. Bernard M., notaire, ne fait pas dans le détail. Il dit les transhumances à pied : « On portait notre maison, 25 kilos, sur le dos. » Il dit la souffrance des hommes, l'humidité surtout. Il dit l'apprentissage de la peur et de la soif. « Ces moments en première ligne, où on ne pouvait bouger, cloués au sol pendant une dizaine de jours. Là j'ai appris qu'on pouvait supporter la faim, mais pas la soif. »

Le fantassin fait sa guerre et la fait bien, avec soin et zèle, dans l'honneur et l'ordre. Il la fait, même s'il déteste ce qu'on lui fait parfois faire : construire un pont de bateaux sur l'Aisne, lui qui n'a jamais su nager. Ou subir l'atroce hiver 1917, quand chaque nuit plusieurs soldats mouraient de froid. « Une nuit dans une usine désaffectée, nous étions trois pour trois paillasses, et il y avait tellement froid que l'une des trois paillasses nous servit de couverture, serrée dessous comme des harengs saurs. »

Ou encore Verdun en 1917, cinq tonnes d'obus au mètre carré. « Ces six cents mètres d'avancée allemande qu'il a bien fallu leur reprendre. »

C'est là, dans un trou d'obus, qu'on viendra le chercher pour en faire, après trois mois et demi, à Mourmelon, un sergent et même, s'il le veut, un officier. Sergent oui, officier non. « Pas question de commander à tant d'hommes. » Il devient donc sergent, un temps sous-officier d'observation en liaison avec une pièce de marine chargée d'« essayer le derrière des Boches ».

« On battait le monde entier »

Vient ce fameux 10 juin 1918. Dans l'Obus, le sergent M., s'avance entre les lignes, en pleine bataille pour localiser les Allemands. Blessé à une jambe par des éclats d'obus, il essaye de se cacher dans les blés. « Hélas trop courts », et est fait prisonnier par deux Allemands. « Ils m'ont invité à les suivre, voulant me faire porter un de leurs blessés. » C'est le début d'aventures presque picaresques. D'une ferme où il a été conduit, un convoi se forme : « Sept cents bonshommes blessés, tous allemands, plus moi. Nous marchions, vaille que vaille, c'était cela ou les obus. Et à un moment, dans le ciel, un avion français a descendu une secousses allemande. Alors j'ai vu sept cents types se tourner vers moi en me montrant le poing et en criant. Il y avait un Lorrain, blessé allemand, à mes côtés. Je lui ai demandé ce que disaient ses copains. Ils disent qu'ils vont te casser la gueule. »

Les tribulations du prisonnier ne s'arrêtent pas là. « Ils m'ont coté dans un camion aux roues corrodées de fer. On a roulé pendant au moins vingt-quatre heures, et, avec les éclats d'obus dans la jambe, je vous prie de croire... » L'arrivée à Saint-Quentin, 11 000 blessés dans la cour de l'hôpital, puis le transfert en train à Hautmont, près de Maubeuge. « Une chaussure à la main comme oreiller. » Là, un major anglais m'a retiré les éclats d'obus au couteau, sans anesthésie, bien sûr. »

Enfin, six jours de train sanitaire, direction la Haute-Silésie, avec un pansement de papier et les plaies pleines de poux, et l'arrivée, après un passage à l'hôpital, au camp de Neuhamer. « Un immense camp, capable de recevoir 500 000 hommes, des baraquements de terre avec parquet de planches. » Comme beaucoup de soldats français, Bernard M., possède, dissimulés dans la ceinture, quelques louis d'or au cas où. Les Allemands le savent. Le directeur du camp, un Lorrain, aussi. « Il m'a dit : Vous avez des louis d'or, ils vont vous les prendre, confiez-les moi. Je l'ai fait. Et ce Lorrain, M. Waurin, qui deviendra maire de Metz après la guerre, me les a rendus. »

Quatre mois de camps, sans trop de problèmes, sinon la faim, le sergent affecté à la surveillance des colts de la Croix-Rouge, une sortie toutes les semaines, un gardien, quatre prisonniers en route pour un bistrot du coin, et le 11 novembre annoncé, une heure après, par le commandant de Neuhamer.

« Un jour, raconte le sergent épingle, l'interprète du camp m'a dit : Vous Français, nous Allemands, si nous nous étions alliés, on battait le monde entier. Et je lui ai répondu : Mais pourquoi voulez-vous qu'on batte le monde entier ? »

PIERRE GEORGES.

le nouvel Observateur

TOUS LES JEUDIS

CETTE SEMAINE

SALAIRES-CARRIÈRES
POUVOIR

LES FEMMES ATTAQUENT

TOUT EN COULEUR

Légion d'honneur

Ministère
de la défense(Nominations exceptionnelles du
sixième-dixième anniversaire de
l'armistice de 1918.)

Sont nommés chevaliers :

MM. Georges Andry, Léopold Andraud, Olivier Andrieu de Kerdrel, Georges Anzary, Eugène Bardiaux, Henri Barraud, Gaston Barraud, Louis Barthe, Camille Bejry, Louis Benoit, Auguste Bérest, Marcel Perrin, Roger Bernard, Marcel Besnard, Marcel Billat, Henri Blandin, André Blier, Charles Bonifard, Augustin Bougrier, Denis Boullis, Marcel Breuzet, Eugène Brisson, Pierre Brunet, Evariste Carbone, François Chagné, Henri Chazard, Antoine Chama, Maurice Colin, Louis Cordé, Clément Cordier, Gaston Courcier, Alphonse Daniel, Raymond Debechy, Léonce Delanais, Joseph Deloge, Jean Delpech, Henri Denis, Augustin Desquaint, Michel Derrier, André Devillers, Julien Douillat, Antonin Douroz, Stéphane Duport, Jean Dupuy, Georges Emmanuel, Eugène Etienne, Jérôme Excoffier, André Farez, Angel Fauconnet, Maurice Ferlin, Gaston Festuot, Joanny Fèvre, Jacques Flameng, Paul Floquet, Henri Flu, Gaston Flusin, Jules Fournier, Mathurin Gautier, Dominique Gascob, Jean Gilbert, Marcel Gilbert, Raymond Gourmand, Félix Grégoire, Fernand Grimois, Bernard Griveau, Jean Guillo, François Guillard, Jacques Guiraud, Alexandre Guyard, Pierre Guyot, Raymond Horn, Alphonse Houdellier, François Jacq, Alfred Jacquemin, René Jouveaux, Jean Keremfort, Pierre Lacombe, Julien Lacombe, Jean Lapeyre, Jean Laporterie, Louis Larroumet, Jules Léard, Victor Lebeau, Jean Le Gallie, Raymond Lelou, Gaston Lemoine, Adrien Lenoir, Louis Lepay, Paul Lévy, Paul Lusin, Léonce Lussau, Jacob Madar, Odor Marro, André Maurice, Ernest Mentré, Marcel Miclot, Roger Monis, Gaston Montelle, André Ogé, Félix Patras, Raymond Pélé, Félix Pelissier, Louis Petit, Marius Peyrot, Edmond Picart, Louis Pigeaux, Pierre Pilard, Gaston Pinard, Jean Pissau, Paul Podvin, Charles Redini, Henri Réa, Marcel Reche, Pierre Ringard, Raymond Rio, Edmond Riveleux de Varax, Raymond Roger, Justin Roux, Pierre Ruffier, Louis Saint-André, Paul Saint-Giron, Fortuné Sallé, Alphonse Samy, Fernand Simon, Georges Simonpoli, Albert Sizenna, Georges Surnely, Emile Thérond, Georges Thierry, Gustave Tiesail, Robert Villemin.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 NOVEMBRE

« La cathédrale russe », 14 h 30, 12, rue Darné (R. Rouman).
« La Sainte-Chapelle et ses vitraux », 14 h 30, devant les grilles du Palais de justice (M. Pobyer).
« Les salons de l'Arnal », 14 h 30, 1, rue de Sully (Ars conférences).
« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
« Jardins de Belleville-Ménilmontant », 14 h 30, place des Fêtes (Paris pittoresque et insolite).
« Appartements royaux du Louvre », 14 h 30, porche église Saint-Germain-l'Auxerrois (C.-A. Messer).
« Métiers d'autrefois : l'émaillerie », 14 h 45, entrée du Musée de Cluny, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).
« L'Opéra », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).
« Interprétation alchimique des vitraux de Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, 4, rue des Carmes (L. Haillet).
« Exposition Cézanne au Musée d'Orsay », 18 h 30, sortie RER, côté quai Anatole-France (D. Bouchard).

MONUMENTS HISTORIQUES

« La mousie et son histoire », 14 h 30, entrée, 11, quai Conti.
« Histoire de la médecine en l'hôtel de Miramion », 14 h 30, 47, quai de la Tourne.
« Collections iconographiques de la bibliothèque Forney », 15 heures, 1, rue du Figuier.

(Publicité)

LE DROIT DE VIVRE
40, rue de Paradis
75010 PARISXXXVII^e CONGRÈS DE LA LICRA
AVIS AUX ADHÉRENTS

En raison des perturbations dans la distribution du courrier, nous confirmons la carte des :

ASSISES NATIONALES DE LA LICRA

Samedi 19 novembre, de 9 h 30 à 18 h 30
Dimanche matin 20 novembre, de 9 h 30 à 12 h.

HOTEL SORTEL / PARIS

8-12, rue Louis-Armand
75005 PARIS (Métro Porte Balard)TABLE RONDE PUBLIQUE : DIMANCHE après-midi (14 h 30)
THÈME : RACISMES, ANTISÉMITISMES : ANTIRACISME.GRAND DINER : Samedi soir, 20 h 30,
sous la présidence de Laurent FABIUS,
président de l'Assemblée nationale, ancien premier ministre.Secrétariat d'Etat
chargédes anciens combattants
et des victimes de guerre

Henri Angue, Maurice Autebert, Raymond Baehr, Georges Bolan, Paul Barbois, Henri Benoit, Cloris Belenger, Joseph Bessard, Jean Bergues, Gilles Bernard, Jules Bernault, Maurice Billaut, Louis Blanc, Alphonse Bondy, Lucien Bosc, Jean Bousquet, Antoine Bouvier-Garros, Jean Brin, Maurice Chalbot, Henri Chamalet, Henri Clavet, Léon Clieques, Jacques Cortale, Georges Cossart, Marius Courtois, Jean Courtois, Edouard Dalin, Jean Devander, Alexis Delalande, Marcel Delbos, Charles Delfosse, Octave Delion, M^{me} Jeanne Denis, MM. Raymond Deroche, Eugène Desbois, Jean Desbois, Prosper Dippe, Robert Dorval, Jean Faure, Jean Félix, Alexandre Fautz, Louis Ganne, Marcel Garnier, François Guerin, Jacques Guiboux, Louis Guichard, Antoine Guidicelli, Emmanuel Guillou, Georges Heid, Marcel Henry, Jean Houarner, Georges Huet, Henri Jarry, M^{me} Lucie Jung, M^{me} Emile Labiancheta, Arthur Lalande, Louis Landru, Adrien Leconte, Edme Leconte, Clément Lelong, M^{me} Adèle Lewis, Nadège Lhomme, M^{me} Maurice Malmer, Etienne Masclaux, Gaston Merchez, Joseph Molard, André Noël, Pierre Normand, François Ollaux, Charles Parrot, Léon Paturat, Eugène Perreault, Pierre Peyronnet, M^{me} Madeleine Ponce, M^{me} Eugène Pouget, Fernand Prive, Alfred Renault, Julien Roy, Raoul Ruty, M. l'abbé Fabien Saint-Hilaire, M^{me} Camille Salses, Gérard Saubière, Auguste Schmitt, Edouard Suzanne, Marie Thil, Gustave Vigot, Lu Hou Tehang, Thang Kuang Pao.

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Josée MENDEZ,**
Désir DROUET,
et Willy,

ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Véra,

le 16 octobre 1988.

5, cité Orisat,
75011 Paris.

Décès

— Ses enfants rappellent le décès de

M^{me} Andrée AVAZERI,
née Goud,

survécant le 10 octobre 1988, en son domicile.

5, rue Gaudouas,
75018 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Raymond CRÉANGE,
née Simone Weil,

survécant le 27 octobre 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité.

— Le docteur et M^{me} Paul Dahan,
Monique et Dylan Goubin,

ont la douleur de faire part du décès de

Philippe DAHAN,

survécant le 4 novembre 1988, à l'âge de vingt-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 10 novembre, à 10 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4871

HORIZONTALEMENT

I. Produit qui rend comme de l'argent. — II. Met pied à terre. — III. Peut faire pâlir une étoile. On l'a dans le nez quand elle est noire. — IV. Grand, pour la coqueluche. Endroit où l'on peut saigner. — V. En automne. Un préfixe qui indique que les choses ne sont faites qu'à moitié. — VI. Pour désigner. Marcher sans rien dire. — VII. Nom qu'on peut donner à ce qui est pis. Dieu. — VIII. Peut rendre plus heureux qu'un roi. Pas dans l'ordre. — IX. Château de la Loire. Un danger quand on est en grève. — X. Repousseur du pied. Dans le groupe des pla-

nètes troyennes. — XI. Placée. En France.

VERTICALEMENT

I. Des gens qui sont toujours en train de bavarder. — 2. Qu'on ne peut donc pas faire chanter. Au Pakistan. — 3. Pas marqué. Des arrêts dans la circulation. — 4. Vivaient sur la rive gauche du Danube. Coule en France. — 5. Un agrément d'autrefois. Jouait parfois aux dames. — 6. Les grandes théories. — 7. Une réponse qui peut nous faire porter le bonnet. Le premier venu. — 8. Sans taches. Pas unie. — 9. Qui ont fait l'objet d'une inscription.

Solution du problème n° 4870

Horizontalement

I. Marathons. — II. Etage. Réa. — III. Lotir. Ri. — IV. Omelette. — V. Me. Ibérie. — VI. As. Tê. Ode. — VII. Vélites. — VIII. Eté. Lot. — IX. Esse. Ohi. — X. Omi. Miro. — XI. Nél. Iran.

Verticalement

I. Mélomane. On. — 2. Atomes. Tête. — 3. Rate. Veste. — 4. Agilité. Sol. — 5. Térébelle. — 6. Tê. Io. Mi. — 7. Or. Trottoir. — 8. Néréide. Bru. — 9. Sa. Session.

GUY BROUTY.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France
entre le mercredi 9 novembre à
0 heure et le jeudi 10 novembre à
24 heures.

Le courant de secteur sud persistera
sur la France, apportant des masses
d'air chaud et humide.

Jeudi : Sur la Bretagne et le Cotentin,
le temps sera brumeux et nuageux toute
la journée, avec un vent modéré de sud à
sud-ouest.

Sur le Languedoc-Roussillon, les
Cévennes, la Provence, la Côte d'Azur
et les Alpes du Sud, le temps sera cou-
vert avec des ondées et un vent assez
fort d'est à sud-est. En Corse, le temps
sera très nuageux mais sans pluie. De la
Champagne, la Lorraine, l'Alsace

jusqu'au sud du Massif central, jusqu'à
la basse vallée du Rhône et aux Hautes-
Alpes, le temps sera très nuageux avec
quelques ondées éparses jusqu'en début
d'après-midi. Ensuite, des éclaircies par-
fois belles se produiront et il n'y aura
plus de pluie. Partout ailleurs, après
une matinée très brumeuse, le ciel sera
paré entre les éclaircies et les nuages.
Les éclaircies deviendront de plus en
plus belles en cours d'après-midi.

Le matin il fera 13 à 15 degrés sur le
pourtour méditerranéen, 10 à 12 degrés
près des côtes de la Manche et de
l'Atlantique, 3 degrés dans le nord-est
du pays et 6 à 10 degrés partout ailleurs.
L'après-midi le thermomètre atteindra
fort d'est à sud-est. En Corse, le temps
sera très nuageux mais sans pluie. De la
Champagne, la Lorraine, l'Alsace

SITUATION LE 9 NOVEMBRE 1988 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 11 NOVEMBRE A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
le 09-11-1988 à 6 heures TU et le 09-11-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	13	13	P	LOS ANGELES	19	13	D
ALGER	20	12	N		LUXEMBOURG	8	1	N
BANZ	20	15	N		MARSEILLE	16	9	N
BORDEAUX	20	14	P		MARRAKECH	26	17	N
BRESCIA	15	8	C		MEXICO	27	6	B
CAEN	17	12	P		MILAN	11	6	D
CHERBOURG	15	8	P		MONTREAL	8	3	P
CLEMONTE-FERR	18	11	P		MOSCOW	0	-6	A
COCOT	14	11	P		NAGASAKI	20	16	N
DIJON	10	4	D		NEW-YORK	12	7	D
GENÈVE	12	7	P		OSLO	1	-1	N
GRAND-GRAND	12	7	P		PALM-SPRING	23	14	C
ILLUL	7	6	P		PARIS	20	8	D
LIMOGES	18	12	P		SAO PAULO	26	23	N
LYON	15	10	P		ROME	19	9	C
MARSEILLE	13	12	C		SINGAPORE	30	23	C
NANTES	9	1	B		STOCKHOLM	0	-10	N
NICE	14	11	C		TOKYO	28	18	C
PARIS-MONTMARTRE	10	9	N		TUNIS	25	17	C
PAU	21	12	N		VARSOVIE	3	-3	C
PERPIGNAN	17	10	D		VIENNE	12	1	D
RENNES	17	10	C					
STRASBOURG	17	13	C					
	6	-1	N					

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

L'automne des échanges franco-japonais

Maurice Béjart entre kabuki et french cancan

PARIS et Tokyo ont conclu en 1982 un « pacte d'amitié », que l'Hôtel de Ville n'hésite pas à présenter comme « un véritable coup de cœur entre les maires des deux capitales ». En découlent, entre autres, des échanges culturels.

Cette année, c'est « Paris à Tokyo » : vingt-deux manifestations. Couronnement : un gala Béjart (donné trois fois au début novembre) parrainé par Louis Vuitton, qui fêtait le dixième anniversaire de sa filiale japonaise.

On n'aura pas le mauvais esprit de demander pourquoi Paris était représenté par quelqu'un qui a passé un quart de siècle à Bruxelles et vit maintenant à Lausanne.

Le spectacle, où alternaient, diaboliquement enchaînés, ordonnés et cités d'œuvres antérieures, réunissait le Tokyo Ballet et le Béjart Ballet Lausanne, la star du kabuki Tamassaburo Bando et le star français Patrick Dupond.

Tamassaburo Bando, à la ville jeune homme timide et effacé, est à la scène la femme la plus gracieuse, la plus féminine, la plus aristocratique de la terre (le kabuki, on le sait, n'est joué que par des hommes). On a découvert ici autre chose : il possède des bras dont l'ondement renvoie à la Pilete de la Renaissance. Mais il n'est pas si doux. C'est Patrick Dupond, très étonnant dans un style de danse aux antipodes de son registre habituel. La vieille révèle sa nature : elle se transforme en démon qui dévore les passants (on verra rouler les cadavres nus de ses précédentes victimes). Soudain, les protagonistes s'assoient à des petites tables de maquillage. Dupond



Tamassaburo Bando et Patrick Dupond.

surprise de la voir en smoking, cheveux plaqués (il fait alors penser à Julie Andrews dans *Victor Victoria*...). Sous une énorme lune, il arpente une lande brumeuse semée de roses, où règne une étrange vieille femme — c'est Patrick Dupond, très étonnant dans un style de danse aux antipodes de son registre habituel. La vieille révèle sa nature : elle se transforme en démon qui dévore les passants (on verra rouler les cadavres nus de ses précédentes victimes). Soudain, les protagonistes s'assoient à des petites tables de maquillage. Dupond

devient un danseur d'aujourd'hui, en guêtres tire-bouchonnées et T-shirt à tête de mort, tandis que Tamassaburo revêt un somptueux kimono et la coiffe compliquée des femmes japonaises...

Dojô s'inspire aussi d'un classique du kabuki : une jeune fille assise un prêtre de ses assiduités, elle est si ardente qu'il prendra feu jusqu'au cloche où il s'est réfugié. La séductrice est, bien sûr, Tamassaburo, déployant ses charmes autour d'un Jorge Donn impassible, concentré, qui finira par la poursuivre dans un grand manteau de flammes.

Autres créations : *Invitation à la danse*, joliment prétexte à réunir en scène les deux troupes (cent trente danseurs) et à offrir à Tamassaburo un époustouflant numéro d'Anna Pavlova (pas en tutu, qu'on se rassure, mais en très élégante robe et chapeau blancs). Et *Bugaku*, où deux couples mouillés de blanc (un Japonais et un Européen) dessinent de subtils idéogrammes, zébrés par les sables d'un danseur en rouge.

On sera plus réservé devant *Piaf*, réglé sur une dizaine de chansons fameuses, devant de grandes photographies de la chanteuse qui

vont et viennent. La bonne idée, c'est d'avoir évité de faire incarner Edith Piaf par une danseuse et de ne montrer qu'un monde d'hommes. Mais la violence expressive de la voix de Piaf fait pâlir la danse, on se lasse vite de cet alliage boiteux malgré de brillants solistes (Serge Campardon, Martyn Fleming, ou Göran Svalberg, un jeune Suédois à suivre).

Rayon répertoire, la *Symphonie pour un homme seul* (quelques fragments répartis au long de la soirée) est la perle qu'elle fut créée à Paris et que Béjart la danse pour la dernière fois, précisément, à Tokyo, en 1987. Il aime ces clins d'œil à son passé. C'est lui aussi, adolescent, que met en scène Gaëlle Parisienne sous les traits de Bin (Xavier Ferte, un *Fuck cascadeur*) : on en revêt avec plaisir quelques passages, les variations déchaînées d'Offenbach (Michel Gascar), le french cancan... et une nouvelle venue, une « princesse de rêve » fragile, évanescence, un autre avatar de Tamassaburo.

La soirée s'achève sur le spectaculaire final de *Kabuki*, dansé par la troupe masculine du Tokyo Ballet : sur fond de ciel noir semé de flocons de neige, la vengeance des quarante-sept ronin et leur héroïque seppuku.

Enorme succès pour ces grands moments de théâtre, monnaie de fleurs et de cadeaux offerts aux danseurs, centaines de chasseurs et surtout chassés d'autographes. Le surlendemain, une groupe suit Patrick Dupond jusqu'à l'aéroport de Narita (à 60 km de Tokyo) : elle lui donne un bouquet, elle est en larmes.

SYLVIE DE NUSSAC.

M. Sasakawa, un patriote en noir et blanc

L'étranger, M. Ryoichi Sasakawa passe pour un bienfaiteur de l'humanité. Ce vieux monsieur de quatre-vingt-neuf ans a dédié la dernière partie de sa vie à la paix mondiale. « Je salue en lui le plus grand philanthrope et l'un des hommes les plus remarquables qu'il m'a été donné de connaître », écrit, par exemple, le magnat de la presse britannique Robert Maxwell dans la préface de la biographie de M. Sasakawa (*Un combattant de la paix et un philanthrope global*), publiée en 1981. Dans son bureau s'alignent les prix de la paix (celui de Martin Luther King, de Linus Pauling et des Nations unies) que lui ont valu ses largesses, et il y a quelques années M. Sasakawa a été reçu par Jean-Paul II. Il nourrit un grand rêve : obtenir le prix Nobel.

Au Japon, l'image de M. Sasakawa est plus contrastée, et le personnage est loin de bénéficier de la même aura. Ce que les étrangers ignorent, ou plus exactement feignent d'ignorer, ce sont non seulement ses activités passées mais aussi présentes.

La saga de ce fils d'un petit marchand de saké à Osaka commença lorsque, ayant fait fortune dans la spéculation sur le riz à la fin des années 20, il fonda une association ultra-nationaliste, la Société pour la défense nationale (*Kokubusha*), puis prit la tête, avec Yoshio Kodama, gangster et extrémiste de droite, du Parti national des masses (*Kokusai taisei*), organisation composée essentiellement de petits truands et de briseurs de grève. Celle-ci sévira en Mandchourie, notamment dans l'intimidation et le chantage (activités pour lesquelles M. Sasakawa fut d'ailleurs arrêté en 1935).

Le Parti national des masses était en outre lié à des groupes

terroristes comme *Kokuryukai*, responsable entre autres d'assassinats d'hommes politiques au début des années 30. Quant à l'organisation « Kodama » (le réseau d'espionnage de l'alter ego de M. Sasakawa), elle opérait à partir de Shanghai avec l'appui de la marine impériale et se livra au pillage systématique des richesses en métaux précieux de la Chine. Pour asseoir sa réputation de superpatriote, M. Sasakawa, qui disposait pour sa petite armée privée de quinze mille mercenaires et d'une vingtaine d'avions, s'envola en 1939 pour Rome. Il y rencontra Mussolini qu'il adulait et voulut le convaincre de créer une organisation fasciste privée. En 1942, il devint membre de la Diète et l'un des plus farouches avocats de la guerre de la « Grande Asie ».

Arrêté par les Américains en décembre 1945 pour « crimes contre la paix et participation à conspirations », M. Sasakawa fut libéré sans procès trois ans plus tard. Comment un homme qualifié dans les documents des forces d'occupation américaines de « violent nationaliste, partisan acharné de la guerre d'agression en Asie » échappa-t-il au procès ? Preuves insuffisantes ? Pas tout à fait.

La défaite prévisible de Tchong Kai-shek en Chine, les débuts de la guerre froide, l'agitation sociale au Japon et le maccarthysme aux Etats-Unis incitèrent les Américains à faire de l'archipel un bastion de l'anticommunisme.

M. Sasakawa, Yoshio Kodama et Nobusuke Kishi (autres suspects), étaient tout désignés pour ce faire. A la demande expresse du général Willoughby, chef des services de renseignement de MacArthur, ils furent relâchés et « lavés » de toute accusation. A l'extérieur, ils avaient de sérieux

appuis : le « trésor de guerre » de MM. Kodama et Sasakawa ne servit-il pas à financer le parti conservateur japonais à ses débuts ?

M. Sasakawa obtint le monopole des paris sur les courses de hors-bord (grâce à une loi opportunément passée à la Diète avec l'approbation des forces d'occupation américaines). C'est en tant que président de la Fédération des associations de courses de hors-bord (les autres courses sont gérées par le gouvernement) que M. Sasakawa allait constituer son empire. Il cède à l'Etat les deux tiers des profits (2 à 3 milliards de dollars) de la Fédération, le reste allant à la Fondation des industries de construction navale, une organisation qui aide au développement de ce secteur. Une partie des avoirs de la Fondation est destinée à des activités charitables ou culturelles. Au Japon, cet argent à blanchir va notamment aux quelque cinquante organisations dont M. Sasakawa est président... Mais c'est surtout à l'étranger qu'il soigne son image : il a fait don de 1,5 million de dollars à la bibliothèque Jimmy Carter, de 50 millions aux Nations unies, de 45 millions à la US-Japan Foundation, de 19 millions à Scandinavia-Japan Foundation, de 15 millions à la Great Britain-Sasakawa Foundation et, dernièrement, de 20 millions à la Fondation franco-japonaise (créée en 1987).

Ces « nobles » initiatives n'ont pas rehaussé la respectabilité de M. Sasakawa au Japon : il y est connu pour mener aussi d'autres activités. Eminence grise de l'extrême droite (car il n'a rien renié de son passé), président de la Fédération internationale pour la victoire sur le communisme (*Kokusai shokyo renko*), considéré comme la figure centrale, quoique se maintenant dans

l'ombre, des activités de la secte Moon (connue au Japon comme *Genri undo*), grand manœuvrier des coulisses de la politique (il mit en place le cabinet Sato, puis aida Kakuei Tanaka). M. Sasakawa dispose, grâce aux huit millions de membres que comptent ses organisations (karaté, exercices au sabre, association pour la promotion des vertus martiales, etc.), de ce qu'il nomme une « armée ». Dans les années 50, il fournissait des hommes de main à l'extrême droite et désormais des « activistes » pour les candidats conservateurs aux élections. M. Sasakawa entretient enfin des liens étroits avec les chefs de la pègre

(*Yakuza*) : il était très lié à Taoka (mort en 1982), patron de ce qui fut la plus grande organisation criminelle du Japon, *Yamaguchi gumi*. Pendant plusieurs années, il fut d'ailleurs l'un des « sages » arbitrant les conflits au sein du milieu.

Mais M. Sasakawa est « intouchable ». Il connaît trop les dessous de la politique, et il a aidé bien des personnages importants. Sa fondation est en outre l'un des plus importants annonceurs pour les chaînes de télévision privées. Quand on s'attaque à lui, il sait comment faire taire les campagnes « malveillantes » : il y a quelques années, il avait menacé de « couler » l'*Asahi Shinbun*. Le grand quotidien a baissé le ton.

Certains préfèrent prendre des distances : ce fut le cas de M. Kissinger, qui, en 1981, quitta la fondation américaine de Sasakawa ; ce fut aussi le cas de ce Japonais qui refusa, en 1978, d'être décoré de l'ordre du Trésor sacré en même temps que M. Sasakawa, ou du Press Club étranger de Tokyo, qui a rejeté une importante donation « anonyme » pour sa bibliothèque lorsqu'en fut connue l'origine. La France, pour sa part, a récemment décerné à M. Sasakawa la médaille d'officier des arts et lettres (pour la donation au conservatoire). Quant à M. Sasakawa, il a été proposé pour la Légion d'honneur.

PHILIPPE PONS.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

BEN KINGSLEY HELEN MIRREN CHARLES DANCE



Opération Marseille Méditerranée

Marseille soigne son image culturelle. Il y a d'abord eu L'Été (le Monde du 8 juin) qui jusqu'au 15 août, pendant deux mois et demi, a offert un choix très éclectique de spectacles. Il y a, jusqu'à la fin du mois de décembre, Marseille Méditerranée : une sorte de Festival d'automne, un ensemble de manifestations (théâtre, danse, colloques, expositions et aussi mode) axées sur cette mer légendaire, en particulier sur les activités artistiques de la ville même, de Naples et de Barcelone.

Le baroque génois ou napolitain Tàpies, quelques jeunes artistes italiens, catalans ou provençaux : Marseille rend hommage à l'art des ports méditerranéens.

L'IDÉE est simple : puisque l'histoire de Marseille est, pour l'essentiel, celle de ses bateaux et de son commerce avec les ports de la Méditerranée, pourquoi ne pas faire de ses musées des lieux de passage où accueillir les œuvres venues de Gênes, de Naples ou de Barcelone ? Comme les galeries d'autrefois, artistes et œuvres font donc escale. Trois expositions, l'une historique, les deux autres contemporaines, s'efforcent de manifester l'unité du bassin tyrrhénien. A dire vrai, on peut les visiter et demeurer peu convaincu de l'existence d'une réelle cohérence des inspirations et des expressions. La géographie économique paraît à peu près sans conséquence sur l'histoire de l'art, en dépit de ce qu'a suggéré jadis Fernand Braudel.

On s'en aperçoit dans les salles de la Vieille Charité, qui abritent une collection d'œuvres génoises, napolitaines et vénitienes du dix-septième siècle, choisies dans les fonds des musées français. L'exposition marseillaise complète celle du Seicento installée au Grand Palais : faut-il regretter une telle division ou s'en louer au nom de la décentralisation ? Est-il bien judicieux d'accrocher à Marseille les Giordano et les Ribera qui manquent si cruellement à

Paris et de priver les amateurs de parallèles féconds avec Reni, Carache et le Dominiquin ? On en doute.

Cette réserve faite, force est de reconnaître que ces « Escales du baroque », présentées avec une sobriété qui respecte les tableaux bien préférable à la mise en scène kitsch de Pizzi au Grand Palais, rassemblent une excellente galerie de peintures sombres et tragiques. Dans ce concours de grandiloquence et d'horreur, les Napolitains l'emportent largement, eux dont les peintres — Ribera et Giordano donc, et Bernardo Cavallino, Francesco Guarino ou Mattia Preti — ne craignent ni l'outrance ni le mélodrame. Dans des lumières de cave ou de bouge, martyrs et saintes femmes se tordent, pleurent et saignent. Les chairs sont rouges de blessures ou blanches d'agonie. Saint Sébastien, lardé de flèches, est soigné par sainte Irène, douce jeune femme entourée de bien ou tant de mal.

Partout l'équivoque, la défection de la souffrance et l'exaltation de l'épouvantable, au mépris de toute vraisemblance. La trivialité vériste du Caravage tourne au pathos, un pathos servi par une technique du clair-obscur parfaitement maîtrisée. Les Vénitiens et les Génois, exception faite d'un Ricchi et d'un Strozzi, ont moins de folie. Leurs scènes religieuses ont plus de dignité et moins de rythme. Mais tous, à quelque cité qu'ils appartiennent, ne se comprennent qu'en fonction de la Rome du Caravage. Leur baroque — si baroque il y a, le terme étant fort imprécis — n'est ni local ni international, mais italien. Et même international, puisque le caravagisme a ses contours partout en Europe, de l'Espagne aux Flandres.

Autre négation d'un esprit de la Méditerranée, « Les Tàpies de Tàpies » à Cantini, rétrospective de quarante-cinq toiles promises à la future Fondation Tàpies de Barcelone. Passé la période sur-



« Vierge à la bouteille », Bernardo Strozzi.

réaliste des années 40, l'artiste consacre son œuvre à l'exploration des matériaux ordinaires et de leurs ressources. Papier journal, paille, draps, plastique, moleskine, cendre, plâtre, terre, pigments, vernis : il entre de tout dans ces compositions apparemment abstraites. Apparemment : soit que la concentration des œuvres se montre révélatrice, soit que les préférences de Tàpies aillent à ses œuvres les plus chargées de mémoire — les plus réalistes, autrement dit, — il est clair qu'il a entrepris une autobiographie doublée de l'exaltation de l'origine et du pays natal.

Graffiti comme il s'en voit sur les murs de Barcelone, débris comme il y en a dans les jardins

de la ville, couleurs de terre comme on ont parfois le ciel et la mer vus de Montjuich : la référence s'insinue partout, comme si l'œuvre tout entière se voulait hymne dédié à un lieu. Nulle vision de grand large, ici, nulle espérance de fuite ni de voyage, mais une cohérence serrée, dense, pesante quelquefois, qui donne à l'exposition sa force de conviction et en fait l'une des plus remarquables qui aient été consacrées à l'art.

La Méditerranée, elle, n'est évoquée réellement que par deux artistes de quarante ans, l'un venu de Barcelone, l'autre de Salerne : Francesco Abad et Ugo Marano. Seuls parmi les invités de « Trans-

ports », qui est la section contemporaine de l'ensemble marseillais, ils ont conçu et exécuté des œuvres qui répondent au propos fédérateur annoncé. Ce sont deux installations éphémères dans une salle de la Vieille Charité, mises en scène d'un cellier et d'une plage. L'élégance des matériaux — jarres vernissées, barque rongée par le sel — et l'adresse de la construction font de ces assemblages d'effacables pièces à réminiscences et à images.

Extravagance des lieux

On n'en dirait pas autant de travaux d'artistes provençaux et italiens qui sacrifient toute originalité et appliquent simplement les recettes de la trans-avant-garde ou du néo-dadaïsme. Il est ainsi assez décevant que Judith Bartolani, dont les sculptures n'étaient pas sans puissance, les ait abandonnées pour tomber dans l'art sociologique le plus conventionnel.

Mais le mérite de « Transports » est ailleurs, dans la diversité et l'extravagance des lieux d'exposition. Il faut un guide, ou un excellent plan de la ville, pour s'en aller chercher Angelo Casciello dans les anciens salons de l'Hôtel Louvre et Paix, devenu grande surface. Les œuvres sont derrière les cabines d'essayage de sous-vêtements féminins, dans deux pièces dorées et délabrées, là où Louis Lumière fit sa première projection, en 1896. Et il faut de la constance et ne pas craindre le vertige pour découvrir Pere Noguera dans un endroit aux abondantes ressources cinématographiques : les anciens réservoirs à eau du PLM, bâtis au-dessus du port. Comme poétique des ruines modernes, on ne saurait rêver mieux.

PHILIPPE DAGEN

* Escales du baroque. Centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité, jusqu'au 15 janvier.

* « Les Tàpies de Tàpies ». Musée Cantini, 19, rue Grignan, jusqu'au 15 janvier.

* « Transports ». Jusqu'au 27 novembre.

PATRIMOINE

Un musée fermé au public, un mystère scientifique, une nouvelle méconnue, un essai biographique introuvable, un film en cours de tournage qui ressuscitera l'homme sinon le scientifique. L'anatomiste Fragonard souffre toujours de la popularité de son illustre cousin.

On connaissait un Fragonard manieur de couteaux. En 1987, une exposition au Grand-Palais en avait précisé l'identité afin que le peintre du Verrou, dont on a encore récemment contesté l'authenticité, ne soit plus seulement assimilé à l'univers galant et gracieux. Philippe Solers (1) avait démontré que cet homme, pour être « paysagiste », n'en savait pas moins coller à la réalité, qui est de chair et de sang. Mais on avait oublié que la science, elle aussi, savait interroger les corps au couteau et qu'il existait un autre Fragonard en la personne d'un chirurgien anatomiste. Une nouvelle de Roger Grenier (2) et une biographie scientifique de Michel Ellenberger (3) avaient tenté de réparer l'annéisme des uns et des autres. En vain !

Aujourd'hui, les Deux Fragonard, le premier long métrage de Philippe Le Guay, est au montage. Réunissant Joachim de Almeida (le peintre) et Robin Renucci (son cousin), il devrait sortir en mars prochain.

Parviendra-t-il à remettre au travail historiens des sciences et historiens des arts ? Ensemble, leurs disciplines devraient pourtant faire face à un tir nourri de questions : l'anatomiste a-t-il initié Sade aux plaisirs de la dissection sauvage ? Peut-il se retrouver dans le personnage du chirurgien Rodin de la Nouvelle Justine ? Les vers subtils et volatiles du peintre Fragonard résultent-ils de recherches effectuées, avec la complicité de son cousin, sur le corps humain ? Et quelles furent exactement leurs relations dans la tourmente révolutionnaire ?

On sait que le Fragonard en blouse blanche travailla durant vingt ans pour de nombreux aristocrates propriétaires de cabinets anatomiques privés et que Sade avait, au moins, le goût des saignées. On sait également que les cadavres en se putréfiant dégagent du gaz et vivent au vert ; ce qui n'a pas cessé de fasciner les coloristes les plus originaux, qu'ils se nomment Vinci, Rubens ou Poussin. On sait enfin que les deux cousins — nés tous deux en 1732, à Grasse, dans une famille de parfumeurs et de gantiers — furent membres de l'éphémère Jury national des arts créé par la Convention, après l'abolition des diverses académies. Mais pour le reste : mystère et supputations ! Seul un épisode particulier de la vie de l'anatomiste nous est vraiment connu — grâce à une thèse de doctorat vétérinaire (4) — et peut nous le faire comprendre.

En 1772, dans son laboratoire du château d'Alfort, Honoré Fra-

gonard travaille au calme. Il met une dernière touche à sa « préparation ». L'écorché, muscles et viscères à nu, brandit dans sa main droite une mâchoire de cheval ; ses yeux de porcelaine posent sur le monde un regard introuvable. Fragonard est engagé dans l'aventure de la science anatomique. Il est de surcroît directeur de l'Ecole vétérinaire d'Alfort, qu'il

a contribué à fonder l'année même où son cousin est entré à l'Académie. Depuis, il dissèque paisiblement des créatures humaines ou animales, dont il confectionne, après diverses injections chimiques — il en garde prudemment le secret, — des pièces colorées destinées à l'enseignement et à l'observation clinique. Il

Le musée de Maisons-Alfort Fragonard, le cousin

Le mystère de la conservation des corps

CELA commença, comme un poème de Prévert, sur un cahier à grands carreaux : «... deux livres de térébenthine, deux livres d'esprit de sel, une livre de vermillon pour six livres de sublimé corrosif, une livre de cendre bleue, deux onces d'assa foetida, quatre ciseaux à briser les os, quatre couteaux à disséquer, une tête de bœuf, huit chevaux... ». Mais cela se termine mal : allez donc retrouver, dans ce fouillis, la technique exacte dont Fragonard usait pour conserver ses corps disséqués !

A la différence de ses contemporains, il n'utilisait pas seulement le froid ou le bain d'esprit de vin, qui sont de simples conservateurs. Il pratiquait, également, des injections chimiques colorées dans les circuits veineux et lymphatiques, ainsi que dans les différents appareils, muscles et organes. Ces injections avaient en effet la particularité supplémentaire d'être parfaitement répétitives : l'anatomie complète du sujet était mise en

évidence. Cependant, leur formule ne fut jamais retrouvée, et l'on dut se contenter, par la suite, d'en reproduire la procédure avec d'autres moyens.

Pour la conservation, le formol aujourd'hui utilisé a l'inconvénient d'altérer les couleurs et de rigidifier le corps, les solutions à base d'arsenic sont dangereuses et l'inclusion sous plastique (métaacrylate) modifie elle aussi les couleurs. Toutefois, un pis-aller existe. C'est un mixte de formol, de phénol et d'eau salée. Mais si l'on souhaite obtenir une préparation à caractère réellement répétitif, il faut en revenir à Fragonard : l'injection est nécessaire. Désormais, on use de plâtre coloré, de latex polymérisé au froid et coloré au minium, qui se signale à la radiographie, ou bien encore d'injection d'encre de Chine, quand il s'agit des vaisseaux lymphatiques. Ainsi l'anatomiste du château d'Alfort, pour avoir été oublié après 1789, n'en est-il pas moins présent dans nos laboratoires.

S.G.

Rendez Vous

Jusqu'au 30 novembre

PHILIPPE AVRON
DOM JUAN 2000

du 8 novembre au 11 décembre

BENNO BESSON /
BERTOLT BRECHT
HOMME POUR HOMME

48 99 18 88

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Callot - 75006 PARIS - 48-26-99-78

PHILIPPE BONNET
Jusqu'au 20 décembre

GALERIE ROBIN - LEADOUZE
9, Av. Matignon - 75008 PARIS - 42.89.26.83

YVES BRAYER
Aquarelles et monotypes

12 Octobre - 19 Novembre

GALERIE L'ŒIL DE BOEUF
58, rue Quincampoix Paris 4^e
Tél.: 42 78 36 66

mongillat
Novembre 1988
œuvres récentes
Ouv. 14h30/19h - mardi au Sam.

25 octobre - 26 novembre
GUINOVAR
peintures
ESPACE LINA DAVIDOV
Galerie de Nesle, 3, r. de Nesle 6^e
Tél.: 43 25 11 28

KAREL APPEL
RÉTROSPECTIVE 1938-1958
Peintures, Sculptures, Gouaches

PARIS ART CENTER
36, rue Falguière - 75005 Paris
Tél.: (1) 43.22.39.47
Du Mardi au Vendredi de 14 H à 19 H

L'âge d'or d

corcheur

Opération Marseille Méditerranée

L'âge d'or de la photo espagnole

De la documentation critique à l'expression personnelle et du postconceptuel au néosurréalisme, l'exubérance ibérique parvient à maturité.

TRACER sur deux décades l'histoire de la photographie espagnole contemporaine, en prenant pour jalons deux revues, *Nueva Lente* (1971), outil de résistance dans la période franquiste, et *Photovision*, co-créée en 1980 par Joan Fontcuberta, axée sur la pure création, tel est l'objet de cet éblouissant panorama groupant cent soixante-trois images de cinquante-neuf créateurs issus de deux générations.

Indissociable du contexte politique, la photographie, comme les autres arts, accompagne la mutation de la société espagnole. Des collages, postmodernistes, à forte résonance politique, aux explorations formelles des années 80, elle a une vraie tradition, identifiable et autonome. Rompant avec l'académisme, sans nier l'héritage des maîtres (Centelles, Gomis ou Cuallado), elle a réellement pris son essor à la mort de Franco en 1975.

Pratiquant un dynamisme omnivore, une nouvelle génération, effervescente et inventive, va combler sans complexe, presque d'un bond, son retard. Il ne s'agit plus de contester ou de fuir le réel. L'image étant sa propre réalité, le documentaliste ou poétique obéit à la place à l'imaginaire et à l'expression personnelle. L'Herbarium, de Fontcuberta, les compositions baroques ou épurées de Catany, les vues nocturnes de Manuel Esclusa traduisent l'univers d'auteurs qui ont une solide culture photographique. Expression de diverses tendances, les travaux d'America Sanchez ou de Rafael Navarro sont largement diffusés hors frontières.

Activée par la rivalité stimulante entre Madrid et Barcelone, cette vague libératrice entraîne la création de galeries privées telle Forum, animée depuis 1981 par

Chantal Grande à Tarragone (voir le Monde du 27 mai 1988). L'appui de critiques (Marta Gil à El País) ou de théoriciens (Pere Formiguera), celui, financier, des « Caixa », mécènes culturels, et la conquête de lieux prestigieux comme la Fondation Miro (section photo fermée bélas! fin 1986). Enfin, la mise sur pied par David Belsells de la « Primavera », version catalane du Mois de la photo, relayée par nombre de festivals locaux.

Bien promue à l'étranger, la photographie hispanique jouit aujourd'hui d'une reconnaissance mondiale. Javier Vallbona opère

en Italie, Ouka Lélé expose à Arles ou à Paris, et Fontcuberta au MOMA de New-York. A l'affût des mutations, selon l'exemple des jeunes aînés, le relais est déjà pris par la seconde génération : Rafael Vargas, Humberto Rivas, Jordi Guillamot, Jorge Ribalta, Daniel Canogar. Expression polymorphe du baroque, leurs travaux font de la photo une discipline créative. Peut-être moins personnalisée, plus référentielle et esthétiquement codée, leur pratique s'internationalise. Alors que les « vieux » retournent aux procédés anciens (sténopé, gomme bichromatée), leur création tend plutôt à l'expressivité.

D'une haute technicité, les recherches de ces autodidactes pluridisciplinaires abordent tous les styles, du néo-dadaïsme ou postmodernisme en passant par le fragmentarisme ou l'expressionnisme. Le concept brime parfois la forme. L'âme cède la place au savoir-faire. Fort consciente d'elle-même, influencée par les médias, cette photographie — dont il est malaisé de dégager une dominante — est menacée de formalisme, pis, d'hermétisme.

Sans honte d'afficher ses travers, la photo espagnole reste toutefois d'une diversité foisonnante. Tout comme Winifred Evers ou Henk Tas sont les héritiers hollandais d'Escher et Willink, Vargas et Ribalta sont les fils de Buñuel et Antonio Saura. Refusant de grandir à huis clos, il lui faut désormais consolider ses acquis et combler ses carences : inexistence du marché, absence de structure éditoriale, constitution de collections et préservation du patrimoine. Et surtout acquiescer la reconnaissance définitive de l'Est.

Articulé en cinq sections, le copieux ensemble constitué chronologiquement par Bernard Millet et Joan Fontcuberta permet malgré le peu de recul de faire le point. Même inégal, trop éparpillé, il en émane un évident air de famille. Pétri de correspondances secrètes, il offre à une photographie pleine d'avant l'occasion rêvée de réfléchir sur sa genèse.

PATRICK ROGIER.

★ « La photographie contemporaine espagnole, 1968-1988 », de *Nueva Lente* à *Photovision*, vingt ans de création photographique en Espagne, Musée Cantini à Marseille, jusqu'au 4 décembre. Catalogue réalisé en collaboration avec *Photovision*, 66 pages.

★ A voir à Paris dans le cadre du Mois de la photo : « Ouka Lélé pour Philippe Médel », Fondation Cartier, jusqu'au 18 décembre et « Fotogramas » de Joan Fontcuberta, Centre d'études catalanes, 9, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, du 25 novembre au 22 décembre. Et le jeudi 17 novembre conférence sur « La photographie espagnole » par David Belsells, à la Vidéothèque de Paris, Forum des Halles, à 18 h 30.



« Le soleil », Ouka Lélé 1980.

La mode arrive

Marseille a organisé et coproduit (ainsi que le ministère de la culture) un défilé de mode. C'est une première, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une vedette, mais d'un jeune stylistes, Patrick Murru. Marseillais, trente et un ans, brun, une fassette au menton, marié, une petite fille.

PATRICK MURRU n'est pas tout à fait débutant. Il travaille depuis 1981. Pendant deux ans, il a créé des costumes pour le théâtre et la danse, puis a commencé à réaliser des lignes pour différents magasins de prêt-à-porter. En 1986, il a présenté ses modèles sous sa griffe avec le groupe des Haïles et a été sélectionné pour faire partie des « nouveaux talents ».

On ne peut pas dire que Patrick Murru ait choisi la facilité. Il a voulu que son défilé se passe à 22 heures dans un entrepôt immense et froid, encore plus grand que la halle de la Villette où Jean-Paul Gaultier a pris l'habitude de présenter son prêt-à-porter féminin. Dans un décor semblable de poutrelles, d'échafaudages métalliques, mais brut, pas du tout arrangé, il se n'est avec les éléments indispensables : podium, projecteurs, gradins. La municipalité, méfiante, n'avait prévu que six cent cinquante places assises, et il y avait environ le double de spectateurs.

Patrick Murru a présenté des modèles pris dans ses collections précédentes, et ceux rêvés pour les deux saisons prochaines. Il s'agissait pour lui de définir son image. Une image forte, proche du style « destroy » qui a été celui des Japonais (en particulier Comme des Garçons) et qui semble revenir très fort chez les nouveaux créateurs.

On a donc vu des créatures hâves, avançant lentement comme venant d'une nuit des morts-vivants, trébuchant dans des chaussures plates, ou les chevilles serrées dans des bottines, de manière à faire ressortir le mollet qui évoque les gravures anglaises. Des femmes

enrobées dans des draps, des tuniques de velours sombres mais chatoyants, travaillés en faux pli figés. D'autres transformées en cariatides par des robes droites et raides décorées de plaques métalliques, ou en poupées malaisées dans de lourds bouillonnés qui découvrent la jambe, juste au creux des genoux. Il y avait — pour hommes et femmes — des redingotes accompagnées de grands cols blancs, de chapeaux de cocher démesurés, et — pour homme — un costume entièrement déchiqueté...

Les couleurs sont simples, les matières opposées — soie-léger, mat-brillant — s'épousent. Les formes sont très travaillées. Patrick Murru réalise lui-même ses prototypes. Il en vend par toutes petites séries qu'il se débrouille pour faire fabriquer. « Parfois, dit-il, on ne livre pas. Quand on nous commande deux exemplaires, ce n'est pas possible, personne ne peut le faire, et nous ne sommes pas outillés ».

Mais Marseille s'ennuie à la mode et à ses métiers. En une semaine, on voit que Kenzo vient présenter sa dernière collection ainsi que des jeunes stylistes réunis autour d'un spectacle. Le Musée des arts décoratifs a ouvert un département mode et costumes et un institut international de la mode vient d'être fondé, qui doit devenir complètement opérationnel en janvier 1989.

L'institut a lancé une souscription pour acquérir la collection Chanel, mais a surtout l'intention de rassembler les vidéos des différents défilés — un peu comme la Bibliothèque nationale rassemble tous les livres publiés — d'organiser une « disanthèque » où les fabricants enverraient leurs échantillons, de se donner en somme les moyens nécessaires de tenir le rôle d'une banque de données pour tout ce qui concerne le métier. Enfin, dès le début de 1989, un atelier sera mis à la disposition des stylistes. Ils y trouveront des artisans professionnels qui réaliseront tout ou partie de leurs modèles. Marseille mise sur les générations à venir.

COLETTE GODARD.

PATRIMOINE

menacé écorcheur

n'a rien à redouter, pense-t-il, sinon quelques manifestations hostiles de la part d'une population qui trouve infamante sa profession d'équarisseur spécialisé et la pauvre jalousie de son collègue Bourgelat qui veut le faire passer pour fou.

Mais le romantisme n'existe pas encore. Les natures mortes ne sont tolérées qu'en peinture et l'on ne fait pas impunément du corps de l'homme, mort et nu, un spectacle équivoque. Or le *Cavalier anatomiste*, l'Homme à la mandibule équine, les *Trois statues*, tous les écorchés de Fragonard élèvent l'os et le tendon à la dignité artistique, autant qu'ils visent à la démonstration de d'affections pathologiques. Cadavres exquis, ils opposent à l'optimisme des Lumières leur ironie macabre. Aussi crie-t-on chaque jour un peu plus au scandale. On fait grief à l'homme de science de chercher autant à satisfaire un goût morbide de l'esthétique qu'à servir l'enseignement de l'anatomie.

L'amour de « la belle ouvrage » est à l'honneur de l'écorcheur. Mais si quelques artistes comme David restent bouche bée devant ses œuvres et si quelques confrères admirent en lui un anatomiste « distingué », cette relative popularité vaut surtout à Fragonard des envieux. On murmure que son cavalier d'apocalypse ne serait autre qu'une jeune fille aimée de lui et morte de chagrin parce que ses parents leur refusaient le mariage. Et l'on moque le petit ruban bleu qu'il a passé en guise de rénes dans ses mains décharnées. Fausse rumeur, mais

combien utile ! Il n'est plus loin le jour où Bourgelat pourra réaliser son sinistre dessin (5).

Baniste ? Deux cents ans d'oubli pour Fragonard et ses œuvres. Le Musée de l'École vétérinaire d'Alfort, où sont « conservées » les quatorze dernières préparations de l'anatomiste subsistant au monde (elles n'ont pas d'équivalents, excepté, peut-être, le curieux couple anatomisé du prince Raimondo di Sangro, visible dans la chapelle du palais Sansevero, à Naples) ainsi que les centaines de pièces des préparateurs qui lui ont succédé, se meurt doucement, sous l'action conjuguée des insectes, du gel, du soleil, de l'humidité et de l'indifférence de l'école elle-même, qui ne lui alloue que 2 000 F par an pour son entretien. Seul Jacques Saurat, maître-assistant d'anatomie, tente aujourd'hui d'en freiner la dégradation par des moyens de fortune.

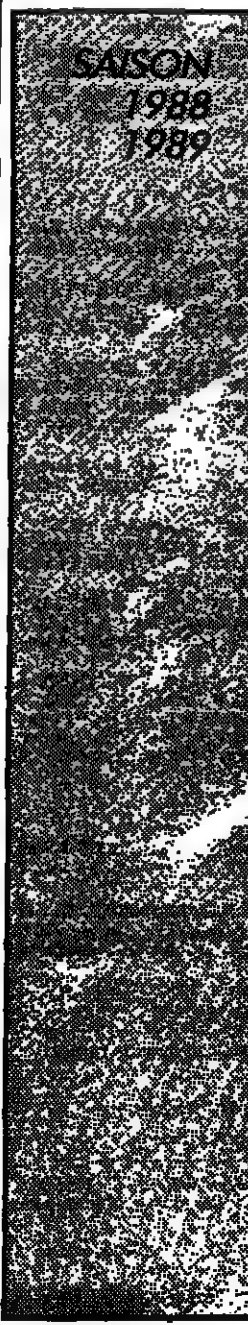
Pourtant, le Musée de l'École vétérinaire d'Alfort possède la plus grande collection de pièces anatomiques (squelettes humains et animaux, organes de mammifères domestiques ou d'espèces animales primitives, spécimens de parasites, fœtus et monstres divers) qui témoignent d'un travail vétérinaire ininterrompu jusqu'à la Révolution française. Et qui se fonde sur une distinction à caractère merveilleusement didactique : sont placées en miroir, selon les règles tératologiques, pièces « anormales » et pièces « normales » de référence, tant et si bien qu'il apparaît, aux yeux du visiteur, une véritable

géographie des multiples pathologies du corps depuis deux cents ans. On remarquera l'apparition de la tuberculose chez les ruminants, ou mesurera les effets osseux de la syphilis d'autrefois, on constatera le lent progrès de l'hygiène animale et humaine...

Un musée ? Sans doute, mais la science y est partout à l'œuvre. Pour l'admirer, on venait autrefois des plus illustres universités européennes. Rokitsky, qui dirigea la première chaire d'anatomie pathologique de la faculté de Vienne jusqu'en 1875, soit un siècle après Fragonard, et Semmelweis (6), son élève, qui détecta le mode d'infection cadavérique et fut le précurseur de la microbiologie moderne, ne l'ignoraient pas. Pour eux, il s'agissait plutôt d'un véritable musée-laboratoire. C'est aujourd'hui un élément de notre patrimoine qu'il s'agit de sauver.

STÉPHANE GAMBIER.

- (1) Philippe Sollers, *Les Surprises de Fragonard*, Ed. Gallimard.
- (2) Roger Grenier, *La Flèche de Fragonard*, Ed. Gallimard.
- (3) Michel Ellenberger, *L'Asire*, Fragonard, ouvrage accompagné de seize photographies existantes des écorchés (Ed. Jullien).
- (4) Pierre-Louis Verly, *Fragonard anatomiste*, 1963.
- (5) Vignette d'une lettre de démission et congédié de l'École d'Alfort, Fragonard s'enfonce dans une retraite désabusée, dont il ne sort qu'en 1792, lors de la Convention. Il appelle alors à la création d'un cabinet anatomique national qui ne verra jamais le jour.
- (6) On lira avec intérêt la thèse de doctorat de médecine de Louis-Ferdinand Célène : *Semmelweis (1818-1865)*, Ed. Gallimard.



THEATRE NATIONAL
OPERA
DE PARIS

RAYMONDA
GLAZOUNOV - NOUREEV
11, 12, 14, 15, 16, 17 novembre
par les ETOILES ET LE BALLET DE L'OPERA DE PARIS

NOTRE-DAME DE PARIS
JARRE - PETIT
23, 24, 25, 26, 27, 29, 30 novembre
1, 2 décembre
par les ETOILES ET LE BALLET DE L'OPERA DE PARIS

PROUST
ou les Intermittences du Cœur
PETIT
3, 4, 5 décembre
par le BALLET NATIONAL DE MARSEILLE ROLAND PETIT

Pour mémoire :
LE MARTYRE DE SAINT SEBASTIEN

Location par téléphone : 47 42 53 71
Renseignements : 47 42 57 50 - MINITEL 3615 Code COM21

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

LES DERNIERS JOURS DE L'HUMANITÉ

Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), mar., ven., sam. à 21 h; dim. à 16 h (dern.) (9).

LE GRAND ECART

Le Bourvil (43-57-42-14), dim., lun., 20 h (9).

ERIC BLANC

Le Grand Éclair (43-57-42-14), 22 h (9).

UNE VIE BOULEVERSEE

Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), mar., ven., sam. à 21 h; dim. à 16 h (9).

LE CAMEL

Théâtre 14 Jean-Marie Serreau (43-57-42-14), 20 h 45; dim., 17 h (9).

MARIE 89

Théâtre du Bel-Air (43-57-42-14), dim., lun., 20 h 30; dim., 16 h (10).

LE PUNAMULE

Théâtre national de Chaillet (47-27-81-15), lun., 20 h 30; dim., 15 h (10).

HECUBE

Généralistes Théâtre (43-57-42-14), 20 h 30; dim., 17 h (10).

RAIDELAIKE

Théâtre Armand (43-57-42-14), 20 h 30; dim., 17 h (10).

LES REULANES

Caractères. Atelier du Chaudron (43-57-42-14), lun., ven., sam., mar., à 20 h 30 (10).

RENCONTRES AVEC BEAM

VAN VELDE Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), 19 h 30; dim., 14 h 30 (11).

LE DESPOIR TOUT BLANC

Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (43-57-42-14), 21 h (14).

TARTUFFE

Lectures. Point-Virgule (43-57-42-14), lun. à 21 h (14).

ANIMONSON HUMOUR ET PANTASSE

Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), lun., ven., sam., mar., à 14 h 30 (14).

L'ESCAU

Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), 20 h 30 (15).

A PROPOS DE NIGEL FONDUE

D'APRÈS LE SOUS-SOL. Généralistes Théâtre (43-57-42-14), 20 h 30 (15).

VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT

Petit Montparnasse (43-57-42-14), 20 h (15).

PAROLES

Petit Montparnasse (43-57-42-14), 21 h 15 (15).

LES MOTS AMOUREUX

Petit Odéon (43-57-42-14), 18 h (15).

UNE FEMME SANS HISTOIRE

Généralistes Théâtre (43-57-42-14), 21 h 15 (15).

D. Ne pas oublier la répétition.

O. Hora

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-57-42-17)

O. Le Bonheur : 20 h 30 (Jeu, ven., sam., dim.).

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-07-71)

O. Avant : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, ven., dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARCANES (43-57-42-17)

O. Les Éclats : 20 h 30, dim., 17 h. Rel. dim. soir, lun.

ARTISTE-ATHLÈTE (43-57-42-17)

O. Les Éclats du Soleil : 20 h 30 (Sam., mar.). Rel. dim., lun. D. Adrien (1ère partie) : 20 h 30, sam. (2ème partie) : 20 h 30. Rel. dim., lun.

ATELIER (46-06-48-24)

Baby Boom : 21 h, sam., dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ATTENUE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27)

Salle C. Bérard. O. Souvenirs d'enfance : 20 h 30 (Jeu, dim.). Salle Louis Jouvet. O. Simplement compliqué. Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30 (Jeu, dim.).

BOUFFES DU NORD (43-57-42-17)

O. Les Éclats : 20 h 30, sam., 15 h, dim., 16 h. Rel. dim. soir, lun.

BOUFFES PARISIENS (42-06-60-24)

Une absence : 20 h 30, sam., 18 h et 21 h, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CARRÉ SILVIA MONFORT (43-57-42-17)

O. Théâtre : 20 h 30, dim., 16 h. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-57-42-17)

Les Brûlés : Jeu, ven., sam., mar., 20 h 30. Rel. dim., lun.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-57-42-17)

Salle II. Le Bal de N'Dinga : 20 h 30, dim., 16 h. Rel. dim. soir, lun. D. La Pourriture de l'illusion O. Saison. O. Cécile : sam., 17 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45)

Abi Ca rita, ça rita, ça rita : 21 h, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19)

O. Chroniques littéraires : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31)

L'Orange : 20 h 45, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CIRQUE D'HYVER (48-78-75-00)

Asterix : 14 h et 17 h 30, sam., dim., 14 h et 17 h 30, ven., mar., 20 h 30, sam., 21 h. Rel. lun., jeu.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-57-42-17)

Passion Marionnettes géantes : 20 h 30, jeu, 15 h. Rel. dim., lun., mar., La Gale. La Seconde Surprise de l'amour : 20 h 30, mar., 14 h 30. Rel. dim., lun., La Remembrance. Henry Bréard : mar. à 20 h 30. Rel. dim., lun.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41)

O. Reviens dormir à l'élysée : sam., 21 h, dim. (dernière) 15 h 30. Rel. mar.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11)

Voltaire's Follies : 21 h, sam., 19 h, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21)

O. Une femme sans histoire : mar. à 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)

Les Délices de la bête : 20 h 30, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15)

Salle Richelieu. O. Le Legs suivi par le Jeu de l'amour et du hasard : 14 h, sam., dim., 14 h, ven., 20 h 30. O. Fin de partie : 21 h (Sam., lun.). D. Nicomède : Jeu, mar., 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14)

O. Monsieur Masure : 21 h, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

DEUX ANES (46-06-10-26)

Le Côté du père François : 21 h, sam., dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

DEUXIÈME THÉÂTRE (42-26-47-47)

Le Gardien : 20 h 30, dim., 16 h. Rel. dim. soir, lun.

EDGAR (43-20-83-11)

Les Noces. O. Les Noces sur fait ou sur non fait de faire : 22 h. Rel. dim. soir, lun.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49)

O. Chevalier Gien Rose : 21 h (Jeu, ven., sam. dernière).

ELDORADO (42-49-60-27)

Rive de Vienne : 14 h 30, sam., dim., 14 h 30, dim., 18 h, sam., 20 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42)

Salle I. Les Amoureux. O. Les Amoureux. Rel. dim. soir, lun.

FONDATION DE L'ALLEMAGNE (DEUTSCHE DE LA MEURTHE) (42-38-09-13)

O. Der Monolog eines Radfahrers. Lecture-théâtre : lun., 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

FONTAINE (46-74-74-40)

Quelle Révolte ! : 21 h, sam., 17 h, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GAITE-MONTMARTRE (43-22-16-18)

Noces : 20 h 45, sam., dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GAYEUSE 25-THÉ ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-43-51)

Signal. Main's Apprehension (Jes Alguem) : 20 h 30. Rel. dim., lun.

GRAND BALL MONTMARTRE (42-96-04-06)

O. La Machine à écrire : ven., sam., 20 h 30, dim., 15 h 30.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-86-61)

O. Les Éclats du Soleil : 20 h 30, sam., 17 h 30 et 21 h, ven., dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GYMNASIE MARIÉ-BELL (42-46-79-79)

L'Amour gordin : 20 h 30, dim., 16 h. Rel. dim. soir, lun. D. Chanson, l'homme et l'histoire : lun., 14 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-59)

La Causette. O. Les Éclats du Soleil : 20 h 30, sam., 17 h 30 et 21 h, ven., dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

JARDIN D'HYVER (43-57-42-17)

Nord. O. Les Éclats du Soleil : 20 h 30, sam., 17 h 30 et 21 h, ven., dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68)

La Face cachée d'Orion : 20 h 30. Rel. dim., lun.

LA BASTILLE (43-57-42-14)

Les Derniers Jours de l'humanité. Festival d'automne à Paris 1988 : 21 h, dim. (dernière) 16 h. D. Rencontres avec Jean Van Velde. Festival d'automne à Paris 1988 : ven., sam., mar., 19 h 30, dim., 14 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LA BRUYÈRE (46-74-76-59)

Les Amoureux : 21 h, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11)

Métamorphoses d'une mélodie : 21 h. Rel. dim., lun.

LE BOURVIL (43-57-42-14)

Le Grand Écart : 20 h. Rel. dim., lun.

LE GRAND ÉCARTE (43-57-42-14)

Valet : 20 h 15. Rel. dim. soir, lun.

LE PROLOGUE (45-75-33-15)

O. Et si on était le soir juste une minute ? : 18 h 30, sam., 18 h 30 et 21 h, Jeu, ven., sam., 21 h. Rel. dim., lun.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02)

Le commissaire est bon enfant, l'épave : 21 h, dim., 17 h. Rel. dim. soir, lun.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34)

Théâtre de la Bastille. O. Le Petit Prince : 20 h. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-65-07-09)

La Foire, l'empire : 21 h, sam., 18 h, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. D. Les Sept Miracles de Jésus : Jeu, ven., 18 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53)

O. Francis-Jeanne. Lecture-théâtre : mar., 20 h 30.

MARAI (42-78-03-53)

O. Une vie bouleversée : 18 h 30 (Jeu, ven.), sam., 14 h 30. Le Grand Inconnu : 20 h 30. Rel. dim., lun.

MARIE STUART (45-08-17-80)

Le Mont-Plais : 18 h 30. Rel. dim., lun. La Thémis : 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MARIGNY (47-42-93-23)

O. L'écouart fait l'écouart à Marigny : 21 h, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74)

Si l'on pas Montparnasse, j'en veux pas : 21 h. Rel. dim., lun.

MATHEURIN (42-65-90-00)

La Femme à contraindre : 21 h, sam., 18 h, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MATHEURIN (PETIT) (42-65-90-00)

Le Minotaur : 19 h, sam., 16 h. Rel. dim. soir, lun.

MICHEL (42-65-25-02)

Pyjama pour six : 21 h 15, sam., 18 h 30 et 21 h 30, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MICHELE (47-42-93-23)

Ma copine de Vienne : 20 h 45, sam., 17 h 30 et 21 h, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-14)

O. Voyage au bout de la nuit : ven., 20 h 30. Paroles : mar., 21 h 15.

MUSEE DE CIRE HISTORIAL DE MONTMARTRE (46-06-78-92)

O. Après-midi au Club : Jeu, ven., sam., 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAU THÉÂTRE MONTMARTRE (43-11-19-99)

Le Prince de Hombourg : 20 h 30, dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76)

Le Grand Standing : 20 h 30, sam., 18 h 30 et 21 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ODÉON (43-25-70-32)

Retours : 20 h 30, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32)

Les Mots amoureux : mar., 18 h.

OLIVIER (48-74-42-52)

Je ne suis pas amoureux : 20 h 45, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36)

Kilowatt : 20 h 15. Rel. dim., lun. Les Vamps : 21 h 30. Rel. dim., lun.

PALAIS DES GLACES (GRAND PALAIS) (46-07-49-93)

L'Épave est tombée : 21 h. Rel. dim., lun.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81)

Et le spectacle continue Raymond Devos : 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-04)

Prologue. Fugues de Franz L. : 21 h, dim., 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97)

Salle L. Le plus heureux des trois : 21 h, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

PORT-VILLETTE (42-78-67-03)

O. Tourné (lecture) : lun., 21 h.

PORT-SAINTE-MARTIN (46-07-37-53)

Téor : 20 h 30, sam., 17 h 30 et 21 h, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

RANGLAGE (42-84-44-44)

L'Étrange Mister Knight : 21 h, dim., 16 h. Rel. dim. soir, lun.

RENAISSANCE (42-08-18-30)

A la santé, Dorothée : 20 h 45, sam., dim., 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-90-20)

K. von G. d'après Augustin. Nulle part : 20 h 30, dim., 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47)

Drôle de couple : 20 h 45, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-MAUR (42-08-21-93)

L'Épave de ma vie : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30)

Jock : 20 h 30, dim., 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77)

O. Le Camp : mar., 20 h 45.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-90)

Généralistes Théâtre : 20 h 30. Rel. dim., lun. Brasseur. Brel : 77 h. Rel. dim., lun.

Région parisienne

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-01-07)

O. L'Œuvre bleue : mar., 20 h 30.

BAGNEUX (THÉÂTRE VICTOR HUGO) (46-03-10-54)

O. Histoire du soldat : 20 h 30 (Jeu, ven., sam., mar. dernière), dim., mar., 15 h.

BEZONS (C.L. PAUL ELIARD) (39-22-20-88)

O. Parole vingt ans en 1789 : 14 h 30.

BOIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45)

O. Petite messe. O. M. Petit, Festival d'automne à Paris 1988 : 21 h (Jeu, ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

CHAMPELLE-SUR-MAINE (J.M. 90-90)

O. George Dandin : Jeu, ven., sam., mar. (dernière) 21 h, dim., lun., 16 h 30.

CHATELAIN (THÉÂTRE DE CHATELAIN PETITE SALLE) (46-57-23-11)

O. Kicic ou la mort d'un poète : 21 h (Jeu, ven., sam. dernière).

CHATELAIN (MAISON DES ARTS) (48-00-90-90)

O. George Dandin : Jeu, ven., sam., mar. (dernière) 21 h, dim., lun., 16 h 30.

CHATELAIN (THÉÂTRE DE CHATELAIN PETITE SALLE) (46-57-23-11)

O. Kicic ou la mort d'un poète : 21 h (Jeu, ven., sam. dernière).

CINEMA

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Fromont jeune et Risler Aîné (1941), de Léon Maltko, 16 h; Histoire d'une mère (1972), de Song Cuihong, 19 h; Le Petit merveilleux (1940), de Jean-Paul Paulin, 21 h.

JEUDI

S.O.S. Sahara (1938), de Jacques de Baroncelli, 16 h; Trapped by the Mormons (1922), de H.B. Parkinson, 19 h; Histoire du temps qui passe (1982), de Tao Dechen, Yan Dechang, Ke Yeheng, Zhang Yi, 21 h.

VENDREDI

Les amours finissent à l'aube (1952), d'Henri Calef, 16 h; The Informer (1929), d'Arthur Robinson, 19 h; Grandeur (1983), de Chen Kaibao, 21 h.

SAMEDI

An revoir Monsieur Grouk (1949), de Pierre Billon, 15 h; Un drame au studio (1928), d'Anthony Asquith et A.W. Branble, 19 h; Un jour à la plage (1983), de Yang Dechang, 21 h.

DIMANCHE

La Fille du diable (1945), d'Henri Decoin, 15 h; Blackmail (1929), d'Alfred Hitchcock, 17 h; Blackmail (1929), d'Alfred Hitchcock, 19 h; Tapes Story (1985), de Yang Dechang, 21 h.

LUNDI

Les Portes tournantes (1988), de Francis Mankiewicz, 20 h 30.

MARDI

Compartment de dames seules (1934), de Christian-Jaques, 16 h; Pionnière (1929), de Ewald André Dupont, 19 h; Ma bicyclette et moi (1988), de Tao Dechen, 21 h.

CENTRE POMPIDOU GRAND FOYER

Vidéotexte: 200 vidéos en non stop, un panorama de la danse contemporaine depuis dix ans. Jusqu'au 21 novembre, tous les jours de 14 h à 21 h - gratuit.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-39)

MERCREDI

Le Cinéma géorgien: Les Petits Hommes (1978, v.o.s.), de Bono Chochiashvili, 17 h 30; Les Amants de Magdala (1955, v.o.), de Tengiz Abouladze et Rano Tikhelidze, 19 h 30; La Ballade de Khosroviani (1953, v.o.s.), de Chota Manganadze, 19 h 30; Les Vingt commissaires (1932, v.o.), de Nikolai Chengaladze, 20 h 30.

VENDREDI

Le Cinéma géorgien: La Fière (1983, v.o.s.), de Levan Zakariashvili, 17 h 30; Les Enfants d'une autre (1958, v.o.s.), de Tengiz Abouladze, 19 h 30; La Fière du soldat (1964, v.o.s.), de Rano Tikhelidze, 19 h 30; Pastoral (1976, v.o.s.), de Otar Iosseliani, 20 h 30.

SAMEDI

Le Cinéma géorgien: Moi, grand-mère, illo et l'arçon (1962, v.o.), de Tengiz Abouladze, 14 h 30; Les Montagnes bleues (1983), de Eldar Chingeladze, 17 h 30; Le Chevalier rouillé (1984, v.o.s.), de Levan Tskheli, 19 h 30; Les Tribulations de mon grand-père anglais (1987, v.o.s.), de Nana Djordjivadze, 20 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma géorgien: Piromand (1972, v.o.s.), de Gueorgui Chingeladze, 14 h 30; Patrie verte (1973, v.o.s.), d'Alexandre Rakvichvili, 17 h 30; La Marche (1986, v.o.s.), d'Alexandre Rakvichvili, 19 h 30; Trois vies (1924, v.o.s.), d'Ivan Perestiani, 20 h 30. 18 h 10, 21 h 10 film 10 mm après la Jument verte, dim. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm après; Médiane des, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mm après; Copie neuve à 80%. Abonnement pour cinq films: 100 F.

MARDIS JEAN VIGO République Cinéma, 11 (48-05-51-33). Le Crime de Monsieur Lange, mar. 20 h 30.

PIERRE PERRAULT: LES VOIX DU DIRECT, Épée de Bois, 9 (43-37-57-47). Pour la suite du monde, mar. 17 h, 19 h, 21 h; Le Royaume de jour, jeu. 17 h, 19 h, 21 h; La Bête humaine, ven. 17 h, 19 h, 21 h; Les Voitures d'eau, dim. 17 h, 19 h, 21 h; Le Beau plaisir, lun. 17 h, 19 h, 21 h; Le Retour à la terre, mar. 17 h, 19 h, 21 h.

ROBERTO ROSSellini (v.o.), Latina, 6 (45-78-47-86). Amore, mer. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; Pansa, jeu. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; Voyage en Italie, jeu. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; Allemagne année zéro, ven. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; Rome ville ouverte, sam. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; Stromboli, dim. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15; La Part, mar. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.

SAGA INGMAR BERGMAN (v.o.), Mac-Mahon, 17 (43-39-79-89). La Silence, jeu. 20 h, 22 h; Les Frères sauvages, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; la

Nuit des forêts, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Une leçon d'amour, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Rêve de femmes, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

SAGA INGMAR BERGMAN (v.o.), Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18). Sources d'une nuit d'été, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mar. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les Sources, ven. 14 h, 16 h,

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** Signalé dans « le Monde radio-télévision » **F** Film à éviter **N** On peut voir **M** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 9 novembre

TF 1

20.45 Variétés : Secrétaire soignée. Invités : Serge Gainsbourg, Sheila, Jean-Michel Jarry. 22.40 Magazine : Ex libris. De Patrick Puyr d'Arvor. Sommaire : Expliquez-moi (Thierry Piffert) ; Exercice de style (Christiane Rochefort) ; Tête à tête (Virginie Coulloudon, Lily Marou) ; Exploration (Cécile) ; Extérieur libre (Qu'est-ce qu'un prix littéraire ?) ; Éclatant (Gérard Depardieu) ; Extra et ordinaire ; Excellence : Réflexions. 23.40 Journal et Météo. 0.00 Variétés : Wix qui peut. De 0.45 à 6.27 Rediffusions. 0.45 Feuilleton : L'homme à poigne. 1.40 Feuilleton : Symphonies. 2.10 Documentaire : Histoire de la vie. 4.00 Musique. 4.15 Documentaire : Histoire naturelle. 5.35 Documentaire : Histoire de la vie.

A 2

20.00 Transfert des cadres de Jean Monnet au Panthéon. Cérémonie présidée par François Mitterrand, en présence de tous les chefs d'Etat des pays européens. 21.00 Téléfilm : L'incendie de Florence. De Charlotte Bingham et Terence Brady. Avec Marius Hemon, Daniel Massy, Sky Dumont. 22.40 Documentaire : Herman S., non bête. D'Helma Sanders-Brahms. 23.35 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Alain Fondary.

FR 3

20.30 Théâtre : Henri IV. Pièce de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean Vilar, avec Jean Vilar, Germaine Montero, Christiane Minazzoli, Jacques Lalonde, Jean Topart, Jean-Paul Moulinot. 22.20 Journal et Météo. 22.45 Magazine :

GÉRARD ROSENTHAL
AVOCAT DE TROTSKY

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Océaniques, Trotski, d'Alain Dougen et Patrick Le Gall. 2. Eclat. 23.45 Musique : Les grands classiques. Spécial Nicolas Escoffier, pianiste ; première balade de Chopin. 23.55 Documentaire : Demain le shopping.

CANAL PLUS

20.30 : Football. Coupe d'Europe des clubs champions (match retour) : Monaco-Borussia. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : La Corde raide. M. Film américain de

Richard Tuggle (1984). Avec Clint Eastwood, Genevieve Bujold, Dan Hedaya (v.o.). 0.35 Cinéma : Force G. M. Film américain de Barry Brown (1980). Avec David Carradine, Jennifer O'Neill, Joseph Bottoms. 2.15 Magazine : Avance sur image.

LA 5

20.30 Téléfilm : Docteur Fischer de Gombert. De Michael Lindsay-Hogg, avec James Mason, Greta Scacchi, Alan Bates. 22.35 Série : La loi de Los Angeles. 23.35 Supercopter (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Supercopter (suite). 0.35 Boulevard Bourcier (rediff.). 1.00 Orient-Express (rediff.). 1.50 Le temps des sa (rediff.). 2.45 Journal de la nuit. 2.50 Sente à Paris (rediff.). 3.00 Volants, volants (rediff.). 5.00 Feuilleton : Le clan Beaulieu.

M 6

20.30 Téléfilm : Le loup de la nuit. Avec David Janssen. 21.55 Magazine : Livre et change. De Michel Polac. Sur le thème « Un sang impur abreuvait nos sillons (l'épuration) », sont invités : Pierre-Henri Teigen (ministre de la justice de 1945 à 1948), Philippe Buisson (historien, chercheur au CNRS), Philippe Bourdieu (auteur de L'expulsion soviétique), Henri Amoureux (auteur de Jolot et Douleurs du peuple libéré : 6 juin-1er septembre 1944), José Giovanni (réalisateur du film Mon ami le traître). Témoignage par téléphone d'Arletty. 22.50 Journal. 23.25 Série : Le Saint. 0.15 Magazine : Club 6. 0.00 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Chances (rediff.). 2.30 Les Météorites de Paris. 2.45 Le dessous du ciel. 3.00 Magazine : M6 aime (rediff.). 3.55 Le plaisir et la balance (rediff.). 4.25 Magazine : M6 aime (rediff.). 5.20 Les Météorites de Paris (rediff.). 5.35 Le dessous du ciel (rediff.). 5.50 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Spécial mois de la photo. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communiqué des radios publiques de langue française. L'histoire du blues. 22.40 Nuits magiques. Ecrans de rêve. Histoire d'images. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. La vie en bleu : Memphis Slim.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 juillet, lors du Festival Tibor Varga) : Alborada del gracioso, de Ravel ; Concerto pour violon et orchestre n° 2, de Bartok ; L'Arlesienne, de Bizet ; Le boléro, de Ravel, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel Krivine ; sol. : Tibor Varga, violon. 22.30 Références. 23.07 Jazz club. En direct du New Morning, le quartette du guitariste André Coudouant.

LA 5

13.35 Série : L'inspecteur Derrick. 14.45 Série : Bonanza. 15.45 Série : Capitaine Farrello. De 17.00 à 18.55 Dessins animés. 17.00 Karina, l'aventure du Nouveau Monde. 17.25 Vagabond : 17.50 Laura ou la passion du théâtre. 18.15 Olive et Tom, champions du foot. 18.55 Journal Image. 19.00 Journal. 19.30 Cinéma : Un été posé. M. Film américain de Philip Boos (1984). Avec Kurt Russell, Mariel Hemingway, Richard Jordan. 22.35 Cinéma : M. Claude M. Film français de Just Jacquin (1977). Avec Françoise Fabian, Danyel Bayle, Michel Bouillon. 23.30 Cinéma : M. Film américain de John Schlesinger (1975). Avec Donald Sutherland, Karen Black, William Atherton. 0.35 Cinéma : Dova by law. M. Film américain de Jim Jarmusch (1985). Avec Tom Waits, John Lurie, Roberto Benigni (v.o.). 2.15 Concert : Paul Simon. Graceland, the African Concert.

LA 5

13.35 Série : L'inspecteur Derrick. 14.45 Série : Bonanza. 15.45 Série : Capitaine Farrello. De 17.00 à 18.55 Dessins animés. 17.00 Karina, l'aventure du Nouveau Monde. 17.25 Vagabond : 17.50 Laura ou la passion du théâtre. 18.15 Olive et Tom, champions du foot. 18.55 Journal Image. 19.00 Journal. 19.30 Cinéma : Un été posé. M. Film américain de Philip Boos (1984). Avec Kurt Russell, Mariel Hemingway, Richard Jordan. 22.35 Cinéma : M. Claude M. Film français de Just Jacquin (1977). Avec Françoise Fabian, Danyel Bayle, Michel Bouillon. 23.30 Cinéma : M. Film américain de John Schlesinger (1975). Avec Donald Sutherland, Karen Black, William Atherton. 0.35 Cinéma : Dova by law. M. Film américain de Jim Jarmusch (1985). Avec Tom Waits, John Lurie, Roberto Benigni (v.o.). 2.15 Concert : Paul Simon. Graceland, the African Concert.

M 6

13.35 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 14.05 Jeu : Plein les bottes. 15.05 Jeu : Clip combat. 15.45 Magazine : Faites-moi 6. 16.15 Jeu : Quiz cœur. 16.50 Hb, lit, lit, boum ! 17.05 Série : Hawaii, police d'été. 18.05 Série : Dakarti. 19.00 Série : Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Cinéma : L'Année des méduses. M. Film français de Christopher Frank (1984). Avec Valérie Kaprisky, Bernard Giraudeau. 22.30 Série : Le Saint. 23.20 Journal. 23.35 Magazine : Le plaisir et la balance. De Charles Villeneuve. L'affaire des grilles médicales. 0.05 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.50 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Chances (rediff.). 2.30 Feuilleton : Les Météorites de Paris. 2.45 Le dessous du ciel. 3.00 Le plaisir et la balance (rediff.). 3.30 M6 aime (rediff.). 4.25 Le plaisir et la balance (rediff.). 4.55 Documentaire : Le monde sauvage. 5.25 Les Météorites de Paris (rediff.). 5.40 Le dessous du ciel (rediff.). 5.55 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Alain Cuny lit Pierre Reverdy (2e partie). 21.30 Profils perdus. Lucien Herr. 22.40 Nuits magiques. Ecrans de rêve. L'espace de l'acteur. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. La vie en bleu : Memphis Slim.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Kikimora, op. 63, de Liadov ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur, op. 11, de Chopin ; Symphonie n° 6 en si mineur, op. 74, de Tchaïkovski, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Uri Segal ; sol. : Emilie Naumoff, piano. 22.30 Musique légère. Martha, ouverture de Florent ; Préludes pour orchestre à cordes (extraits), de Dabois ; Mon rêve, valse de Waldteufel. 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Haydn et ses opéras.

Communication

Un entretien avec M. Jacques Vistel, médiateur du cinéma

« Cessons de désavantager le public des salles de province »

Le médiateur du cinéma, autorité indépendante créée par la loi de 1982, vient de rendre son rapport annuel. M. Jacques Vistel y analyse les conséquences quotidiennes de la crise de la fréquentation sur la distribution des films en province et la survie des salles indépendantes. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il dénonce certaines pratiques des professionnels et plaide pour une remise à plat des mécanismes d'aide.

« Comment expliquez-vous la baisse continue de la fréquentation des salles de cinéma ? »

« Je ne me hasarderai pas à analyser les raisons d'une crise aussi profonde. Ce n'est pas le rôle du médiateur, tel que la loi de 1982 l'a défini. Mais mon observation des problèmes quotidiens de l'exploitation cinématographique me conduit à quelques remarques. Je pense ainsi que la rigidité des tarifs a une responsabilité dans la désaffection du public. On ne peut pas faire payer le même prix pour une salle à écran panoramique, son Dolby, et pour une mini-salle équipée d'un écran timbre-poste. Si le cinéma veut garder la confiance des spectateurs, sans doute faudra-t-il définir des catégories de salles et les tarifs qui leur correspondent. »

« De même il me semble regrettable que les distributeurs ne parviennent pas à mieux étaler la sortie des films. Pendant tout l'été jusqu'à la fin de septembre, on cherche en vain les titres majeurs, les films-événements. En octobre sortent coup sur coup Qui veut la peau de Roger Rabbit, l'Ours, Rambo, l'Évadé, Crocodile Dundee. Je sais bien que les congés de la Toussaint sont une période très favorable pour la consommation du cinéma mais cette avalanche de sorties est absurde. C'est trop pour le budget d'une famille, trop pour l'exploitant qui promet sa meilleure salle à chaque distributeur et ne peut pas tenir ses engagements. »

« L'abondance, elle-même, semble mal répartie. Certains exploitants de province se plaignent de

recevoir les grands films trop longtemps après leur sortie à Paris. »

« La baisse de la fréquentation incite les distributeurs à limiter le nombre de copies d'un film. Les petites villes, surtout dans les salles de province, doivent alors attendre que le film ait terminé sa carrière dans les grandes métropoles pour obtenir une copie. Elles ne bénéficient plus alors de l'impact publicitaire lié à la sortie du film, à sa promotion dans la presse ou à la télévision. Les exploitants de province ne peuvent même pas savoir à l'avance quand ils obtiendront le film puisque le délai dépend du succès de l'œuvre. Leur public de province, lui, supporte mal ce retard et déserte les salles. »

« Le même public de province se plaint aussi de ne pas pouvoir voir Bird ou Full Metal Jacket en version originale. »

« Certains distributeurs limitent en effet les copies en version originale à l'agglomération parisienne. Il est difficile d'accepter un tel mépris du public et de la province. De plus, cette attitude, qui n'est pas conforme à l'intérêt des films, défavorise les salles d'art et d'essai qui jouent pourtant un rôle essentiel dans la formation des spectateurs et la diffusion de films de nouveaux auteurs. »

« On comprend d'autant moins les réticences des distributeurs que la commission d'aide au tirage des copies apporte depuis quelques mois son concours pour les versions originales. »

« Tenez-vous les distributeurs pour les premiers responsables de la mauvaise diffusion des films ? »

« Non, les responsabilités sont très partagées. Les distributeurs ont en face d'eux de grands circuits de salles, qui abusent parfois de leur position dominante au détriment des exploitants indépendants. Mais il y a aussi des exploitants indépendants peu scrupuleux qui ne paient pas les distributeurs et s'échangent ensuite d'être écartés de la programmation. Le cinéma est un tissu de rapports de forces complexes, malheureusement sans grande transparence. Je regrette que la profession ait renoncé aux contrats écrits pourtant

imposés par un texte réglementaire de 1935 ! »

« Je ne suis pas là pour dicter leur politique aux distributeurs ou aux exploitants, mais je voudrais évaluer un certain nombre de pratiques, ne mettent en danger des salles indépendantes qui jouent un rôle important dans la diffusion du cinéma. »

« Que peut faire le médiateur contre les effets pervers d'une situation économique ? »

« La loi de 1982, voulue par M. Jack Lang, demande au médiateur de faire prévaloir « la plus large diffusion des œuvres cinématographiques conforme à l'intérêt général ». Le rôle de cette autorité administrative indépendante me semble plus que jamais d'actualité. Cette institution n'est pas un avatar du dirigisme mais un mécanisme de régulation pragmatique du marché comme il en existe sous d'autres formes en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Beaucoup des litiges qui me sont soumis se terminent par un accord entre les parties. »

« Mais j'ai aussi la possibilité de m'adresser — et c'est le sens de mon rapport annuel — à la profession et aux pouvoirs publics pour qu'ils trouvent ensemble des remèdes à la situation. Il est sans doute nécessaire, aujourd'hui, comme je crois, souhaite le faire M. Jack Lang, de remettre à plat certaines politiques d'aide : engagements, tirage de copies, distribution dans les petites villes et les villes moyennes, incitation aux collectivités locales de venir en aide à certaines salles ou à en créer. Tout cela doit être fait avec une grande prudence pour ne pas figer le marché ou créer de nouveaux déséquilibres. »

« Il me paraît souhaitable, par exemple, de changer le jour de sortie des films. Le week-end est une période-clé pour évaluer le succès d'un film. Le lundi matin, chiffres en main, distributeurs et exploitants négocient, en quelques heures, la programmation des films pour le mercredi dans toutes les salles du pays. Si on reculait la date de sortie au jeudi ou au vendredi, cette opération cruciale se déroulerait peut-être avec moins de précipitation et moins de risques d'erreurs. »

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Lancement de « Explora », « Scientifica », « Science et Vie junior » et « Repor-Terre »

La vogue des magazines scientifiques

L'intérêt du public pour les sciences croissant. Trois nouveaux magazines — Explora, Scientifica et Science et Vie junior — investissent ce « créneau » en expansion. Le premier magazine de la presse scientifique française, Science et Vie, date de 1913. Fondé par la famille Dupuy, alors possesseur des quotidiens Le Petit Parisien et l'Excelsior, ce mensuel vend aujourd'hui 344 173 exemplaires et son lectorat frôle les trois millions de personnes.

Le succès de Science et Vie a fait des émules : Science et Avenir d'abord, créé en 1947, qui appartenait maintenant au groupe de presse de M. Claude Perdriel (le Nouvel Observateur) et qui diffuse 166 119 exemplaires. Enfin, Sciences et Technologies, l'ancien Sciences et Techniques racheté il y a un an par l'Édition du jour et qui, à cette occasion, a renoué sa for-

mule et changé son titre, approche les 15 000 exemplaires de vente, tandis que Ca m'intéresse, édité par Prisma-Presse, qui possède aussi Géo, Télé-Lotus, etc., atteint les 329 730 exemplaires.

Explora et Scientifica rejoignent cette petite famille. Conçu en collaboration avec la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, le mensuel Explora, dont le premier numéro est sorti fin octobre avec le soutien d'une importante campagne d'affichage, est dû à Télérama.

Des banques — la banque Vernes, la BIMP, la Lyonnaise de banques et Worms — figurent parmi les partenaires de l'hebdomadaire, aux côtés d'InCom (filiale de la Caisse des dépôts) et d'agences de publicité (Fargat et associés, Gempap et Marie).

Le premier tirage d'Explora est de 160 000 exemplaires mais sera ajusté ensuite. Sa diffusion espérée se situe à 80 000. Le mensuel comprend cent pages en quadrichromie : au gré des thèmes choisis (la mémoire de l'eau, la pilule RU 486 ou l'aventure de la spéléologie Vézique Le Guen, etc.), il se présente comme le « magazine de la science-passion » où science et recherche sont à la fois source d'aventures, de récits et de questions. Vendu 25 F, Explora bénéficie d'une convention avec la Cité des sciences de La Villette et d'une exposition permanente dans ce lieu.

Scientifica, dont le premier numéro vient aussi de paraître, fait le tour de l'actualité et des découvertes concernant le monde animal et végétal, la médecine, l'espace ou les civilisations. Vendu 23 F pour 32 pages largement illustrées de photos couleurs, ce mensuel a été lancé par la Société française de revues de M. Michel Bui, qui publie une dizaine de titres spécialisés dans la coiffure, la moto, la photo, etc. Il s'est assuré du concours de M. Jean Larivière, ancien directeur de l'Univers du vivant, et de Jean Dorst, membre de l'Institut. Son espérance de vente est de 50 000 exemplaires.

Ces deux nouvelles créations précèdent le lancement, en janvier 1989, de Science et Vie junior. Cadet de Science et Vie, ce mensuel s'adressera aux douze-seize ans et s'intéressera à la science, au sport, à l'espace, à l'astronomie, avec une

vision pratique qui devrait élargir sa cible aux enseignants et aux parents.

Reste l'environnement, cruellement dépourvu de titres depuis la disparition du Sauvage et de la Gueule ouverte en 1979. Repor-Terre, un magazine consacré à l'environnement, devrait reprendre le flambeau en janvier. Il traitera autant de la préservation de la nature que de la santé au quotidien. Dirigé par Hervé Kempf, Repor-Terre est parvenu par des comédiens (Anémone, Michel Piccoli) ou des écrivains (Michel Tournier). Un numéro zéro a paru en octobre. Ce magazine, édité par une société comprenant journalistes, chercheurs et urbanistes, etc., compte vendre 80 000 exemplaires.

YVES-MARIE LABÉ.

M. Hubert Burda gagne un procès contre ses frères

Le contrôle de Springer à nouveau en question

L'éditeur de magazines ouest-allemand, M. Hubert Burda, vient de gagner en première instance un procès qui l'opposait à ses frères aînés, Franz et Frieder, à propos du contrôle de 26,1 % des actions du groupe de presse Springer.

Ayant reçu ces actions à la mort de leur père, Franz et Frieder Burda avaient d'abord envisagé de les vendre à M. Leo Kirch, le principal grossiste de films en République fédérale, ce qui aurait donné à ce dernier la position prépondérante qu'il recherchait dans le groupe Springer. Mais peu après, en avril 1988, les deux frères aînés Burda annonçaient la vente de ce bloc d'actions aux héritiers Springer, qui conservaient ainsi la majorité de leur groupe.

C'est cette vente que conteste M. Hubert Burda, en arguant d'un droit de préemption que le tribunal vient de lui reconnaître. Ses frères ont aussitôt fait appel devant le tribunal de Karlsruhe. La décision de ce dernier conditionne donc le partage du pouvoir dans le groupe Springer, qui édite notamment le principal journal allemand et européen, Bild Zeitung (5 millions d'exemplaires), ainsi que le quotidien conservateur Die Welt et le magazine de télévision Hbr Zu.

Audience TV du 8 novembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 183 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FRS	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	53.0	Santa-Barbara	Actual. région.	Actual. région.	Top 50	Porta magazine	Routes perdues
19 h 45	60.7	Rose-terre	Tel. plus	19-20	Mult. part.	Boul. Bourcier	Routes perdues
20 h 16	70.6	Journal	Journal	La classe	Football	Journal	Cosby show
20 h 55	74.9	Tu fais pas...	Mort enchaînés	Paris	Football	US Marine	Force amour
22 h 8	86.7	Tu fais pas...	Mort enchaînés	Paris	Football	US Marine	Force amour
22 h 44	30.4	Café mon mardi	Magazine	Journal	Flash	Mr Chance	La Saint

AFP-PRO
LES DÉPÊCHES
DE L'AFP
SUR MINITEL
36.29.36.19.
Telesystèmes
Questel

Les diplômes

Les Américains s'écourent
par Erasmus

Le Monde

CAMPUS

Les diplômes anti-chômage

Sur le marché du travail, tous les diplômes ne se valent pas. Leur efficacité dépend autant de la discipline que de l'établissement qui les délivre.

UN an après la fin de leurs études, 90 % des diplômés de l'enseignement supérieur ont trouvé un emploi. Et 70 % au bout de six mois. La dernière enquête du CEREQ (Centre d'études et de recherche sur les qualifications) sur la situation professionnelle, en 1987, des étudiants qui ont obtenu leurs diplômes en 1984, confirme à quel point les études supérieures demeurent une arme efficace contre le chômage.

Mais elle met aussi en lumière, grâce à une analyse fine par filières, les disparités importantes qui existent entre les formations. François Pottier, l'auteur de l'étude, a, en effet, distingué une série d'indicateurs qui permettent de préciser la façon dont s'opère l'intégration professionnelle selon la nature du diplôme : temps d'accès à l'emploi (moins de six mois ; moins d'un an) ; statut des emplois occupés (accès direct à un emploi stable ; accès à un emploi stable en passant par un emploi précaire ; maintien dans un emploi précaire) ; effet du chômage (chômage de plus d'un an avant le premier emploi ; chô-

mage de plus d'un an, pendant la période de trois ans considérée).

D'une façon générale, la situation face à l'emploi est inégale selon la nature de l'établissement où l'on a fait ses études : le risque de chômage est très faible pour les diplômés des écoles ; faible pour les diplômés des études courtes (BTS-IUT) ; relativement plus élevé pour ceux des universités.

Mais — et c'est là l'apport le plus intéressant de cette étude — cette distinction est fortement nuancée par une autre hiérarchie : celle-ci entre les disciplines. La situation face au marché de l'emploi dépend moins de l'établissement où l'on a fait ses études, que de la matière étudiée. Dans les secteurs où la demande existe, les étudiants des universités ne sont pas moins bien placés que ceux des écoles. A l'inverse, un diplôme considéré comme coté n'est pas une garantie, s'il ne correspond pas à un besoin professionnel réel.

Si les études scientifiques offrent, d'une façon générale, une forte sécurité d'emploi, un clivage

important s'opère entre les sciences exactes et la technologie, d'une part, où le chômage est pratiquement inexistant ; les sciences de la nature et de la vie, d'autre part, qui connaissent des difficultés réelles, quelle que soit l'origine du diplôme. Ainsi, les diplômés des grandes écoles ne sont pas à l'abri du chômage et d'une certaine précarisation de l'emploi, en chimie et surtout en agronomie.

Si les titulaires d'un DUT ou d'un BTS ne connaissent pas de difficultés dans les secteurs de la mécanique, de l'électricité ou de l'informatique, il n'en va pas de même en chimie ou en biologie appliquée. Les licenciés de l'université dans les sciences exactes — mathématiques, électronique, informatique... — ignorent le chômage (avec une légère exception pour la physique fondamentale) et 70 % d'entre eux occupent des emplois d'ingénieurs ou de professeurs agrégés ou certifiés. En revanche, ils sont moins bien placés en chimie, biologie, physiologie et surtout biochimie. Ces disciplines, plus exposées au chômage, conduisent surtout dans les professions « intermédiaires » (instituteurs, PEGC, enseignants non titulaires, techniciens).

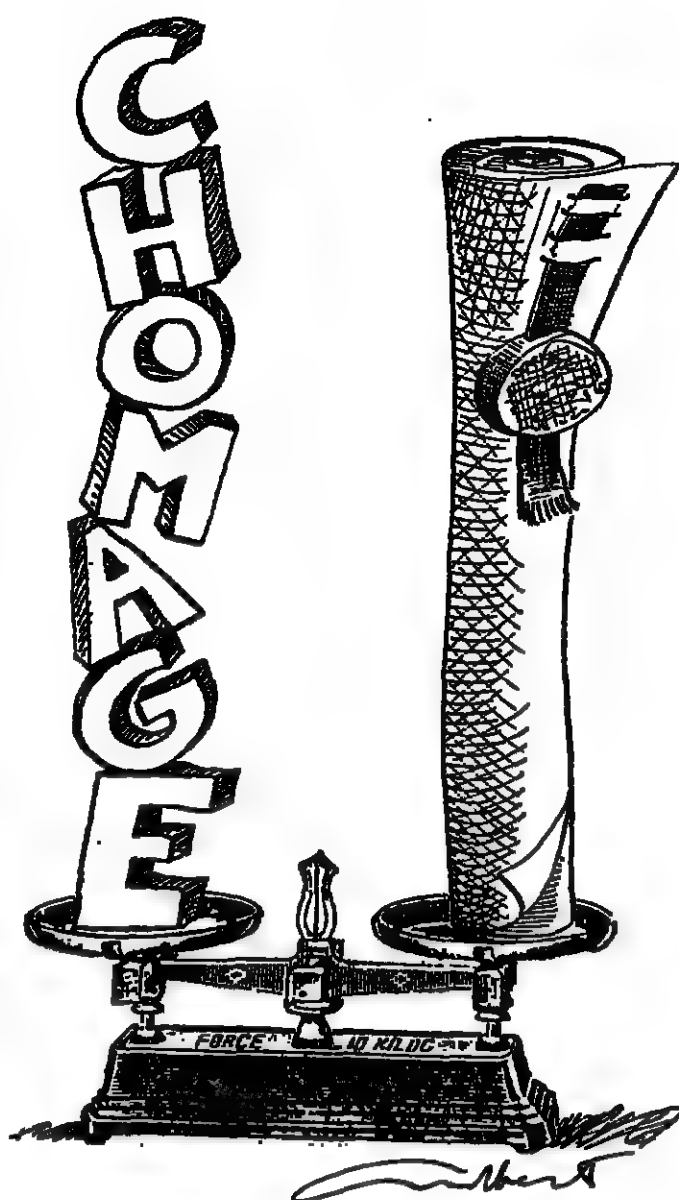
Les licenciés en gestion n'ont pas plus de difficultés à trouver un emploi stable que les diplômés des écoles de commerce, et la moitié d'entre eux sont cadres

supérieurs. Les économistes ont un peu plus de difficultés, mais s'en sortent presque aussi bien. Les juristes, en revanche, sont dans une situation plus contrastée. Si la grande majorité d'entre eux trouvent assez rapidement un emploi stable, une proportion relativement importante connaît un chômage de longue durée. Les « publicistes » sont un peu plus soumis au chômage que les « privatistes », mais ont de meilleurs emplois : plus de la moitié sont cadres ou fonctionnaires supérieurs, alors qu'une forte proportion de « privatistes » se retrouvent dans les professions intermédiaires.

La diversité est encore plus grande chez les littéraires. Peu de chômage chez les littéraires purs (lettres, langues, histoire), mais au prix d'une forte précarisation de l'emploi (surtout dans l'enseignement, comme non titulaires). La situation devient, en revanche, plus difficile en art ou en géographie, où le chômage augmente, tandis que la proportion de professeurs et de cadres supérieurs diminue. Elle est franchement mauvaise dans les sciences humaines (philosophie, psychologie, sociologie, ethnologie), qui connaissent des taux de chômage record.

FREDERIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 30.)



Les Américains séduits par Erasmus

ENTRE initiés, on l'appelle le « Council ». Association sans but lucratif, le Council on International Educational Exchange (CIEE) regroupe environ deux cents établissements d'enseignement supérieur américains, auxquels se sont associées depuis quelques années des universités et des grandes écoles étrangères. Son but a toujours été de favoriser les échanges internationaux d'étudiants avec les États-Unis. Depuis sa création en 1947, où il offrait les bourses de guerre démentielles pour transporter les étudiants américains, le Council a fait du chemin avec ses quatre cents salariés et ses bureaux dans le monde entier (1).

Dans un pays sans ministère de l'éducation, il est le principal instrument d'une politique d'internationalisation gérée par les associations. Il peut agir comme un simple office de tourisme universitaire, ouvert à tout étudiant candidat au voyage. Mais il propose également des programmes pédagogiques sous forme d'études intégrées ou non. Le Council gère notamment des centres d'études internationales dans les universités de Tokyo, Leningrad, Shanghai, Séville, Rennes, Paris...

En sens inverse, le CIEE propose des cours dans les universités américaines, des jobs d'été, des stages en entreprise qui sont pris d'assaut. « Notre balance des échanges est déficitaire », explique Robert Lapinet, directeur du Council pour l'Europe. Il y a environ trois cent cinquante mille étudiants étrangers aux États-Unis contre seulement cinquante mille Américains à l'étranger.

Les employeurs américains n'ont jamais considéré qu'un diplôme étranger — ou une formation acquise sur un campus européen — était un plus. Cependant, cette attitude se modifie sous la pression de la concurrence mondiale. D'une part, il y a l'Asie et la puissance japonaise ; de l'autre, ce qu'on appelle, outre-Atlantique, « 1993 : la forteresse Europe ».

Que le Council ait tenu cette année, pour la première fois en plus de vingt ans, son congrès annuel en Europe n'est pas sans signification. Du 2 au 5 novembre sur la Croisette de Cannes, la vedette était Erasmus. Les trois cents délégués présents ont

passé une bonne partie de leurs travaux à étudier ce programme d'échanges mis en place entre les deux pays de la Communauté européenne.

Les uns craignent que ce système interne à la CEE ne tarisse les échanges avec les autres pays. Les autres y voient au contraire une solution de la crise de la coopération entre établissements d'enseignement. « Jusqu'à présent, les échanges portaient principalement sur l'étude des langues », constate Barbara Burn, responsable des relations internationales du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Erasmus ouvre des perspectives intéressantes, avec son système de doubles diplômes dans toutes les spécialités.

L'intérêt des universitaires américains pour l'initiative européenne est accru avec prudence par les responsables d'Erasmus. « Nous ne sommes pas hostiles à une ouverture d'Erasmus, mais c'est prématuré », explique Hywel-Carl Jones, directeur des affaires sociales et de l'éducation à la Commission européenne. « Il nous faut d'abord maintenir un équilibre entre les Douze pour éviter une rupture Nord-Sud au sein de la CEE. »

Les étudiants et les établissements américains seraient, il est vrai, attirés davantage par le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, que par le Portugal ou la Grèce. De plus, les Européens doivent aussi répondre à la curiosité, réaffirmée à Cannes, des pays scandinaves non membres de la CEE et des pays de l'Est.

Les échanges avec les États-Unis restent encore quelque temps l'affaire de contacts bilatéraux entre établissements, avec ou sans l'aide du Council. Cependant les travaux du congrès du CIEE faisant état de l'effervescence européenne en matière de coopération internationale ne seront pas sans effets aux États-Unis. « Ce qui se passe en Europe est merveilleux, jubile Jack Egle, président du CIEE. Cela nous permet de stimuler nos dirigeants. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) En France : 49, rue Pierre-Charron, 75008 Paris. Tél. : (1) 43-59-23-69.

L'analphabétisme religieux

La baisse du catéchisme et l'indifférence des parents ont conduit à une chute inquiétante de la culture religieuse des jeunes. L'école publique devra-t-elle prendre le relais ?

LE chemin de Damas ? Pour ces élèves d'HEC, bac C en poche et même mention pour la plupart, c'est la route de tous les diplomates au Proche-Orient. Ils ignorent que c'est d'abord celle de la conversion de saint Paul. Dans les lycées, les professeurs d'histoire et de lettres qui commencent l'année par un test de connaissance du vocabulaire religieux se disent accablés. « Pour la moitié des élèves, les mots de monothéisme, Pâques, Pentecôte, Annonciation, Ascension, Assomption, sont inconnus ou sans signification », dit Aleth Briat, professeur de seconde au lycée de Montgeron (Essonne). « Je n'ose même plus les interroger sur la grâce, le péché ou la Trinité. »

Dans ces conditions, un voyage à Florence relève plus du parcours initiatique que de l'agrément de fin d'année. « Les récits bibliques des portes du baptême ou les Annonciations de Fra Angelico les laissent de marbre, dit un professeur d'histoire de l'art. Les élèves ne savent plus rien décrire. On les dirait coupés de leurs racines juives ou chrétiennes. Ils sont dans un musée comme des touristes chinois ou japonais. »

Depuis trois ans, des hommes comme Jacques Le Goff, Philippe Joutard, son successeur à la tête de la commission de réforme des études d'histoire, ou Pierre Garrigue, doyen de l'inspection générale d'histoire-géographie, tirent la sonnette d'alarme. A part quelques images stéréotypées et une vague information télévisuelle, l'ignorance religieuse des jeunes est un phénomène massif. Dans ce diagnostic, les historiens sont de plus en plus rejoints par les professeurs de lettres ou de philo : « Comment leur enseigner la métaphysique », dit Jacqueline Lagrée, de Rennes, « s'ils ne connaissent pas des mots comme nature, grâce, foi, ancrés ou saisis ? Comment leur expliquer la différence entre loi humaine et loi divine s'ils ne connaissent

même pas les Dix Commandements ? »

L'irruption de l'islam en France a pour une bonne part servi de révélateur. Les élèves juifs ou musulmans sont réputés pour être plus attentifs que les autres au fait religieux. « Mes élèves juifs n'écrivent le mot Dieu qu'avec trois petits points », dit Véronique Sot, qui enseigne à Paris dans le quartier de Marais. Certains musulmans font le ramadan, mais les jeunes, baptisés ou catholiques, ne vont plus à l'église. « L'islam, le bouddhisme et tout « exotisme » religieux passent généralement mieux que le christianisme, et les professeurs se disent eux-mêmes plus à l'aise pour parler des cinq piliers de l'islam que pour expliquer les différences entre le luthéranisme et le catholicisme, la justification par la foi ou par les œuvres. »

L'Apocalypse

et la Genèse

Les autorités religieuses s'inquiètent de cette inculture. Apprendre Marignan, c'est bien, mais que fait-on de l'Ancien Testament ? demande le grand rabbin Joseph Sitruk. « Notre littérature, notre art, notre philosophie, sont marqués par la Bible. L'ignorer serait se couper de notre héritage », ajoute le pasteur réformé Jean-Pierre Monsarrat. Pour le cardinal Lustiger, la France devient l'un des pays les plus ignorants de son patrimoine religieux et culturel.

Les Églises exerçaient autrefois le quasi-monopole de la transmission des valeurs et des connaissances religieuses. Si, pour cause de neutralité, Jules Ferry et les législateurs du siècle dernier ont voulu extraire la religion de l'école, ce n'était pas pour aboutir au désert actuel. L'indifférence des parents, le déclin de l'influence des Églises, la faible fréquentation et les nouvelles méthodes du catéchisme — moins

attentif qu'hier à la chronologie et au vocabulaire de base — sont aussi incriminés. Au cours d'un oral du CAPES d'histoire, on a vu des étudiants confondre l'Apocalypse avec la Genèse...

« On

bricole »

Dans les programmes officiels, l'enseignement des faits religieux est réduit à la portion congrue. L'histoire du peuple hébreu et les origines du christianisme devraient théoriquement être présentées en sixième, dans le cadre de l'étude des grandes civilisations. En cinquième, ils apprennent l'islam et le Moyen Âge chrétien, à travers l'art roman et gothique. « Ils connaissent l'architecture des cathédrales, mais ignorent tout des liturgies qui s'y déroulent », dit un enseignant. Ils découvrent aussi la Réforme, grâce aux guerres de religion du seizième siècle, plus qu'à travers les notions de grâce, de libre-arbitre ou de prédestination.

En seconde (l'Europe de 1750 à 1880), les lycéens ont à leur programme d'histoire « le rôle des Églises dans le mouvement des idées et de la religion dans la société ». En première (1880-1945), il est prévu d'étudier des sujets comme le christianisme

social, la crise moderniste, l'action catholique entre les deux guerres, les prises de position de la papauté. Mais, dit Danièle Fouilloux, professeur d'histoire dans le Val-de-Marne, « Je peux vous assurer tranquillement que ce ne sera pas fait, parce que peu de professeurs savent ce qu'est la crise moderniste dans l'Eglise. La plupart sautent à pieds joints sur les questions culturelles pour arriver plus vite aux grandes guerres. » Dans le programme d'histoire en terminale, qui entrera en vigueur à la prochaine rentrée, une ligne est prévue sur « Églises et faits religieux », dans un chapitre intitulé « Solidarité et communication ». Soit deux heures d'enseignement au maximum dans l'année.

C'est à la fois peu et beaucoup. Les programmes officiels sont une chose, leur application en est une autre. Les enseignants admettent l'importance des facteurs religieux dans l'Europe absolutiste des dix-septième et dix-huitième siècles ou dans la Révolution française, mais, mise à part une minorité motivée, ils reconnaissent leur « frottement » par rapport à une matière dont ils ne maîtrisent pas bien le vocabulaire et les notions de base dogmatiques, institutionnelles, doctrinales. « On bricole », admet l'un d'entre eux.

HENRI TINCQ.

(Lire la suite page 32.)

NOUVEAU

Comment REUSSIR tous vos EXAMENS

Une nouvelle méthode révèle toutes les techniques et moyens que chacun doit connaître pour être sûr de réussir ses examens et ses études.

Une méthode claire et efficace qui vous montre ce qu'il faut faire :

- pour apprendre plus en moins de temps et pour plus longtemps,
- pour lire plus vite,
- pour améliorer votre mémoire et votre capacité d'assimilation,
- et aussi : comment éliminer le trac — que faire en cas de trou de mémoire

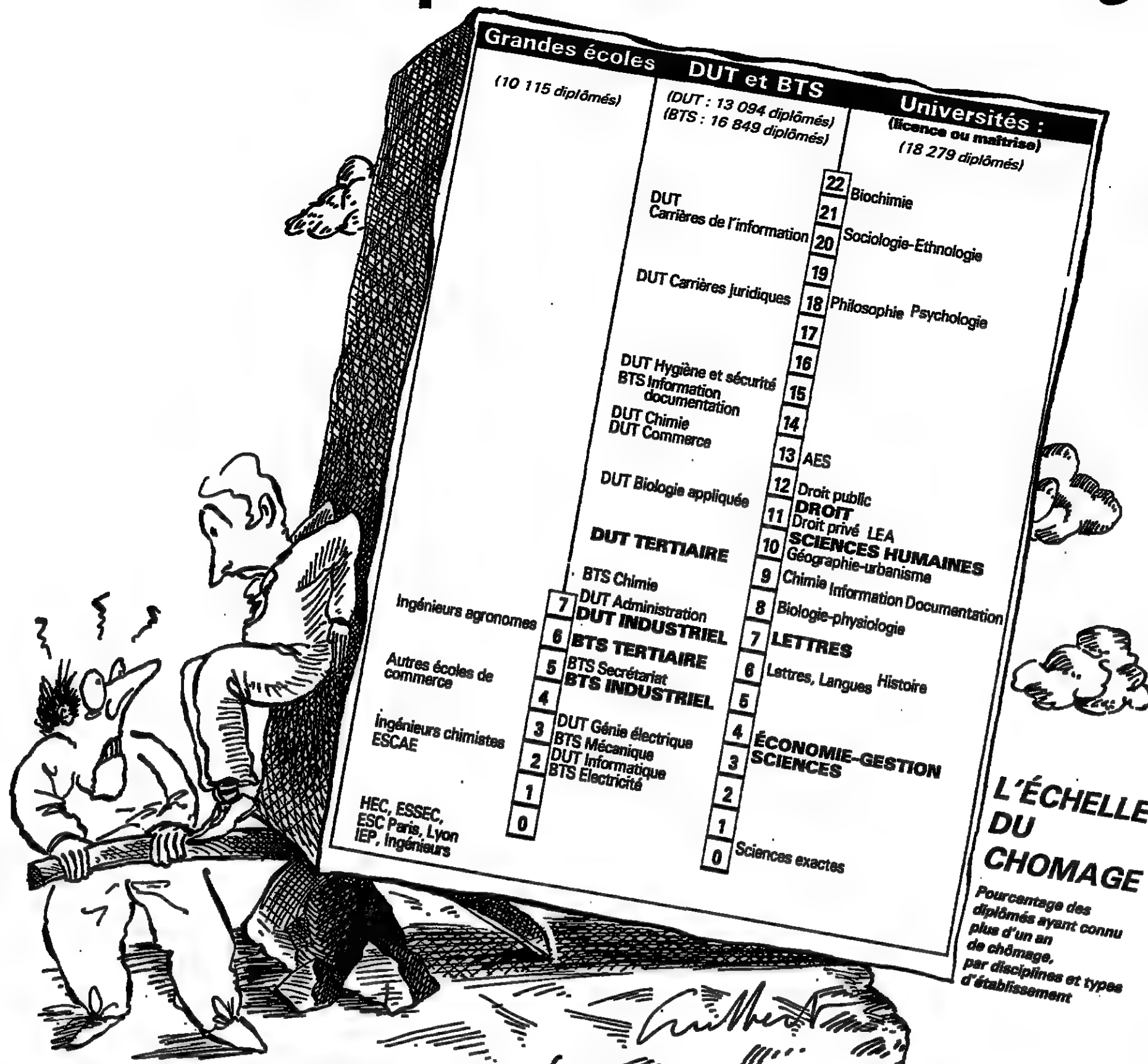
Vous recevrez gratuitement et sans aucun engagement cette brochure en découpant ou en recopiant le bon ci-dessous et en le retournant au C.E.R.E.P. - 8CS - (Centre Européen de Recherche pour l'Efficacité Personnelle), 10/12, rue Delteil, 93174 Le Pré-Saint-Gervais Cedex.

GRATUIT

Découpez ou recopiez ce bon et adressez-le au C.E.R.E.P. 10/12, rue Delteil, 93174 Le Pré-Saint-Gervais Cedex.

☐ M ☐ Mme ☐ Mlle
 Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal _____
 Ville _____

Les diplômes anti-chômage



(Suite de la page 29.)

Nouvelles venues à l'université, les LEA (langues étrangères appliquées) et l'AES (administration économique et sociale) n'ont pas encore trouvé leur place sur le marché du travail. Plus de la moitié des diplômés de LEA travaillent comme employés. L'AES, qui connaît une proportion relativement importante de chômeurs, conduit en majorité à des emplois intermédiaires (fonctionnaires, techniciens) ou d'employés.

Signalons également la situation très difficile de l'information et de la documentation. Cette formation illustre particulièrement bien le fait qu'un diplôme généralement coté, comme le DUT ou le BTS, est loin d'être, à lui seul, une garantie, s'il débouche sur un secteur professionnel mal assuré ou s'il ne correspond pas à des fonctions nettement définies.

Les DUT semblent particulièrement soumis à cette difficulté, à en juger par le nombre des spécialités qui connaissent un taux de chômage élevé : carrières de l'information, carrières juridiques, hygiène et sécurité, techniques de commercialisation... D'une façon générale, les BTS plus « ciblés » professionnellement sont mieux placés sur le marché de l'emploi que les DUT, en particulier dans le tertiaire (commerce, secrétariat, finances-comptabilité...).

La même remarque vaut pour les écoles de commerce où la hiérarchie bien connue entre les « grandes parisiennes », l'ensemble des ESCAE et les autres écoles se retrouve dans les chiffres du chômage, dans la possibilité d'accéder directement à un emploi stable, ou dans l'éventail des rémunérations.

Ainsi l'étude du CEREQ conduit à minimiser la dichotomie classique entre les « bons » diplômes (ceux des études sélectives dans les écoles et dans les filières courtes) et les diplômes universitaires, considérés comme peu rentables. Mais elle en introduit une autre qui repose davantage sur le contenu des études et les programmes. Sur le marché de l'emploi, la discipline compte plus que le socle du diplôme.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

On ne perd pas son temps à l'université

Moins de la moitié des étudiants réussissent en premier cycle, mais les trois quarts obtiennent un diplôme du supérieur. Et ceux qui échouent trouvent plus facilement du travail que les simples bacheliers.

MOINS de la moitié des étudiants obtiennent le diplôme de fin de premier cycle universitaire (DEUG ou diplôme d'études universitaires générales). Ce chiffre résume à lui seul le problème le plus grave qu'ont à résoudre les universités : la sélection par l'échec, dans les premières années d'études. Mais, dans sa sécheresse, il ne permet pas de savoir ce que deviennent réellement les étudiants qui entrent à l'université. Il masque en particulier le fait que celle-ci, du fait de son régime de libre accès, assume simultanément plusieurs fonctions très différentes : de formation, d'orientation, de promotion ou de culture générale.

Or chacune de ces missions répond à la demande de publics particuliers, même s'ils sont mêlés sur les mêmes bancs : les uns viennent acquiescer une formation en vue de devenir des spécialistes dans un domaine donné ; d'autres ont besoin d'une période de test et de mise à niveau, avant de se diriger vers des études plus professionnelles ou de rechercher un emploi ; d'autres encore viennent prolonger à l'université des études commencées, souvent avec succès, dans des filières courtes (IUT, BTS) ; d'autres, enfin, recherchent une formation complémentaire, à visée plus culturelle que pratique.

Autrement dit, le « rendement » de l'université ne doit pas être mesuré uniquement par les taux de réussite à ses propres diplômes, mais aussi par la façon dont elle s'acquiesse de ses autres tâches, en particulier de l'orientation.

Si nombre d'étudiants ne parviennent pas au terme du premier cycle, leur passage à l'université leur a permis soit de trouver une autre filière d'études, où leurs chances de réussite sont plus grandes, soit d'acquiescer une formation générale qui leur sera utile pour trouver un emploi.

Ce phénomène est bien mis en lumière par deux enquêtes du CEREQ. La première, réalisée par Alain Chariot, a consisté à suivre la promotion des bacheliers de 1983 qui se sont inscrits la même année à l'université. Elle montre que, si « le rendement apparent » du système est effectivement faible, les « chances individuelles de réussite » des étudiants sont, elles, beaucoup plus élevées. En effet, trois ans après leur entrée à l'université, 75 % des bacheliers ont un diplôme ou sont pratiquement assurés d'en obtenir un.

En 1986, la situation de nos bacheliers de 1983 était la suivante :

- 50 % avaient obtenu le DEUG et étaient, pour la plupart, en deuxième cycle ;
- 25 % s'étaient réorientés, généralement dans la première année, vers d'autres filières à caractère plus professionnel (écoles diverses, IUT, BTS, paramédical) ;
- 10 % étaient toujours en premier cycle ;
- 15 % avaient abandonné les études sans diplôme.

Si l'on admet que les 25 % réorientés sont pratiquement sûrs d'avoir leur diplôme, — étant dans des filières sélectives où les échecs sont rares — et qu'une partie de ceux qui sont toujours dans le premier cycle (généralement parce qu'ils ont changé de filière) finiront bien par obtenir le DEUG, on peut en déduire que les trois quarts environ de nos bacheliers auront un diplôme d'études supérieures.

Les difficultés

des bacs techniques

Ce schéma général présente des variations assez sensibles selon les disciplines. Le taux de passage dans le deuxième cycle est plus élevé en sciences et en lettres qu'en médecine et en droit. Les réorientations vers d'autres filières sont plus fréquentes en médecine (paramédical) et en sciences (IUT, STS). Les sorties sans diplôme sont les plus élevées en droit et en lettres. Elles sont faibles en médecine et en pharmacie, où, par contre, la stagnation en premier cycle est plus forte.

Mais c'est la distinction entre bac général et bac technologique qui est la plus discriminante. Le taux de passage dans le second cycle n'est que de 16 % pour les bacs technologiques ; celui des sorties sans diplôme s'élève à 48 %, contre 14 % pour les bacs généraux.

On peut s'étonner du chiffre de 50 % d'admis au DEUG, nettement plus optimiste que celui qui est communément retenu. L'explication, selon le CEREQ, est la suivante : son enquête porte sur les bacheliers qui s'inscrivent aussitôt à l'université et ne font que cela. Or ils ne représentent qu'une partie seulement des inscrits : 75 % selon l'auteur de l'étude. Il faut y ajouter ceux qui se sont également inscrits dans un autre établissement à titre principal (5 %) ; ceux qui entreprennent des études universitaires après avoir déjà suivi d'autres formations, soit à l'université (8 %), soit dans d'autres établissements (9 %) ; ceux enfin qui ont eu leur bac plusieurs années auparavant et qui ont retardé leur entrée dans l'enseignement supérieur (2 %).

Tous ces étudiants-là n'ont pas les mêmes projets, ni les mêmes motivations que ceux qui suivent un cursus normal. Ils n'ont pas non plus les mêmes taux de réussite — ne serait-ce que parce que beaucoup d'entre eux ne recherchent pas d'abord un diplôme mais une formation complémentaire, notamment dans les disciplines littéraires. Mettre tous ces inscrits dans le même sac, en com-

parant leurs résultats académiques, n'a donc pas beaucoup de sens.

Reste une question préoccupante : que deviennent les 15 % (au moins) d'étudiants qui abandonnent sans aucun diplôme ?

Une autre enquête du CEREQ, réalisée par Jean-Luc Pigelet, sur « l'insertion professionnelle des sortants au niveau IV » (c'est-à-dire des jeunes entrant sur le marché du travail avec le niveau du baccalauréat) apporte à ce sujet des précisions très éclairantes.

Prima

aux études

Le « niveau IV » comprend à la fois des non-bacheliers, des bacheliers, et des jeunes ayant commencé des études supérieures sans obtenir de diplôme. L'ensemble de cette population ne connaît pas trop de difficultés puisque la moitié de ces étudiants trouvent du travail immédiatement après l'interruption des études et 80 % au bout de neuf mois. Mais il est intéressant de constater que ceux qui ont commencé des études supérieures accèdent à des emplois plus qualifiés que les autres : techniciens, enseignants, personnels de santé.

Ainsi, le passage dans l'enseignement supérieur, même s'il se soldait par un échec, apporte un avantage sur le plan professionnel. Cette prime aux études joue pour toutes les séries de baccalauréats, mais de façon plus nette pour les séries scientifiques et industrielles (C, D ou F). Elle est

beaucoup moins sensible pour les bacs tertiaires (G).

Ces diverses observations du CEREQ sont plutôt réconfortantes : elles montrent que l'université n'est pas cette machine tournant à vide si souvent dénoncée. Par-delà les calculs froids sur le « rendement » du système, il y a une réalité plus chaleureuse qui est l'usage qu'en font les utilisateurs et le profit individuel qu'ils en tirent.

On peut évidemment s'interroger sur le coût économique et humain d'une institution qui attire un nombre important de jeunes dans des formations longues, pour les « recycler » ensuite vers des études courtes à caractère professionnel ou directement sur le marché du travail. Allongement excessif des études, expérience de l'échec, surcharge des formations universitaires... Les inconvénients d'un système qui mêle des populations aussi hétérogènes sont évidents.

Faut-il les répartir dès la première année dans des structures distinctes, dont certaines seraient d'un accès limité pour être plus efficaces ? Ou concevoir le premier cycle comme une entité pédagogique autonome largement ouverte, mais où les étudiants seraient mieux suivis individuellement ? Les deux formules ont leurs partisans.

Ces questions sont en tout cas au centre des débats qui se poursuivent sur l'organisation du premier cycle. Car, si la réalité est moins sombre qu'on le dit souvent, il paraît difficile de maintenir en l'état un système aussi aveugle sur ses propres objectifs.

F. G.

COURRIER

James Bond 007

REVUES

DRUIT ET SCIENCE POLITIQUE

Pourquoi Chirac a perdu

LES dernières livraisons des revues juridiques et politiques françaises se répartissent en deux groupes : celles qui essaient encore de tirer les leçons du récent printemps électoral, en se demandant le pourquoi et le comment de la défaite présidentielle de la droite et de l'échec de l'« ouverture » ; et les autres qui pensent déjà à 1989 et se préparent à célébrer avec un peu d'avance le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Entre les deux, certaines s'interrogent — et cela est de tous les temps — sur l'avenir de l'Etat et de son droit.

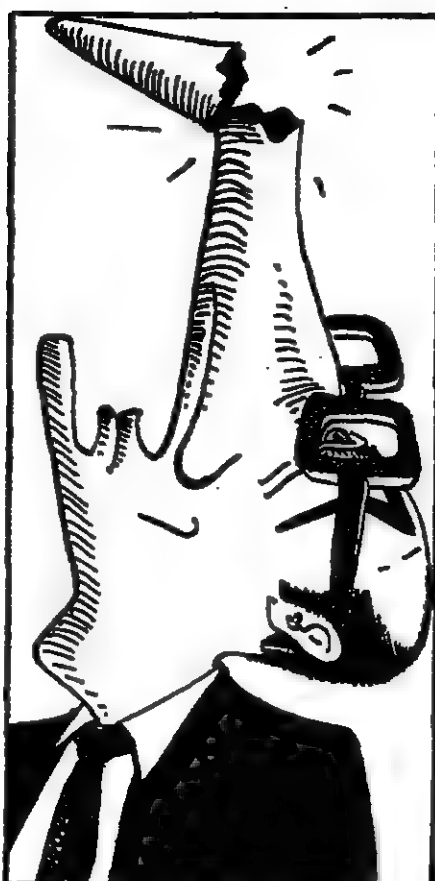
Que reste-t-il aujourd'hui de la droite ? Comment, revenu au pouvoir en 1988 et disposant alors de deux pleines années pour faire oublier sa défaite de 1981, Jacques Chirac a-t-il fait, en mai dernier, un si piètre score électoral (1) ?

Les raisons tiennent autant à l'habileté « cohabitationniste » et au savoir-faire médiatique de son adversaire qu'à ses propres erreurs doublées de l'activisme souvent intertemporel de son entourage.

Dans une campagne vide de toute confrontation idéologique sérieuse et où droite et gauche se diluent dans un syncrétisme technocratique qui n'ose s'avouer, l'impact personnel des candidats redevient primordial. Toute faute — maladresse, manœuvre de désunion, excès, manque de tact, dénuement insidieux, erreur tactique — est démesurément grossie. Le choc des idées fait place à un combat de gladiateurs. Le plus rusé, sinon le plus robuste, le plus olympien, sinon le plus agressif, gagne. On l'a vu... Restant à expliquer parallèlement la montée du Front national (dont rend bien compte l'acuité, ressentie par de plus en plus d'électeurs, de problèmes comme l'immigration, le chômage et l'insécurité) ou la quasi-disparition du Parti communiste (qui n'avait à avancer ni une expérience probante, ni un problème affaissant, ni un candidat bien séduisant).

Et puis, le gaullisme n'est-il pas mort ? La question est posée lucidement à la fois par la *Revue des Deux Mondes* et par la *Croix* (2). Vingt ans après sa disparition de la scène politique, l'homme qui a rendu l'honneur à la France dans la pire des périodes de son histoire représente-t-il encore quelque chose pour la majorité des jeunes électeurs qui, non seulement n'ont pas vécu l'épopée, mais qui étaient à peine nés quand le général a quitté définitivement le pouvoir ? Ceux qui se réclament toujours aujourd'hui inlassablement de lui pour assurer leur prospérité politique devraient peut-être s'en inquiéter...

Quant à l'ouverture ratée vers le centre et la société civile, elle n'a vraiment surpris que ceux qui continuent de penser que l'avenir de la nation passe, dans le plus grand nombre, avant les amours-propres bouclés, les rancunes cultivées et les ambitions secrètes...



Le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme sera célébré l'année prochaine. Il n'est guère étonnant que certaines revues, ne voulant point voir noyer leurs prochains numéros dans le flot des publications qui, à partir de janvier, vont inonder les marchés, commencent dès maintenant à en varier les aspects auxquels elles sont naturellement plus particulièrement sensibles. La *Revue* s'attache, dès aujourd'hui, à la liberté religieuse (3).

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par la loi. » Encore faudrait-il que ce ne soit pas les soi-disant tenants de cette liberté religieuse qui troubleraient eux-mêmes, par leur protestation ou affirmation un peu bruyante, l'ordre public républicain pour que la même liberté ne puisse plus être, en fait, exercée par leurs ennemis ! Curieuse conception — par ailleurs — de la liberté que celle d'une Assemblée nationale constituante ne reconnaissant solennellement les droits de l'homme et du citoyen qu'en présence et sous les auspices de l'Etre suprême ! Devra-

t-on donc toujours se mettre, en France, à l'abri d'une référence théologique ?

Faut-il supprimer le droit administratif ? La *Revue Pouvoirs* (4) consacre à cette question fondamentale son dernier numéro.

Cette suppression ne résiste pas, certes, à un examen de la nature et de la fonction de celui-ci, même si l'administration est déjà soumise, pour une large part, au droit commun. Cette suppression ne constituerait qu'un procédé plus susceptible d'une généralisation qui, lui faisant perdre son véritable sens, se heurterait, dans les autres domaines régis par ce droit, à des obstacles insurmontables. Car le droit administratif, comme le rappelle brillamment l'un des collaborateurs de ce numéro, « est l'ombre de l'Etat décliné par la lumière du siècle. L'ombre varie avec le siècle et ses lumières, mais vouloir s'en défaire relève moins du libéralisme que de l'utopie » (5).

Si la juridiction administrative peut — au moins intellectuellement — se trouver aujourd'hui en question, le pouvoir administratif est, lui aussi, depuis longtemps, sur la sellette. La France souffre de mal-administration chronique. Rigidité, impersonnalité, opacité, irresponsabilité, bureaucratie...

Sans doute est-ce pour cela que fleurissent ces « nouvelles autorités administratives indépendantes », créées par le pouvoir politique. Manière, comme une autre, pour lui de s'avouer spectaculairement en difficulté. Mais, même si un certain nombre de ces autorités, à défaut d'une légitimité acquise d'emblée, ont réussi à se constituer, par la pratique, une position originale face aux autres pouvoirs, il n'en demeure pas moins que, dans plusieurs autres cas, la dépendance avérée des « sages » (par un mode contestable de désignation) peut conforter le thème de la manipulation politique et de l'appareil idéologique d'Etat.

Ainsi s'accroît l'idée d'un gouvernement des sages s'imposant par la démission du pouvoir politique ou le lâcheté parlementaire. C'est comme cela que se pervertit insensiblement la démocratie.

JACQUES ROBERT,
professeur de droit public
à l'université de Paris-II.

- (1) « Le vote des Français. Chronique d'un printemps électoral ». *Revue des Deux Mondes*, 1988, n° 4, pp. 995-990, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence ; voir également le dernier numéro de la *Revue politique et parlementaire*.
- (2) Voir les articles de M. Pierre de Boiséfle.
- (3) « La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». *Projet*, août-septembre 1988.
- (4) PUF 1988, n° 46, *Pouvoirs* - Droit administratif. Bilan critique.
- (5) Jean Bouleau : « Faut-il supprimer le droit administratif ? » *Pouvoirs*, n° 46, p. 12.

La chance des diplômés

Je suis sûr que les diplômés des grandes écoles, qui n'ont actuellement que l'embarras du choix entre les situations qu'on leur propose, ignorent complètement les problèmes de recherche de situations qui étaient posés à leurs aînés avant la guerre.

Je suis moi-même diplômé de l'Ecole centrale, et c'est en 1932 que j'ai cherché un emploi. Ma première démarche a été pour une maison auprès de laquelle j'étais recommandé.

Ma candidature a été acceptée et on m'a offert 800 francs mensuels. Une secrétaire dactylographe

gagnait à la même époque 1 200 francs.

J'ai finalement accepté une situation pour laquelle le certificat d'études n'était pas nécessaire. Je suis devenu le vendeur du magasin du Frigidaire, rue de la Boétie. Il faut reconnaître que je n'y suis pas resté très longtemps, mais il a quand même bien fallu accepter ce qui se trouvait offert.

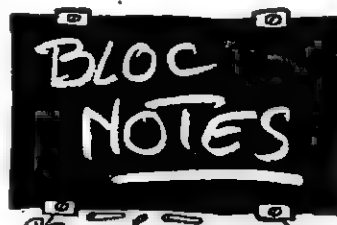
Je pense que nos diplômés actuels devraient apprécier la chance qu'ils ont de vivre dans un monde sans crise.

PAUL MORGOUIS
(Paris)

La nouvelle formule du « Monde de l'éducation »

SAVEZ-VOUS que la majorité des universités scientifiques ont renoué en profondeur leurs premiers cycles, encadrant les étudiants au plus près et répondant mieux à leurs besoins ? Résultat : une sensible augmentation de l'assiduité et de la réussite aux examens, ainsi qu'un net mieux-être des étudiants à ce niveau, déterminant, des études supérieures. Savez-vous qu'une large palette de filières universitaires se sont ouvertes au monde professionnel ? Que les trois quarts des établissements ont organisé des sessions d'aide à la recherche d'emploi ? Et direz-vous encore que l'Université fabrique des diplômés de licence ou de maîtrise trouvent un travail dans des conditions dont ils n'ont pas à rougir ? Telles sont quelques-unes des informations qu'apporte le *Monde de l'éducation* de novembre.

Avec une nouvelle formule, plus accessible et plus dynamique, et qui désormais fait place à la couleur, le *Monde de l'éducation* continue à s'attaquer aux



HERBORISTERIE

L'association L'école des plantes organise des cours de botanique pour le grand public, ainsi qu'un enseignement professionnel d'herboristerie et deux stages : l'un comprenant un voyage botanique et culturel en Crète du 27 avril au 7 mai, l'autre de « Découverte des algues » (cuisine) en avril.

★ 3, rue du Petit-Pont, 75005 Paris. Tél. : 45-36-08-08.

TIERS MONDE

L'association Médecins sans frontières propose une série de « Projets éducatifs » sur l'aide humanitaire et les droits de l'homme. Ces activités peuvent prendre la forme d'un journal, d'une exposition, d'une émission de radio, d'un jeu éducatif.

★ Médecins sans frontières, 8, rue Saint-Sabin, 75001 Paris. Tél. : 40-21-29-29.

MÉMORIAL

Le service éducatif du Mémorial, Musée de la paix de Caen, propose aux enseignants des documents pédagogiques sur l'histoire de la seconde guerre mondiale (documents, audiovisuel, ateliers, stages, classe-patrimoine...).

★ Mémorial service éducatif, Esplanade Dwight-Eisenhower, BP 6261 14006 Caen cedex. Tél. : 31-06-06-44.

ALTERNANCE

La revue du Haut comité Education-Economie publie un numéro spécial sur l'enseignement en alternance. M. Daniel Bloch, président du comité, rappelle que l'alternance doit être généralisée à l'ensemble des formations professionnelles, ce qui devrait conduire, à la fin du siècle, à 100 000 postes de stagiaires à plein temps dans les entreprises.

★ Education-Economie, n° 3, octobre 1988, 20 F. Diffusion : CNDP, 29, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 45-30-12-60.



INFORMATIQUE

Des ordinateurs intelligents

DÈS les premiers temps de l'informatique, la question de l'intelligence des ordinateurs s'est posée. Pour définir ce domaine, l'expression, souvent critiquée mais difficile à remplacer, d'« intelligence artificielle » s'est imposée. L'intelligence artificielle ne s'oppose pas à l'« intelligence naturelle », mais cherche à simuler un comportement humain dans ce qu'il a d'« intelligent ».

Naturellement, cette démarche est très délicate, et l'intelligence artificielle a eu mauvaise presse pendant un certain temps. Mais, maintenant, elle a acquis droit de cité en tant que domaine de l'informatique, surtout depuis les succès indiscutables des « systèmes experts », qui simulent le raisonnement d'un expert humain dans un domaine spécialisé : par exemple, la prospection géologique (Prospector) ou encore le diagnostic médical (Mycin). Ces systèmes experts sont en train d'envahir l'industrie, les services et la finance.

Une autre approche qui se développe très vigoureusement aujourd'hui consiste à modéliser le fonctionnement des organes récepteurs et du cerveau humain à l'aide de dispositifs informatiques : on espère ainsi mieux comprendre leur fonctionnement, et développer par là même des systèmes informatiques plus efficaces. Cet ensemble de démarches forme ce que l'on appelle les « sciences cognitives ». Les « cognitivistes » sont aussi bien des informaticiens que des physiologistes, des biologistes et des linguistes.

L'intelligence artificielle elle-même ne se réduit pas aux systèmes experts ; elle comporte : — Le traitement du langage naturel, sa compréhension, sa traduction automatique... — La recherche intelligente dans des bases de données ; — La démonstration de théorèmes (ce fut même une des premières ambitions de l'intelligence artificielle) ; — L'écriture automatique de programmes, ou en tout cas leur correction automatique (debugging) ; — La résolution de problèmes dont la solution est concevable,

mais irréalisable pratiquement, parce que le temps de calcul, même sur un ordinateur très puissant, dépasserait des milliers de siècles ; c'est l'exemple bien connu du jeu d'échecs, mais c'est aussi celui du voyageur de commerce qui doit visiter un grand nombre de villes sans passer deux fois par la même et revenir à son point de départ en parcourant le moins de chemin possible ; — La robotique, qui doit incorporer des problèmes de perception, tels que la reconnaissance des formes ; — L'intelligence artificielle devient maintenant un domaine enseigné aux étudiants en informatique, dans des grandes écoles et à l'Université. Les livres qui traitent de tel ou tel aspect de l'intelligence artificielle sont très nombreux ; mais ceux qui donnent une approche fondamentale de l'ensemble du domaine sont plus rares. Il faut donc saluer la parution en français de l'ouvrage américain de Nils J. Nilsson *Principes d'intelligence artificielle*, qui est considéré comme un classique par les spécialistes.

Ce livre est traduit par Anne et Michel Manago ; ce dernier est chercheur en intelligence artificielle. Il faut signaler le travail de traduction qu'ils ont dû faire. D'une part, cet ouvrage a été publié il y a déjà un certain temps aux Etats-Unis ; il a donc été remis entièrement à jour par les traducteurs, en accord avec l'auteur.

En plus, dans ce domaine nouveau, la terminologie est encore mal fixée. Les traducteurs ont donc fait un effort particulier, en consultant les chercheurs actifs dans ce domaine, et en proposant des équivalents français aux termes anglais. Par là, ils enrichissent un fonds de vocabulaire commun qui permettra d'améliorer la communication entre les spécialistes français en intelligence artificielle.

Wladimir Mercouroff.

★ NILS J. NILSSON, *Principes d'intelligence artificielle*, traduit par Anne et Michel Manago, dans la collection « Techniques avancées de l'informatique », Cepadues-Éditions, 445 p.

CINÉMA

Les grands thèmes du cinéma américain, tome 1 : Le rêve et le cauchemar

par Michel Cuesta.

Une approche thématique de l'American way of life à partir de 1 800 films du répertoire hollywoodien.

★ Les éditions du Cerf, collection 7 Art, 354 p., 138 F.

PSYCHOLOGIE

Dictionnaire clinique des thérapies familiales systémiques

par J.C. Bevilacqua, J.-A. Malarevic, J. Beaujeu, Y. Colas, S. Kanas. Plus de 900 articles sur le thème des thérapies familiales systémiques, dont l'approche des problèmes rela-

tionnels est inspirée de la théorie générale des systèmes de Ludwig von Bertalanffy et de la théorie de Gregory Bateson.

★ Les éditions ESF, 569 p., 276 F.

STATISTIQUES

Initiation au hasard, probabilités, estimations, tests, sondages

par José Ross.

Correspondant au programme de statistiques de deuxième année de DEUG des sciences économiques et sociales, ce manuel présente, en soulignant leur intérêt pratique, les notions essentielles de la statistique probabiliste (tests d'indépendance entre deux caractères, tests d'hypothèses, estimations de paramètres à partir d'un échantillon, théorie et pratique des sondages...).
★ Presses universitaires de Nancy, 251 p., 100 F.

VOUS AVEZ

UN BAC C ou D ou +

NOUS VOUS PROPOSONS

UNE FORMATION INFORMATIQUE

(6 mois)

ET

UN EMPLOI ASSURÉ

(Analyste d'applications)

Pour obtenir un dossier d'information téléphonez au (1) 60.72.17.33

J'EN AI QU'À DIRE
UN MOT ET ELLES
ME DEDICAIT
SON DERNIER
DISQUE!

TU N'ES QU'UN
FAN SANS
HÉTÉROPE!

En vente
chez votre libraire

ASSIMIL
Le don des langues

ASSIMIL B.P. 25 - 91431 CHENNEVIÈRES-sur-Loire Cedex - Tél. : 45.76.88.99

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME - 23 LANGUES SUR LE BOUT DES DOIGTS.

Les Français favorables à un enseignement des religions

Deux Français sur trois sont pour un enseignement des religions à l'école. Les jeunes sont les plus demandeurs.

DEUX Français sur trois sont favorables à la création d'un enseignement d'histoire des religions dans l'enseignement secondaire. Cet enseignement devrait avoir un caractère universel et ecclésiastique : 43 % des Français pensent qu'il devrait « comparer les ressemblances et les différences entre les grandes religions du monde » et 26 % qu'on devrait « enseigner toutes les religions existant en France (catholicisme, protestantisme, judaïsme, islam) ». 17 % seulement estiment qu'il faudrait « apprendre avant tout l'histoire du catholicisme, religion majoritaire en France ».

Telle est l'indication majeure fournie par un sondage SOFRES réalisé pour l'Encyclopaedia Universalis, à l'occasion de la sortie de son Atlas des religions (1). Cette adhésion massive à l'idée d'un enseignement des religions dépasse les traditionnels clivages politico-ideologiques : bien que plus réservés, les Français de gauche y sont aussi en majorité favorables (moins, il est vrai, les communistes que les socialistes).

Interrogés sur les inconvénients que pourrait avoir un tel enseignement, les personnes interrogées avancent plutôt des arguments d'ordre pédagogique : « La religion risque de ne pas être correctement enseignée » (31 %) ; « Surcharge des élèves »

(24 %) — que philosophique — « Risque d'endoctrinement » (19 %) ; « La religion, c'est dépassé » (14 %) ; « Attitude à la laïcité » (14 %). Et 17 % n'y voient aucun inconvénient.

Peut-on dire pour autant que le débat sur la religion a complètement disparu et qu'il existe un consensus en France sur un sujet qui a été au cœur d'affrontements séculaires ? Ce serait aller un peu vite en besogne. L'analyse des réponses montre au contraire que cet accord sur le principe cache de profondes divergences sur la portée et la signification d'un tel enseignement.

Deux conceptions, en fait, s'opposent. Pour les uns, l'enseignement religieux a un objectif d'abord moral : il doit développer certaines valeurs (honnêteté, fidélité...) et rendre les jeunes plus tolérants. Pour les autres, il a un objectif essentiellement culturel et doit se placer dans une perspective historique et sociologique.

On ne s'étonnera pas de retrouver derrière ces deux tendances les clivages sociaux traditionnels. Dans le premier camp se situent, en grand nombre, les agriculteurs, les artisans et les commerçants, les ouvriers, les catholiques pratiquants ou occasionnels, les électeurs de droite, les plus âgés. C'est dans cette population qu'on trouve surtout ceux qui tiennent



Un père et son fils à Agnès, en Inde.

un caractère catholique et religieux de cet enseignement. Dans le second camp se rassemblent de préférence les jeunes, les cadres et les professions intellectuelles, les catholiques non pratiquants.

Il est curieux de constater que le critère le plus discriminant entre ces deux groupes est celui de l'âge, comme si l'affrontement sur ce terrain des idées relevait plus des générations que des cli-

vages sociaux ou politiques. Les jeunes (dix-huit à vingt-quatre ans) sont de loin les plus demandeurs d'un enseignement religieux, mais aussi ceux qui mettent le plus l'accent sur ses dimensions spécifiquement culturelles. Ce sont eux qui ressentent le plus vivement un manque de culture religieuse lorsqu'ils voyagent ou lorsqu'ils visitent des

églises ou des monuments. Ils sont les plus intéressés par la dimension historique et sociologique d'un enseignement de la religion. Ils sont les plus allergiques à son aspect moral et religieux, mais aussi les moins sensibles à l'argument des purs « laïques », selon lequel il contreviendrait à la neutralité de l'école.

D'autres traits indiquent que les jeunes anticipent et accélèrent

les évolutions « lourdes » de la société française, marquée par la laïcisation, le déclin des pratiques et des apprentissages traditionnels et l'intégration du religieux dans un héritage culturel commun et une socialisation spontanée. Ils sont les plus nombreux à mettre la séparation de l'Eglise et de l'Etat en tête des grands événements qui ont marqué l'histoire du monde.

Leurs connaissances religieuses sont plus faibles que celles de leurs aînés et leurs sources d'information sont moins souvent le catéchisme ou l'école privée, plus fréquemment la radio et la télévision ou des amis. La famille reste toutefois le deuxième lieu de formation après le catéchisme.

Pour les jeunes générations, le religieux quitte progressivement l'espace réservé des pratiques et des influences ecclésiastiques pour s'intégrer dans le domaine commun des relations amicales, des médias et de l'école publique. Peut-être sont-elles les pionnières de cette « nouvelle laïcité », faite davantage d'intégration que d'exclusion, de culture que de croyance, dont beaucoup semblent rêver, au sein même des deux camps depuis si longtemps opposés.

F. G.

(1) Cent quarante spécialistes mondiaux ont collaboré à cette encyclopédie de 408 pages, illustrée par plus de six cents photos, cartes, dessins, graphiques. 530 F (580 F au 1^{er} janvier 1989). Voir le compte rendu dans « Le Monde des livres » du 21 octobre. L'Encyclopaedia Universalis et l'Actualité religieuse dans le monde ont organisé un colloque sur l'enseignement religieux à l'école, mercredi 9 novembre à Paris.

Pour un enseignement...

— Globalement, seriez-vous personnellement très favorable, plutôt favorable, plutôt défavorable ou très défavorable à la création d'un enseignement d'histoire des religions ?	
— Très favorable	14
— Plutôt favorable	51
— Plutôt défavorable	17
— Très défavorable	11
— Sans opinion	7

... des grandes religions

— Il est actuellement question de créer un enseignement d'histoire des religions (1), pour l'ensemble de la France, dans les collèges et lycées publics. Si cet enseignement est créé, quel devrait être, selon vous, son contenu ?	
(Réponse à l'aide d'une liste)	% (1)
— On apprend avant tout l'histoire du catholicisme, religion majoritaire en France	17
— On enseigne toutes les religions existant en France (catholicisme, protestantisme, judaïsme, islam)	26
— On compare les ressemblances et les différences entre les grandes religions du monde	43
— Sans opinion	14

(1) L'opportunité d'un tel enseignement est souvent évoquée, mais elle n'a pas fait l'objet d'études ni de propositions officielles [N.D.L.R.].

Difficile à enseigner

— Quels inconvénients verriez-vous à un enseignement de l'histoire des religions ?	
(Réponse à l'aide d'une liste)	% (1)
— La religion risque de ne pas être correctement enseignée	31
— Ça va surcharger les élèves	24
— Il y a un risque d'endoctrinement	19
— Aujourd'hui, la religion, c'est dépassé	14
— Ça va contre le principe de la laïcité de l'enseignement	14
— Aucun inconvénient	17
— Sans opinion	8

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

La culture des touristes

— Dans certaines circonstances (voyages, visite d'une cathédrale ou d'un monument), vous arrive-t-il d'avoir le sentiment qu'un manque de culture religieuse vous empêche d'apprécier ce que vous voyez ?	
(Réponse à l'aide d'une liste)	% (1)
— Très souvent	10
— Assez souvent	28
— Rarement	21
— Jamais	37
— Sans opinion	6

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Les grands événements

— Dans cette liste, quels sont, selon vous, les trois événements qui ont été les plus marquants pour l'histoire du monde ?	
(Réponse à l'aide d'une liste)	% (1)
— La séparation de l'Eglise et de l'Etat	41
— La vie et le mort de Jésus	38
— Les dix commandements	30
— Les croisades	30
— Le concile Vatican II	18
— L'occultisme, c'est-à-dire le rapprochement entre les églises chrétiennes	17
— L'inquisition	13
— La réforme protestante	12
— La révélation du Coran	10
— La vie de Bouddha	4
— Sans opinion	10

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

— Sondage effectué par la SOFRES, du 24 au 29 septembre, sur un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

L'analphabétisme religieux

(Suite de la page 29.)

« Je ne suis pas croyant et je m'estime défavorisé par rapport à une telle question », a répondu à un oral d'agrégation une candidate qui s'était vu proposer la conversion de l'empereur Constantin comme sujet de cours. Réplique de l'examinateur : « Si je vous avais interrogée sur les dieux égyptiens, vous ne m'auriez pas fait la même réponse. » Elle en convint.

Ce dialogue illustre le poids des malentendus devant la question posée par la réévaluation de la religion dans l'enseignement général, sur lequel, en théorie sinon en pratique, tout le monde semble d'accord. « Aucun pays n'a trouvé la bonne solution. Chacun tâtonne entre le nécessaire enseignement des religions et la nécessaire liberté de conscience », dit Jean Banbérat, directeur de la 5^e section (sciences religieuses) de l'Ecole pratique des hautes études (EPHE).

S'entendre sur les mots

En France, où beaucoup de clivages sont nés de l'histoire religieuse, cette affaire est à manier avec précaution. Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, s'est récemment distingué dans ce débat. Il souhaite que « le pays reconsidère pacifiquement la légitime place de la religion dans la culture et l'espace de liberté

qu'est l'école », mais indique qu'il n'a pour le moment « aucune modalité pratique » à proposer. Les conversations avec le ministre de l'Éducation se portent que sur les rythmes scolaires.

Encore faudrait-il s'entendre sur les mots et distinguer strictement l'« enseignement religieux » (la catéchèse), qui est l'affaire de chaque confession, de l'« enseignement des religions », encore appelé parfois « culture religieuse » ou « information sur les religions ». Pour les protestants, cette séparation va de soi, mais le flou est entretenu dans le discours de certains responsables catholiques.

Ceux-ci se battent en même temps sur deux fronts : celui de l'enseignement de la culture religieuse, dont ils souhaitent ne pas être écartés, et celui de la défense d'un « temps reconnu et réservé » pour la catéchèse (qui est prévu par les lois Ferry de 1882 (1) et Debré de 1959), dont ils n'excluent pas qu'ils puissent un jour, à des horaires libres, se dérouler dans des locaux scolaires (ce qui est écarté par les textes régissant l'école primaire).

En toute hypothèse, la solution d'une heure facultative de culture religieuse (comme dans les départements concordataires d'Alsace et de Lorraine, en Belgique ou en Allemagne), surajoutée à un calendrier scolaire déjà démentiel, ne paraît guère praticable. « Même si c'était possible, je m'y

opposerais », dit Philippe Joutard. Car, pour lui, la religion ne se détache pas de la société globale. C'est l'impost du fait religieux sur la vie politique, sociale, littéraire, artistique, qu'il est intéressant d'apprendre aux enfants. La solution serait pour lui dans un renforcement de la dimension religieuse de ces matières profanes.

Le dernier mot aux enseignants

Pour sa part, la Ligue de l'enseignement veille au grain. Elle ne nie pas le handicap que fait peser sur l'enseignement général la méconnaissance de textes et de notions religieuses fondamentaux, mais souhaite une information rigoureusement pluraliste et objective sur les phénomènes religieux. Elle dit craindre la prétention de certains leaders catholiques à vouloir réintroduire le christianisme comme « la seule culture de référence » et propose la création d'un groupe de travail — interdisciplinaire et interconfessionnel — chargé de réfléchir aux contenus, aux méthodes et au cadre d'un enseignement des religions.

Le dernier mot, quoi qu'il advienne, devra rester aux enseignants. Certains n'excluent pas de faire appel, à titre exceptionnel, à des clercs ou à des responsables confessionnels — de telles interventions ponctuelles se pratiquent déjà — mais la revalorisation de la culture religieuse est d'abord,

disent-ils, leur affaire. Les textes de base (Bible ou Coran), l'iconographie, l'actualité, peuvent donner matière à d'abondants échanges avec les élèves.

La question la plus délicate devient alors celle de la formation religieuse des formateurs. Une cassure de génération se produit là aussi. Les jeunes enseignants se disent moins bien préparés que les plus anciens. Faudra-t-il prévoir une formation continue ? Des signes montrent que les esprits bougent. Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, le programme du CAPES et celui d'agrégation en histoire touchent à un sujet religieux (l'étude des pratiques religieuses en Europe occidentale de 1920 à 1960).

L'université Montpellier-III a créé, dans le DEUG de lettres, sous l'impulsion de l'historien Gérard Cholvy, un cours et une unité de valeur consacrés à l'« initiation au christianisme ». On y présente le lexique fondamental, ainsi qu'un panorama des Églises se réclamant de cette tradition. L'intérêt ne manque pas. Il y avait 111 inscrits en 1986-1987, et 109 se sont présentés à l'examen.

HENRI TINCO.

(1) La loi Jules Ferry du 26 mars 1882, prévoit que « les écoles primaires publiques vaquent un jour par semaine, en dehors du dimanche, afin de permettre aux parents de donner, s'ils le désirent, à leurs enfants une instruction religieuse en dehors des écoles scolaires ».

Recherche et Développement

Jeune ingénieur Chimiste

Hoechst

LAMBER

DIRECTEUR DE PRODUCTION

PARTICIPEZ A NOTRE REUSSITE

SEGIME INDUSTRIE

LE POUVOIR DE DIRE QU'

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



INGENIEURS D'AFFAIRES GENIE CIVIL INDUSTRIEL

TECHNIP est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie. Notre développement, largement ouvert sur l'international, est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés.

Dans chaque spécialité, nos équipes relèvent ce défi. Au sein du département **GENIE CIVIL/BATIMENT** de notre siège social situé à la Défense, vous assurerez :

- la responsabilité de l'ingénierie génie civil des bâtiments industriels,
- le rôle complet d'animateur d'équipe et de gestionnaire d'affaires.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (ESTP, ENSAM + CHEBAP), vous pouvez vous prévaloir :

- d'une **EXPERIENCE REUSSIE DE 3 A 5 ANS** dans la fonction,
- d'une connaissance élargie des techniques de la spécialité (Béton, Charpente, VRD),
- de qualité de polyvalence et de communication.

Bien entendu, vous maîtriserez la langue anglaise. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence **GC** à **TECHNIP Division du Personnel - Cedex 93 - 92090 PARIS LA DEFENSE.**



ANNECY



SNR ROULEMENTS : une Société de 3.500 personnes, un Groupe de 4.500 personnes. 2 milliards de chiffre d'affaires. Leader en France dans son domaine. n° 2 européen pour les produits à destination de l'automobile.

Nous sommes dans une phase d'investissements élevés et de transformation rapide de nos moyens de production. Pour renforcer notre compétitivité mondiale, nous recherchons un :

INGENIEUR ACHATS INDUSTRIELS

Le poste, centré sur l'achat de machines et de lignes de fabrication fortement automatisées comporte :

- l'élaboration des cahiers des charges en coopération avec les Directions Techniques et Industrielles,
- la recherche et l'évaluation des fournisseurs capables d'appliquer la démarche "QUALITE TOTALE",
- la négociation des contrats.

Il implique :

- la maîtrise de la langue anglaise
- des déplacements en France et à l'étranger (Europe principalement)

Le candidat apporte :

- une formation d'INGENIEUR GRANDES ECOLES (spécialité ou option mécanique),
- si possible une formation complémentaire dans l'achat industriel,
- le goût de faire travailler ensemble le fournisseur et nos techniciens,
- mais aussi le plaisir de négocier pour optimiser tous les actes d'achats.

Une expérience de quelques années est appréciée, mais nous sommes prêts à former un débutant à fort potentiel capable d'évoluer plus tard dans la Société.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous référence 118 à : **SNR ROULEMENTS - Service Emploi - 1 rue des Usines - 74010 ANNECY.**

Ingénieur électronicien

Une importante Entreprise de l'Electronique professionnelle de pointe, se développe en concevant, industrialisant et commercialisant des équipements d'une grande complexité. Elle recherche un

INGENIEUR RESPONSABLE DE LA REMISE EN ETAT DES EQUIPEMENTS

Rattaché au Chef du Service Logistique, il aura à diriger une vingtaine de techniciens et d'agents de fabrication répartis sur 2 sites (Paris et Province).

Son action portera en particulier sur : • la planification des charges de travail, • l'encadrement technique de 2 plateformes, • le suivi et la maîtrise des coûts, la justification des devis pour le SAV, la discussion des forfaits, • les objectifs à tenir dans les domaines de la qualité et des délais, • le suivi technique des matériels, leur fiabilité, et la contribution à leur amélioration, • la participation à la formation des clients pour la maintenance.

Ce poste convient à un ingénieur électronicien de formation ayant une expérience de 5 années passées en Direction Industrielle et de classification position II de la CCN de la Métallurgie.

Nous recherchons en lui des qualités : • de technicité, • d'animation et de direction, • d'organisation et de critique constructive débouchant sur des propositions d'amélioration.

Il est impératif de posséder la nationalité française.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature, sous réf. 7185-M à L.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES 3075-006 ICA

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Notre entreprise, membre d'un groupe européen important, recherche un :

CHEF DE PROJET SYSTEMES DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Ingénieur Grande Ecole, Matériel/Logiciel.

C'est avant tout un expert orienté R.N.I.S. Il possède une expérience professionnelle de 10 années dans les systèmes de communication d'entreprise et/ou une expérience significative de la conduite de projets temps-réel.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

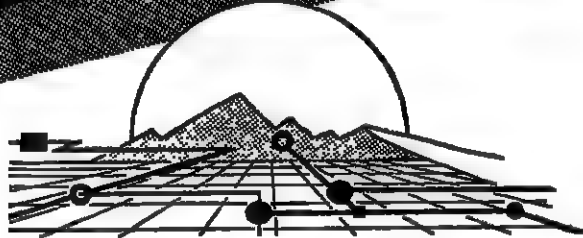
Le poste est basé en région Rhône-Alpes dans un environnement touristique attractif.

L'appareil de production et le centre de recherche disposent des dernières technologies appliquées à la téléphonie et à son environnement.

Merci d'adresser à **CONTESSA PUBLICITE (s/réf.50508 sur l'enveloppe), 3 rue Pierre Robin 69363 LYON CEDEX 07** qui transmettra.

Une fiche plus complète concernant le poste à pourvoir peut être demandée en téléphonant au 78.58.90.23.

AVEC LE R.N.I.S.
ENTREZ DANS LES
TELECOMMUNICATIONS
DU FUTUR...



Le GIE LVMH RECHERCHE (Groupe LVMH - Moët Hennessey - Louis Vuitton) recherche un :

INGENIEUR CHIMISTE

TEXTILE OU CUIR

Pour diriger les études dans le domaine de la Bagagerie-Marroquinerie...

En liaison avec le Service Création de Louis Vuitton Malletier, vous établirez puis conduirez les programmes de recherche qui seront réalisés dans les laboratoires français ou étrangers, ou dans les propres laboratoires du GIE. Pour réussir dans vos missions, vous avez une formation d'ingénieur en Chimie Textile ou en Tannerie, que vous avez complétée par une expérience de 5 ans en Recherche Fondamentale ou Appliquée dans le domaine des Finissages Textile

ou Cuir. Vous possédez une bonne maîtrise de la langue anglaise. Le poste est situé en région parisienne (proche banlieue Ouest). Vous souhaitez développer vos compétences dans un groupe prestigieux et de renommée mondiale. Adressez votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo, prétentions) à : **LVMH RECHERCHE, M. MEYBECK, 50 rue de Seine, 92704 COLOMBES Cedex.**

GE medical Systems est le n° 1 mondial de l'imagerie médicale (radiologie, scanner, résonance magnétique, ultrasons, nucléaire). General Electric CGR en est le pôle européen. Nous recherchons :

Chef de Service Communication Marketing

Rattaché au Directeur de la communication, il aura pour mission de définir une politique européenne de promotion des produits et d'en suivre l'application avec les chefs de publicité. Réf. CSM/M

Chef de Publicité Radiologie

Sa mission sera de développer, au niveau européen, les outils d'information et de promotion des produits (brochures, vidéo, séminaires, publicité, expositions...). Réf. CPR/M

Ces deux postes nécessitent des personnalités ayant une bonne expérience de ce type de fonction, capables de diplomatie et de persuasion, possédant couramment l'anglais et le français. Elles devront pouvoir s'intégrer dans une équipe de professionnels de la communication, parfaitement soudée et fonctionnant comme une agence (directeur artistique, chef de fabrication, chef de publicité...). Des voyages courts mais relativement fréquents sont à prévoir (Europe - USA). Une formation médicale serait un sérieux atout (médecin, ingénieur biomédical).

Veuillez adresser votre candidature avec lettre manuscrite, curriculum vitae et photo, en précisant la référence du poste choisi à **GE CGR, Direction de la Communication, 191, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.**



General Electric CGR

Charge d'études

Une fonction stratégique dans notre entreprise

CAPFOR

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Important groupe spécialisé dans l'immobilier d'entreprise
recherche
pour sa filiale chargée du développement
UN(E) JEUNE INGÉNIEUR
Contrôle, Arts et Métiers, ESTP ou équivalent,
éventuellement complété par l'ICM.
Ayant une expérience de 5 ans environ dans l'immobilier.
Chargé, dans le cadre d'une équipe dynamique, du montage des opérations.
Si vous associez rigueur et créativité, veuillez adresser votre C.V.
détailé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions à :
M. LE DIRECTEUR, C.G.I. DÉVELOPPEMENT
15, rue des Sorins, 92000 NANTERRE - LA DÉFENSE.

SECM
recherche pour
ÉTABLISSEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE
(Région Parisienne)
4 candidats libérés des obligations militaires.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEUN
Responsable des études, de la définition et de la coordination technique de la réalisation de systèmes radars, de systèmes de communications et d'électronique de mesure.
Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, possédant également une spécialisation en traitement du signal et télécommunication, le candidat devra posséder des aptitudes certaines à travailler en groupe et à négocier.

INGÉNIEUR PHYSICIEUN
Chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'exploitation de programmes d'essais notamment en soufflerie basse vitesse. Ce poste nécessite des connaissances précises en mécanique des fluides, mesures physiques et instrumentation.
La pratique de la langue anglaise est indispensable.

INGÉNIEUR DE RECHERCHE EN MÉCANIQUE
Chargé des études de modification du comportement des véhicules dans des conditions de sollicitations dynamiques et du développement de logiciels spécifiques (en collaboration avec un ingénieur informaticien).
Le candidat devra également posséder des connaissances relatives à la transmission des ondes et démontrer une grande compétence en matière d'encadrement et de négociation.

TECHNICIEUN
Il aura pour mission de participer à la préparation, à la conduite et à l'exploitation d'essais.
Titulaire d'un DUT ou équivalent, le candidat possédant des connaissances de base en Physique-Chimie et spécifiques en instrumentation, mesures et mécanique des fluides / basse vitesse.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi à l'attention de **M. Alain GRAMOLA**
SECM COUNSELLING - 66 Champs Élysées - 75008 PARIS

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ASSOCIATION DE FORMATION PARIS 8EME
recherche
Chargé d'études
Rattaché au Secrétaire Général, il aura à effectuer des études pour proposer aux adhérents des solutions et des axes d'actions dans une optique prospective et évolutive.
Cadre débiteur, de formation scientifique (Université ou école).
- sachant et aimant rédiger notes et rapports,
- ayant le sens du contact et de la négociation,
- parlant parfaitement une langue étrangère (de préférence allemand ou anglais).
Déplacements fréquents sur tout le territoire national.
Merci d'adresser lettre manuscrite, cv, et prétentions sous référence **GS-CA-88.209 à EUREMPOI**, 66 rue La Fayette, 75009 Paris.

NOTRE SOCIÉTÉ LEADER DANS UN DOMAINE EN PLEINE CROISSANCE FAISANT APPEL A DES TECHNIQUES DE POINTE AVANCEES INVESTIT ÉGALEMENT DANS LES HOMMES.

RESPONSABLE SERVICE INGENIERIE

Nous vous proposons de prendre la Direction d'un Service, ayant une ambition de développement très importante. Vous avez une solide expérience de l'animation d'équipe, et des relations commerciales et techniques de haut niveau. Vous êtes capable :
- de coordonner les grands projets à l'intérieur de l'entreprise, mais aussi sur les chantiers,
- d'être un soutien technique et un formateur à l'échelon national,
- de développer votre chiffre d'affaires, en assurant une bonne rentabilité.

Ce poste convient à un Ingénieur de haut niveau (Centrale, Supélec, Mines), ayant une expérience confirmée de ce type de fonction.

Nous vous offrons l'opportunité d'un poste destiné à évoluer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à notre Conseil **REVEL INDUSTRIE**, 31, rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Une fonction stratégique dans notre entreprise

Nous sommes un groupe industriel français leader mondial sur le marché spécialisé dans la fabrication des produits "hauts technologiques" (C.A. supérieur 400 MF, 420 personnes).
Nous recherchons pour participer à notre expansion
Responsable du département logistique
Au sein de notre Division Industrie : - vous managez une équipe de 20 personnes, - participez à la construction des programmes, - vérifiez leur faisabilité en matière de coûts, délais et capacités, - coordonnez en toute autonomie les ordres d'approvisionnement et de fabrication, - déclenchez des projets de fabrication en respectant les risques et les anticipations, - prenez prévisionnellement votre budget, les approvisionnements et les stocks.
Nous recherchons un ingénieur de 35 ans environ, de formation (AM, ENI...) à dominante mécanicien, possédant une expérience industrielle de plusieurs années de préférence en gestion de production. Vous connaissez des différents secteurs de l'entreprise comme un plus.
La connaissance de l'anglais est indispensable pour une meilleure intégration et évolution dans notre milieu international.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la réf. **COFL/11/LM** à notre conseil **J.C. ALBESANDRINI - CAPFOR NORMANDIE - 22, bd de la Mame - 76000 ROUEN**.
Informations Minitel : 3615 code **CAPFOR**.

CAPFOR
PARIS - LYON - AXA-MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - ARCHYTOULOUS - BRIST - NICE - NIMET - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES

Devenez aujourd'hui opérationnels en usine!

Cette société (1 800 personnes, 2 Milliards de F de CA, 30 % à l'export) fait partie de l'un des trois premiers groupes industriels français. Elle est spécialisée dans l'étude et la réalisation de produits techniques, destinés à des marchés industriels et professionnels. Elle connaît aujourd'hui des perspectives de forte croissance, qui la conduisent à développer ses staffs en Usine.

Jeune Ingénieur Généraliste, vous prendrez en charge des postes d'exploitation et de production, couvrant les responsabilités suivantes : direction d'équipes (80 à 100 personnes), avec la supervision des procédés, des investissements et des études produits, responsabilité de la gestion (productivité, qualité, délais, coûts).

Ces postes nécessitent une réelle motivation pour l'ANIMATION ET LE DEVELOPPEMENT des hommes. Une première expérience industrielle ou technique (2 années environ) vous ont permis de confirmer votre intérêt pour ce type de challenge. La réussite dans les missions proposées vous conduira à évoluer à terme sur des postes de Direction d'Usine.

Les postes sont basés à proximité de villes moyennes de l'Est de la France. Les conditions offertes (rémunération, perspectives de carrière dans la Société ou dans le Groupe) sont de nature à motiver des professionnels de valeur.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature et CV complet sous réf. **M 131 C** à notre Conseil **NEMESIS**, 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Société spécialisée dans le service aux entreprises recherche pour son siège à Paris 8ème, son
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES
Au sein d'une société d'implantation nationale (effectif 1000 personnes) en pleine expansion, avec l'appui d'un groupe important, vous participerez activement à son développement.
Interlocuteur des directeurs régionaux, vous proposerez et ferez appliquer la politique de l'entreprise en gestion, administration du personnel et relations sociales.
Dynamique, de formation juridique supérieure, vous justifierez d'une expérience réussie dans la fonction.
Envoyez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 9183 à **ORC-Valeurs Conseil - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS** qui transmettra.

SECED - RESEARCH INTERNATIONAL
recherche
UN DIRECTEUR D'ÉTUDES H/F
Filiale française du premier groupe mondial d'études spécialisées qui connaît une forte expansion.
Le/la candidat(e) idéal(e) aura :
- 3 à 5 ans d'expérience des études en institut ou chez l'annonceur ;
- l'expérience du milieu bancaire ;
- la maîtrise impérative de l'anglais ;
- la volonté de développer l'activité qui lui est confiée.
Le groupe **RESEARCH INTERNATIONAL** offre de nombreuses possibilités d'évolution de carrière en France et à l'étranger.
Veuillez adresser votre lettre manuscrite et votre curriculum vitae à :
Envoyer C.V., rémunération actuelle et lettre manuscrite à :
Mme C. Lavelette - SECED-RI - 72, rue Regnaud, 75040 PARIS CEDEX 13.

Importante société française de second œuvre
recrute pour la France et l'Étranger
CHEFS D'AGENCES ou de FILIALES
De formation minimum B.T.S. ou I.U.T. génie civil ou similaire expérimentés et ayant un tempérament d'entrepreneur.
Ils devront prendre en charge :
(après un stage d'adaptation interne)
- l'organisation et la gestion de leur secteur
- la réalisation des travaux
- la direction de son personnel
- les relations commerciales
Rémunération motivante liée aux résultats.
Pour poste à l'EXPORT maîtrise parfaite de l'anglais exigée.
- Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions
Le Monde publicité sous n° 8867, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

ANNECY

INGENIEUR CHATS INDUSTRIELS

Ingénieur de projet

Temps réel

Le Monde CADRES

General Electric

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Fichet-Bauche, Groupe International, leader de la Sécurité, recherche au sein de son Département Marketing Groupe un

CHEF DE PRODUITS

Capable et désireux d'optimiser le marché Européen.

En interface constante avec les différents départements et filiales Europe concernés vous assurez la gestion des produits banque, la réalisation du marketing produit ainsi que le suivi, l'analyse des ventes par marché et l'étude de la concurrence. Créatif dans votre région, rigoureux dans vos applications ; vous êtes bon négociateur et vous avez de réelles aptitudes à communiquer vos idées. Mettre en œuvre des technologies en perpétuelle évolution au service d'une stratégie marketing nécessite des ingénieurs généralistes ayant une expérience marketing ou des diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce. L'anglais courant est un plus indéniable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo s/rét. CPB à FICHET BAUCHE, D.R.H. - CPB - 15,17, avenue Morane Saurier - 78140 VELIZY.

La vraie sécurité, c'est de ne plus y penser.

FICHET

CABINET DE CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL

JURISTES confirmés
FISCALISTES confirmés

de réputation internationale, lui permettant de conseiller les plus importants groupes français et étrangers, recherche

Ils auront 4 à 5 ans d'expérience, de préférence acquise en Cabinet et seront désireux de contribuer à sa forte croissance, par leurs compétences et leurs qualités professionnelles.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 6980 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.

Discretion absolue assurée

LA MUTUALITE DU RHONE recherche UN RESPONSABLE DE SERVICES PRESTATAIRES

Sous l'autorité du Chef de Service

vous aurez en charge la mise en place et la gestion de nos produits (PREVOYANCE - RETRAITE - EPARGNE - COMPLEMENTAIRE MALADIE...)

• une partie du suivi et des relations avec les mutuelles.

• l'animation d'une équipe de 15 personnes.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure économique (ISUP, ENSAE, Ecole de Commerce - Math-Fin., Actuariat...) justifiant d'une première expérience professionnelle (Banque, Assurances...).

Les qualités requises pour ce poste sont : esprit d'analyse et de synthèse, ouverture d'esprit, diplomatie et fermeté, sens de l'innovation et de l'organisation. Une bonne connaissance et une bonne pratique de l'informatique et de la bureautique sont nécessaires.

MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER (lettre manuscrite, CV, photo restituée et rémunération souhaitée) à MUTUALITE DU RHONE BP 58 - 69398 LYON CEDEX 03.



Organisme professionnel Paris 15^e recherche pour assister secrétaire Direction générale

SECRÉTAIRE STENOGRAPHE

Bonne connaissance anglaise, ayant expérience de la fonction et possédant pratique micro-informatique, formation niveau ST-GS ou école supérieure de secrétariat souhaitée.

Adr. C.V., photo et prêt en précisant la réf. M. 35488. SLEU, 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

IMPORTANTE STÉ

Rech. pour son réseau international (75 % du CA) une élève école commerce, ou maîtrise de droit ou sciences économiques ou sciences po. pr. étud. écol. Excol. connaissance de l'anglais indispensable.

Adr. lettre manuscrite + CV + photo à :

SA FRANÇAISE DE REASSURANCES
34, bd de Courcelles, 75017 Paris.

ORGANISATION ch. PROFESSEURS ANGLAIS pour bacheliers 94-95. Tél. : 42-26-52-30.

VILLE DE DUNKERQUE recherche UN CONSERVATEUR DE MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN

Candidatures à adresser avant le 25 novembre 88 à M. le Secrétaire-Maire de Dunkerque, BP 8-537, 59386 Dunkerque Cedex 1.

MAQUETTISTES CONFIRMÉS (ES)

Téléphone à EDROGEC 42-55-74-74 poste 466 de 10 h à 13 h.

JOURNALISTES

pages au temps partiel

Adresses : lettre, CV et articles parus sous n° 8888. LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson 75007 Paris.

Le Centre d'information recherche pour ses agences de Paris et région parisienne des

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H/F)

- Contact à haut niveau ;
- Formation assurée ;
- Rémunér. intéressante.

Tél. : 45-53-20-00 p. 112.

GROUPES CONSULTANTS INTERNATIONAUX recherche

GESTIONNAIRE PHARMACEUTIQUE EXPERIMENTE

pour assistance technique de haut niveau et mission courante dans pays en développement.

Préparer courants indiciaires.

Ecrire sous la n° 8881 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson 75007 Paris.

SOCIÉTÉ ÉDITION UNIAISON

PC et imprimantes laser recherche pour poste évolutif

M/JF MOTIVÉ (E)

connaissent bien le programmation IBM 36 (GAP III CL) Formation éventuelle complémentaire assurée sur PC et ses logiciels

Téléphone pour RV au 42-55-74-74 (poste 404).

Société d'Aménagement et de Construction recherche pour le GUADELOUPE

INGÉNIEUR OU ARCHITECTE

avoir expérience minimum de 5 ans en maîtrise d'ouvrage et une bonne connaissance de la pratique RH

Ecrire sous la n° 8881 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson 75007 Paris.

ASSOCIATION - AGENT UN CHIEF SERVICE ÉDUCATIF

DESS ou DESS + 5 années exp. en milieu scolaire.

CV + Photo + lettre motivation manuscrite, à M. le Directeur Association Relais, 28, r. R-Stearny, 47000 Agen.

Société nationale de vente en gros de matériel d'électronique commerciale pour développer plusieurs

Env. CV + photo s/rét. 2810 à Hyperbole, 104, rue Méauville, 75007 Paris qui transmettra. (Discretion assurée).

GABINET DE CONSEIL recherche

ORGANISATEUR

2 à 5 ans d'exp. en organisation, informaticien, connaissance de la micro-informatique.

30 a. env. Adr. C.V. + photo + prêt. à : C.T.A. CONSEIL - 45, rue Soufflot, 75013 PARIS.

GROUPES INTERNATIONAUX recherche

pour sa division Exploration - Production d'hydrocarbures

JURISTE INTERNATIONAL

5 ans d'expérience environ, parlant couramment français et anglais.

Ecrire sous la n° 8882 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson 75007 Paris.

GROUPES INTERNATIONAUX recherche

pour sa division Exploration-Production d'hydrocarbures

JURISTE INTERNATIONAL

5 ans d'expérience environ, parlant couramment français et anglais.

Adr. C.V. sous n° 8 882 Le Monde Publicité 5, rue de Montesson 75007 PARIS.

P.M.E. ÉLECTRONIQUE MICRO-INFORMATIQUE RECHERCHE

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS INFORMATIQUES

Débuteurs ou prem. expér., niveau ENI, pour développement matériel et logiciel temps réel sur micro. Envoyer CV à NILESYS, 8, rue Capri, 75015 PARIS.

Centre SOCIO-CULTUREL MULHOUSE (Haut-Rhin)

CHERCHE DIRECTEUR

supplément, aménagement équipement, sans DSD.

Tél. 89-53-34-04, avant le 23 novembre 1988.

Centre d'hébergement recherche

ayant exp. dans industrie ou commerce, motivée par rémunération, réadaptation sociale. Adresser lettre de candidature + CV détaillé à :

Centre « Les Sursauts » 14, rue du Midi, 93100 Montreuil.

A la veille de l'ouverture du Tunnel sous la Manche, La Côte d'Opale affirme une forte ambition touristique.

Nouvel outil qui a pour objectif de dynamiser et mettre en cohérence le développement touristique de la façade littorale du Pas-de-Calais.

LA MISSION CÔTE D'OPALE RECHERCHE SON DIRECTEUR H/F

Votre rôle :

■ Mettre en place la mission (recruter son équipe, réaliser le 1^{er} schéma directeur d'aménagement touristique de la Côte d'Opale). ■ Etablir un partenariat public/privé. ■ Rechercher des investisseurs. ■ Coordonner l'action de l'Etat, de la Région, du Département et des Collectivités pour la mise en œuvre touristique du 10^{ème} Plan.

■ Rémunération, de 280 à 360 K^F (selon expérience).

Adresser lettre + CV à : Cabinet TEN Hagen STRALLE 16 rue Mayet 75006 PARIS

Votre profil :

■ Diplômé(e) d'une école supérieure de commerce ou d'administration. ■ Vous avez une bonne connaissance des pouvoirs publics et de leur fonctionnement. ■ En outre, vous avez un goût prononcé pour les contacts humains. ■ De formation supérieure (Sc. PO, ENA, HEC...). vous avez de 30 à 40 ans, et vous parlez couramment l'anglais.

PARIS

JEUNE INGÉNIEUR RESPONSABLE « GRAND EXPORT »



O.T.T. est une des toutes premières Sociétés mondiales sur son secteur d'activité : la conception, la fabrication et la commercialisation de machines spéciales destinées à des marchés en évolution constante, qui concernent la transformation de l'acier ou de l'aluminium.

Réseau d'un important groupe européen, OTT a une vocation internationale (80 % du CA à l'export) et connaît une forte expansion de son CA et de ses résultats, qui la conduit à créer un poste de RESPONSABLE « GRAND EXPORT ».

Dans le contexte d'une large délégation, le titulaire des fonctions assume une mission technico-commerciale complète : prospection active des grands comptes internationaux, négociation totale des aspects techniques et commerciaux des contrats, interface bureau d'études/Client pour l'ensemble des propositions, et participation à la définition de la politique commerciale et aux aspects marketing

et promotionnels qui y sont relatifs. Il doit contribuer efficacement au développement de l'entreprise notamment sur les zones suivantes : Extrême-Orient (Taïwan, Corée, Chine), Amérique du Sud, Afrique du Nord et du Sud, Europe (Turquie, Grèce...). La fréquence de ses déplacements sera de 40 %.

Le poste conviendra à un jeune Ingénieur Généraliste (niveau A et M, IDH ou équivalent) qui justifie d'une première expérience (minimum 3 ans) dans une fonction commerciale Export, sur des produits techniques destinés à des marchés professionnels. Son potentiel de développement lui permettra à terme d'accéder à d'autres niveaux de responsabilités au sein de la Société ou du Groupe. La maîtrise de l'anglais est bien sûr indispensable.

Les conditions offertes sont extrêmement attractives et le poste est basé à PARIS (Banlieue Est).

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite et CV complet sous réf. M 152 A à notre Conseil Annuel DE MENDITE, NEMESIS, 10, rue de Richelieu 75001 Paris, qui transmettra votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

The World Health Organization (WHO) is an inter-governmental agency internationally recognized for its efficiency, integrity and numerous lasting achievements, including the eradication of smallpox. Guided by humanitarian concerns, WHO works to direct and coordinate global and national efforts to improve the health of peoples in more than 160 member countries at all levels of development. To meet its objectives, WHO depends on staff members with special qualities of leadership, dedication and commitment.

WHO's Regional Office for the Western Pacific in Manila is looking for a qualified

TRANSLATOR/REVISER

The incumbent will be responsible for technical and administrative management of the Translations unit; translations from English into French, a variety of technical and other documents particularly Regional Committee documents, consultants' reports, texts of medical and scientific subjects, correspondence, circulars and administrative documents; revision and editing of texts for publication in French; simultaneous interpretation when required; training of translators working under the incumbent's supervision.



Applicants should have a university degree or equivalent education preferably in languages, translation or in medical or health related fields with excellent training in translation procedures and techniques; extensive experience in translation and revision/editing, including some experience in the same field in an international organization as well as experience and skills in interpretation; excellent knowledge of English and French, knowledge of medical and related terminology; ability to express ideas and to write in a clear, straight-forward manner; sense of style.

Please send your detailed curriculum vitae no later than 17 November 1988 to Personnel (MPPR), World Health Organization, CH-1211 Geneva 27, quoting MPPR/HR/WPRO and the name of this journal. Applications from women are encouraged. Only candidates under serious consideration will be contacted.

World Health Organization

Headquarters in Switzerland with regional offices in Congo, Denmark, Egypt, India, Philippines and the USA.

La ville de Chalon-sur-Saône

envie de renforcer l'encadrement de ses services financiers

Pour ce faire, elle a décidé la création d'un poste de **DIRECTEUR ADJOINT DES SERVICES FINANCIERS**

Les missions confiées à l'équipe finances de la mairie de Chalon sont les suivantes :

- Gestion financière : programmation des investissements, négociation et suivi des emprunts, prévision et suivi de la trésorerie.
- Contrôle de gestion : définition d'objectifs en liaison avec les services, constitution de tableaux de bord, analyse des écarts...
- Etudes financières ponctuelles. Suivi financier de grands projets d'investissement : Centre d'échanges et de rencontres, Parc d'activités industrielles...

Le candidat retenu devra s'intégrer dans l'équipe en participant activement à la mise en œuvre de méthodes modernes de travail au sein des services financiers (utilisation de la micro-informatique).

PROFIL DU CANDIDAT
Diplôme d'une école supérieure de commerce (option finances-comptabilité). Débiteur accepté.

RÉMUNÉRATION
125 K^F brut annuel

RÉGIME JURIDIQUE
Contrat à durée déterminée (3 ans)

LIEU DE TRAVAIL
Ville de Chalon-sur-Saône.

Candidatures avec C.V. à adresser à : M. le Maire, Ville de Chalon-sur-Saône, BP 232, 71321 Chalon-sur-Saône Cedex.

SÉL

ACHETER VENDRE LOUER

Vous souffrez d'immobilité ?
Faites une cure à Minitel
3615
code FNAIM
ou téléphonez
au 42.77.44.44

FNAIM
la meilleure vue sur l'immobilier.

DEMANDES D'EMPLOIS

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

Responsable de commercialisation

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

ACHETER VENDRE LOUER

Si vous souffrez
d'immotress,
faites une cure
à Minitel
36.15
code FNAIM
ou téléphonez
au 42.27.44.44

FNAIM
La meilleure
vue sur
l'immobilier.

FNAIM

DEMANDES D'EMPLOIS

Vous êtes :
Une entreprise industrielle ou un organisme de la région parisienne
voulant faire évoluer votre image et promouvoir vos activités.
Vous recherchez un
Responsable de communication
Je suis :
Un professionnel de l'information, 44 ans, ingénieur et diplômé
de l'IAE, 12 ans à la tête de journaux spécialisés, 5 ans en entre-
prise industrielle chargée de la communication, compétences en
marketing et ressources humaines.
Ecrire sous n° 8868, le Monde publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

L'AGENDA

Bijoux

ACHAT BIJOUX
Or ancien et moderne, bri-
llants, pierres précieuses.
PERRON, bd des Nations,
OPERA, 4, chaussée d'Antin,
ETOLE, 37, av. Victor-Hugo.

Cours

SOUTIEN ANNUEL
pour ETUD. EN DROIT
Par cours particuliers.
Mathématiques, prépa. TD,
quizzards. Prépa. examens
d'entr. au C.P.A. compta.
orient. Ttes matières : droit
civil, pénal, social, etc., par
avocat au Barreau de Paris.
Rens. : 47-80-28-68.

Décoration

**RÉNOVER
VOTRE
APPARTEMENT
À PARIS ?**
Conseils,
réalisation des travaux
sous votre contrôle.
Quilès - Déma.

ARCHI-DÉCOR

**Jeune fille
au pair**
Ch. jeune fille au pair pour
1 an, pour New York, loge,
nourrie, sal. 21.000 F.
New-York 718-488-88-88
ou 718-384-21-16,
laissez message.

appartements ventes — appartements ventes

1^{er} arrdt.

PRÉS PALAIS-ROYAL
Prestige vend. d'imm. histo-
rique 17^e siècle, 3^e ét.,
155 m², 8 pièces,
340 000 F. 45-24-53-53.

2^e arrdt.

PRÉS HALLES
2 pièces et cft. Faibles
charges. 500 000 F.
Tél. : 42-32-41-15.

3^e arrdt.

BEAUBOURG
OUBLIV. - 1^{er} CHÈRE, gde
cuis., s. de bns. REBAT
Tél. : 45-55-55-24.

4^e arrdt.

MARAI De imm. p. de t.
XIX, 3 p., 3 s. de sec. 1^{er} ét. P.
1 000 000 F. Tél. : 45-55-55-24.
A. Korchia SA 43-70-89-89.

5^e arrdt.

MARAI Dans trée bel
imm. rev. appt 5 p., 4 s.,
17 m² vls. cft.
P. : 2 000 000 F. Tél. : 45-55-55-24.
A. Korchia SA 43-70-89-89.

6^e arrdt.

MARAI Dans trée bel
imm. rev. appt 5 p., 4 s.,
17 m² vls. cft.
P. : 2 000 000 F. Tél. : 45-55-55-24.
A. Korchia SA 43-70-89-89.

7^e arrdt.

PLACE DES VOSGES
180 m², appt gd standing,
3^e ét., vue sur la place.
Tél. : 42-32-41-15.

8^e arrdt.

ST-MICHEL Studio carrel.,
30 m² + terr. 8 m² impas.
P. : 1 000 000 F. Tél. : 45-55-55-24.
A. Korchia SA 43-70-89-89.

9^e arrdt.

CENSER DAUBENTON
Studio 25 m², 3^e étage, pou-
voir, trée, rev. appt.
P. : 851 000 F. Tél. : 45-55-55-24.
A. Korchia SA 43-70-89-89.

10^e arrdt.

PR. ARNOLD DE LUTICE
Immeuble de 4 étages, 4^e an-
térieur, rénové, son jardin,
terrasse P. de t.
Tél. : 45-77-06-08.

11^e arrdt.

M. MAUBERT
Bon imm. ch. carrel. indus.
5 p., entrée, cuis., bain,
14, bd St-Germain, mar-
jard 15 m², 18 h 30.

12^e arrdt.

MONGE
dans imm. p. de t.,
mobilier, 50 m² p.
cft. 1 750 000 F.
TRANS-OPERA
43-45-23-15.

13^e arrdt.

PRÉS BÉNAI Bel imm.
XVIII, der. de ass. 5 p.,
sde, scell., bon état.
P. FAURE 45-57-85-17.

FLEURUS

SPECIALISTE RIVE GAUCHE
12, r. N.-D.-des-Champs (P)
av. St-Sauveur
Monsieur 77, 800.000
Océan 77, 850.000
N.-D.-des-Champs 77, 1.300.000
Océan 77, 1.300.000
S. P. 4 p., 20 m² 1.800.000
S. P. 4 p., 20 m² 2.400.000
N.-D.-des-Champs 77, 3.200.000
P. 115 m² 3.200.000
Océan 77, 170 m² 4.800.000

MAISON R. + 2

REFAITE RÉCENTMENT
Superbes volumes, terrasse,
3 ou 4 cheminées.
FR. FAURE 45-57-85-17.

ODÉON

2 pces, 910 000 F
TRANS-OPERA
43-45-23-15.

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

MAISON R. + 2

REFAITE RÉCENTMENT
Superbes volumes, terrasse,
3 ou 4 cheminées.
FR. FAURE 45-57-85-17.

ODÉON

2 pces, 910 000 F
TRANS-OPERA
43-45-23-15.

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

MAISON R. + 2

REFAITE RÉCENTMENT
Superbes volumes, terrasse,
3 ou 4 cheminées.
FR. FAURE 45-57-85-17.

ODÉON

2 pces, 910 000 F
TRANS-OPERA
43-45-23-15.

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

**Imm. 1888, 2 pces 48 m², 4^e ét.,
park. Frais réduits.
1 600 000 F. 43-25-73-14.
43-47-13-17.**

PROCHE TROCADERO

Imm. 1888, 2 pces 48 m^{2</}

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Jones Lang Wootton
Consultants Internationaux en Immobilier d'Entreprise

QUAI OUEST IV



92 SURESNES
A proximité immédiate de la Défense
Un immeuble de bureaux indépendant
de grand standing
A LOUER 5.600 m²
Investissement
C.I.T.O.H

Jones Lang Wootton
Consultants Internationaux en Immobilier d'Entreprise

Tour Franklin - Cedex 11
92081 Paris la Défense
47 76 44 34

location non meublées offres

Paris

GROUPE J.P.M.
10^e CHIFFRE OFFT
9^e arr., 1.000 F CC.
10^e OFFT STUDIO
31 m² + bal., 4^e arr.
10^e MIRABEAU STUDIO
30 m², 6^e arr., 3.700 F CC.
10^e OFFT 2 PCE
8. arr., 48 m², 4.300 F CC.
Vue dégagée
10^e ANKARA 30 m²
2 chbres, bal., 8.100 F CC.
10^e RAYMOND 4 P.
120 m², 10.000 F CC.

M. MALESHERBES
Immeuble grand standing.
82 m², loyer 8 000 F + charges, 45-57-71-85.
Sup. 8 pces, 100 m²
jard., asc., bal., cuis.
élect., gardien, double, conc.
7 500 F + charges.
CNE 45-55-55-50.

CITE MALESHERBES 9^e
30 m², au r. de c. REPAIT
NEUF, cuisine, salle privée,
cuisine américaine.
47-55-50-51.

Province


RUE ROUSSELET
STUDIO, rez-de-chaussée
s/jardin, 2.650 F + ch.
Principale Paris 45-57-85-17.
VILLERS STUDIO 38 m²
Rdch. neuf, cuisine, s. d'eau.
3.500 ch. comp. Rf. 225.
Avec 1000 m² SA 43-70-85-85.

GROUPE JPM
QUAI L.-BLEROT, 4 P.
106 m², parcs, 10 000 F CC.
45-24-25-25.

Région parisienne

VINCENNES
Près du bois, 2/3 P., 68 m².
refait à neuf, 5.000 F CC.
TRANS OPERA
45-48-53-16

Centrale parc
Espace vert pour matière grise



92 - CHATENAY MALABRY
Face au Parc de Sceaux - 9 immeubles High-Tech
Bureaux et Activités.
A LOUER
A PARTIR DE 325 m²

Réalisation
UIS - Locaexpansion - Locafinancière

Jones Lang Wootton
Consultants Internationaux en Immobilier d'Entreprise

80 Av. Marceau
75008 PARIS
47 23 54 06

COTE D'AZUR - FRANCE
CAP BENAT

VOTRE TERRE A BATIR
Carrée totale l'année
2 200 m²
2 000 m²

DOMAINE PRIVÉ
Face aux lacs d'Or
1 140 000 FF TTC
1 460 000 FF TTC

VUE MER
Documentation sur demande
POSIDONIA : Département vend
Domaine privé de Cap BENAT, 83250 BORMES-LES-MIMOSAS.
TEL : (33) 94-71-27-28 (29), Telefax : (33) 93-75-53-51.

VOUS PAYEZ AU MOINS
40 000 F D'IMPOTS
N'EN PAYEZ PLUS

Dernier délai pour profiter de la défiscalisation 1988.
Placements de qualité.
Une équipe pluridisciplinaire à votre disposition.

RENSEIGNEMENTS : (1) 49-11-01-19.

Pour passer une annonce immobilière.
Tél : 45-55-91-82 poste 4126.
Appel gratuit province n° vert 05-03-01-00.

locations non meublées demandes

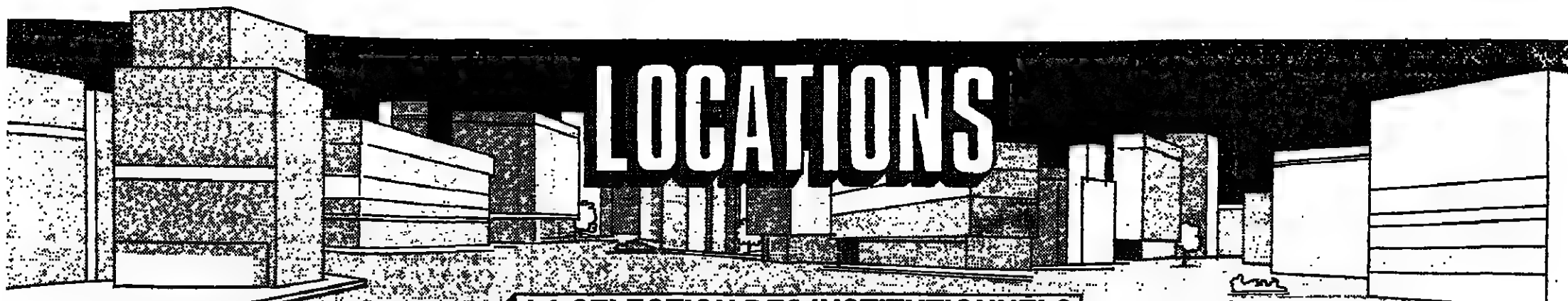
Paris

INTERNATIONAL SERVICE
Rech. p. BANQUES, STES
MULTI, et DIPLOMATES.
GDS APPTS de 100 à 500 m².
7 p. Tél. : 42-80-20-42.

RESIDENCE CITY
Rech. pour multinationales et
entreprises APPTS HAUT
DE GAMME - VIDE ou MEU-
BLÉS m², 2 ch. et VILLAS
120 m², s. d'été, 150 000 F mens.
Tél. : (1) 45-72-12-19.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Meudon,
92000 Paris, recherche
APPTS DE GRANDE
CLASSE, belles réceptions
avec minimum 3 chambres.
Tél. (1) 45-52-78-89.

URGENT
Journal de Monde rech.
app. Paris, 6 p., de préf.
14-15-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228



LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels.

Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface / étage	Loyer brut + Prov. / charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 3 ^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
2 Pièces 45 m², 2 ^e étage	4 800 525	OUI	7/9, rue des Arquebuses SAGGEL 47-42-44-44	Proche place des Voages chauff. en + Vis./r.v.	Studio 28 m², r.-de-ch.	3 000 425	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-68	Jardin privatif, sur parc
PARIS - 7 ^e ARRONDISSEMENT					5 Pièces 110 m², 3 ^e étage	11 800 1 840	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades, GCI 40-16-28-68	Vue directe sur parc
2/3 Pièces 92 m², 2 ^e étage	8 300 1 487		4, av. Emile-Acolas SAGGEL 47-42-44-44	Champ-de-Mars Grand standing. Vis./r.v.	3 Pièces 61 m², 2 ^e étage	2 880 980	OUI	Versailles 27, rue Champ-Lagarde SGI/CNP 47-42-17-61	SNCF Hélicoptère de Montreuil, libre de suite
3/4 Pièces 96 m², 4 ^e étage	8 700 823		195, rue de l'Université SAGGEL 47-42-44-44	Imm. p. de t. Vis./r.v.	5 Pièces 83 m²	4 570 307	OUI	Villepreux 10, impasse de Chantepie SGI/CNP 47-42-17-61	Mais. indiv. avec jard. privatif et cheminée, libre de suite
PARIS - 11 ^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
5 Pièces 95 m², 1 ^{er} étage	5 970 780	OUI	6-8, rue des Blancs AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	2 Pièces 63 m², 2 ^e étage	3 840 1 348	OUI	Boulogne 22, rue de Silly SGI/CNP 47-42-17-61	Prox. bois Boulogne M ^{re} Pt. Saint-Cloud
4 Pièces 85 m², 1 ^{er} étage	5 700 972	OUI	4, av. de Taillebourg SAGGEL 47-42-44-44	Récent, standing Vis./r.v.	Studio 86 m², 2 ^e étage	4 548 1 000	OUI	Boulogne 33-35, rue Anne-Jacquie AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
4 Pièces 87 m², 2 ^e étage	5 380 828	OUI	35, rue Emile-Lapeau SGI/CNP 47-42-17-61	M ^{re} Charonne Libre de suite	3 Pièces 82 m², r.-de-ch.	7 700 1 680	OUI	Boulogne 33-35, rue Anne-Jacquie AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
PARIS - 14 ^e ARRONDISSEMENT					5 Pièces 98 m², 3 ^e étage	7 700 780	OUI	Boulogne 78, av. du Général-Loche PRÉBAIL 45-27-06-37	Chauff. individuel électrique
3 Pièces 74 m², 2 ^e étage	5 700 780	OUI	66 bis, avenue Jean-Moulin PRÉBAIL 45-40-55-86	Imm. neuf grand standing	2 Pièces 50 m², 3 ^e étage	2 900 1 080	OUI	Clichy 9, impasse Barbier SAGGEL 47-42-44-44	Imm. récent Vis./r.v.
2 Pièces 51 m², 3 ^e étage	4 200 800	OUI	66 bis, av. Jean-Moulin PRÉBAIL 45-40-55-86	Imm. neuf Grand stand, av. balcon	3 Pièces 68 m², r.-de-ch.	3 948 1 488	OUI	Clichy 41, bd Jean-Jaurès SAGGEL 47-42-44-44	Mairie de Clichy récent
PARIS - 16 ^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 44 m², r.-de-ch.	3 300 300	OUI	Courbevoie 13, place Charms AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
4 Pièces 185 m², 2 ^e étage	18 000 1 500		6, rue A.-Colledaoul AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	Studio 51 m²	4 488 605		Neuilly 19, rue Ernest-Delolton SGI/CNP 47-42-17-61	M ^{re} Pont de Neuilly prox. bois Boulogne
2 Pièces 86 m², 2 ^e étage	5 350 775	OUI	17, r. Parent-de-Rosan PRÉBAIL 45-27-06-37	M ^{re} Pte d'Auteuil, libre de suite, prox. Roland- Garros/P. des Princes.	3 Pièces 90 m², 2 ^e étage	7 000 1 410		Neuilly 8, rue des Dames-Augustines AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
4 Pièces 136 m², 3 ^e étage	10 800 2 082	OUI	4, rue Nungesser-et-Coll SGI/CNP 47-42-17-61		2 Pièces 81 m², 2 ^e étage	5 500 810		Neuilly 11, bd Victor-Hugo AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
PARIS - 17 ^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 57 m², 11 ^e étage	3 000 822	OUI	Puteaux 14, rue Paul-Lafargue GFF 47-87-00-17	S./r.v., de 15 h à 19 h Chiff base appoint
3 Pièces 78 m², 3 ^e étage.	5 910 887	OUI	133, av. de Clichy GFF 42-28-96-99	Chauffage électrique Sur r.v.	4 Pièces 82 m², 2 ^e étage	4 850 820	OUI	Puteaux, 1, rue Volts AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
PARIS - 18 ^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 87 m², 27 ^e étage	5 080 986	OUI	Puteaux Avenue Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Imm. neuf, standing Vis./r.v.
4 Pièces 95 m², 4 ^e étage	7 500 1 820	OUI	67, rue du Mont-Carl AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	5 Pièces 104 m², 3 ^e étage	6 100 1 300	OUI	Puteaux Av. Georges-Pompidou SAGGEL 47-78-15-85	Immeuble neuf, standing Vis./r.v.
PARIS - 20 ^e ARRONDISSEMENT					3 Pièces 78 m², 14 ^e étage	5 060 1 280	OUI	Puteaux 12, square Léon-Blum AGF 42-44-00-44	Immeuble neuf, standing Vis./r.v.
4 Pièces 88 m²	7 900 728	OUI	63, rue de la Plaine GFF 43-73-73-90	Maison indiv. réc., prox. RER Nation. Sur r.v. gardiennage, chauff. élec.	Studio 68 m², 3 ^e étage	3 348 783	OUI	Saint-Cloud 32, rue du Calvaire SGI/CNP 47-42-17-61	SNCF, Val d'Or ou Saint-Cloud
78 - YVELINES					4 Pièces 82 m², 2 ^e étage	5 880 800	OUI	Suresnes 15/22, rue du Tertre PRÉBAIL 45-27-06-37	Chauffage indiv. électrique
4/5 Pièces 99 m², 2 ^e étage	4 880 785	OUI	La Meunerie-Saint-Denis 8, rue E.-Picard GFF 48-02-36-86	Duplex, s./piece. Samedi 12 nov., 11 h/13 h et 15 h/18 h.	94 - VAL-DE-MARNE				
6 Pièces 132 m², r.-de-jard.	7 824 487	OUI	Nolay-le-Roi 3, square André-le-Nôtre SGI/CNP 47-42-17-61	Pavillon av. jardin privatif, libre de suite	4 Pièces 98 m², 2 ^e étage	4 876 727	OUI	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL 47-42-44-44	Récent, standing Vis./r.v.
2 Pièces 65 m², r.-de-ch.	3 100 788	OUI	Rocquencourt 13, rue des Erables SGI/CNP 47-42-17-61						
4 Pièces 98 m², 3 ^e étage	5 282 1 191	OUI	Rocquencourt 13, rue des Erables SGI/CNP 47-42-17-61	Tennis, prox. C. clai Parly II, appt stand., libre de suite					

Economie

SOMMAIRE

■ Les Etats-Unis n'ont pas tardé à critiquer les conditions de la reprise par Daimler-Benz du constructeur aéronautique allemand MBB, qui construit les Airbus. Washington y voit une « subvention » des avions européens (lire page 43).

■ M. Bernard Aubergier a été démis de ses fonctions de directeur général du Crédit agricole : mécontent à la banque « verte » (lire page 44).

■ Les chauffeurs de camion des postes se prononcent sur la reprise du travail. En attendant,

l'administration s'organise pour assurer le service (lire ci-dessous).

■ Cinq syndicats ont apporté une appréciation positive aux propositions de M. Durafour pour la fonction publique (lire ci-dessous).

Les négociations dans la fonction publique

Cinq syndicats portent une « appréciation positive » sur les propositions du gouvernement

Pour la première fois depuis février 1985, la perspective d'un accord fédéral entre les syndicats (FEN, FO, CFDT, CFTC, FOAF autonomes) signer un accord salarial dans la fonction publique — pour les années 1988 et 1989 — se précise. Six millions cinq cent mille fonctionnaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux (4,7 millions d'actifs et 1,8 millions de retraités) sont concernés par ce projet de « relevé de conclusions » qui a déjà permis à M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, de se féliciter dans la nuit du 8 au 9 novembre d'avoir « renoué avec la politique contractuelle ».

Mais d'ores et déjà, le coût économique et social est plus élevé pour le gouvernement que s'il avait cherché à conclure les négociations dès septembre, avant les diverses poussées de grève catégorielles. Et même si, après avoir pris le soin (plus encore qu'à l'habitude...) de consulter leurs troupes, cinq syndicats sur sept signent l'accord, MM. Durafour et Durafour n'auront pas pour autant la maîtrise garantie qu'il leur paraît, selon l'expression de M. Bergeron, de « détenir une situation qui devient préoccupante ». Si déjà FO a « suspendu » son mot d'ordre de grève dans la fonction publique pour le 29 novembre, cela risque d'être sans effet sur les conflits catégoriels de l'hiver.

Cette perspective d'accord, soulevée publiquement avant la reprise des négociations par FO et la PS dans une déclaration commune, vient tard. Lorsque les discussions avaient commencé, le 4 octobre dernier, M. Durafour avait justifié sa rigueur par la fragilité du redressement économique. Depuis, comme il l'a expliqué aux syndicats le 8 novembre, il y a eu une « légère détente » pour le commerce extérieur et le chômage et de bonnes perspectives de croissance (3,5 % pour 1988).

Ces évolutions ont permis à M. Durafour de souligner que « tout en restant vigilant sur l'évolution des

indicateurs sensibles de l'économie, nous pouvons donc raisonnablement prendre en compte des indices de consolidation pour traduire concrètement dans nos propositions la volonté affichée dès le départ (...) d'aboutir à un accord ».

Il a fallu neuf heures de difficiles négociations, le 8 novembre, marquées par des nombreuses suspensions de séance, pour arriver à un projet de « compromis » en six points. En plus des 2 % d'augmentation générale au niveau déjà accordés pour 1988, les traitements seront majorés de 1 % au 1^{er} mars 1989 (au lieu de 1 % au 1^{er} avril 1989 dans le projet initial de M. Durafour) et de 1,2 % au 1^{er} septembre de la même année (au lieu de 1,2 % au 1^{er} novembre).

« Par ailleurs, indique le texte du relevé, une attribution uniforme de points d'indices majorés interviendra selon le calendrier suivant : 2 points au 1^{er} octobre 1988 (au lieu du 1^{er} décembre) et 1 point au 1^{er} février 1989 (au lieu du 1^{er} juillet). Ces trois points uniformes représentent 69 F en brut et 60 F en net (soit sur douze mois 828 F en brut et 720 F en net). Cela correspond à une augmentation des traitements et des pensions de 0,77 % (avec + 0,85 % pour le salaire médian). Mais l'effet variera suivant le niveau hiérarchique, l'attribution de points uniformes favorisant les bas salaires et, à contrario, défavorisant les salaires les plus élevés (ce qui entraînera la non-signature de la CGC). En moyenne, ces trois points représenteront + 1,30 % pour la catégorie D, + 1,05 % pour la catégorie B et + 0,6 % pour la catégorie A. Mais pour 58 % des agents de l'Etat, le relèvement sera de 0,8 % et + 1,53 % pour le minimum de pension.

Le relevé prévoit également la constitution d'un groupe de travail avec les syndicats qui devra formuler, avant le 31 décembre, des propositions d'amélioration de carrière en faveur

des personnels des catégories B, C et D, avec en outre une prime de 600 millions de francs — au lieu de 450 millions au départ — répartie ainsi : 400 millions pour les C et D, 150 millions pour la catégorie B et 50 millions pour la « revalorisation de la prime spéciale d'installation ». Deux groupes de travail étudieront l'application de ces mesures pour la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière.

Indéniablement, le gouvernement a donc fait des concessions plutôt importantes, mais sans que pour autant on puisse l'accuser de tomber dans le laxisme. Ses propositions salariales restent en-deçà de ce qui a déjà été consenti dans de nombreuses entreprises du secteur privé.

Clause de fin de parcours

Par ailleurs, il préserve l'affichage... D'octobre 1988 à octobre 1989, le salaire moyen des fonctionnaires sera relevé de 2,97 %, soit sur 1988 et 1989 une hausse en niveau — sauf pour ceux du haut de la grille — de 4,97 % pour un glissement attendu des prix de 5 %. Mais les augmentations générales proprement dites, celles que l'on affiche en pourcentage, ne font au total que de 4,2 %. Une interrogation demeure sur le sort du fameux « glissement vieillesse technicité » (le GVT mesurant les promotions et l'ancienneté) qui, selon des syndicats n'est plus comptabilisé dans la masse salariale en 1989. Si elle est exacte, ce que confirment les calculs (1), la concession est de taille.

Mais c'est sur la « clause de fin de parcours » que le gouvernement a lâché le plus de lest. Au départ, M. Durafour n'avait proposé qu'une simple clause de rendez-vous début 1990, soit « à la lumière de l'évolution de la situation économique d'ensemble » définie « s'il y a lieu, des mesures complémentaires qui permettront d'ajuster les fonctionnaires aux résultats de l'économie ».

A l'arrivée, on s'est retrouvé avec une vraie clause de regard : les parties signataires se réuniront début 1990 « dès lors que l'évolution des prix à la consommation sera connue. Ils examineront alors la situation économique générale afin de définir les mesures d'ajustement de la base hiérarchique ».

C'est donc une clause du même type que celle de l'accord de 1985, mais avec quelques différences qui la rendent à la fois plus dangereuse quant à un risque de réajustement — ce dont se défend énergiquement M. Durafour — et moins contraignante.

Plus dangereuse car toute référence à l'évolution des prix en moyenne a disparu — pour satisfaire FO — ce qui peut amener un réajustement du niveau des traitements. Moins contraignante car il n'est pas question, contrairement à 1985, de « modalités de compensation ». Le danger de réintroduire l'indexation demeure mais assez atténué. Il ouvre un large champ pour l'éventuel rattrapage.

Il reste que cinq syndicats dont FO — pour la première fois depuis 1982 — ont porté une appréciation positive qui devrait les conduire à signer le 17 novembre. La CGT, elle, a décliné ce « misérable accord » et a annoncé un référendum conduisant à le faire rejeter par les fonctionnaires et une journée d'action le 13 novembre.

La pression de la CGT mais surtout la surveillance d'une « base » prompt à s'embraser dans des conflits catégoriels vont amener les syndicats à prendre le maximum de précautions avant de se décider définitivement. La prudence l'emporte.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Si l'on inclut le « GVT positif » et les mesures catégorielles, on arrive à une hausse de la masse salariale de 5,68 % sur 1988 et 1989 à comparer avec une hausse des prix en moyenne attendue de 5 %. Sans GVT et sans mesures catégorielles, la masse salariale sur deux ans de 4,92 %.

L'agitation dans les PTT

Les camionneurs des postes se prononcent sur la reprise du travail

Les chauffeurs des camions jaunes des PTT devaient être consultés, le 9 novembre, sur les résultats de la négociation qui s'était prolongée pendant dix heures, la veille, avec la direction générale des postes. Les organisations syndicales ont demandé un délai de vingt-quatre heures pour se prononcer.

La CGT souhaitait une « consultation démocratique à bulletin secret, contrairement aux autres organisations syndicales, qui appel-

lent à la reprise du travail ». Dans un communiqué commun, les fédérations CFDT, FO et CFTC « confirment leur premier avis positif » du 7 novembre et, après les compléments d'information apportés, « demandent à leurs militants (...) de se prononcer pour la reprise du travail ». Toutefois, le syndicat CFDT des services postaux de Paris a, tard dans la nuit, rappelé qu'il « n'appartient à aucune organisation syndicale d'appeler à la reprise du travail ». « Le personnel doit discuter, précise le texte. C'est à lui,

et à lui seul, en assemblée générale, que revient le droit tout légitime de trancher. La présence d'embryons de « coordination » explique, pour partie, ces atermoiements syndicaux.

Par rapport aux propositions précédentes, les discussions du 8 novembre ont apporté quelques améliorations. L'ensemble des propositions verront leur qualification professionnelle revalorisée au cours de l'année 1989 et gagneront de 13 à 26 points d'indices, soit de 157,71 F à 314,55 F par mois. Les préposés chefs verront leur cas examiné et

toucheront, en attendant, une indemnité compensatrice de 150 F.

Pendant ce temps, les grévistes occupent toujours les sept garages parisiens et bloquent douze centres de tri avec leurs camions. En province, des centres de tri poursuivent leur mouvement de grève, à Amiens, à Orléans, à Toulouse, à Bordeaux et à Marseille. Dans ces deux villes, les services de transports demandent les mêmes avantages que leurs collègues parisiens. A la poste centrale du Havre, les grévistes se sont barricadés dans les locaux.

Tri en cachette

Un service officiel couvrait dans la clandestinité avec des précautions de conspirateur, voilà qui n'est pas banal. En l'occurrence, la DRANI (direction des réseaux d'acheminement national et international), dépendant du ministère des PTT, s'est pratiquement prise, depuis samedi matin 5 novembre, pour une branche du contre-espionnage : elle a secrètement loué un local dans la banlieue parisienne, elle a « réquisitionné » un de ses jeunes inspecteurs principaux, elle a recruté du « tout-venant » par l'intermédiaire d'agences de travail temporaire, et elle a fait appel au camélin à des entreprises de transport privé. Tout cela pour tenter d'acheminer une partie du courrier en souffrance bloqué par la grève des camionneurs des postes d'Ile-de-France.

Le journaliste du Monde a été admis à visiter les lieux, à condition de ne citer ni l'endroit ni personne. Deux vigiles, à l'entrée, contrôlent soigneusement l'identité : rien de commun avec un gros bras oégétique, il peut passer. Le jeune inspecteur principal de la DRANI déclare d'emblée : « J'ai été désigné. Je n'ai pas à avoir d'état d'âme. Je fais mon boulot. » Il ne se prononcera pas sur le bien-fondé ou non de la grève des camionneurs.

Dans la moitié d'un immense hall, des milliers de sacs postaux

sont entreposés, répartis en vingt-deux tas correspondant aux régions administratives. Les numéros des départements de ces régions sont inscrits à la main sur des affichettes accrochées à des fils de fer.

Samedi quelque dix mille sacs ont été réceptionnés provenant de vingt-quatre camions : aucun de ces sacs n'a été expédié, faute de pouvoir trouver des transporteurs acceptant de faire, en quelques jours, l'aller et retour. Le 5 novembre a été une journée d'organisation : quarante personnes ont été recrutées, des jeunes pour la plupart, ignorant tout ou presque, comme tout bon Français, de la géographie de l'Hexagone. Il n'est pas évident, remarque l'inspecteur, de savoir dans quelle région administrative se trouve le Lot-et-Garonne. Dix-huit d'entre eux travaillent de 7 heures à 14 heures, les vingt-deux autres de 14 heures à 21 heures, pour un salaire basé sur le SMIC. L'inspecteur fait une longue tournée continue du matin au soir. Il est aidé par trois adjoints appartenant à l'administration postale.

Lundi, la machine s'est mieux mise en route, une vingtaine de camions, allant jusqu'au semi-remorque et pouvant contenir de deux cents à mille huit cents sacs, ont débarqué leur chargement. Douze sont repartis à plein pour

expédier le courrier, principalement dans le sud Paris-province. Des véhicules banalisés, ne comportant pas la flèche postale ne pas attirer l'attention des grévistes, et ne pas risquer d'être interceptés... Des véhicules appartenant à des entreprises privées, qui, ont, pour la plupart, l'habitude de travailler avec les PTT, et notamment avec le Centre de régulation des acheminements (CRA), un des services de la DRANI.

Cinq à six mille sacs ont été réceptionnés lundi, et un nombre identique a été acheminé. Mardi 8 novembre quatre mille cinq cents sacs ont été entreposés ici, dans la salle matrice.

« Besoin de travailler »

Dans un coin du hall, six cents à sept cents sacs restent là jusqu'à la fin de la grève : ils étaient destinés à être traités par les postiers ambulants qui travaillent dans les trains. Les centres de tri de la région parisienne ne font pas de différence à leur niveau entre le courrier qui part par la SNCF et celui qui est acheminé par camion. Précision utile pour l'usager : le courrier emprunte l'une de ces deux voies selon l'heure à laquelle il a été posté.

18 heures, un petit camion arrive de Nanterre avec deux cents sacs :

l'un des adjoints de l'inspecteur prend un coup de sang parce que les jeunes employés entreposent ces sacs un peu n'importe comment, se trompent de région. Il menace : « Si vous continuez comme cela, j'embauche d'autres personnes. » Le camion repart à vide. « On est obligé d'improviser », remarque l'inspecteur. La plupart de ces jeunes sont habituellement chômeurs. Comme dit l'un d'eux, ils ont « besoin de travailler » et ne savent pas qu'ils remplacent des grévistes. Quand on a le malheur de leur demander s'ils ne craignent pas une intervention « musclée », on provoque un instant de panique. L'un d'eux dit tout de même : « Si je peux aider les gens à recevoir leur courrier, je suis utile ».

Depuis lundi après-midi, il y a de longs temps morts entre l'arrivée des camions, et tout ce personnel intérimaire attend sagement allongé sur ses quarante nouveaux sacs qui ont été entreposés ici.

Vers 18 heures, les deux vigiles sont relevés par leurs collègues de la nuit, qui feront des rondes autour des bâtiments après leur fermeture à 21 heures. Et si jamais la CGT découvrait l'endroit ? « Je n'ai pas pour consigne, sourit l'inspecteur, de tenir tête. »

MICHEL CASTAING.

BILLET

UTA n'est pas à vendre

Air France va racheter UTA, si l'on en croit les rumeurs alimentées par les plus hauts responsables d'Air France et d'Air Inter. Le ministre des transports s'apprête à annoncer qu'il réorganisera, dans la perspective du grand marché européen, le transport aérien français en regroupant sous les ailes d'Air France toutes les liaisons internationales et en confirmant Air Inter dans son monopole — provisoire — dans l'Hexagone.

Il semble bien, en effet, que certaines personnes issues d'Air France, d'Air Inter et du Parti socialiste soient parvenues à convaincre, en partie, le ministre que M. Jérôme Seydoux, PDG des Chargeurs, actionnaire à 82 % d'UTA, était un pur financier, en définitive peu intéressé par l'aérien. Ils lui ont dit qu'il convenait de prendre au pied de la lettre la boutade de M. Seydoux parue dans le Monde du 21 septembre : « Si UTA n'a pas de nouvelles destinations pour se développer, si elle n'a pas de perspectives pour mobiliser son personnel, si elle reste enfermée dans une Afrique en crise et un Pacifique marginal, nous n'aurons que le choix de nous vendre à Air France. » D'où l'idée esquissée de refuser à UTA les droits de trafic qu'elle demande en Europe.

pour obliger les Chargeurs à la vendre à Air France.

Mais M. Seydoux ne l'entend pas de cette oreille. Passe encore qu'on persiste à le prendre pour un spéculateur de haut vol, même si ça l'agace, mais que l'on ne se méprenne pas sur ses intentions : il n'est pas vendeur d'UTA ; il fait savoir à sa compagnie qu'il sera à ses côtés dans la bataille qui s'annonce : il s'apprête à publier les excellents résultats financiers d'UTA pour l'exercice 1988 afin de démontrer à tous les incrédules qu'il a financièrement intérêt à demeurer dans l'aérien et à attendre la libéralisation de 1993.

Voilà le gouvernement bien ennuyé. Admettre la concurrence franco-française prônée par UTA irriterait les syndicats et les PDG amis d'Air France et d'Air Inter. Mais comment obliger un entrepreneur privé à vendre son capital à une entreprise publique ? Et surtout comment expliquer à l'opinion publique qui trouve les billets d'avion trop chers qu'un monopole aérien en France pourrait lui valoir, d'ici à 1993, des améliorations dans ce domaine comme dans celui de la qualité des services ? Réponse dans quelques semaines.

AL. F.

Les industriels européens du textile veillent aux frontières

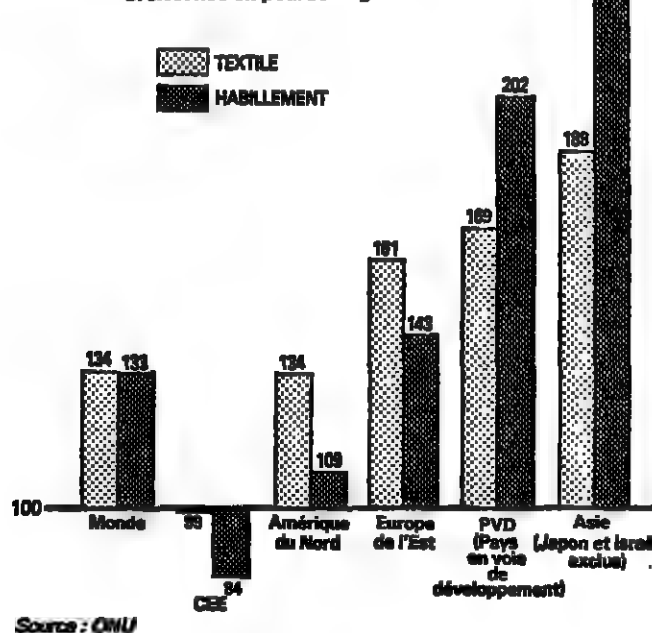
BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les industriels du textile et de l'habillement de la CEE, qui souffrent encore vivement de la concurrence extérieure, se veulent pas entendre parler d'une libéralisation

pour l'instant presque complètement fermée.

La protection fournie par l'AMF, de son côté, comporte de sévères brèches. Si les importations en provenance des quatre fournisseurs « dominants » de la Communauté (Hongkong, la Corée du Sud, Macao et Taiwan) ont pu être corréctement maîtrisées et n'ont connu, depuis 1978, qu'une progression

L'ÉVOLUTION DES PRODUCTIONS PAR ZONE DE 1971 A 1987
Croissance en pourcentage



de l'accès aux marchés des Douze pour les exportations des pays tiers et, en particulier, pour celles des producteurs à bas coûts de revient d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique et de l'Europe de l'Est.

Dans la perspective de la session ministérielle, « à mi-parcours » de l'Uruguay round, qui se tiendra à Montréal du 5 au 8 décembre, ils pressent les Douze, ainsi que la Commission européenne, qui négociera en leur nom, de ne faire aucune concession aux pays du tiers-monde. C'est ce qu'a expliqué M. Blum, le directeur de Comitextil, l'organisation professionnelle des Douze, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le 8 novembre à Bruxelles.

L'accord multilatéral (AMF), conclu dans le cadre du GATT (Accord général pour les tarifs et le commerce), réglemente depuis plus de dix ans les importations dans les pays industrialisés, et en particulier dans la CEE, des produits textiles et d'habillement en provenance du tiers-monde et des pays de l'Est. Il limite étroitement leur progression annuelle et, plus particulièrement, celle des produits les plus sensibles (filés de coton, tissus de coton, pantalons, chemises, chemisiers, etc.).

Les industriels des Douze estiment qu'il faut conserver intact ce garde-fou tant que les pays tiers en cause n'ouvriront pas à leur tour leurs marchés. Ceux-ci demeurent

moyenné annuelle de 3,2%, les achats à la Chine (+ 21,6% par an), à la Turquie (+ 12,2%), à l'Inde et au Pakistan (+ 12,2% également) et aux pays de l'ASEAN (+ 11,6%) ont progressé à un rythme beaucoup plus soutenu.

Résultat : malgré ses efforts d'investissements considérables, l'industrie européenne, « la plus moderne du monde », selon M. Blum, continue à perdre des parts de marchés, ainsi que des emplois.

PHILIPPE LEMAITRE.

En un an

Les prix de détail ont augmenté de + 1,3 % en RFA

Les prix à la consommation en Allemagne fédérale ont augmenté de 0,1 % en octobre par rapport à septembre, a annoncé mardi 8 novembre l'Office statistique fédéral de Wiesbaden, confirmant ainsi les chiffres provisoires publiés le 27 octobre.

En un an (octobre 1988 comparé à octobre 1987), la hausse des prix est de 1,3 % contre 1,4 % en septembre et 1,2 % en août. Le gouvernement de Bonn s'est fixé pour objectif un taux d'inflation de 1 % sur l'ensemble de 1988.

Wang redress

Les premiers détaillants de la grande

PIAGE

Aldebert

Économie

AFFAIRES

Déficitaire en 1987

Wang redresse ses comptes et sa stratégie

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

Dans la tourmente depuis 1986, avec des pertes qui s'élevèrent à 70,7 millions de dollars (430 millions de francs) en 1987 pour un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars (17 milliards de francs), Wang, le constructeur d'ordinateurs américains, amorce sa convalescence. D'une santé encore fragile, il a dégagé 92,7 millions de dollars de bénéfices pour son exercice fiscal clos le 30 juin dernier, soit environ 3 % de son chiffre d'affaires. Wang compte néanmoins revenir sur le devant de la scène grâce à Freestyle, un nouveau produit annoncé récemment à New-York.

Freestyle est un micro-ordinateur IBM PC compatible. Freestyle permet en effet non seulement d'enregistrer dans la mémoire de la machine des informations saisies au clavier, mais aussi des images, des textes écrits à la main ou encore des commentaires sonores. Une aubaine pour les alle-

giques à la dactylographie, qui pourront désormais « entrer » leurs informations dans le micro-ordinateur, soit oralement — par l'intermédiaire d'un combiné téléphonique —, soit par écrit — en utilisant un crayon électronique et une tablette (équivalent d'une feuille de papier). Images, voix et données coexistent alors dans la mémoire de l'ordinateur (1).

Ces informations peuvent ensuite s'afficher à l'écran. Elles peuvent aussi être transmises, soit vers d'autres micro-ordinateurs munis du même dispositif, soit vers un télécopieur. Le coût d'une unité incluant le micro-ordinateur le scanner pour digitaliser l'image est de 12 000 dollars (72 000 F). Mais une version de base à 2 000 dollars (12 000 francs) est également disponible pour les personnes déjà équipées d'un ordinateur personnel.

Avec ce système, Wang, qui a longtemps pâti d'une réputation de fabricant limité aux machines de traitement de textes, réaffirme donc sa nouvelle orientation stratégique

vers un traitement de l'information, au sens large, et à l'aide d'une large palette de produits : micro et mini-ordinateurs, mais aussi centraux téléphoniques.

Le développement des micro-ordinateurs d'une part et des stations de travail graphiques (comme celles proposées par Sun ou Apollo) d'autre part ne permet, en effet, plus à un constructeur de vivre sur le seul marché des mini-ordinateurs, ce qui fut jusqu'à très récemment le cas de Wang. D'autant moins que ce marché est dominé par deux géants, DEC et IBM, qui en occupent environ 60 %, à comparer aux 3,4 % détenus par Wang en 1987.

Héritage familial

Malgré les pertes enregistrées en 1987, Wang, qui dut licencier à l'époque plus de mille personnes sur les trente mille environ employées dans le monde, n'a, en revanche, freiné ni ses investissements (1,2 milliard de dollars en 1988) ni ses dépenses de recherches et développement (246 millions de dollars). Wang, conscient de la convergence grandissante entre les télécommunications et l'informatique, a en effet, dès 1982, acquis des participations dans des sociétés de télécommunication : elle possède actuellement 10 % de Telenova et 100 % de Intecom.

Outre l'élargissement de sa gamme de produits, Wang a également modifié son approche commerciale, mettant en place un réseau de revendeurs, des sociétés de services, pour renforcer son réseau de vente

directe. Enfin, en raison du ralentissement du marché américain — dont la croissance n'a même pas atteint 1 % cette année —, la société a intensifié sa présence en Europe (+ 16,9 % en 1988) et surtout en Asie (+ 29,4 %). Un marché de prédilection pour Au Wang, le fondateur de la société, qui quitta son pays natal, la Chine, en 1945. Toujours très présent à la tête de sa société, dont il est encore le *chief executive officer*, le « docteur » Au Wang est titulaire d'un doctorat de Harvard — a néanmoins laissé, il y a deux ans, les rênes opérationnelles du groupe à son fils Frédéric.

Cette nomination, qui fit alors quelques remous (provoquant en particulier la démission de John Cunningham, le numéro deux de l'époque), a accru, dans un premier temps, les difficultés de la société. Depuis, Frédéric Wang semble avoir fait la preuve de ses qualités de manager. En outre, grâce à lui, non seulement le pouvoir financier mais aussi le pouvoir exécutif restent entre les mains de la famille Wang, qui détient 55 % des droits de vote, mettant ainsi l'héritage familial à l'abri des raiders.

ANNIE KAHN.

(1) Sans toutefois que l'ordinateur puisse passer d'un mode à l'autre. Il enregistre la voix et peut la transmettre mais ne « comprend » pas, autrement dit est incapable d'en faire un texte, exercice de « reconnaissance vocale » pour lequel beaucoup de recherches sont en cours mais n'ont pas encore abouti de façon satisfaisante.

Les bijoutiers détaillants relèvent le défi des grandes surfaces

Inquiets de l'entrée en force des grandes surfaces dans leur sphère d'activité, les HBJO (horlogers, bijoutiers, joailliers, orfèvres) organisent leur défense. Le groupe Flammant, premier fabricant français d'articles de bijouterie en or (15 % du marché) avec 420 millions de francs de chiffre d'affaires, a pris l'initiative de donner à la profession l'identité qui lui manquait encore pour faire front.

Il va lancer, fin novembre, une enseigne « Les Nouveaux Bijoutiers », dont l'exploitation sera confiée à un groupement d'intérêt économique dénommé Expansion. But de la manœuvre : favoriser par l'enseigne, à l'instar de la carotte du buraliste et de la croix verte du pharmacien, la reconnaissance du lieu de vente des articles de bijouterie.

L'opération est aussi destinée à fournir au HBJO, grâce à la récente mise en place d'une structure professionnelle (le Club de l'écran), point de passage obligé pour adhérer à la nouvelle enseigne, les moyens d'étude, de réflexion et d'initiative, qui demanderaient des investissements hors de portée des détaillants isolés.

A son démarrage, la nouvelle enseigne regroupera 280 bijoutiers et 300 points de vente représentant un chiffre d'affaires évalué à 600 millions de francs, soit 10 % des ventes de la profession (6 milliards de francs attendus pour 1988).

M. Gérard Lapostolle, directeur commercial général du groupe Flammant, pense que dès 1989 Les Nouveaux Bijoutiers regrouperont au moins 450 membres (1 000 pour le Club de l'écran qui en compte 250 pour l'instant).

Question de survie. Si le luxe se vend bien, depuis plusieurs années, le marché français de la bijouterie est pourtant en crise. La faute en incombe aux importations en très

forte augmentation (+ 45 % en 1986, première année de « boom »). Mais les grandes surfaces ne sont pas innocentes. Par leur canal, les ventes de bijoux en or se sont développées en flèche. La concurrence s'est en effet ruée dans la brèche ouverte par Leclerc. Une nouvelle clientèle à revenus modestes a été accrochée et en un an un marché entièrement nouveau est né, qui représente désormais 13 % du chiffre d'affaires de la bijouterie.

Une véritable charte d'or

Les professionnels ne pouvaient rester les bras croisés devant le phénomène avec, en plus, la perspective des problèmes énormes que l'arrivée des bijoux en or à bas titres (9 à 14 carats) va poser quand, le 1^{er} janvier 1993, le grand marché européen ouvrira ses portes.

En créant cette nouvelle enseigne, le groupe Flammant veut donc à la fois relever le défi lancé par les grandes surfaces et préparer le terrain en vue de la libre circulation des marchandises dans la CEE.

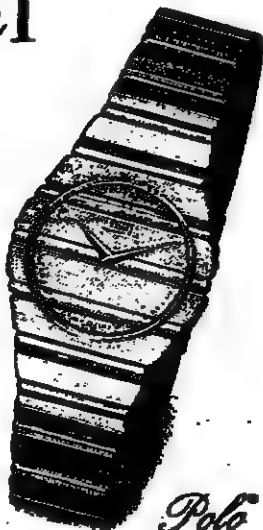
La clientèle doit y trouver son compte avec l'établissement d'une véritable charte d'or des bijouteries (qualité, garantie commune, crédit Cetelem, assurance des bijoux à l'achat, vérification et nettoyage gratuits), mais aussi avec la mise en place d'un service du type *Interflora*, toujours personnalisé, chaque détaillant conservant son individualité.

Leclerc a démocratisé les bijoux. En suivant un mouvement devenu irrésistible, les professionnels entendent redorer leur image de marque passablement vieillie en replaçant les cloisons de marchés que les ventes à grand débit avaient bousculées.

ANDRÉ DESSOT.

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or

PIAGET



Polo

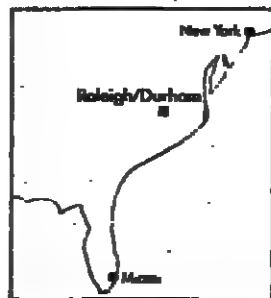
Or 18 carats.
Quartz, étanche.
Changement de
fuseau horaire
instantané.

Aldebert

À Paris: 16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
6, fg Saint-Honoré
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot
À Cannes: 19, La Croisette
À Monte-Carlo: 3, av. des Beaux-Arts

SACHANT QUE VOUS TRAVAILLEZ 11 MOIS SUR 12,
NOUS FAISONS EN SORTE
QUE VOUS NE VOUS ATTARDIEZ PAS EN NOTRE COMPAGNIE.

Si American Airlines propose un vol quotidien et sans escale de Paris-Orly vers Raleigh / Durham, c'est pour vous permettre de gagner le soleil de Floride plus facilement et plus rapidement que vous ne l'avez jamais fait.



Parmi les 34 destinations que nous desservons dans le Sud-Est des États-Unis avec notre partenaire régional American Eagle, nous relient chaque jour, à partir

de Raleigh / Durham, 11 villes de Floride dont Orlando, le fief de Disneyworld. Alors, si vous allez en Floride, passez par Raleigh / Durham.

Réervations et informations: Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22. En province, contactez notre agent général Loisirs SA.



American Airlines

Économie

SOCIAL

La succession de M. Bergeron à FO

Le débat s'envenime entre les partisans des deux candidats

La bataille interne pour la succession de M. André Bergeron à la tête de FO vire à l'affrontement. Elle amène les partisans des deux candidats déclarés, M. Marc Blondel et M. Claude Pitous, tous deux membres du bureau confédéral, à recourir à des procédés très inhabituels (le Monde du 30 septembre).

Six membres du bureau confédéral (sur douze) viennent de rendre public un texte de soutien à M. Pitous, qui bénéficie déjà de l'appui officieux de M. Bergeron. Le dimanche 6 novembre, M. Blondel a répliqué en adressant une lettre de cinq pages aux unions départementales (UD), fédérations ainsi qu'aux membres de la commission exécutive et du bureau. Mais, lundi, lors d'une commission exécutive très animée, ses amis ont renoncé à demander la convocation d'un comité confédéral extraordinaire avant le congrès du 31 janvier 1989. A l'issue duquel sera élu le successeur...

D'emblée, le texte des « six » (MM. Maurice Derlin, Jean-Louis Duffaut, Jean Doria, Antoine Faesch, Marcel Lalonde, Bernard Mourgas) affirme que la continuité de l'organisation « passe par le maintien des grandes orientations de toujours de Force ouvrière : indépendance, attachement au réformisme, à la pratique contractuelle, aux conventions collectives et à la construction de l'Europe », défense de la protection sociale collective et des droits des salariés... Il s'agit pour eux de « l'héritage » légué par M. Bergeron. « Ce héritage », écrivent-ils, ne pourra être préservé que par le rassemblement d'un maximum de camarades autour de ces valeurs et par la volonté nettement affirmée de faire face à l'évolution d'une société en pleine mutation.

« Autour de Claude Pitous, [les six se déclarent] prêts à organiser, dans le strict respect des statuts de la confédération et sans exclusive, les conditions de ce rassemblement, seul de nature à assurer l'avenir de la CGT-FO dans le maintien de ses équilibres internes, facteur de son unité. » Ce texte, qui constitue une première dans l'histoire de FO, a recueilli le soutien de quatorze fédérations sur trente-quatre (1) et de soixante-dix UD sur cent trois. Des appuis qui, s'ils se confirment, assureraient l'élection de M. Pitous le 4 février 1989...

Tentatives de conditionnement

Dans sa lettre en forme de réplique, M. Blondel se plaint que le débat sur la succession ne soit pas demeuré « à l'intérieur de l'organisation ». Il dénonce aussi « des tentatives de conditionnement » en faveur de la candidature de M. Pitous, avec « des pressions d'un type particulier, voire des menaces » sur des responsables de FO, et une campagne qui visait, selon M. Blondel, à jeter le doute sur son intégrité, son honnêteté et sa respectabilité (...). Je m'opposerais dorénavant à la calomnie ». M. Blondel répond aussi à ceux qui déclarent le débat tranché par le secrétaire général (en faveur de

M. Pitous) : « Cela est inadmissible, nous ne sommes pas à la CFDT ni à la CGT pour agir de la sorte et imposer du sommet des décisions qui engagent toute l'organisation. »

M. Blondel fait également état d'une initiative visant à réunir des secrétaires d'UD « afin de faire pression sur le secrétaire général et de recueillir des engagements sur une candidature unique, bien entendu celle de Claude Pitous ».

« Ces initiatives, affirme-t-il, risquent de briser notre confédération et le travail effectué par tous les militants depuis 1947. (...) Nous ne laisserons pas faire cela ! (...) Ma candidature doit être interprétée comme la volonté manifeste de maintenir la CGT-FO sur les bases qui ont justifié sa création et son développement. »

M. Blondel tente ensuite de centrer le débat sur les orientations de FO : « La pratique du contrat collectif et le droit de négociation doivent rester l'instrument privilégié de notre action. Les acquis collectifs et individuels des travailleurs ne seront consolidés que si le syndicalisme sait préserver sa capacité de contestation et d'action ; la revendication ne saurait s'effacer au profit de démarches participatives et d'intégration. »

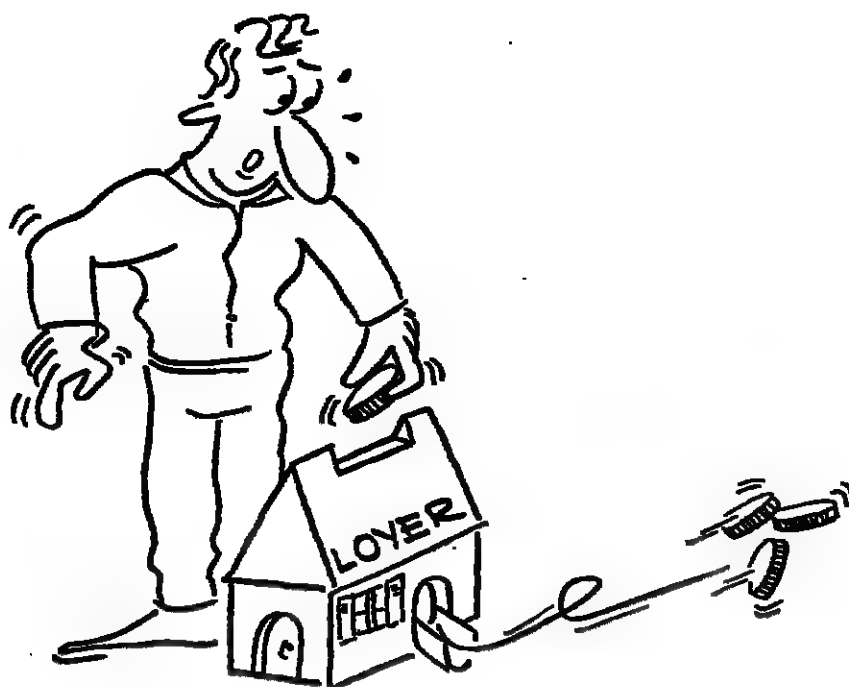
Autre pierre de M. Blondel à destination de M. Pitous : « Le réformisme, dont personne ne dénie le monopole, ne saurait signifier l'acceptation négociée des reculs sociaux. » Allant plus loin, il assure qu'il s'opposera « à toute tentative d'OPA sur l'organisation ». Faisant allusion à de récents propos de M. Maire, il met en garde contre les risques de « recombinaison syndicale » [qui] « peuvent trouver des partisans dans nos rangs ». Il demande enfin que « la démocratie interne soit respectée ».

A ses yeux, cela passe par « la possibilité de contrôle » de l'élection du secrétaire général... par les candidats, les UD et les fédérations. « Attitude au secret du vote », répliquent les amis de M. Pitous, M. Blondel veut « maintenir l'unité de l'organisation », son rival aussi. Mais la polémique a atteint un tel degré que les morosures seront difficiles à recoller.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Officiellement, FO ne compte que vingt-huit fédérations, mais, certaines regroupant plusieurs secteurs d'activité, elles sont comptabilisées pour trente-quatre.

UN PRÊT LOGEMENT ?



AVEC LE CRÉDIT AGRICOLE, DEVEZ-VOUS PROPRIÉTAIRE.

Chaque mois, votre loyer constitue l'un des postes les plus lourds de votre budget ; et pourtant, dans 2, 3 ou 5 ans, de cette dépense il ne restera plus rien.

Alors au Crédit Agricole, nous vous proposons de devenir propriétaire. Vous vous constituerez un solide patrimoine dont la valeur ne cessera d'augmenter.

Premier financier de l'immobilier pour les particuliers, notre expérience vous garantit les choix de financement les plus justes et les mieux adaptés à votre situation.

Par exemple, savez-vous que l'achat de votre résidence principale peut vous donner droit à des prêts à taux avantageux, ainsi qu'à des déductions fiscales intéressantes ?

Pour vous décider tout à fait, venez demander un diagnostic habitat à nos conseillers : chiffres en main, loyers contre remboursements, ils savent faire parler le bon sens.



CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

EN BREF

● Un nouveau commissaire adjoint au Plan. — M. Jean-Baptiste de Foucauld a été nommé commissaire adjoint au Plan par un décret du président de la République. M. de Foucauld, quarante-cinq ans, inspecteur des finances, a notamment été conseiller technique de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, entre octobre 1982 et juillet 1984.

● Prédiction sur le centre de tri de Lille-Lazennes. — Dans notre édition du 6 novembre, nous avons indiqué à propos de la reprise du travail au centre de tri des PTT de Lille-Lazennes que les grévistes ont obtenu une prime annuelle échelonnée de

1260 francs. M. Gérard Delage, directeur général de la Poste, nous précise que « la somme en question correspond en réalité à un montant d'heures supplémentaires liées à la reprise de l'activité du centre ; elle doit permettre à chaque agent, et de façon exceptionnelle, de compenser le surcroît de travail auquel il sera indispensable de faire face ». M. Delage ajoute qu'il a été tenu compte pour le calcul de cette somme, qui sera répartie d'ici la fin décembre 1988, de la croissance de trafic attendue au centre de tri de Lille-Lazennes dans le courant de l'année prochaine.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Madame, Monsieur, Laissons parler les chiffres.

Le résultat net consolidé de Paribas, après déduction des intérêts minoritaires, s'établit à 1,4 milliard de francs pour le premier semestre 1988. Il est en progression de 44 % par rapport au premier semestre 1987.

Au 30 juin 1988, la valeur estimative de l'action Paribas (hors fonds de commerce) s'élevait à 520 francs, après déduction des intérêts minoritaires et sans tenir compte du résultat par action du premier semestre (26 francs).

Au 30 septembre, sur les mêmes bases, la valeur estimative de Paribas était de 540 francs par titre.

Madame, Monsieur,

Les résultats de l'ensemble de l'année 1988 ne peuvent être totalement extrapolés des résultats du premier semestre.

Toutefois, on peut estimer que le résultat net consolidé de Paribas devrait enregistrer en 1988 une progression très sensible — de l'ordre de 40 % — par rapport au résultat net de l'année précédente (1,7 milliard de francs) dont la croissance avait été entravée par la crise boursière.

PARIBAS ACTIONNARIAT

3, rue d'Antin 75002 PARIS, (1) 42.98.17.88

Valeo

Le président de Valeo, Noël Goutard, a annoncé le 7 novembre que Valeo ne présentera pas de candidature à l'offre publique d'achat de Gafsa sur le capital d'Épéda Bertrand Faure, à partir du moment où cette dernière devient irrévocable.

Cette position découle de la présence de PSA au capital de Gafsa et des souhaits exprimés par les constructeurs français. Valeo réalise 50 % de son chiffre d'affaires avec ceux-ci.



Cession de bloc de contrôle — Maintien du cours de l'action en Bourse

La cotation des actions Cegep sur le second marché de la Bourse de Paris, suspendue depuis le 22 août 1988, a repris le 24 octobre 1988.

A la suite de la cession par la Compagnie La Hémin de sa participation de 58,68 % dans la société, l'acquéreur principal des titres, la société Genesep Holding BV, se porte acheteur de toutes les actions Cegep se présentant sur le marché, au prix unitaire de 220 F. L'engagement de maintenir à 220 F le cours de l'action a été pris pour les quinze séances de Bourse suivant la transaction ; cet engagement s'étend, en conséquence, du 25 octobre 1988 au 17 novembre 1988 inclus.

COMPAGNIE DE GESTION FINANCIÈRE

La Compagnie de gestion financière — CGF — spécialisée dans la gestion de valeurs du Trésor, a dégagé pour son premier exercice clos au 31 août 1988 (période du 1^{er} octobre 1986 au 31 août 1988) un bénéfice de 62 733 562 francs. Le résultat est affecté en compte de report à nouveau.

D'ores et déjà, les premiers résultats du nouvel exercice permettent d'envisager un résultat analogue.

GRUPE SUEZ

Paiement de la seconde moitié du prix d'acquisition des actions de la Compagnie Financière de Suez et attribution d'actions gratuites

1. — Paiement fractionné
Il est rappelé aux actionnaires de la Compagnie Financière de Suez, dont les actions ont été acquises dans le cadre de l'offre publique de vente lancée le 5 octobre 1987, qu'ils ont à régler à l'Etat, au plus tard le 18 novembre 1988, la seconde moitié du prix d'acquisition, soit 158,50 F par action. Ce versement sera effectué automatiquement par le débit de leur compte chez l'intermédiaire qui comptabilise leurs titres. Les titres d'emprunt d'Etat ou assimilés ne seront pas acceptés en paiement de ce règlement.

Il en sera de même pour les salariés et anciens salariés du groupe Suez, qui devront payer :
● la seconde moitié du prix des actions acquises avec un rabais de 5 %, soit 150,58 F par action.
● les 45 % du prix des actions acquises avec un rabais de 20 %, soit 114,12 F par action.

2. — Attribution d'actions gratuites
L'Etat attribuera aux salariés et anciens salariés ayant acquis des actions dans le cadre de l'offre de vente une action gratuite pour une action possédée, et dans la limite de seize actions gratuites.

Il est rappelé également que les personnes physiques pourront bénéficier d'une action gratuite pour dix actions acquises lors de l'offre publique de vente de novembre 1987, dans la limite de cinq actions gratuites, à raison des actions qu'elles auront conservées à la date du 19 mai 1988.

Pour toute information complémentaire, consultez votre minitel 36-15 SUEZ ou adressez-vous à Suez Actionnaires, 1, rue d'Astorg, 75008 Paris, tél. : 40-06-64-00.

AXA

DROUOT ASSURANCES

Pour la première année, les résultats au 30 juin 1988 sont présentés consolidés. Ces résultats comprennent ceux des sociétés anonymes d'assurance française ainsi que des sociétés étrangères qui dépendent de Drouot Assurances (Vic Nouvelle, Pyréennes Assurances, Présence Vie, Axa International).

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation :

en millions de francs	1 ^{er} semestre 1988	Exercice 87
Chiffre d'affaires consolidé	9 813,4	17 006
Résultat consolidé	633,6	1 051
Dont part du Groupe	434,2	715

L'activité du 1^{er} semestre 1988 s'est déroulée conformément aux prévisions et permet d'envisager pour 1988 une progression de 8 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le résultat de l'ensemble consolidé tient compte pour une partie de la reprise de provisions pour dépréciation du portefeuille titres constituées au 31.12.87.

Informations Minut compléments 36.16 AXA

Économie

AFFAIRES

Après la reprise du constructeur aéronautique MBB par Daimler-Benz

Les Etats-Unis dénoncent les garanties de change accordées à Airbus

Après des années de valse-hésitation, les Allemands de l'Ouest sont décidés à mener à bien la restructuration de leur industrie aéronautique en créant autour de Daimler-Benz le deuxième groupe européen aéronautique, derrière le britannique British Aerospace et devant le français Aérospatiale.

Pour constituer ce colosse pesant 80 milliards de marks (270 milliards de francs) de chiffre d'affaires annuel, Daimler-Benz, qui s'est

développé dans l'automobile, devait accepter, ce mercredi 9 novembre, le montage proposé par le gouvernement de Bonn.

Dans un premier temps, Daimler-Benz souscrira pour 2,7 milliards de francs à l'augmentation de 30 % du capital de Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), qui détient 100 % de Deutsche Airbus, partenaire à 37,9 % du consortium Airbus Industrie.

En contrepartie, le gouvernement s'engageait à supporter, d'ici à l'an 2000, jusqu'à concurrence de 4,3 milliards de marks (14,6 milliards de francs) les risques de change du programme Airbus chaque fois que le dollar descendrait au-dessous de 1,60 mark. Aujourd'hui, le taux est d'un dollar pour 1,80 mark.

On peut dire que le ministre de l'économie et des finances, M. Martin Bangemann, a « mis le paquet » pour arriver à ce résultat. L'accord que les sociaux-démocrates et certains libéraux attaquent comme une « socialisation des pertes et une privatisation des profits » s'ajoute aux 10,7 milliards de marks (35 milliards de francs) de pertes de Deutsche Airbus supportées par les fonds publics allemands. Pourquoi de telles largesses ?

MBB était difficilement gouvernable, produit de différentes fusions plus ou moins bien digérées qui lui valaient une productivité médiocre. L'avionneur était d'autant moins opérationnel que ses actionnaires principaux sont trois laender, trois régions, malhabiles à décider dans la compétition aéronautique mondiale.

Bonn s'était donc décidé de longue date à le privatiser, mais il voulait en profiter pour constituer un groupe important capable d'affronter les échéances européennes avec une taille suffisante (60 % du marché ouest-allemand de l'aérospatiale).

La solution Daimler-Benz a l'avantage d'associer MBB avec l'avionneur Dornier et le motoriste Motoren und Turbinen Union (MTU) déjà sous sa coupe. De

l'avion de combat Tornado au fuselage des Airbus en passant par les réacteurs et les moteurs à hélice, Daimler-Benz peut désormais s'associer au tour de table des grands de l'air et de l'espace avec un jeu de cartes quasiment complet.

Pour ses partenaires européens et pour le programme Airbus, la naissance de ce mastodonte est-il une chance ou un handicap ? Certains se réjouissent franchement de la privatisation de MBB, qui devrait devenir ainsi plus rapide dans les décisions comme dans l'acquisition. D'autres, des Allemands notamment, estiment que cette évolution retirera un argument aux Américains qui accusent les Etats européens de confondre les caisses de leurs avions et les budgets des Etats.

Il y a pourtant dans l'accord entre Daimler-Benz et le gouvernement de Bonn deux facteurs qui risquent d'en obérer la bonne fin. Le premier tient à la garantie de change accordée au groupe pour les programmes Airbus. Celle-ci prête le flanc comme jamais aux accusations américaines de subvention contraire aux règles du commerce international.

« Particulièrement inacceptable »

M. Clayton Yeater, représentant spécial pour le commerce du président Reagan, n'a pas raté la cible lorsqu'il a déclaré, dès le 8 novembre, que la décision du gouvernement ouest-allemand était « particulièrement inacceptable ». M. Yeater a poursuivi : « Le risque des taux de change doit être supporté par ceux qui sont impliqués et non par les contribuables allemands (...). Les Etats-Unis n'ont pas répondu à la perte de compétitivité due à un dollar fort en inventant de nouvelles façons de subventionner les exportations américaines (...). Il est incongru et indéfendable pour la RFA, pays dégageant un excédent commercial très important, de subventionner un produit destiné à l'exportation ».

ALAIN FAUJAS.

Un rapprochement de l'auto et de l'avion plus financier qu'industriel

« Voitures... vols » : le jeu du « Pigeon vole » de notre enfance devra-t-il désormais élargir son inventaire à tout ce qui vole ? A voir l'évolution des constructeurs automobiles, on serait tenté de répondre par l'affirmative. Derniers en date, l'entrée de Daimler-Benz, plus connu sous le nom de marque Mercedes, dans le capital de l'avionneur Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), vient en effet allonger la liste des groupes qui ont marié automobile et aéronautique : le suédois Saab, l'italien Fiat, les américains General Motors, Ford et Chrysler...

Dans le passé déjà — Saab en est le meilleur exemple — il y a eu convergence entre les deux secteurs. Nombre d'ingénieurs ont eu des ponts entre les projets aéronautiques pendant la guerre ont cherché à rentabiliser leurs études une fois la paix revenue. Souvent aussi le lien s'est fait par les moteurs, utilisés dans les premiers avions comme dans les premières voitures comme pour Hispano-Suiza ou De Dion-Bouton. Aujourd'hui encore, Volvo fournit des moteurs à l'aviation en même temps qu'à l'automobile, même si toutes ne sont pas économiquement rentables dans l'immédiat. Ainsi la conception assistée par ordinateur utilisée pour le dessin des avions s'est-elle étendue à celle des véhicules. L'électronique ou les matériaux développés pour les premiers pourraient également être utilisés par les seconds.

« Logique » industrielle

Si une telle complémentarité peut jouer à plein dans les groupes qui l'ont pratiquée dès l'origine — comme Saab — elle semble cependant plus difficile à mettre en œuvre lorsqu'il s'agit d'acquisitions récentes. L'exemple du rachat de Hughes Aircraft par General Motors tendrait à le prouver. Et nombre d'observateurs affirment que le géant américain de Detroit aurait pu tout aussi efficacement investir dans la recherche-développement les milliards de dollars qu'il a consacrés à cette acquisition.

Aussi la « logique » industrielle n'est-elle pas forcément la motivation principale de ceux qui se diversifient de la voiture vers l'avion, ou vice-versa, comme l'a illustré le rachat de Rover par le constructeur aéronautique British Aerospace. En l'occurrence, la réaction nationale, sinon nationaliste, a été primordiale, face aux propositions faites notamment par les américains General Motors ou Ford.

Dans le cas de Daimler-Benz, l'élément national a également indéniablement joué. Les pouvoirs publics ouest-allemands ont de toute évidence confié au premier groupe industriel privé du pays une mission qu'en France l'Etat prendrait en charge. D'ailleurs que le constructeur de Stuttgart en a largement les moyens. Les bénéfices engrangés grâce aux ventes de ses Mercedes ne sauraient trouver leur seul débouché dans le secteur automobile où Daimler-Benz fait partie des constructeurs très spécialisés et donc à la production forcément limitée.

CLAIRE BLANDIN.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALORG & PARNASSE-VALOR

SICAV du Groupe des Banques Populaires

Les Conseils d'Administration des SICAV VALORG et PARNASSE-VALOR ont estimé, au cours de leur séance du 7 novembre 1988, qu'il était de l'intérêt des deux Sociétés de réunir leurs moyens pour optimiser la gestion des actifs qui leur sont confiés. Dans cette perspective, la fusion des SICAV VALORG et PARNASSE-VALOR sera proposée à leurs actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de chacune de ces Sociétés convoquée prochainement à cet effet.

Cette opération serait réalisée sous la forme d'une absorption de PARNASSE-VALOR par VALORG, les actionnaires de PARNASSE-VALOR recevant en échange de leurs titres des actions de VALORG. Ces deux SICAV créées à l'initiative de la CASDEN — BANQUE POPULAIRE, et diffusées par le Groupe des BANQUES POPULAIRES, ont toutes deux pour objectif d'offrir aux épargnants et aux institutions relevant notamment du secteur de l'Éducation Nationale, un placement présentant de bonnes perspectives de plus-values, disponible à tout moment et comportant de faibles risques de fluctuations du capital. A ce titre, les SICAV appelées à fusionner relèvent toutes deux de la catégorie des SICAV de court terme, régulières.

FUSION DES DEUX SICAV

BANQUE POPULAIRE

Pour demander d'arrêter la guerre contre l'enfant à naître, qui s'amplifie avec les armes chimiques destinées aux peuples sous-développés,

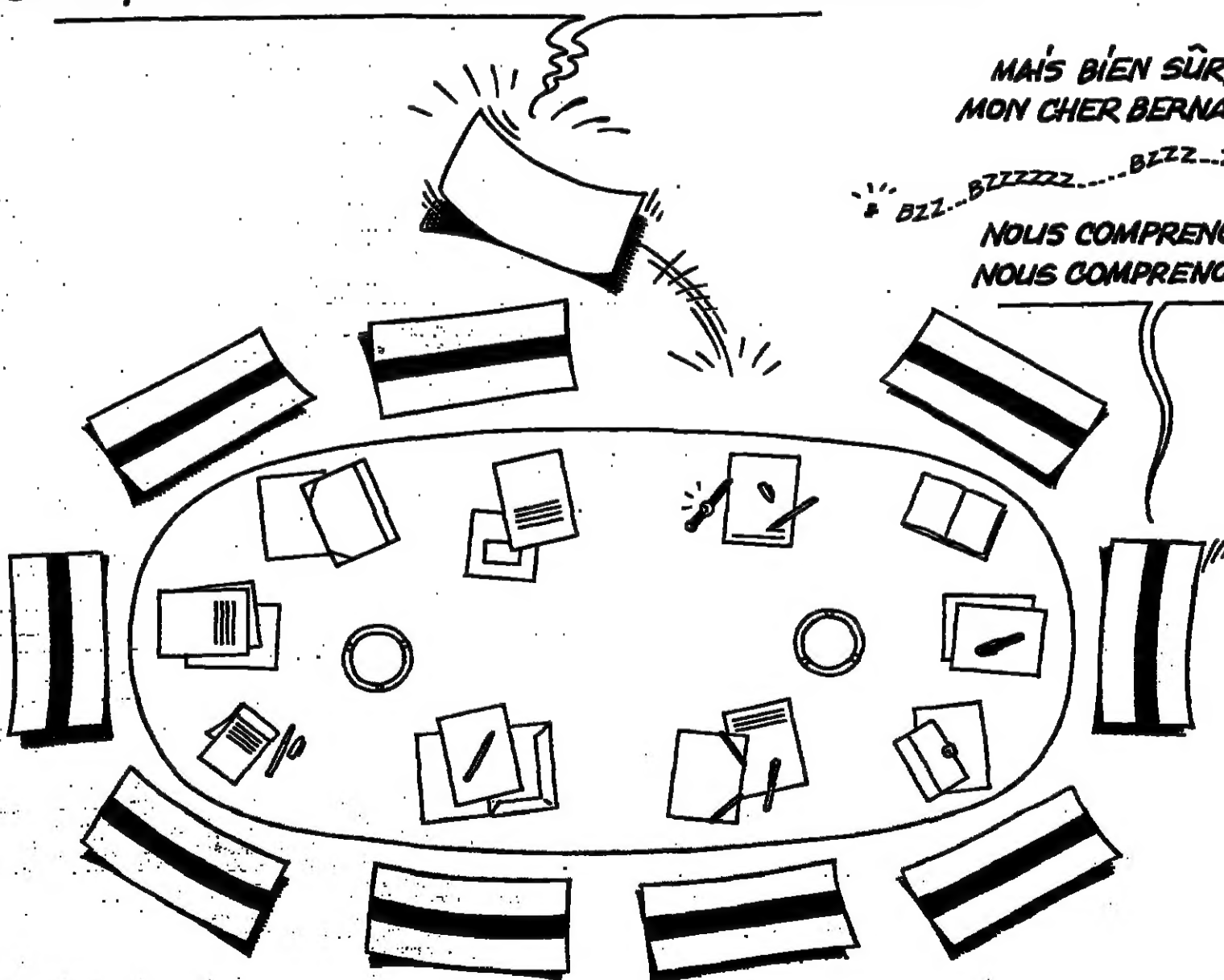
HISSEZ LE DRAPEAU BLANC DE L'ARMISTICE

Le 11 novembre 1988 à 11 heures une cérémonie aura lieu sur le Parvis des Droits de l'Homme, Place du Trocadéro.

ENEZ NOMBREUX POUR TÉMOIGNER DANS LE SILENCE ET LE RECUEILLEMENT.

Comité pour sauver l'enfant à naître. B.P. 5. 94121 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX. Tél. 43.44.99.22

EXCUSEZ-MOI, JE DOIS REMETTRE UNE PIÈCE DANS LE PARCMÈTRE...



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

RAPP

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

Coste des changes

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4-5 Élection de M. Bush à la présidence des États-Unis. 6 L'avenir du Cambodge. 8 Un entretien avec le secrétaire général du Parti communiste hongrois. 10 RFA : la commémoration de la « Nuit de cristal ». 11 Pologne : M. Lach Walesa temporise.	13 Après le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. 14 La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale. 15 L'antisémitisme et l'extrême droite française.	16 La gendarmerie confirme ses ambitions en matière de police scientifique. — Condamnations du <i>Figaro-Magazine</i> et de <i>Minute</i> pour diffamation envers le juge Hayet. — Sports. 17 L'embryon humain dans la recherche scientifique.	21 L'automne des échanges franco-japonais. 22-23 Opération Marseille Méditerranée : expositions, photos, mode. — Au Musée de Matisse-Alfort menacé : Fragonard, le cousin écorché.	40 Les négociations dans la fonction publique. 43 La fusion MBB-Deimler-Benz. 44-45 Marchés financiers. COMMUNICATION 28 Un entretien avec M. Jacques Vistel, médiateur du cinéma.	Abonnements 2 Annonces classées 33 à 39 Carnet 20 Légion d'honneur 20 Météorologie 20 Mots croisés 28 Radio-Télévision 24 Expositions 25 à 27 Spectacles 25 à 27	● Paris New-York pour 7 francs par minute. Le Monde vous offre sa messagerie internationale. ● Chaque jour le mini-journal JOUR. ● Jouez avec le Monde JEU. 36-15 rappez LM

L'agitation sociale

Le mouvement se poursuit dans le secteur public

Outre l'agitation sociale dans les postes, divers mouvements se sont produits en France.

Dans les transports en commun, les villes de Saint-Etienne et de Lyon sont toujours paralysées, les négociations en cours n'ayant permis d'enregistrer aucune amélioration. A Lyon, la direction a assigné en référé, le 9 novembre, les trente-deux piquets de grève.

Si un accord est intervenu à Grenoble, le 8 novembre, il n'en est pas de même ailleurs. Le trafic dans le Valenciennois est totalement arrêté. A Marseille, des débrayages d'une heure ont lieu tous les jours, comme à Valence, et la circulation des bus a été interrompue pendant trois heures à Montpellier, le 8 novembre.

A Air France, les mécaniciens au sol poursuivent leur mouvement de débrayages. Une grève de trois heures quarante, le 9 novembre, organisée à l'appel des syndicats et des coordinations, devait leur permettre de participer à une manifestation à Paris. Des actions du personnel navigant ont empêché le départ de plusieurs avions, depuis le 6 novembre, de la compagnie nationale de navigation Corse-Méditerranée, à Marseille.

A la SNCF, le 9 novembre, 50 % du trafic banlieue du réseau de la gare de l'Est n'a pas été effectué, à la suite d'un préavis de grève déposé par la CGT.

La CFDT et FO ont, de leur côté, déposé des préavis de grève pour la semaine prochaine, après la CGT. Le préavis porte sur les périodes

allant du 14 novembre à 20 heures au 15 novembre à 20 heures, pour FO, du 13 novembre à 20 heures au 17 novembre à 8 heures pour la CGT, et du 13 novembre à 20 heures au 24 novembre à 8 heures, pour la CFDT.

Au cours de la journée du 8 novembre, le personnel de l'ANPE a débrayé et, selon la CGT, les agents d'EDF-GDF ont baissé de 20 % la production d'électricité.

Mais c'est à la Sécurité sociale que s'est déroulée l'action la plus spectaculaire. Le mouvement de grève, lancé par les quatre organisations syndicales (CGT, CFDT, FO et CFTC) aurait été bien suivi, notamment à Nice, Toulon et Caen.

A Paris, la manifestation nationale a rassemblé vingt mille participants, selon les syndicats, cinq mille selon la police. Reçue au ministère de la Santé et de la Protection sociale par le directeur de cabinet, la délégation a appris que M. Evin souhaitait que syndicalistes et employeurs — l'Union des caisses nationales de sécurité sociale, l'UCANSS — « arrivent à un accord honnête que le ministère puisse agréer ».

Enfin, une journée nationale d'action de la CGT était organisée dans l'ensemble des usines Renault, avec deux heures de débrayage minimum. Selon le syndicat, le mouvement aurait été massivement suivi, mais la direction comptabilise, de son côté, 8 % de participants.

Le Conseil constitutionnel et le contentieux des législatives

L'élection de M^{me} Neiertz et de son remplaçant (PS, Seine-Saint-Denis) est annulée

Le Conseil constitutionnel a annulé mardi 8 septembre, après en avoir délibéré le 7 et le 8, l'élection de M^{me} Véronique Neiertz (PS) comme députée de la neuvième circonscription (Boudry) de la Seine-Saint-Denis, en raison de l'illégalité de son suppléant, M. Claude Fuzier.

M^{me} Neiertz ayant été nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie chargé de la consommation, M. Fuzier l'avait aussitôt remplacée à l'Assemblée nationale.

Le Conseil constitutionnel a en revanche rejeté une requête qui réclamait l'annulation de l'élection d'un autre député socialiste, M. Claude Bartolone (sixième circonscription de la Seine-Saint-Denis). Ce recours arguait aussi de l'illégalité de sa suppléante, M^{me} Janine Pietruszky.

Cette dernière et M. Fuzier ont en commun d'avoir figuré, M. Fuzier au deuxième rang, M^{me} Pietruszky au troisième, sur la liste présentée par le Parti socialiste aux élections sénatoriales de septembre 1986 en Seine-Saint-Denis.

Dans ce département, qui compte six sièges de sénateurs et où leur élection a lieu au scrutin proportionnel, seule la tête de liste socialiste, M. Marcel Debarge, avait été élu sénateur.

La préparation des élections municipales

MM. Chirac et Giscard d'Estaing pour des listes d'union

L'UDF et le RPR ont réaffirmé, mercredi 9 novembre, qu'ils présenteront des listes communes aux élections municipales dans un maximum de villes, selon une déclaration commune publiée à l'issue de la rencontre des deux délégations dirigées par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing.

La commission Gaudin-Juppé se réunira le 16 novembre et rendra les derniers arbitrages au début décembre. Les deux délégations ont également décidé d'« aborder ensemble la préparation de l'élection européenne en définissant les objectifs européens de la France » et de demander à leurs groupes de travail de se réunir dès le début décembre pour parvenir rapidement à des propositions communes. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a insisté sur la nécessité pour l'opposition d'arriver à des positions claires sur ces élections.

La préparation des élections municipales

MM. Chirac et Giscard d'Estaing pour des listes d'union

L'UDF et le RPR ont réaffirmé, mercredi 9 novembre, qu'ils présenteront des listes communes aux élections municipales dans un maximum de villes, selon une déclaration commune publiée à l'issue de la rencontre des deux délégations dirigées par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing.

La commission Gaudin-Juppé se réunira le 16 novembre et rendra les derniers arbitrages au début décembre. Les deux délégations ont également décidé d'« aborder ensemble la préparation de l'élection européenne en définissant les objectifs européens de la France » et de demander à leurs groupes de travail de se réunir dès le début décembre pour parvenir rapidement à des propositions communes. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a insisté sur la nécessité pour l'opposition d'arriver à des positions claires sur ces élections.

Ainsi, « au jour de l'élection », M^{me} Pietruszky, le Conseil précise, dans son autre décision : « Si cette illégalité fait obstacle à ce qu'un candidat à l'Assemblée nationale puisse choisir comme remplaçant la personne qui, en cas de vacance du siège d'un sénateur, serait immédiatement appelée à remplacer celui-ci, elle ne saurait être demandée aux autres personnes ayant seulement vocation à acquiescer la qualité de remplaçant ».

Ainsi, « au jour de l'élection », M^{me} Pietruszky n'avait pas la « qualité » de remplaçante de M. Debarge. Elle « pouvait par suite se présenter comme remplaçante de M. Bartolone, candidat dans la sixième circonscription de la Seine-Saint-Denis lors des élections législatives des 5 et 12 juin 1988 ».

Une demi-« vraie-fausse » réponse de M. Pasqua

Entre ou ne pas être suppléant de député lorsqu'on fut élu de liste aux élections sénatoriales... Pour résoudre ce problème modeste mais complexe, qui ne saurait agiter qu'une fraction restreinte de la population, celle limitée des députés de partis politiques, les sujets concernés ne pouvaient se prévaloir de nulle religion spécialisée établie.

L'article L.O. 134 du code électoral, tremblant pilier de l'incertitude controversée, n'est pas un monument de luminosité, surtout lorsqu'on tente de l'éclairer par diverses autres dispositions du même code.

D'un autre côté, le Conseil constitutionnel, déjà appelé dans le passé à s'aventurer sur ce terrain, n'avait pas eu à se pencher sur l'exemple ici posé.

Ironie de la petite histoire, le seul rempart sur lequel s'appuyait sans doute une réponse à une question posée en avril 1986 par le sénateur Michel Miroudot au ministre de l'Intérieur Charles Pasqua.

Chef à ses passions, M. Miroudot s'était en bon sénateur demandé « s'il y a lieu de considérer que les candidats aux élections législatives venant sur une liste après le dernier candidat élu ne pourraient être remplacés de candidats ».

La loi de M. Pasqua, ou celle qui lui fut dictée, était exempte de doute : « Le suivant de la liste a vocation à remplacer n'importe lequel des élus qui le précèdent sur la liste, et ce remplacement [...] a lieu quelle que soit la cause de la vacance du siège du député. Une personne non élue figurant sur une liste de candidats à la députation peut donc être choisie comme suppléant d'un candidat aux élections sénatoriales ».

Le ministre de l'Intérieur avait même sur sa lancée risqué cette généralisation de son propos : « Il en est d'ailleurs de même pour une personne non élue figurant sur une liste de candidats aux élections sénatoriales si cette liste a été présentée dans un département où les sénateurs sont élus à la représentation proportionnelle ».

Hélas, pour M. Claude Fuzier — M^{me} Neiertz était au chaud dans son secrétariat d'Etat — et tant mieux pour M. Bartolone, le Conseil constitutionnel coupe aujourd'hui la poire, le cheveu, le diable en deux. Il dit à son façon que M. Pasqua, souvent répété plus proche de Péguy que de Shakespeare, avait fait au sénateur Miroudot, une demi-vraie-fausse réponse.

MICHEL KAJMAN.

Le numéro de « Monde » daté 9 novembre 1988 a été tiré à 542 461 exemplaires

A B C D E F G

Sur le vif

Mémé Barbara

Je m'en souviendrais, dites donc, de cette nuit américaine scintillant sur toutes nos chaînes. Crevée, je suis. J'ai été me coucher avec Durand et je me suis levée avec Ockrent, le BSC visé à l'ordie. A 6 heures du mat', dans le miroir des malades, mal réveillée, on s'est mis à quatre sur un Parisien libéré. Bush président ! Tu permets ? Juste un coup d'œil. Je débarque, blême, bouffie, chez Maurice, la paupière en valoches, la tignasse en rince-bouteille. Je me cramponne au zinc couvert de cafés-caïves, de croissants, de sauciers et de tasses sales.

Tu le veux arrosé, ton double bien servi, ma grande ? C'est ma noume. Qu'est-ce qu'on fête ? Ben, la victoire à Beucha. C'est son pote au cow-boy, et nous, le cow-boy, on l'aime bien. Mini-soufflage auprès des habitués : et toi, pour qui t'étais ? Pour l'autre là... Et toi ? Pour Romme. Et toi ? Pareil. A la colonne des ne-se-prononcent-pas, j'ai pas mis une seule croix.

Les confrères se gaussent : il n'a été élu que par 25 % des Américains, le nouveau boss de la Maison Blanche. Des Américains en âge de se prononcer, attention, là-bas, c'est pas cal-

qué pareil qu'ici, en fonction des seuls inscrits. N'empêche, si on avait pu voter, nous les Français, vous auriez vu un peu ce taux de participation. A rendre jaloux mon Mimi.

Arrive une copine : Maurice, un petit crâne, vite fait, tu veux. Je me l'agrade : et sa même à Bush, qu'est-ce que t'en penses ? Comparé à Nancy quand même...

— Ouais, géniale ! Moche, grosse, vieille, l'idéal. Au moins là, on pourra trainer en kimono et en bigoudis en se tapant du sauciflard et du choc devant nos télé sans complexe. En plus, il l'adore, son bonhomme. Il l'a jamais trompée.

— Comment tu le sais ?

— Tu sais bien que là-bas tout se sait. S'ils avaient pu lui foutre une cover-girl aux fesses, ils se seraient pas gênés. Mais non, rien ! Et ça, tu vois, ça me plaît, ça me rassure. Si ce tas peut séduire le mec le plus puissant du monde...

— Pourquoi pas toi ?

— Ou toi, ma pauvre chérie. Encore que là, ce matin, à côté de toi, la Barbara, je vais te dire, c'est Vanessa Paradis.

CLAUDE SARRAUTE.

La France financerait la construction en Egypte d'une usine aéronautique

LE CAIRE
de notre correspondant

La France et l'Egypte sont convenues de renouveler le protocole de coopération militaire qui les lie depuis 1975. Cette décision a été annoncée au terme de la visite de vingt-quatre heures au Caire du ministre français de la Défense, M. Jean-Pierre Chevenement.

M. Chevenement a indiqué qu'il avait examiné avec ses interlocuteurs les possibilités de financement d'un projet de construction en Egypte d'un atelier de maintenance et de remise à neuf des avions de combat français ou autres. Cet atelier installé dans la vallée du Nil devrait non seulement permettre de réajuster la soixantaine de Mirage-5 et l'entretien des vingt Mirage-2000 égyptiens mais aussi de desservir toute la région.

● LIBAN : le général Aoun relevé de ses fonctions — M. Adol Ouseiran, ministre de la Défense du gouvernement libanais dirigé par des musulmans, a, mercredi 9 novembre, relevé de ses fonctions de commandant en chef de l'armée le général Michel Aoun, qui dirige un gouvernement militaire rival.

M. Ouseiran a désigné le général Sami Al-Khatib à la tête du commandement de l'armée, tant que ce poste restera vacant. — (AFP.)

Pour choisir votre équipement Macintosh ou trouver le meilleur conseil ?



INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4° 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6° 91 37 25 03

CHARLES LE GOLF

Chemise 250 f

3 cols différents, 10 coloris.
100% coton, double surpiqûre,
fabrication française.

117 Boulevard Saint-Germain, Paris 6 • 01 45 55 55 55 • 100 rue de la Harpe, Paris 5 • 01 46 33 33 33 • 100 rue de la Harpe, Paris 5 • 01 46 33 33 33 • 100 rue de la Harpe, Paris 5 • 01 46 33 33 33

SVM
SCIENCE & VIE MICRO

ORDINATEURS PORTATIFS ENFIN CONFORTABLES

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 11.000 F AVEC LE CHÉQUIER MICROSOFT DANS CE N°

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- E.I.S.A. contre PS/2 : le front anti-IBM.
- Le compatible PS/2 de Tandy.
- Avant-première : d-Base IV à l'essai.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE